



HAL
open science

Servir l'État ou se servir soi-même? Les "courtiers du tabac" dans l'hégémonie de l'État-paysan au Malawi. Trajectoires sociopolitiques d'une élite paysanne dans l'espace productif du district de Kasungu, Région Centrale

Paul Grassin

► **To cite this version:**

Paul Grassin. Servir l'État ou se servir soi-même? Les "courtiers du tabac" dans l'hégémonie de l'État-paysan au Malawi. Trajectoires sociopolitiques d'une élite paysanne dans l'espace productif du district de Kasungu, Région Centrale. Science politique. 2014. dumas-01088051

HAL Id: dumas-01088051

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01088051>

Submitted on 27 Nov 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
UFR de Science Politique **Mémoire de Master 2 Recherche Études Africaines - option science
politique**

Réalisé sous la direction de Johanna Siméant, professeure des universités

Servir l'État ou se servir soi-même?
Les "courtiers du tabac" dans l'hégémonie de
l'État-paysan au Malawi.

Trajectoires sociopolitiques d'une élite paysanne dans l'espace productif
du district de Kasungu, Région Centrale.

Paul GRASSIN

Paris, Juin 2014

Remerciements

Depuis la formulation du projet de recherche jusqu'à la saisie des dernières lignes du travail écrit, la réalisation d'un mémoire de recherche n'est pas un exercice solitaire, qui plus est lorsqu'il s'appuie sur un terrain ethnographique dans un pays visité pour la première fois. Si les propos tenus tout au long n'engagent que moi, sa réalisation finale n'aurait pas été possible sans les multiples contributions intellectuelles, matérielles et morales d'un grand nombre de personnes, de France, du Malawi et d'ailleurs, qu'il convient de remercier ici.

Mes premières pensées sont pour Johanna Siméant, ma directrice de recherche, pour la confiance qu'elle m'a accordée et l'enthousiasme dont elle a fait preuve tout au long de cette année. Sa façon de pratiquer le métier de chercheur comme une activité pédagogique est pour moi une source primordiale d'inspiration. Ses conseils distribués jusqu'à la fin ont très fortement contribué à la physionomie de ce mémoire. Je lui dois notamment d'avoir orienté mon regard sur ces producteurs particuliers que sont les courtiers-producteurs, sur les capitaux qu'ils mobilisent et sur leurs relations quotidiennes avec les autres catégories paysannes.

Martin Prowse, de l'Université d'Antwerp qui m'a fait partager sa connaissance de l'espace productif agricole malawien et a contribué à la préparation de mon enquête à travers ses conseils méthodologiques renouvelés au cours du terrain. C'est par son intermédiaire que je suis entré en contact avec Amon de NASFAM, ce qui a donné à mon travail ethnographique une dimension inespérée avant le départ.

Au Malawi, je tiens à exprimer ma gratitude envers NASFAM pour avoir accepté, sans condition, de parrainer ma recherche devant le gouvernement du Malawi et de m'avoir donné accès à ses bureaux pour y travailler. Mais derrière l'institution, c'est une somme d'individualités, dont la disponibilité et la générosité sans égale lorsqu'il s'agissait de m'accompagner exactement là où je le souhaitais, qui a rendu possible la réalisation de mon travail ethnographique. Merci tout particulièrement à Amon Chinyophiro pour son accueil chaleureux et son soutien moral ; à Billy Magwaza, Joseph Msaya et l'extravagant Philip Mugara pour m'avoir guidé des heures durant sur les pistes cahoteuses des campagnes de Dowa et Kasungu à la rencontre des producteurs et pour avoir improvisé avec sérieux le métier difficile d'interprète. Leur connaissance du milieu rural aura été pour moi une source d'information intarissable.

Je suis également infiniment reconnaissant à mes différents hôtes en brousse pour m'avoir accueilli sous leur toit, m'avoir fait partager avec authenticité leur quotidien au village, m'avoir patiemment enseigné les rudiments du Chichewa et, surtout, avoir répondu avec spontanéité à mes incessantes interrogations. Ils m'ont permis de réaliser le souhait initial d'*expérimenter* mon terrain au quotidien et la richesse des informations glanées chaque jour à leurs côtés a éclairé autant de questionnements que les entretiens formels ne permettaient pas d'aborder.

Une pensée sincère va également à chacun des producteurs enquêtés qui ont accepté de se plier, avec patience et volonté, à l'exercice fastidieux de l'entretien semi-directif.

Merci enfin à tous ceux qui par leur soutien et leur amitié sincère ont contribué à faire de ce terrain d'enquête un voyage inoubliable.

Le soutien moral et matériel de mes parents tout au long de mon parcours jusqu'à la rédaction des dernières lignes de ce mémoire aura été une nouvelle fois décisif. Merci par ailleurs pour m'avoir transmis le goût de l'autre et du voyage qui ont grandement guidé mes choix jusqu'à présent.

La complicité, l'amitié et la relecture attentive de Frédéric Salin ont également été salutaires à mes tentatives de conceptualisation et nos longues discussions nocturnes à parler de Foucault ont fortement contribué à l'approche choisie dans ce travail.

Enfin mon terrain n'aurait pas pu se dérouler dans ces conditions sans le soutien financier du programme Alliance entre l'Université Paris 1 Panthéon Sorbonne et Columbia University, qui a m'a renouvelé sa confiance cette année après m'avoir permis de m'initier aux études africaines à New York l'an dernier.

Avertissement

Si le terrain et les problématiques évoquées ne m'ont pas semblé représenter quelque danger que ce soit, ni pour moi dans la poursuite de mon terrain, ni pour mes enquêtés dans les entretiens réalisés, certaines trajectoires et pratiques sociales évoquées dans ce mémoire peuvent être compromettantes pour l'avenir de certains. Par conséquent, j'ai pris soin d'anonymiser mes enquêtés lorsque cela s'imposait, dans la mesure où cela ne compromettait pas la portée heuristique du propos.

Les extraits d'entretien sont écrits en anglais avec les mots utilisés par les différents interprètes qui m'ont guidé sur le terrain. Je les ai conservés tels quels (avec tout même une correction syntaxique pour rendre la lecture plus agréable) pour éviter une deuxième traduction de l'Anglais au Français qui dénaturerait encore plus les propos recueillis. Précisons, en effet, que l'objectif de ce travail était à l'origine de récolter les voix de fermiers qui ne sont, pour ainsi dire, jamais retranscrites dans les rapports officiels sur l'industrie du tabac. J'ai toutefois pris la liberté de changer le pronom en conjuguant tous les extraits à la première personne (à moins qu'une personne tierce n'intervienne) afin de rendre la lecture plus agréable et les propos plus vivants. Pour distinguer toutefois les propos obtenus directement en anglais de ceux traduits, le nom de l'enquêté est systématiquement suivi d'une "*" lorsque la discussion nécessitait un interprète.

Enfin, ayant vécu directement chez mes enquêtés, mon terrain fut l'occasion de recueillir un grand nombre de citations que j'ai retranscrites sur le moment ou le soir dans mon journal. Lorsque des propos d'enquêtés sont rapportés sans préciser la date de l'entretien cela signifie qu'il s'agissait de ce type de discussion informelle.

Table des Matières

Table des Matières	iii
Table des figures	v
Liste des tableaux	vi
Liste des sigles et abréviations	vii
Introduction	1
<i>« Les » paysanneries dans l'espace politique malawien</i>	2
<i>Les relations de production comme « faits sociaux totaux » : un enjeu théorique</i>	4
<i>L'hégémonie de l'« État-paysan » dans la production</i>	6
<i>Politisation et consentement des courtiers-producteurs</i>	12
<i>Élites et élitisme paysans</i>	17
<i>Terrain et méthodes</i>	21
<i>Retour sur l'approche empirique adoptée</i>	22
<i>Difficultés rencontrées et stratégies d'adaptation</i>	26
<i>Articulation du propos</i>	29
I Paysans sous hégémonie	
Formes et discours de l'« État-paysan » en Région Centrale	31
Chapitre 1 Trajectoire historique du « ruralisme d'État » en région centrale	34
A) La rhétorique ruraliste dans la formation de l'État postcolonial	35
a) Historicité de la « culture paysanne » en Région Centrale	35
b) Le « populisme paysan » sous K. Banda : entre hégémonisme et « participation paysanne »	37
c) « Culture paysanne » et « culture politique » sous le multipartisme	42
B) Le discours sur le développement et la pauvreté : nouveau visage du « ruralisme d'État »	48
a) « Malawi is a poor country » : « sous développement » et « pauvreté » comme registres de subjectivation	49
b) Les modes (non) opératoires de l'« État-ONG »	52
c) « The political machine » : développement et lutte politique	54
d) État-ONG, ancrage local, participation et perceptions paysannes	59
Chapitre 2 Quand les paysans se contrôlent eux-mêmes : casse-tête hégémonique et cooptation des « courtiers-producteurs »	65
A) Penser l'articulation : production paysanne indépendante et casse-tête hégémonique	70

a)	« We need business oriented tobacco growers » : les contraintes industrielles d'une culture extravertie	72
b)	Attentes paysannes et conflits d'intérêts	76
B)	La décharge : du « bon-producteur » au « courtier-producteur »	80
a)	Les leaders paysans : des « courtiers en puissance »	80
b)	NASFAM : ONG paysanne et relais hégémonique	87
c)	Cooptation des « bons producteurs » et formation des « courtier-producteurs »	91

II Des producteurs paysans entre deux mondes. Socialisation, stratégies de différenciation et de légitimation des courtiers-producteurs 96

Chapitre 3 L'élitisme paysan : itinéraires d'accumulation et de différenciation sociale d'une élite productrice extravertie 100

A)	La rente du courtage : marges de manœuvre des courtiers et « laisser faire » institutionnel .	101
a)	Les ressources sociales de l'extraversion	102
b)	Les « gardiens du temple » : exploitation des barrières à l'entrée du marché du tabac	105
c)	« Transactions collusives » et compromis hégémonique	107
B)	Éthique du business et entre-soi : la professionnalisation du groupe de courtiers-producteurs	110
a)	Les bonnes pratiques de production à la source de « l'éthique du business »	111
b)	Des producteurs paysans en col blanc	112
c)	« Ascétisme » et formes de déviance	115
d)	« Tobacco is business » : des relations sociales exclusives	116
e)	Le milieu associatif comme lieu de socialisation	119

Chapitre 4 « Remaining a bwana » : assistance et stratégies de légitimation et de positionnement des courtiers-producteurs 122

A)	Des « piggy-banks » malgré eux : insécurité, assistance « forcée » et structuration sociale .	124
a)	Employeurs et patrons : les liens organiques entre le métayage et le <i>ganyu</i>	125
b)	« Being rich among the poor is not a comfortable situation » : richesse, jalousie et insécurité des courtiers-producteurs	130
c)	L'assistance comme protection et comme principe de structuration sociale	132
B)	Quand les courtiers-producteurs occupent les arènes politiques locales	136
a)	Des élites « multi-positionnées »	137
b)	Les pouvoirs au village : courtiers-producteurs et village-headmen	141

III Une « élite subordonnée » Les revendications des courtiers-producteurs : entre refus quotidiens et mobilisations non protestataires 145

Chapitre 5 « Au nom du business » : exploitation et formes de la contestation des courtiers-producteurs 149

A)	Au sources de la conflictualité : les mécanismes de l'exploitation paysanne	150
a)	Transfert des coûts de production et de commercialisation	151
b)	Vente à perte : exploitation d'une dépendance au tabac	154
c)	Transfert du risque et exploitation des solidarités paysannes	157
B)	Les formes quotidiennes et individuelles de la résistance	160
a)	Quand la contestation est portée par les courtiers-producteurs	161

b)	« They don't hold us » : fuir l'exploitation	163
Chapitre 6	Les voies de la mobilisation et de la représentation paysanne légitime : les courtiers-producteurs comme force de proposition politique ?	171
A)	NASFAM : l'exemple d'une « mobilisation dans le jeu »	173
a)	« We, as the (good) farmers » : représentation sélective et revendications des courtiers-producteurs	174
b)	Une représentation paysanne technocratique et dépolitisée	177
B)	Politisation et hétérogénéité des trajectoires sociopolitiques des courtiers-producteurs . . .	182
a)	Politics is a dirty game : leader paysan n'est pas leader politique	182
b)	Courtiers-producteurs en campagne : un nouveau type de courtier-producteur . . .	184
Conclusion :	pour une analyse politique des forces productives malawiennes	190
Bibliographie thématique		195
Sources primaires		204
Annexes		207
Liste des entretiens		207
Liste des observations		214
Guide d'entretien avec les tabaculteurs		216
Le terrain en images		219

Table des figures

1	Localisation du terrain	ix
1.1	Bingu wa Mutharika expulsant les patrons des compagnies de tabac	45
1.2	Danses traditionnelles en meeting politique	47
2.1	Réservoir offert à Frank Sitolo pour la qualité de son activité de « courtier-producteur ». . .	95
3.1	« Courtier-producteur » en costume.	114
4.1	Une fois prêts les sacs de tabac son enfermés dans la maison pour se prémunir des vols et du vandalisme.	130
5.1	Jeune femme pilant le maïs.	153
5.2	Notation du tabac une fois sec	155
1	Maisons de courtiers, maisons de paysans	220

2	« Here we buy tobacco ! » : grappe de tabac devant la boutique d'un <i>vendor</i> . Kasungu Ouest.	221
3	<i>Burley, flue-cured</i> , des séchages différents	222

Liste des tableaux

2.1	Les étapes d'une saison de tabac de la pépinière à la vente.	70
2.2	Évolution de la part des petits producteurs (clubs) dans la production du tabac suite à la libéralisation.	72

Liste des sigles et abréviations

ADC : Area Development Committee.

ADMARC : Agricultural Development Marketing Corporation.

AFORD : Alliance For Democracy.

AMC : Association Management Center

Aret : Agricultural Research and Extension Trust.

CBO : Community Based Organization.

DC : District Commissioner.

DPP : Democratic Progressive Party.

GAC : Group Action Committee.

IPS : Integrated Production System (synonyme de *contract-farming*).

MCP : Malawi Congress Party.

NASFAM : National Smallholder Farmers Association.

NTRM : Non Tobacco Related Materials.

PP : People's Party.

S.T/A : Sub Traditional Authority.

TAMA : Tobacco Association of Malawi.

TCC : Tobacco Control Commission.

VDC : Village Development Committee.



FIGURE 1 – Localisation du terrain. Carte extraite de Harri ENGLUND, (éd.) (2002a), *A Democracy of Chameleons : Politics and Culture in the New Malawi*, Kachere books, Nordic African Institute, 2002, 208 p.

Introduction

21 février aux aurores, Amon passe me prendre devant la guest-house où je résidais le temps de mon séjour à Lilongwe pour m'accompagner à Kasungu où je dois m'installer près de deux mois et mener la majeure partie de mon terrain. Dans l'espace social malawien, la région de Kasungu fait figure d'« Eldorado paysan » et son histoire récente incarne à elle seule la trajectoire de l'« État paysan » malawien. Fief de l'ancien dictateur hégémonique le Docteur Hastings Kamuzu Banda, l'ensemble de la région porte encore l'héritage de la stratégie d'intense développement agricole, menée par le leader et son parti unique, le Malawi Congress Party. Région rurale par excellence, le district de Kasungu est devenu depuis le milieu des années 1960 une véritable usine à tabac à ciel ouvert et si les grandes exploitations de tabac contrôlées par les cadres du Parti ont majoritairement disparu avec la fin du régime de Banda, laissant la production entre les mains d'une multitude de petits producteurs indépendants, le paysage (physique et social) de la région reste entièrement façonné par la tabaculture. Ce n'est donc pas sans excitation, fort de tous les a priori sur la capitale du tabac que m'avaient fait partager mes premiers enquêtés dans la région surpeuplée de Dowa¹, que je parcourais les 200 kilomètres me séparant de Kasungu, dans l'espoir de pouvoir enfin m'immerger au plus profond de mon terrain, au cœur de l'espace productif malawien. Tout en contemplant le paysage changer et se remplir de champs de tabac alors que la voiture s'approchait de notre destination, je m'identifiais quelque peu à tous ces jeunes paysans quittant les régions les plus densément peuplées du pays en quête d'un avenir plus doré dans le *business du tabac* à Kasungu.

À côté de Blantyre et Lilongwe, respectivement capitale économique et capitale politique du pays,

1. Ma première semaine de terrain en région rurale s'est déroulée dans la partie sud du district de Dowa (en périphérie nord de Lilongwe) réputé pour ses problèmes de surpeuplement. Elle s'apparentait autant à une période de découverte du milieu rural malawien qu'à une sorte de période pilote où je pouvais tester mes stratégies de terrain. Ayant en tête un imminent départ à Kasungu, j'ai longuement échangé avec mes premiers enquêtés à son propos. J'ai alors pu découvrir un véritable imaginaire social construit autour de cette région révélant la place qu'elle occupe dans l'espace politique national : centre agricole entièrement façonné par le populisme paysan de Banda et sa rhétorique ruraliste.

Kasungu fait effectivement figure de « ville rurale » dépendante économiquement de ses périphéries agricoles. Au cours de mon séjour, j'ai eu l'occasion de voir le paysage social de la ville se transformer avec le lancement de la saison des ventes de tabac. Toute la ville est entrée en ébullition : la population a pratiquement doublé entre mon arrivée le 21 février et mon départ début avril. Le reste de l'année, l'essentiel de la population est composé des femmes venues à pieds des villages environnants pour vendre cacahuètes, concombres et tomates, et des fermiers venus acheter les produits que l'on ne trouve qu'en ville, dans une sorte de ballet pendulaire quotidien. La ville vit au rythme de sa campagne et, si les élites urbaines parviennent généralement à capter les ressources produites par la périphérie, il est indéniable que les allées et venues des fermiers font et défont le paysage urbain. « When it's not the tobacco season, there is no opportunity here. And if the production is poor in the fields we are not going to find any job because shop owners won't have any customer... » m'explique Triza, une jeune femme vendant des poches d'eau fraîche conservées dans une glacière, après s'être plainte de ne pas trouver de travail fixe à Kasungu en dehors de la saison des ventes de tabac.

« Les » paysanneries dans l'espace politique malawien

En un mot, Kasungu incarne à elle seule la situation d'immense dépendance du Malawi par rapport à la filière du tabac. Avec la délégation de la production aux petits producteurs, depuis le milieu des années 1994 et le démantèlement des productions d'État, ce sont, selon les chiffres officiels, jusqu'à deux millions de malawiens qui produisent, commercialisent et exportent la plante. Cependant, cette estimation peut être aisément multipliée par quatre ou cinq si l'on veut bien tenir compte de l'ensemble des travailleurs mobilisés par foyer² et des producteurs non enregistrés qui commercialisent leur récolte par des réseaux plus ou moins souterrains. C'est également sans compter tous ceux qui, comme Triza, n'œuvrent pas directement dans les champs mais sont directement dépendants économiquement du succès de la récolte. Si les nombreux rapports d'experts publiés à propos du développement agricole du pays saluent unanimement la participation sans précédent des petits producteurs indépendants à la richesse du pays³, ils proposent un discours univoque

2. Notamment chez les métayers et employés saisonniers où l'ensemble de la famille contribue alors que le foyer, quelle que soit sa taille, ne compte que pour une « unité » de main d'œuvre.

3. Le marché du tabac représente entre 60% et 70% des recettes en devises étrangères du pays.

sur le « développement agricole » où la paysannerie malawienne est assimilée à une classe économique homogène dont l'histoire ne serait que la simple résultante de projets institutionnels. Ils gommant ainsi toute la complexité et la nature mouvante et incrémentale de l'histoire sociale malawienne. Contre un tel récit démiurgique de l'histoire, ce mémoire entend principalement rendre compte de cette histoire sociale. À partir d'un terrain ethnographique de deux mois et demi auprès des paysans des campagnes de Lilongwe et de Kasungu, j'entends restituer la participation historique des forces productives paysannes au processus de formation de l'État et de l'espace politique malawiens. Il s'agit en somme, dans le sillage de Jean-François BAYART de continuer à dénoncer le « paradigme du joug » et le « cliché de la passivité ou tout du moins de l'impuissance [politique] des groupes sociaux subordonnés »⁴. Cela constitue un enjeu épistémologique important tant ce cliché continue à ternir l'approche dominante des paysanneries africaines malgré tous les discours sur la « participation citoyenne au développement »⁵. Cela suppose une approche de l'histoire sociale paysanne en termes d'« intrigue » (et non de déterminisme) conformément au sens que donne Paul VEYNE au terme, lorsqu'il détaille sa conception du travail d'historien : une trajectoire événementielle incertaine où chaque étape n'est que le « croisement d'itinéraires possibles », « un mélange très humain et très peu « scientifique » de causes matérielles, de fins et de hasards ; une tranche de vie, en un mot, que l'historien découpe à son gré »⁶.

La pratique de mon terrain « en brousse », à la recherche des producteurs de tabac, m'a finalement conduit à dénoncer un autre cliché qui n'est en soi que la conséquence du premier : celui qui fait de la paysannerie une classe économique homogène, empiriquement identifiable et capable de se définir des intérêts communs. C'est prendre pour donnée l'existence de groupes antagonistes stables (une classe paupérisée qui, paysanne ou ouvrière, serait par essence opposée à une classe de capitalistes détenant un contrôle absolu sur les moyens

4. Jean-François BAYART (1989), *L'État en Afrique, la politique du ventre*, L'Esprit du Politique, Paris : Fayard, 1989, 514 p.

5. Jean-Pierre CHAUVEAU dès le milieu des années 1990 montre bien que ce discours se présente comme une prétendue « nouvelle tradition » dans la pratique du développement mais ne fait que favoriser la reproduction du « populisme bureaucratique » (pratique rationnelle et bureaucratique du pouvoir étendue aux arènes politiques locales associée à une vision populiste et misérabiliste des « développés » par les « développeurs »). Si au premier abord l'idée de participation populaire semble aller dans le sens d'une meilleure prise en compte des particularismes et de la complexité des populations subordonnées, le propos de CHAUVEAU, à partir d'observations ethnographiques en Afrique de l'Ouest, révèle bien qu'il ne fait qu'entretenir le « paradigme du joug » Voir Jean-Pierre CHAUVEAU (1994), « Participation paysanne et populisme bureaucratique : essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement », in Philippe LAVIGNE DELVILLE et Jean-Pierre JACOB, (éds.), *Les Associations Paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, Karthala, 1994, p. 25–60

6. Paul VEYNE (1971), *Comment on écrit l'histoire : essai d'épistémologie*, Paris : Éditions du Seuil, 1971, 352 p., chapitre 3. L'intérêt pour l'historiographie me semble fondamentale dans la pratique du terrain ethnographique et dans l'écriture qui s'en suit tant les tâches de l'historien et du politiste sont semblables : si l'historien rend compte de pratiques sociales et d'un champ événementiel passés, le politiste fait exactement de même avec le champ événementiel présent.

de production) et faire des groupes sociaux le simple produit de relations économiques. L'idée de ce travail n'est toutefois pas de remettre entièrement en cause l'importance des relations économiques dans le monde social. Il s'agit bien au contraire de préciser la rencontre de l'économique, du social et du politique, à partir d'une étude précise des relations sociales qui se structurent dans et autour de la production, au sein d'une arène socio-politique locale précise. En cela, je rejette *a priori* l'idée d'une classe paysanne homogène afin de décrire ce qui se passe réellement au niveau de la production et d'identifier les antagonismes paysans. Quels arguments et discours sont mobilisés par les paysans et en quoi différent-ils les uns des autres ? Ce sont les multiples lignes de fractures qui traversent les forces productives malawiennes qui ont alors concentré l'essentiel de mon attention au cours de ces trois mois d'observation. À la suite de James FERGUSON, qui refuse de se limiter à l'identification des paysans Basotho du Lesotho à une *classe économique* (qu'elle soit définie comme classe prolétaire en tant que membre de la classe laborieuse d'Afrique Australe ou bien classe traditionnelle caractérisée par son mode de production pré-capitaliste), je préfère m'intéresser directement aux *catégories sociales* et économiques directement identifiables empiriquement et à leurs interactions⁷. S'intéresser aux catégories sociales paysannes et aux relations de pouvoir qui les animent invite alors à utiliser avec extrêmement de méfiance la référence à la paysannerie malawienne comme catégorie d'analyse pertinente et à parler davantage *des paysanneries* pour rendre compte des processus qui les différencient, les opposent ou au contraire les rapprochent et les poussent à s'allier.

Les relations de production comme « faits sociaux totaux » : un enjeu théorique

Une telle démarche cherche à s'inscrire dans un courant de recherche prônant un retour à l'étude de la production à partir du point de vue des forces productives « subordonnées ». Cela constitue, il me semble, un enjeu théorique et épistémologique important tant les appels de Jean-Marc ELA à étudier la formation et le fonctionnement de l'État à travers les stratifications sociales « "au ras du sol", au niveau où la production

7. Voir James FERGUSON (1994), *The Anti-Politics Machine : "Development," Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*, 7^e éd., University of Minnesota Press, 1994, notamment p.128-134. « The sterile debates over whether economically crucial categories based on determinations which lie outside of the production process (such as age and sex) are *really* classes or not are not only fruitless but unnecessary. If relations of production are not a separate realm, then we must take the economically relevant *categories* (souligné par moi) as we find them and reject *a priori* schemes which treat classes as natural objects instead of socially constituted categories ».

paysanne est un enjeu socio-politique »⁸ ont fait peu d'épigones⁹. Encore faut-il, avant de poursuivre notre propos, préciser ce que l'on entend par relations de production. Cela doit permettre d'éviter le piège d'une vision étriquée du politique et du social comme découlant simplement des rapports de production¹⁰.

En ce qui concerne les paysanneries malawiennes, les travaux d'Harri ENGLUND à propos de la relation entre changement agraire et changement social dans les campagnes du district de Dedza ont largement contribué à façonner l'orientation de ce mémoire et ma façon de concevoir la place des relations de production dans le monde social. Son étude révèle en effet l'inclusion des problématiques économiques dans un tissu social et dans un univers moral qui contribue à leur définition. Dans les villages observés, les relations de travail mettent en jeu une conception morale locale du sujet (comme étant essentiellement le produit de relations sociales constituantes) et servent à réactiver la dimension relationnelle des personnes. L'échange qu'elles impliquent dépasse alors la simple sphère économique pour produire la structure sociale¹¹. Tout au long de ce travail, je propose ainsi de concevoir les relations de production comme des « faits sociaux totaux »¹², dont l'étude ne peut se faire sans prendre en compte les relations de pouvoir extérieures à la sphère économique.

En d'autres termes, c'est l'enchâssement, parfois problématique, des relations d'échange et de production dans leur contexte social, politique et moral que ce travail cherche avant tout à problématiser, à travers l'étude

8. Jean-Marc ÉLA, *Quand l'État pénètre en brousse... Les ripostes paysannes à la crise*, Les Afriques, Karthala, 265 p.

9. C'est déjà ce que regrette Guillaume VADOT lorsqu'il suggère de dépasser la formulation de Jean-François BAYART « la politique du ventre », qui localise l'essence historique de la conflictualité au sein des sociétés africaines dans la lutte pour le partage des richesses nationales, pour se poser la question « de quoi le ventre se remplit-il ? » Voir Guillaume VADOT (2012), « La production comme espace politique. Exploitation, encadrement et conflictualité sociale à l'Extrême Nord Cameroun », Mémoire de Master en Etudes Africaines (mention science politique), sous la direction de Johanna Siméant, Paris : Paris 1 Panthéon-Sorbonne, juin 2012, p. 8.

10. En économie politique les rapports de production sont les rapports que les individus ou groupes sociaux entretiennent avec les autres à l'occasion de la production. Ces rapports, tels que formulés par MARX désignent un « stade déterminé de l'avancement des forces matérielles de production des hommes » et constituent la structure économique comme base réelle de la société. Dans une telle vision, l'idée est que les relations entre les hommes sont fondamentalement déterminées par la nature de leur revenu. La notion de relation de production cherche à l'inverse à rendre compte de la complexité des interactions entre économique et politique, de la nature profondément sociale et politique des relations économiques.

11. Harri ENGLUND (1999), « The Self in Self-Interest : Land, Labour and Temporalities in Malawi's Agrarian Change », in, *Africa : Journal of the International African Institute* 69 (1), p. 139–159, L'étude montre bien que le fait d'employer de la main d'œuvre issue du village est avant tout un moyen pour l'employeur de légitimer sa richesse aux yeux des autres villageois et de se manifester comme sujet moral : « *Ganyu* recruiters are self-interested actors whose concern is to protect, and possibly increase, personal wealth. Yet wealth (*chuma*) becomes wealth only when it mobilises others, e.g. for *ganyu* labour. Wealth which is individual and private, mobilising no one but the person him- or herself, constitutes its proprietor as the inversion of moral being, a witch. »

12. Selon la définition qu'en donne Marcel MAUSS dans « Essai sur le Don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », p. 274 : « ils mettent en branle dans certains cas la totalité de la société et de ses institutions [...] et dans d'autres cas seulement un très grand nombre d'institutions, en particulier lorsque ces échanges et ces contrats concernent plutôt des individus. »

d'un groupe de producteur, dont la formation et les trajectoires sociales prennent place à la confluence de l'économique et du politique¹³.

L'hégémonie de l'« État-paysan » dans la production

Restituer la trajectoire historique de l'État au Malawi en partant de l'idée *a priori* que celui-ci n'a pas disparu derrière une improbable société civile qui serait émancipée du pouvoir politique, constitue un engagement théorique central de ce travail. L'étude de la filière du tabac, pourtant généralement prise pour exemple archétypale du recul de l'État derrière des compagnies internationales lui dictant leurs règles, fournit un cadre parfait pour rendre compte cette trajectoire.

En effet, l'État-postcolonial malawien a fait le pari de se reposer essentiellement sur l'agriculture pour assurer le développement économique du pays et son approvisionnement en devises étrangères. L'enjeu que représente la captation de la rente agricole et l'exploitation du travail paysan pour la reproduction des élites politiques d'hier comme d'aujourd'hui conditionne ainsi leur façon de se présenter aux masses rurales et rend nécessaire un contrôle important de la production¹⁴. Cependant sa délégation à une population de producteurs indépendants, sous l'injonction des bailleurs de fonds et institutions financières internationale au moment de la démocratisation du pays, a considérablement changé les modes opératoires de ce contrôle.

Ce n'est donc pas à proprement parler un désengagement de l'État qui a eu lieu au cours des deux dernières décennies, contrairement à ce qu'affirment la plupart des analyses politiques du pays depuis le milieu des années 1990¹⁵, mais bien une recomposition de son intervention. Celle-ci repose désormais sur un discours centré sur « les bonnes pratiques de production » et la mise en avant d'une « morale du business »

13. Les travaux séminaux de d'Edward P. Thompson sur les révoltes paysannes de l'Angleterre du XVIII^e siècle sont en cela une source d'inspiration importante. Thompson refuse de déseclaver l'économique du social pour analyser la formation des classes sociales paysannes comme un processus de construction morale et politique autant que le produit des conditions matérielles d'existence. Partant, l'« économie morale » du groupe, en tant que produit des relations de pouvoir que se tissent en interne sont aussi importantes que les tentatives hégémoniques de l'État pour comprendre les trajectoires sociopolitiques des classes. Voir notamment Edward Palmer THOMPSON, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », in *Past & Present* 50, p. 76–136.

14. L'étude la plus détaillée des conséquences de cette stratégie de développement agricole en matière de structuration sociale en milieu rural, sous le règne de Banda, a été réalisée par : Jonathan KYDD et Robert CHRISTIANSEN (1982), « Structural change in Malawi since independence : Consequences of a development strategy based on large-scale agriculture », in *World Development* 10 (5), p. 355–375.

15. Depuis la fin du règne hégémonique du Docteur K. Banda, l'État au Malawi est régulièrement présenté comme déliquéscent, faible voire parfois inexistant. De plus, l'extrême dépendance budgétaire à l'aide internationale conduit nombre de commentateurs

qui serait directement lié au respect de ces pratiques. Elle joue sur le terrain de l'idéologie productive et sur l'implication des forces productives dans cette voie : l'enjeu central du contrôle de la production est ainsi d'obtenir l'adhésion des producteurs à un cahier des charges de plus en plus rigide au fur et à mesure que la communauté internationale, à commencer par l'Organisation Mondiale de la Santé, renforce sa pression sur les pays producteurs de tabac ¹⁶.

L'étude des relations de pouvoir qui se jouent au niveau de la production et des enjeux politiques que son contrôle implique, a révélé d'importantes différences de statut au sein des forces productrices et notamment l'existence d'une catégorie paysanne particulière jouant le rôle de porte parole du discours diffusé par les instances encadrantes. Le déploiement des dispositifs de contrôle de la production passe donc principalement par la conversion des producteurs en « cultivateurs commerciaux » à travers l'inculcation de la « morale du business ». Le discours qu'implique ce contrôle pénètre les communautés paysannes par l'intervention d'intermédiaires locaux, directement issus des forces productives, qui en assurent la traduction. C'est pourquoi je propose de construire le concept de *courtier-producteur* pour les désigner ¹⁷. L'ambition de ce

à le concevoir comme un organe apolitique, une bureaucratie hors de tout conflit politique servant à appliquer les directives développementalistes formulées dans les pays donateurs. En ce qui concerne la production du tabac, le tableau est encore plus caricatural : avec la libéralisation du marché et le retrait de l'implication des pouvoirs publics dans la production, l'industrie est généralement présentée comme étant entièrement soumise au bon vouloir des compagnies internationales (l'État étant alors jugé incapable de défendre ses populations contre l'exploitation). En marge de cet État délinquant, les citoyens interagiraient localement avec un certain nombre d'acteurs privés internationaux contournant les intermédiaires publics et contribuant à l'essor d'un espace public indépendant.

16. Le contexte international prend une importance centrale dans la définition des politiques agricoles au Malawi, relativement à l'image très négative du tabac parmi les bailleurs de fond et les Institutions Financières Internationales dont les donations constitue la plus grande part du PIB du pays. La filière est notamment soumise à une surveillance très intense sur les intrants et additifs ou sur le type de graines utilisés. Cependant, en se plaçant en amont de la filière, au niveau de la production, mon propos ne cherche pas à restituer les modalités de ce rapport particulier à l'international ni le rôle du tabac dans la reproduction des élites nationales. Je prends simplement acte de l'importante extraversion de la filière et m'intéresse à éclairer son influence dans la vie des producteurs. De la même manière, je prend en compte l'importance du tabac dans le jeu politique national mais me contente d'étudier la façon dont celle-ci conditionne la façon que les élites d'État ont de se présenter aux forces productives. Pour une exploration de l'influence des OI sur l'industrie du tabac voir : Martin PROWSE et Jason MOYER-LEE (2012), *How traceability is restructuring Malawi's tobacco industry*, IOB Working Paper, University of Antwerp, mai 2012

17. J'utilise le terme de communauté paysanne afin de désigner l'*espace social local* duquel sont issus les courtiers-producteurs, objet d'étude de ce travail, et dans lequel ils continuent à vivre quotidiennement. Cet espace social familier est géographiquement mal défini, partant du village mais ne dépassant pas l'échelle de la circonscription. C'est donc ce que nous retiendrons comme barrière maximum à l'idée de *local*. La communauté est définie par opposition à un autre espace politique dans lequel évoluent, moins quotidiennement, les courtiers-producteurs, à savoir l'industrie du tabac dans son ensemble. Si, géographiquement, les deux espaces peuvent se superposer, ils répondent à des logiques sociales et à des systèmes normatifs très différents. Ces différences sont fondamentales pour éclairer une grande partie des pratiques sociales des courtiers-producteurs. C'est ce dernier point qui m'a donc incité à nettement séparer les deux. Une dernière précision s'impose toutefois tant le terme de communauté peut prêter à confusion dès lors qu'il sera question du discours sur le développement rural et agricole au cours de ce travail. Dans la bouche des acteurs sociaux « développés » comme « développeurs », le terme prend une dimension complètement différente, connotée politiquement, notamment avec la montée en puissance des discours sur la participation paysanne. Dans ce discours du développement donc, ce ne sont pas des individus qu'il faut mobiliser et éduquer mais des « communautés paysannes ».

mémoire est de caractériser en détail leurs « modes de subjectivation » et leurs trajectoires socio-politiques, à travers une approche du monde social comme hybridation de problématiques économiques, sociales et politiques.

Le recours conjoint aux conceptions foucauldienne du pouvoir¹⁸ et gramscienne de la société civile et de l'hégémonie¹⁹ permet d'éclairer la position ambiguë de me enquêtés dans le jeu hégémonique et, en creux, les modalités de la présence de l'État au plus profond de ses périphéries rurales.

Michel Foucault et Antonio Gramsci remettent tous deux en cause l'idée d'une séparation ontologique entre la société civile et l'État. Chez Foucault, le pouvoir traverse l'ensemble de la société et participe à la structuration des relations sociales (qui sont alors indissociables des relations de pouvoir). En cela, la société civile est parcourue par ces mêmes relations de pouvoir. Elle constitue un prolongement de l'État dans le sens où des acteurs spécifiques exercent le pouvoir sur d'autres, ils relayent le discours hégémonique pour participer à l'unification d'une communauté politique. Par ailleurs, le pouvoir est présenté par FOUCAULT comme une propriété fluide et constitutive des « modes de subjectivation », c'est à dire qu'il « assujettit » à travers la constitution morale des sujets politiques²⁰. Il participe activement à l'intériorisation d'un sens commun et incline les sujets à appartenir un même espace politique²¹. Assujettissement et identité sont alors profondément liés dans les rapports de dominations et de résistances.

On trouve alors avec la conception gramscienne de l'hégémonie et de l'État une théorie pratique des

18. Yves Sintomer donne justement une analyse de la théorie foucauldienne du pouvoir en la croisant avec la philosophie habermassienne qui domine dans les approches de l'État déliquescents présentées plus haut, dans « Power and civil society : Foucault vs Habermas ».

19. Pour une analyse synthétique de la philosophie politique gramscienne, voir Georges HOARE et Nathan SPERBER (2013), *Introduction à Antonio Gramsci*, « Repères », Paris : La Découverte, 2013, 128 p. ; et pour une application de sa conception de l'hégémonie aux cas Africains voir : Florence BRISSET-FOUCAULT (2011), « Prendre la parole en Ouganda. Critique et citoyenneté sous l'hégémonie du mouvement de résistance nationale (NRM) », Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2011.

20. Le pouvoir prend donc place directement au cœur du sujet pour Foucault en travaillant sur l'identité et le savoir : « Il n'y a pas d'action morale particulière qui ne se réfère à l'unité d'une conduite morale ; pas de conduite morale qui n'appelle la constitution de soi-même comme sujet moral ; et pas de constitution du sujet moral sans des "modes de subjectivation" et sans une "ascétique" ou des "pratiques de soi" qui les appuient. L'action morale est indissociable de ces formes d'activité sur soi qui ne sont pas moins différentes d'une morale à l'autre que le système des valeurs, des règles et des interdits. » Michel FOUCAULT (1984), *Histoire de la sexualité : L'usage des plaisirs*, Bibliothèque des histoires vol. 2, Gallimard, 1984, 285 p., p. 40. La réflexion est éclairante dans le cas précis de notre étude où les efforts déployés par l'encadrement de l'industrie sont centrés sur la tentative de constitution d'un sujet moral paysan idéal. Voir également Daniel COLSON et Philippe CORCUFF, (éds.) (2010), *Michel Foucault (1926-1984) et la subjectivation*, (Université populaire de Lyon), 29 mar. 2010, URL : http://unipoplyon.fr/wordpress/wp-content/uploads/2010/04/textes-foucault-subjectivation-_colson-corcuff-2010_1.pdf.

21. Voir : Jean-François BAYART (1996a), « L'historicité de l'État importé », in, *Les Cahiers du CERI* 15, p. 1–44, notamment p. 25–32.

modalités d'exercice de ce pouvoir. Dans ses *Cahiers de prison*, il offre l'image d'une société civile directement incluse dans l'État et marquée par lui. Dans la plupart de ses écrits, l'État est présenté comme la combinaison d'une « société civile », terrain mouvant et incertain, où se jouent les luttes sociales sur le plan culturel et idéologique, et d'une « société politique », territoire de la coercition, de la contrainte, terrain de l'expression administrative et répressive de l'État. Prendre pour objet les acteurs appartenant à la société civile revient alors à s'intéresser à la dimension culturelle, idéologique et cognitive du pouvoir politique. C'est cette dimension du pouvoir que GRAMSCI désigne sous le terme d'hégémonie : elle sert à désigner toute forme d'action dirigeante d'un groupe social sur un autre et repose sur des considérations morales et cognitives. C'est cette composante du pouvoir - parallèle à la coercition qui s'exerce sur un autre plan - que reflète l'activité des courtiers-producteurs en tant que relais des discours de bonne production²².

Pour permettre la formation et l'intériorisation du sens commun, l'hégémonie mobilise un certain nombre d'acteurs (les intellectuels), produisant l'idéologie nécessaire à cimenter le corps social autour de valeurs communes. L'idéologie²³ est donc, dans la philosophie gramscienne, un outil d'unification sociopolitique et une arme dans la recherche hégémonique. C'est le rôle social de l'« intellectuel » que de lier « organiquement » l'organisation de la culture au pouvoir dominant ou plus généralement de produire le sens commun nécessaire à la circulation du pouvoir dans la société. La figure archétypale de l'« intellectuel » introduite par « Gramsci » est celle de l'« entrepreneur capitaliste » et le monde de la production est chez le philosophe un terrain tout à fait propice à l'étude du fonctionnement de l'hégémonie. Cette acception large de l'État permet non seulement de démonter l'idée d'une opposition intrinsèque entre État et société civile mais suggère également que tout groupe dominant dans la société civile n'est pas nécessairement une « force contre-hégémonique ». Dans le cas de la production du tabac, les courtiers-producteurs font figure d'« intellectuels paysans »²⁴ : ils

22. Il est en effet important de rappeler que chez GRAMSCI, l'État ne se limite pas à la société civile et, l'hégémonie, comme dimension idéologique du pouvoir, n'est pas la seule pratique possible de ce pouvoir. Si la coercition ne fait pas à proprement parler de notre propos, il convient de garder en mémoire sa potentialité et le jeu qu'elle entretient avec l'hégémonie.

23. L'idéologie chez GRAMSCI, c'est donc la production et la diffusion d'un savoir social dominant. L'hégémonie fonctionne comme assujettissement des savoirs populaires par une production idéologique dominante. Les parallèles avec l'approche de foucauldienne du pouvoir sont particulièrement forts sur ce point. Ce dernier soutient en effet que faire l'étude du pouvoir c'est faire l'histoire « de la manière dont les individus sont appelés à se constituer comme sujets de conduite morale (...) une histoire de l'« éthique » et de l'« ascétique », entendue comme histoire des formes de la subjectivation morale et des pratiques de soi qui sont destinées à l'assurer. » FOUCAULT, op. cit., p. 41.

24. De la même façon que les paysans étudiés dans une même perspective gramscienne par FEIERMAN en Tanzanie. Preuves à l'appui, il révèle notamment la profondeur historique de l'image de l'intellectuel paysans dans la vallée de Pangani, bien avant l'entreprise hégémonique de l'État. Voir, Steven M. FEIERMAN (1990), *Peasant Intellectuals : Anthropology and History in Tanzania*, University of Wisconsin Press, 1990, 352 p.

diffusent et incarnent (par leur ethos et leurs pratiques), un idéal de bonne production au cœur du discours hégémonique et engendrent autour d'eux, en même temps qu'ils se définissent eux-mêmes, des « bons producteurs ». Ils représentent aux yeux des autres producteurs une figure de réussite et sont caractérisés par une « capacité dirigeante et technique »²⁵.

En somme, en cherchant les conditions de formation d'une catégorie d'« intellectuels paysans », principaux intermédiaires du discours hégémonique de l'État dans la filière du tabac, une partie des objectifs de ce mémoire est de caractériser le processus de « professionnalisation » des courtiers-producteurs. J'entends par « professionnalisation », dans le cas précis du courtage, un processus d'accumulation de capitaux symboliques et de ressources relationnelles et leur conversion en ressources politiques capables de légitimer et sécuriser une position d'intermédiaire²⁶. Toutefois, cette professionnalisation n'implique pas à proprement parler l'émergence d'un métier de courtier-producteur. À l'inverse des courtiers en développement, les courtiers-producteurs ne vivent pas uniquement de leur activité de courtage. La question de leur professionnalisation désigne donc autant la transformation de l'image sociale valorisante de « bon producteur » en « identité professionnelle » que la sécurisation d'une position d'intermédiaire.

Par ailleurs, l'attention portée à la nature des discours qui circulent au sein de la filière et dans les publications officielles du Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire invite alors à regarder l'État malawien comme un « État-paysan ». Ce concept a d'abord été utilisé par Jean-Pierre CHAUVÉAU pour désigner l'État ivoirien sous le règne d'Houphouët-Boigny :

L'« État paysan » est caractérisé par la combinaison d'un pouvoir bureaucratique et d'un pouvoir despotique, dont le mode de régulation fondamental porte sur le contrôle de l'affectation de l'usage de la terre et sur le contrôle de la répartition de la rente d'exportation des produits agricoles, dont le mode de gouvernance repose sur le pouvoir décentralisé des agents locaux de l'État et *sur le pouvoir d'acteurs intermédiaires issus des sociétés paysannes locales*. Mais l'État paysan postcolonial se caractérise en outre par les fortes relations que conservent les élites politiques avec le monde rural, pour des raisons qui, loin d'être uniquement culturelles, tiennent précisément aux conditions et aux contraintes de la

25. Antonio Gramsci, *Quaderni del carcere*, cité dans Attilio MONASTA (2012), « L'« intellectuel organique » selon Gramsci », in, *Encyclopédie de L'Agora*, URL : http://agora.qc.ca/documents/intellectuel--lintellectuel_organique_selon_gramsci_par_attilio_monasta.

26. Je m'inspire très fortement ici de la définition que donne Giorgio BLUNDO à la notion de professionnalisation dans le cas des courtiers en développement dans les campagnes sénégalaises. Giorgio BLUNDO (2000), « Élus locaux et courtiers en développement au Sénégal. Trajectoires politiques, modes de légitimation et stratégies d'alliance », in Thomas BIRSCHENK, Jean-Pierre CHAUVÉAU et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, (éds.), *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Hommes et sociétés, Karthala, 2000, p. 74.

reproduction de ce régime de gouvernance²⁷.

Si la forme prise par l'État malawien diffère fortement du « pouvoir despotique » d'Houphouët-Boigny, on y trouve une même nécessité de conserver un lien étroit entre les élites dirigeantes et le monde rural²⁸, une même utilisation des intermédiaires paysans dans la construction de l'hégémonie et dans l'encadrement des forces paysannes et un même recours populiste aux instances décentralisées de gouvernement (au nom de la « participation populaire au développement »). Par ailleurs, parler d'État-paysan permet d'insister sur le rôle fondamental des intellectuels paysans dans la construction de l'hégémonie. Enfin, et au delà de la définition que Chauveau donne au concept, dans le contexte malawien, parler d'État-paysan permet de rendre compte de l'importance des problématiques rurales et paysannes dans la formation de l'espace politique national. L'« État-paysan » est ainsi la combinaison d'une société politique bureaucratique et d'une société civile à forte teneur paysanne.

Toutefois, s'arrêter là serait donner une trop grande importance à la pratique *descendante* du pouvoir politique, et amputer sauvagement les philosophies gramscienne et foucauldienne de toute leur subtilité. En effet, si pour Gramsci, l'hégémonie est un dessein politique, une construction historique perpétuelle qui engage les acteurs de la société civile, elle n'est jamais pour autant ni certaine ni complète. L'hégémonie gramscienne a la particularité d'être dialogique et d'engager directement les groupes subordonnés dans sa définition : elle implique donc un certain nombre de compromis et des concessions indispensables au ralliement et au consentement des forces subordonnées. Ces compromis engagent ainsi des acteurs disposant de ressources politiques inégales au moment de l'échange. Abordée en termes de subjectivation des « courtiers-producteur » une telle conception dialogique de la domination invite à s'intéresser aux décalages entre la formulation du discours hégémonique et son incorporation par les acteurs sociaux subordonnés, entre « tentatives d'assujettissement » et « mode de subjectivation ».

En se concentrant sur les actions sociales quotidiennes des courtiers-producteurs en tant qu'intellectuels organiques, c'est donc avant tout la « pratique réelle » du pouvoir ainsi que les mécanismes pratiques locaux du compromis hégémonique que je propose d'étudier ; non pas seulement l'énonciation officielle du discours

27. Jean-Pierre CHAUX (2000), « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire » Les enjeux silencieux d'un coup d'État », in, *Politique Africaine* 78, p. 94–125, p. 101–102.

28. Qui justifie la permanence d'une rhétorique ruraliste et populiste dans la façon dont les élites de toutes confessions politiques s'adressent aux populations rurales. Ruralisme d'État que l'étude de la campagne électorale m'a permis d'observer idéalement.

hégémonique. En somme, et si l'on veut inscrire le propos général dans une perspective dynamique de long terme, ce travail consiste à éclairer une dimension particulière de ce que John LONSDALE appelle le processus continu, incertain et inconscient de « formation de l'État » au Malawi. Il s'agit notamment d'en observer les décalages avec la « construction » officielle de l'État²⁹.

Cette perspective ne ferme donc pas la porte à une certaine liberté d'action des groupes sur lesquels cherche à s'exercer l'hégémonie mais également des groupes qui participent plus ou moins consciemment à son exercice. Plus particulièrement, c'est le rôle central des « intellectuels organiques », non seulement dans la construction de l'hégémonie mais également dans sa perpétuelle discussion et réinterprétation, qui nous intéresse ici. En effet, tout au long de mon terrain j'étais confronté au fait que les courtiers-producteurs ont beau être les porteurs du discours hégémonique devant les autres producteurs, ils ne se reconnaissent jamais comme des agents hégémoniques mais s'affichent ostensiblement comme des acteurs sociaux autonomes et indépendants, parfois même opposés au groupe dominant (ce qu'ils sont dans une certaine mesure)³⁰. C'est là toute la complexité de la construction de l'hégémonie dans l'industrie du tabac malawienne : elle utilise comme relais intellectuels, des acteurs issus du groupe sur lequel elle cherche à s'exercer. Ces intellectuels paysans ne sont donc pas entièrement *pacifiés* ni ralliés à la cause des dominants et continuent à exprimer leur hostilité à leur égard. En tant qu'élite locale et leaders paysans, ils s'affichent comme les représentants des forces paysannes et se revendiquent eux même comme force contre-hégémonique.

Politisation et consentement des courtiers-producteurs

On l'a vu, la compréhension des rapports de domination qui structurent la production n'éclaire qu'une partie de notre objet d'étude.

Le rôle d'intermédiaire dans la filière du tabac confère aux courtiers-producteurs un certain nombre de

29. Lonsdale propose d'introduire « a key distinction between "state building", as a conscious effort at creating an apparatus of control, and "state formation", as an historical process whose outcome is a largely unconscious and contradictory process of conflicts, negotiations and compromises between diverse groups whose self-serving actions and trade-offs constitute the "vulgarisation" of power » Bruce BERMAN et John LONSDALE (1992), *Unhappy valley : Conflict in Kenya and Africa*, Eastern African studies, London : J. Currey, 1992, 504 p.

30. Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, Thomas BIERSCHEK et Jean-Pierre CHAUVEAU font la même remarque à propos des courtiers en développement. Cela donne à penser que le propre même du courtier dans le jeu hégémonique est de ne pas se définir lui même comme un courtier. Thomas BIERSCHEK, Jean-Pierre CHAUVEAU et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, (éds.) (2000a), *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Hommes et sociétés, APAD, 2000, 328 p.

capitaux sociaux et économiques qu'ils parviennent à convertir en ressources à même de légitimer leurs positions dans les arènes socio-politiques locales. Si l'exploration de l'hégémonie au sein de la filière permet de rendre compte de leur position privilégiée dans l'industrie elle n'éclaire en rien ces pratiques de conversion, ni la façon qu'ont ces acteurs de se présenter tantôt avec le masque du dominant, tantôt avec celui du dominé ou de revêtir tantôt le costume du paysan, tantôt celui du businessman ou encore, parfois, celui de l'entrepreneur politique. Par ailleurs, borner l'analyse de l'hégémonie à la sphère économique serait restreindre considérablement les apports conceptuels des philosophies politiques de GRAMSCI et FOUCAULT et réduire la portée politique de l'État paysan dont l'intervention en zone rurale dépasse très largement l'univers du tabac.

L'intérêt pour l'aspect technique de la production est fondamental mais doit donc aller de pair avec une prise en compte de la dimension politique des forces productives. C'est déjà ce que défend Peter Geschiere dans sa critique de la thèse de Goren Hyden à propos de la « paysannerie africaine non capturée »³¹, lorsqu'il affirme que la seule prise en compte de la production (entendue dans son acception purement économique) ne permet pas réellement de comprendre l'emprise de l'État sur la paysannerie. Une prise en compte du projet hégémonique de l'État, non plus sur le plan économique mais sur le plan politique, visant à inclure les populations rurales dans une société civile sous contrôle, est alors nécessaire³². Cette suggestion synthétise une grande partie des engagements théoriques de ce mémoire.

C'est alors tout l'enjeu de la « politisation » que pose cette prise en compte des forces productives comme forces politiques. Dans son acception la plus répandue au sein du milieu universitaire, le concept désigne le processus historique de socialisation au politique des « profanes ». Il englobe deux dimensions : l'apprentissage des techniques légitimes d'expression politique et plus généralement l'intéressement aux problématiques politiques (dimensions qui ne vont pas nécessairement de pair). Dans le cas de la démocratie représentative, la politisation désigne essentiellement l'apprentissage du suffrage universel et le développement d'une compétition politique³³.

31. Gorän HYDÉN (1980), *Beyond Ujamaa in Tanzania : Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry*, University of California Press, 1980.

32. Peter GESCHIERE (1984), « La paysannerie africaine est-elle captive ? Sur la thèse de Gorän Hyden et pour une réponse plus nuancée », in, *Politique Africaine* (14), p. 13–33, notamment p. 31–33.

33. Je me réfère dans un premier temps à la définition que donnent au concept les auteurs du Nouveau Manuel de Science Politique : « Le terme désigne à la fois le processus historique d'intéressement à la politique des “profanes” par les “professionnels”, qui découle de l'adoption du suffrage universel et de la nécessité de se “faire élire” (Bernard Lacroix) ; et l'intérêt inégalement distribué socialement parmi les profanes pour le déroulement quotidien de la compétition politique (Daniel Gaxie). Par extension

Alors qu'à travers le continent le vote est devenu le moyen privilégié d'accès au pouvoir pour les élites politiques, la politisation est désormais une dimension centrale de la construction de l'hégémonie de l'État³⁴. Dans le cas des mondes agricoles africains, elle apparaît alors comme un paramètre important de la « capture » de la paysannerie, non plus par la mise au travail mais par l'inclusion de cette dernière dans une catégorie citoyenne qui transcende les lignes de fractures³⁵. Une fois encore, elle pose la question du consentement des populations subordonnées au dispositif institutionnel de la participation proposé par les dominants.

La façon dont Jean-François BAYART définit les apports théoriques et méthodologiques d'une prise en compte de ce qu'il nomme « le politique par le bas » a très fortement influencé ma démarche empirique et m'a permis de caractériser les modalités de ce consentement.

C'est une réhabilitation des modes populaires d'action politique que Bayart se propose d'engager contre les visions monolithiques et figées des analyses structuralistes où les dominants seraient capables de diriger les dominés selon leurs intérêts propres. Restituer les modes populaires d'action politique c'est penser le mouvement social, le conflit et son incertitude. Tout l'enjeu est alors de penser « l'historicité » des rapports de domination internes aux sociétés Africaines qui, selon lui, participent « autant que l'irruption des Européens »³⁶ et du capitalisme à la formation de l'État moderne. Il est alors primordial de prendre en compte la participation des populations subordonnées à l'institutionnalisation du politique si l'on ne veut pas sombrer dans une vision trop romantique de l'Afrique comme un continent *abstrait* et *apolitique*, « privé de luttes sociales et de vie politique, gavé de tradition »³⁷. Néanmoins, s'il refuse tout structuralisme, le

on désigne par *politisation* tous processus par lesquels un individu ou un groupe, un organisation ou un conflit "se politise", c'est à dire se socialise à la politique, développe un intérêt pour la politique ou simplement devient politique. » A. COHEN, B. LACROIX et P. RIUTORT (2009), *Nouveau manuel de science politique*, Éditions La Découverte, 2009, 786 p., p. 764. Dans le cas du Malawi, Harri ENGLUND fait l'analyse de ce processus de socialisation au politique des populations rurales à travers une étude ethnographique fouillée du NICE (National Initiative for Civic Education), organisation publique d'éducation à la participation électorale : *Prisoners of freedom : human rights and the African poor*.

34. Un courant de recherche africaniste insiste sur la dimension routinière du processus électoral en Afrique et sur la place centrale qu'il occupe désormais dans la reproduction des élites politiques.

35. GESCHIERE, op. cit., « Hyden a raison d'écrire qu'au niveau de la production, les paysans africains ne sont toujours pas dans une situation de dépendance définitive vis-à-vis de la petite bourgeoisie qui contrôle l'État. Mais dans la mesure où ils s'introduisent dans la nouvelle société civile, ils se retrouvent bel et bien dans une dépendance directe vis-à-vis de l'État. Autrement dit, un engagement éventuel des paysans dans une opposition ou même une lutte de classe contre la petite bourgeoisie pourrait bien se manifester d'abord dans les institutions de la société civile : dans les luttes pour l'accès à l'enseignement ou à la santé, dans des conflits à l'intérieur des organisations chrétiennes ou islamiques, etc. Après tout, si les régimes africains ne réussissent pas à s'assurer le contrôle direct de la production paysanne, ils essayeront d'encadrer les paysans par l'élargissement de la société civile. »

36. Jean-François BAYART (1981), « Le politique par le bas en Afrique Noire. Question de méthode », in, *Politique Africaine* 1, p. 53-83, p. 58.

37. Ibid., p. 59.

politiste français ne cherche pas moins à définir un cadre d'expression de ces modes populaires d'action politique. Ce cadre est celui des relations de pouvoir que le chercheur emprunte à Foucault, entre « recherche hégémonique » (apparenté au « dispositif de pouvoir » de Foucault) et « résistances » ; relations de pouvoir qui se jouent autour de trois dimensions, « autonomisation et institutionnalisation du pouvoir, accumulation de richesses et construction d'un sens commun ». C'est l'ensemble de ces relations qui définit les frontières du politique³⁸.

La réalisation de mon terrain en contexte pré-électoral, caractérisé par une activité politique exceptionnelle, représentait alors une excellente opportunité pour étudier plus en détail les modalités pratiques de ces relations de pouvoir, en facilitant l'observation en direct des interactions entre masses populaires et leaders politiques. Cette vision du processus électoral comme révélateur de la politisation des populations, s'inscrit dans la lignée de celle de Daniel COMPAGNON lorsqu'il le conçoit comme un « fait politique total » qui permet de « percevoir la dynamique d'ensemble du système politique. »³⁹. Les meetings politiques suivis et notamment les discours des candidats et les manifestations artistiques produites par les électeurs⁴⁰ ont été autant de mises en scènes idéales des relations entre élites politiques et paysanneries, autant de moments propices à l'analyse des décalages entre offre politique et attentes paysannes qui révèlent des manières différentes de se représenter l'espace politique.

Une première dimension révélée par l'étude plus précise de la politisation des courtiers-producteurs concerne leur très inégal intérêt pour la politique. Si tous servent, en raison de leur position sociale élevée, de relais quotidien à l'« éducation électorale » dans l'organisation des élections, rappelant aux autres villageois la nécessité de voter lors de toutes les réunions publiques auxquelles ils participent⁴¹, l'intérêt pour la

38. Dans Jean-François BAYART (1985), *L'État au Cameroun*, Références, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1985, 348 p., le politiste français aborde l'hégémonie de l'État au Cameroun à travers une approche gramscienne de la société civile comme lieu d'exercice effectif de la domination des élites.

39. Daniel COMPAGNON (2004), « Pour une analyse multidimensionnelle du processus électoral africain. Historicité, comparaison et institutionnalisation », in Patrick QUANTIN, (éd.), *Voter en Afrique : Comparaisons et différenciations*, Logiques Politiques, Editions L'Harmattan, 2004, p. 53–65, p. 59.

40. Dont la signification politique dépasse très largement la simple avidité pécuniaire des danseurs. Si l'échange monétaire entre candidats et danseurs ou artistes qui chantent leurs louanges est une dimension importante de ces manifestations artistiques (les danseurs sont principalement des femmes pauvres, pour qui l'argent ou les vêtements reçus d'un candidat constituent un revenu non négligeable) cela ne doit pas masquer leur dimension subversive et politique. Pour une étude ethnographique détaillée de l'importance politique des danses populaires au Malawi, voir notamment : Lisa GILMAN (2009), *The Dance of Politics. Gender, Performance and Democratization in Malawi*, Philadelphia : Temple University Press, 2009, 248 p.

41. Même lors des funérailles ! Un de mes enquêtés, également leader religieux comme c'est très souvent le cas pour les courtiers-producteurs, a ainsi pris quelques minutes à l'issue de sa lecture de l'Évangile, lors d'un enterrement qu'il présidait, pour présenter les candidats aux élections locales et inciter les électeurs présent à aller voter.

compétition partisane est très loin d'être unanime. Toutefois, ce faible engagement partisan confronté à la forte implication des courtiers-producteurs dans les affaires publiques au sein des arènes locales, notamment à travers la participation aux projets locaux de développement, m'a incité à élargir ma définition de la notion de politisation à toute « action politique »⁴² au delà de la participation au jeu électoral. S'ils nient à l'unanimité « faire de la politique », leur participation intense et variée au développement local à travers l'implication dans les associations paysannes de toutes sortes, à travers leur implication personnelle dans la rénovation des infrastructures par exemple, est une dimension centrale de leur politisation. Ce d'autant plus que le processus historique de construction de l'espace politique au Malawi a centralisé l'intervention de l'État et l'ensemble du débat démocratique autour de la « capacité à apporter du développement ». Engagement associatif, participation volontaire au développement, parfois même carrière politique ; l'ensemble de ces implications quotidiennes des courtiers-producteurs aux affaires publiques sont autant de facettes de leur capacité à se constituer en élite contre-hégémonique et force de proposition politique. Elles rappellent à chaque instant que la domination et l'hégémonie de l'État en zone rurale est avant tout affaire de compromis. Empiriquement, la prise en compte de ce conflit d'intérêts, potentiel ou effectif, entre groupes dominants et groupes subordonnés suppose non seulement de considérer les processus d'institutionnalisation des espaces légitimes de la participation légitime⁴³ mais également l'existence d'espaces « illégitimes » de la prise de parole (du moins aux yeux des dominants). Chacun de ces espaces est un lieu possible pour l'expression du conflit et le développement de stratégies paysannes collectives de résistance au projet hégémonique⁴⁴.

Cette philosophie politique, où le compromis hégémonique apparaît comme le principal moteur du changement politique, permet d'ouvrir une voie médiane entre les théories de la parfaite émancipation d'un « espace politique » détaché et les théories de l'aliénation des groupes subordonnés, au profit d'une prise en compte de la participation effective et active des groupes subordonnés non seulement à l'exercice mais également à la définition de la domination. En somme, étudier les courtiers-producteurs sous cet angle, c'est

42. J'entends par *action politique* toute action qui a pour vocation à transformer la vie au sein d'une société donnée, à l'échelle locale comme nationale.

43. Voir à ce propos Jacques LAGROYE (2003), « Les processus de politisation », in Jacques LAGROYE, (éd.), *La politisation*, Belin, 2003, p. 159–173.

44. Je me suis très fortement inspiré des nombreuses études sur l'institutionnalisation du conflit dans les mondes agricoles, africains ou non, et sur les stratégies paysannes de résistance. Tout particulièrement aux travaux de James C. Scott James C. SCOTT (1985), *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press, 1985, 389 p. ; James C. SCOTT (1990), *Domination and the arts of resistance. Hidden Transcripts*, Yale University Press, 1990, 272 p.

revendiquer à la suite de BAYART la formation de l'État en termes de « gouvernementalité »⁴⁵.

Élites et élitisme paysans

Une grande partie de mon attention, lors de mes pérégrinations rurales à la rencontre de ces courtiers-politiques, s'est concentrée sur leurs discours, dont la récolte constitue le matériau premier de mon analyse⁴⁶. Mon regard s'est également longuement focalisé sur l'ensemble de leurs *techniques du corps*, leur façon de s'habiller en fonction du contexte, leur façon de parler en fonction de leur interlocuteur, leurs possessions et leurs modes de consommation et l'intensité de leur participation au travail dans les champs. Si la conception foucauldienne du politique adoptée dans ce mémoire pense le pouvoir à travers l'assujettissement moral, elle n'est pas pour autant entièrement subjectiviste. Au contraire, la subjectivation se fait essentiellement à travers des pratiques et savoir-faire matériels. En cela, le corps et les techniques populaires du corps constituent le lieu d'étude privilégié du pouvoir et de la façon dont il « assujettit ». Dans le cas de mon travail, elles constituent autant d'éléments permettant de distinguer un habitus propre aux courtiers-producteurs, distinct de celui des autres paysans mais également des autres élites locales ; habitus révélant leur position d'intermédiaire. En effet cet habitus s'est révélé être une sorte d'hybridation d'éléments extraits des différents univers sociaux dans lesquels ils évoluent et qu'ils affichent ou cachent en fonction de la scène sociale sur laquelle ils jouent⁴⁷.

S'intéresser aux habitus et techniques du corps de mes enquêtés permet notamment de rendre compte des processus sociaux qui conduisent les courtiers-producteurs à s'imposer comme de véritables figures locales

45. Concept fondé par M. Foucault pour désigner la forme que prend le pouvoir en tant qu'« action sur des actions ». Elle est la rencontre entre techniques de soi et pratique du pouvoir et le lieu privilégié de construction des « sujets » politiques, appartenant et agissant dans à un univers commun des actions possibles. Le concept de gouvernementalité est présent dans des acceptions plus ou moins variées dans l'ensemble de l'œuvre de Michel FOUCAULT. Je me réfère particulièrement à son exploration dans Michel FOUCAULT (1997), « *Il faut défendre la société* » : *Cours au Collège de France, 1975-1976*, Hautes Études, Gallimard Seuil, 1997, 283 p. ; et Michel FOUCAULT (2004), *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978*, Hautes Études, Gallimard Seuil, 2004, 435 p. ; et son application aux cas africains dans Richard BANÉGAS et Jean-Pierre WARNIER (2001), « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », in, *Politique Africaine* (2), p. 5–23, p. 18–21

46. Pour des problèmes de langue les entretiens ont en effet très largement supplanté les autres techniques ethnographiques que je comptais utiliser à commencer par l'observation. Si le Malawi est un pays officiellement anglophone, l'extrême majorité des populations rurales ne parle pas l'anglais ce qui a rendu l'observation quasiment impossible à mener.

47. Si la sociologie bourdieusienne a très largement orienté mon interprétation des techniques de soi de mes enquêtés, il en est de même de la façon dont Erwing Goffman tout au long de ses écrits perçoit le monde social comme un grand théâtre et la vie quotidienne comme une mise en scène. Voir notamment Erwing GOFFMAN (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*, Le sens commun, Paris : Les Éditions de Minuit, 1973.

de la réussite et du pouvoir. Comme je l'ai précisé auparavant en paraphrasant Gramsci, il sont reconnus par leurs pairs pour leur « capacité dirigeante et technique ». Toutefois la prise en compte de leur position d'« intellectuel paysan » au sein de l'industrie du tabac ne suffit pas à l'intelligibilité de leur trajectoire sociale. Les courtiers-producteurs sont pour la plupart à l'origine des leaders paysans et il ne suffit pas d'être un producteur à succès pour devenir leader paysan. Si la réussite économique dans le business du tabac est généralement un trait caractéristique de mes enquêtés (au moins relativement aux autres paysans au sein de la communauté), ce n'est d'une part pas toujours le cas et d'autre part, la réussite économique par l'agriculture n'est pas l'apanage des courtiers-producteurs⁴⁸.

L'objectif ici n'est pas de savoir laquelle de la position de courtier dans l'entreprise hégémonique ou de la position dominante dans les arènes socio-politiques locales a précédé l'autre. Cela reviendrait une fois encore à dissocier intrinsèquement le monde économique et le monde social pour chercher à expliquer le second par les déterminismes du premier. Au contraire, je cherche à explorer les interactions entre ces deux positions, la façon dont elles s'entretiennent réciproquement, afin de montrer que chacune est indissociable de l'autre, que l'élite productrice est nécessairement une élite locale reconnue hors de la production et qu'aujourd'hui l'importance de la production place l'élite productrice dans une position particulièrement avantageuse dans les arènes politiques locales. À l'exploration du discours hégémonique dans la filière du tabac doit donc être associée une archéologie des arènes politiques locales et notamment des élites qui les animent.

C'est donc à la sociographie d'une élite locale paysanne qu'une grande partie de ce travail se consacre, à partir d'une analyse systématique des positions sociales occupées par mes enquêtés dans les arènes locales et d'une observation quotidienne de leur comportement à l'égard des autres catégories sociales paysannes. Je cherche également à explorer les relations, collusives ou antagonistes, qu'elle entretient avec les autres élites locales. Dans ce cadre, l'attention portée, lors des meetings politiques en brousse, à la mise en scène du don par les candidats et à l'organisation des prises de paroles au cours du meeting, m'a permis d'esquisser les lignes de la structuration sociale en milieu rural malawien et m'a fourni un tableau représentatif des catégories sociales « qui comptent » au village. En outre, la compétition électorale met en

48. J'ai été frappé de voir certains leaders paysans rester avec une production extrêmement réduite (ne dépassant pas quelques acres), alors que d'autres parviennent, bien souvent grâce aux relations qu'ils tissent avec un certain nombre d'élites politiques et économiques à accroître leur production jusqu'à quelques dizaines d'hectares. En revanche, il est absolument impossible de voir un de ces leaders mendier, à moins de crise conjoncturelle aiguë, nous reviendrons plus longuement sur ce point dans le développement.

scène les conceptions normatives populaires de ce que *doit être* une élite, politique ou non, et en dit ainsi long sur la trajectoire sociale des courtiers-producteurs dans et hors du champ partisan ⁴⁹.

Prendre le parti d'étudier les élites locale suit une volonté de contrecarrer l'écrasante domination des études portant sur les élites nationales, comme si elles étaient les seules possibles expressions de la domination pure. Il n'est pourtant pas de *domination pure* et à chaque échelle, les élites sont multiples et sont toujours soumises à des dispositifs de pouvoir plus larges. En somme, faire le pari d'étudier une élite paysanne en tant qu'« élite subordonnée » c'est affirmer que toute élite dans un contexte donné est soumise à la domination et au conflit. Dans le cas du Malawi, cette affirmation est d'autant plus importante depuis l'avènement du multipartisme et l'ouverture aux donateurs internationaux : les élites nationales et locales sont engagées dans des jeux nouveaux de lutte pour l'appropriation des ressources locales et des ressources de l'extraversion ⁵⁰. Par ailleurs, l'étude des élites locales permet de rendre compte des lignes de fractures qui traversent les populations subordonnées, ce qui constitue un des enjeux théoriques principaux exposés au début de cette introduction. Les données collectées au cours de mon terrain suggèrent notamment que les courtiers-producteurs entretiennent une distinction avec le reste de la paysannerie et parfois reproduisent l'habitus des élites nationales ⁵¹. En s'intéressant à la culture matérielle de ces producteurs ⁵² autant qu'à leurs discours, il est possible d'identifier les différents univers sociaux et moraux dans lesquels ils opèrent. La complexité d'un tel travail dans le contexte particulier de cette étude tient au fait que les courtiers-producteurs disposent de plusieurs registres de subjectivation différents en fonction des contextes. Ils mobilisent ainsi un inventaire de techniques corporelles propres à chaque contexte.

49. Harri ENGLUND à la fin des années 1990 a notamment étudié le processus de politisation et les conditions de la participation électorale à travers une exploration des actions menées par les candidats pour légitimer leur position devant les électeurs. Harri ENGLUND (2001), « Winning Elections, Losing Legitimacy : Multipartyism and the Neopatrimonial State in Malawi », in Micheal COWEN et Liisa LAAKSO, (éds.), *Multiparty Elections in Africa*, Oxford : James Currey, 2001, p. 172–186.

50. L'importance des conflits entre élites nationales et locales pour l'appropriation des ressources est une des modalités centrales de la formation de l'État en Afrique selon Jean-François BAYART. Sa vision constitue un réquisitoire salutaire contre les conceptions trop générales des élites africaines. Voir notamment *L'État en Afrique, la politique du ventre*

51. Dans le cas de la filière du tabac, Martin PROWSE avait notamment montré comment un *modèle culturel* fabriqué au sein des cercles dirigeants de la filière influençait les modes de consommation de certains tabaculteurs motivés par la volonté d'acquiescer un statut social de *bwana* (boss local). Voir Martin PROWSE (2009), « Becoming a bwana and burley tobacco in the Central Region of Malawi », in, *The Journal of Modern African Studies* 47 (04), p. 575

52. C'est cette culture matérielle que j'assimile aux « techniques du corps ». Elle ne se réduit donc pas aux modes de consommation mais se réfère à l'ensemble des rites corporels, des pratiques sociales portées par et sur le corps. L'exploration de ces techniques dans un contexte socio-politique donné permet d'identifier les mécanismes de socialisation qui conduisent à la formation d'une catégorie sociale telle que les courtiers-producteurs. Voir notamment Marcel MAUSS (1936), « Les techniques du corps », in, *Journal de Psychologie* XXXII (3/4) ; et sa relecture à la lumière de la théorie foucauldienne des *techniques de soi* par Jean-Pierre WARNIER commentée dans Romain BERTRAND, Bogumil JEWSIEWICKI et Jean-Pierre WARNIER (1999), « Autour d'un livre. *Construire la culture matérielle. L'homme qui pensait avec ses doigts.*, de Jean-Pierre Warnier », in, *Politique Africaine* 76, p. 181–195.

Mais l'exploration des itinéraires d'accumulation de ressources des intellectuels paysans doit se faire dans une perspective politique. La formation des élites locales doit être pensée en miroir avec la recherche hégémonique de l'État-paysan exposée précédemment. Comme l'affirment Richard Banégas et Jean-Pierre Warnier dans leur introduction à l'étude des « figures de la réussite et du pouvoir » sur le continent africain, les pratiques sociales de ces acteurs « se situent dans des gouvernementalités qui dessinent les modalités possibles de l'assujettissement, de la subjectivation, et du rapport des sujets entre eux ». Ils expliquent alors que cela « soulève dans tous les cas des questions de moralité et de légitimité »⁵³. C'est la prise en compte de ces gouvernementalités comme « réseaux d'actions sur les actions des autres » qui conditionne, selon eux, une analyse politique des figures de la réussite. En tant qu'acteurs politiques centraux des arènes sociales locales, les courtiers-producteurs mobilisent un ensemble d'éléments moraux destinés à légitimer leur position sociale et à rendre possible la conversion des ressources extraites de leur position de courtier dans la filière en capitaux sociaux et symboliques reconnus dans les communautés paysannes. Ce n'est que lorsque cette position d'élite locale est rendue légitime que leur rôle d'« intellectuel organique » évoqué plus haut est possible. À l'inverse, un producteur, aussi riche soit-il, qui ne prend pas la peine de rendre sa richesse acceptable aux yeux des membres de la communauté sera constamment accusé d'égoïsme, de corruption voire de sorcellerie.

Finalement, cette discussion ouvre sur un dernier point qui a trait à la question du changement social et politique à l'échelle locale comme à l'échelle nationale, préoccupation centrale de ce mémoire. Il serait abusif de voir ces courtiers-producteurs comme uniquement *soumis* aux normes et valeurs morales véhiculées au sein de l'industrie du tabac et des communautés paysannes. Bien au contraire, en tant qu'élites locales, ils contribuent par leurs actions et leurs discours à transformer les régimes de subjectivation dans lesquels ils évoluent, jusqu'à rendre acceptables, au nom d'une éthique particulière, des comportements qui seraient autrement jugés illégitimes voire condamnables. Cette éthique, principe unificateur de cette catégorie sociale, est celle du « business agricole ». Elle correspond à une mise en pratique de la « morale du business » diffusée par l'encadrement de la filière et s'apparente à un ensemble de dispositions sociales intégrées à un habitus. En cela, l'« éthique du business » *portée* au quotidien par mes enquêtés n'est pas la copie conforme de la

53. p. 19. Ils reprennent le concept à Michel FOUCAULT qui, sans réellement en fournir de définition arrêtée, désigne les gouvernementalités comme l'ensemble des « techniques de pouvoir » destinées à rendre possible l'« exercice du pouvoir » et l'assujettissement BANÉGAS et WARNIER, op. cit.

morale mise en avant dans les publications officielles du gouvernement et dans les formations dispensées par le personnel encadrant. Elle est un objet de luttes, soumise à une perpétuelle réinterprétation lorsqu'elle est reprise à leur compte par des courtiers-producteurs capable de produire leurs propres savoirs sociaux⁵⁴. Les enjeux socio-politiques que soulèvent cette « éthique du business » sont multiples et ont constitué l'élément central de mon travail ethnographique. Elle est en effet le principal élément d'identification des courtiers-producteurs comme catégorie socio-politique pertinente. Elle fait par ailleurs graviter autour d'elle l'ensemble des relations de pouvoir dans l'industrie. Enfin, elle constitue la base de l'*élitisme paysan* dont fait preuve l'ensemble de mes enquêtés.

Associer cette éthique à un *élitisme paysan* me semble particulièrement utile pour rendre compte de la distinction au cœur des pratiques des courtiers-producteurs. Après avoir atteint une position sociale élevée dans un univers politique précis, il convient de savoir exclure, c'est-à-dire d'adopter un ensemble de valeurs morales et d'une « culture matérielle »⁵⁵ capables de donner consistance au groupe. Au fond, parler d'*élitisme* c'est rendre visible le processus de différenciation sociale qui a lieu dans les campagnes malawiennes et dont les courtiers-producteurs sont les principaux acteurs et bénéficiaires.

Terrain et méthodes

Au moment de revenir sur ce qui a constitué la réalité de mon terrain, il est utile de se rappeler les dangers que représente toute entreprise de « théorisation du terrain ». Le terrain est avant tout une « combinaison de possibilités », de choix effectués sur le moment ; c'est un long processus avec ses « aspérités et ses hésitations »⁵⁶. Ce n'est donc pas une théorie reconstruite *a posteriori* que je propose de restituer ici (théorie qui aurait par ailleurs toutes les chances de sombrer dans l'« illusion biographique »), ni à donner un sens stratégique à chacune de mes décisions empiriques car ce terrain était non seulement un premier voyage au Malawi mais également une première expérience africaine, parfois vécue difficilement. J'ai donc davantage suivi mes intuitions, les aléas du voyage et les occasions qui s'offraient à moi plutôt qu'un véritable

54. Conformément à l'image que donne Antonio GRAMSCI des « intellectuels organiques » qui sont directement impliqués dans la définition de l'idéologie. Le terme de « business » est par ailleurs directement repris à mes enquêtés, c'est pourquoi je l'utilise tel quel, dans sa formulation indigène.

55. Voir notamment BERTRAND, JEWSIEWICKI et WARNIER, op. cit. ; et BANÉGAS et WARNIER, op. cit.

56. Johanna SIMÉANT (2012), « Localiser le terrain de l'international », in, *Politix* 100, p. 129–147, p. 130.

programme de terrain fixé en amont. Toutefois dans un tel contexte où le terrain a été davantage un processus aléatoire que l'application d'un agenda et où mon objet d'étude lui-même s'est défini tout au long de mon séjour, revenir sur les éléments contextuels qui ont abouti à ce mémoire est une étape indispensable.

Retour sur l'approche empirique adoptée

Le Malawi est un pays hors des sentiers balisés des études africaines et le peu de références sur son contexte social et politique à ma disposition a très largement conditionné mon appréhension du terrain⁵⁷. Ce faible intérêt des politistes (particulièrement français) pour le Malawi a clairement motivé cette recherche mais ma démarche a été fortement affectée par ce vide, que les conclusions présentées ici ne contribuent que très partiellement à combler.

Mon travail en zone rurale s'est décomposé en trois phases (correspondant aux trois circonscriptions parcourues lors de mon voyage) entrecoupées de courts passages dans trois villes importantes pour collecter la parole des élites dirigeantes et du personnel d'encadrement de la filière (à Blantyre, Lilongwe et surtout Kasungu). J'ai d'abord passé une semaine dans la région de Lumbadzi en périphérie nord de Lilongwe, dans la partie sud du district de Dowa. Le reste de mon terrain s'est déroulé dans la région de Kasungu entre les 21 février et 11 avril. Mon séjour s'est alors divisé en trois temps. Le premier, de deux semaines dans la circonscription de Kasungu Ouest, le dernier de trois semaines dans la circonscription de Kasungu Nord Ouest pour rencontrer tabaculteurs et leaders politiques locaux et, entre les deux, un séjour de dix jours en ville où j'espérais rencontrer les élites encadrantes de la filière ainsi que les leaders politiques à l'échelle du district.

J'ai ainsi pu visiter trois circonscriptions rurales aux allures sociales, géographiques et démographiques bien différentes : le sud du district très densément peuplé de Dowa, en plein centre du pays où le marché est entièrement capté par la capitale toute proche et deux circonscriptions du Kasungu, collées à la frontière

57. En ce qui concerne la filière du tabac j'ai pu me référer à Martin PROWSE (2013), « A history of tobacco production and marketing in Malawi, 1890–2010 », in, *Journal of Eastern African Studies*, p. 1–22 ; Martin PROWSE et Jason MOYER-LEE (2013), « A Comparative Value Chain Analysis of Smallholder Burley Tobacco Production in Malawi–2003/4 and 2009/10 », in, *Journal of Agrarian Change* ; où Jan Kees van DONGE (2002), « Disordering the Market : The Liberalisation of Burley Tobacco in Malawi in the 1990s », in, *Journal of Southern African Studies* 28 (1), p. 89–115 ; et KYDD et CHRISTIANSEN, op. cit. et sur l'histoire de la paysannerie malawienne dans la région de la *Tchiri-Valley* au sud du pays, à Elias Coutinho MANDALA (1990), *Work and control in a peasant economy : a history of the lower Tchiri Valley in Malawi, 1859-1960*, University of Wisconsin Press, 1990, 402 p.

zambienne, où se pose alors le problème du trafic transfrontalier de tabac. Dans ces deux dernières circonscriptions, le problème de la distribution des terres est bien moins présent et le développement agricole est très largement dominé par l'héritage de Banda, dont l'ancien palais présidentiel trône encore en aplomb de la région, comme une sentinelle bienveillante⁵⁸.

Mes déplacements et mes choix de terrains ont été décidés conjointement avec mes contacts au sein de la National Smallholder Farmers Association (NASFAM) qui a eu la gentillesse de bien vouloir parrainer ma recherche devant le gouvernement malawien.

NASFAM est la plus grande association de petits producteurs indépendants du Malawi⁵⁹. Créée en 1997, l'association est en fait le résultat de l'initiative conjointe d'une ONG américaine (ACDI/VOCA) et de groupes de producteurs malawiens. En 1995, ACDI/VOCA avait lancé un projet de soutien aux clubs de producteurs de tabac *burley*⁶⁰ pour les aider à produire du tabac de bonne qualité et retirer davantage de bénéfices de leur production. Cette initiative a débouché sur la création d'associations paysannes à l'échelle locale, directement aiguillées par les experts de l'organisation américaine. En 1997, quatorze d'entre elles ont créé NASFAM et le personnel d'ACDI/VOCA a rejoint le bureau central de l'association à Lilongwe pour en constituer le personnel d'encadrement. Les origines particulières de l'association expliquent notamment sa très forte propension à se focaliser sur les pratiques de « bonne production »⁶¹ ainsi que son assise locale et sa gestion technocratique⁶². Aujourd'hui NASFAM est implantée sur l'ensemble du territoire et n'agit plus que sur le tabac⁶³. Elle est constituée par un réseau d'associations locales (environ 100-150 membres), divisées en GAC (Group Active Committee) eux même composés de clubs. Chaque association possède un bureau (Association Management Center) employant du personnel administratif et des *extension officers* dont

58. Loin de moi l'idée de chercher à réhabiliter l'image de président à vie dont le règne était tout aussi sévère qu'il était hégémonique. L'évocation de son palais comme d'une « sentinelle bienveillante » cherche justement à rendre compte de ce double aspect de son règne à la fois dur et extrêmement populiste et paternaliste ; dont l'héritage est fondamental pour comprendre l'historicité du politique en Région Centrale.

59. Bien qu'aujourd'hui de nombreux leaders locaux de l'association ne soient plus si « petits que ça ».

60. La forme historique généralement prise par la production agricole commerciale des petits paysans au Malawi post-colonial est celle du club, quelque soit la plante cultivée.

61. Mises en avant par de nombreux employés de NASFAM comme l'unique moyen d'améliorer les conditions de vie des populations rurales.

62. L'essentiel des cadres qui interagissent avec les élites politiques n'est pas issu des communautés paysannes. Ce sont ces mêmes cadres de l'association qui dirigent effectivement l'association, malgré l'existence d'un bureau exécutif élu composé uniquement de paysans.

63. L'association dépend en grande partie aujourd'hui des ventes de tabac de ses membres pour survivre, et, par conséquent, si la tabaculture centralise l'extrême majorité de ses activités. Toutefois, en raison du contexte international particulièrement hostile à la plante, celle-ci disparaît presque intégralement des rapports officiels d'activité et de la revue quadrimestrielle « Titukulane » (Let's get developed).

l'activité principale est de se rendre auprès des producteurs pour les « éduquer »⁶⁴ aux bonnes pratiques de production. À l'échelle nationale, l'association agit directement dans le processus décisionnel au sein de la filière, à travers l'activité de ses administrateurs.

Ce partenariat avec une association parfaitement implanté en zone rurale a grandement facilité mon introduction auprès des producteurs mais a limité le spectre de l'enquête car, finalement, parmi les quarante-cinq paysans interrogés⁶⁵, très peu ne sont pas membres de l'association⁶⁶. C'est à force de discuter avec mes collaborateurs au sein de NASFAM que j'ai découvert l'importance des « bonnes pratiques de production » et de l'« éthique du business » au sein des paysanneries malawiennes. C'est donc ce partenariat qui a largement contribué la définition de mon objet d'étude final.

Les allées-retours entre les champs et les bureaux de NASFAM où je racontais très librement mes séjours chez les tabaculteurs m'ont permis d'observer les comportements et discours des cadres de l'association et leurs perceptions des paysans, parfois pas si différentes de celles des autres élites encadrantes⁶⁷. Ce fut également l'occasion de collecter un grand nombre d'éléments sur les variations dans l'interprétation de la « morale du business » et de profiter d'un point de vue privilégié sur les rapports entre les paysanneries et leurs encadrements. Le temps passé dans les bureaux de l'association à Kasungu m'a permis de noter le type de paysans se rendant régulièrement en ville et de noter de nombreux détails sur leur façon de s'approprier ce lieu qui leur confère un vrai *pied à terre* en ville.

Lors de mes passages à Kasungu, j'ai également eu l'occasion d'échanger avec un certain nombre de jeunes ONGistes de retour de mission en zone rurale. Autant de discussions qui m'informaient sur les rapports entre urbains et paysans et sur la perception si particulière du monde rural dans une ville comme Kasungu, déjouant les nombreux clichés à propos l'« élitisme urbain »⁶⁸.

64. Le mot était très souvent utilisé par les acteurs concernés eux-même lorsque je leur demandais de me décrire leur travail.

65. Il est difficile de préciser le nombre de « paysans » interrogés car parmi le personnel de NASFAM et les leaders politiques interrogés pour leur activité associative et/ou politique, nombreux sont aussi des paysans tabaculteurs. Je n'ai donc recensé ici que les paysans interrogés à propos des problématiques de production.

66. Une fois encore il est difficile d'établir une estimation précise, lorsque je me faisais guider par les fermiers eux même je découvrais seulement plus tard que si mes enquêtés affirmaient ne pas être membres de NASFAM pour leur production de tabac, cela ne voulait pas dire qu'ils n'étaient pas membres de l'association pour d'autres cultures comme le manioc, les cacahuètes etc.

67. À tel point que je me suis posé la question de savoir dans quelle catégorie placer NASFAM et ses employés dans le rapport paysannerie/encadrement. Problème tout simplement insurmontable si l'on ne dépasse pas au préalable la vision duale de la filière divisée entre deux modes de production radicalement opposés.

68. Celui-ci ne se pose pas vraiment en termes d'*urbanité* mais davantage de *position sociale*. Les urbains affichent tous un attachement émotionnel très fort pour leur village d'origine et pour la campagne de manière générale (à tel point qu'il rentrent systématiquement voter au village pour les élections locales et expriment presque à l'unanimité le vœu de retourner un jour vivre au village. C'est ce qu'observe Harri Englund dans « The Village in the City, the City in the Village : Migrants in Lilongwe »). Leur

L'agencement chronologique choisi s'explique par ma volonté d'éviter tout contact trop rapproché avec les élites politiques et les institutions encadrantes avant d'avoir créé un lien de confiance avec les tabaculteurs. Réalisant mon terrain en pleine campagne électorale, je souhaitais tout particulièrement éviter d'être utilisé à des fins de communication politique par les dirigeants en campagne. Le fait de me présenter auprès des élites urbaines seulement en milieu de terrain m'a en outre permis de mieux interpréter le discours ruraliste et populiste qui dominait dans mes entretiens avec les députés en campagne et le discours administratif (non moins populiste) qui m'était servi aux niveau institutionnel. En suivant les candidats dans leur campagne électorale, j'ai par ailleurs eu l'occasion de revenir dans les régions où j'avais vécu chez les paysans, profitant ainsi d'un double point de vue sur mon objet. Cela fut particulièrement utile pour observer les décalages sociaux entre perceptions paysannes et discours des élites ainsi que la nature spécifique des relations entre élites paysannes et élites politiques.

Lors de mes séjours « en brousse » dans le district de Kasungu, j'ai eu la possibilité d'être directement hébergé chez les fermiers grâce à l'intermédiaire de NASFAM⁶⁹. Tous mes hôtes (au nombre de quatre) étaient des leaders paysans rentrant parfaitement dans la catégorie d'analyse de courtiers-producteurs⁷⁰.

Une telle immersion, en plus d'être une expérience humaine extraordinaire, m'a permis d'observer le quotidien de mes enquêtés tout en m'offrant un point de vue unique sur les modes de structuration sociale au village. J'avais, au préalable, choisi de vivre avec mes enquêtés afin de créer un climat de confiance qui ne va pas de soi lorsqu'un étranger arrive au village. Opter pour une immersion dans chacun de mes terrains plus longue que celle prévue à l'origine m'a donné la possibilité d'observer les échanges sociaux locaux et de noter une multitude de détails du quotidien que mes allers-retours de la première semaine à Lumbadzi ne m'avaient pas permis d'observer. Cette méthode s'est avérée indispensable pour découvrir les changements de comportement de mes enquêtés en fonction du contexte, et pour réaliser la place particulière qu'ils occupent dans les arènes sociales locales. C'est enfin, par des observations quotidiennes dans une

élitisme est ainsi non pas lié au fait de vivre en ville mais plutôt d'appartenir à une catégorie sociale valorisante d'entrepreneur ou d'ONGiste.

69. Compte tenu du faible temps à ma disposition pour organiser mon séjour à Dowa, je n'avais pas pu faire de même et avais procédé par journées d'enquêtes, partant en moto de Lumbadzi le matin pour aller directement interroger les tabaculteurs sélectionnés par mon premier guide et traducteur, Billy Magwaza, adjoint de direction au bureau local de NASFAM.

70. À Kasungu Ouest, Ezekiel, mon premier hôte pour deux semaines, est président de la Chipala Association. À Kasungu Nord, Justina (chez qui je ne suis resté que trois jours pour des problèmes linguistiques) est trésorière de la Churu Association, Robert qui m'a accueilli deux semaines également, fut *chairperson* de NASFAM à l'échelle nationale et enfin Edward, chez qui j'ai passé mes cinq derniers jours en zone rurale, est président de la Churu Association.

même région aux dimensions restreintes que j'ai pu analyser toute l'importance de l'« éthique du business », tant au sein de la filière que dans les communautés paysannes.

Si j'ai choisi de ne pas cibler mes lieux d'enquête par village mais au niveau des circonscriptions, c'est qu'une telle échelle constitue une quasi parfaite reproduction de la société Malawienne (du moins dans son aspect rural) et la monographie de deux circonscriptions rurales⁷¹ me semble en mesure d'éclairer la nature de l'État-paysan malawien. Par ailleurs, dans le sens où les modes d'actions des courtiers-producteurs ne dépassent le cadre de la circonscription que dans des cas exceptionnels (bien qu'ils puissent impliquer des enjeux plus larges) cette échelle doit permettre une analyse exhaustive de leurs trajectoires socio-politiques.

Difficultés rencontrées et stratégies d'adaptation

La relecture *a posteriori* de mon projet de recherche initial fait clairement apparaître un décalage important entre le terrain imaginé et celui finalement réalisé. Outre les difficultés tant sur le plan physique que moral que mon immersion dans la vie des tabaculteurs m'a posées, j'ai en effet été confronté à un certain nombre de barrières et de refus qui ont très fortement influencé la physionomie finale de mon terrain. Sans tomber dans un jeu d'autoflagellation stérile, cette partie cherche à éclairer la façon dont les aspérités et les difficultés de mon terrain ont pu se retourner en avantages ou bien constituer en eux-mêmes des clefs de compréhension de mon objet d'étude.

La langue fut la première des barrières. Si l'anglais est une langue officielle du pays, près de 80% des paysans en brousse ne parlent que leur langue maternelle et le chichewa (devenue langue nationale sous le règne de Banda). Le chichewa n'étant pas enseigné en France je ne parlais que l'anglais en arrivant au Malawi⁷². J'ai donc immédiatement cherché des contacts pour m'aider à pénétrer en zone rurale et à communiquer avec mes enquêtés. C'est de cette façon que j'ai rencontré Amon, cadre chez NASFAM qui m'a ensuite mis en contact avec les bureaux locaux de l'Association. Ainsi, non seulement je n'ai jamais été seul tout au long de mon voyage, mais en plus j'ai eu la possibilité de voyager avec une grande variété de personnes me guidant à moto dans un réseau de pistes sableuses à travers les campagnes malawiennes

71. Mon premier temps à Lumbadzi ne fut pas assez long ni l'immersion assez profonde pour une étude fouillée.

72. Et malgré tous les efforts de mes hôtes pour me l'enseigner je n'étais pas en mesure, même à la fin de mon terrain, de mener une discussion en chichewa.

pour rencontrer les tabaculteurs directement dans leur lieu de vie et de travail. Billy Magwaza à Lumbadzi, Joseph Msaya à Kasungu Central et Philip Mugara à Mphomwa ont été des alliés indispensables dans mon travail et des soutiens moraux décisifs. Nos longues discussions au cours de nos journées de travail leur ont permis de me faire partager leur longue expérience de la région. Ils m'accompagnaient directement auprès des producteurs, assurant la traduction depuis le chichewa ou le Tumbuka vers l'anglais, décodant également nombre d'éléments tant dans les discours des enquêtés que dans leur façon de se présenter qu'il m'aurait été impossible de réaliser seul. Leur présence me donnait par ailleurs une très bonne idée des relations qu'entretiennent les paysans avec les techniciens de leur association et des préjugés que ces derniers peuvent avoir à propos des paysans pour lesquels ils travaillent.

Lors de mon immersion dans le quotidien de mes enquêtés, et en l'absence d'employés de NASFAM, mes hôtes se chargeaient également de négocier et traduire mes entretiens. Ce fut notamment de le cas de Ezekiel qui me guida pendant près de deux semaines. L'analyse de son comportement lors nos entretiens, son attitude envers les autres enquêtés fut l'occasion d'observations particulièrement riches si bien que Ezekiel devint au cours de mon séjour mon principal sujet d'étude avec qui j'avais la possibilité d'échanger au quotidien dans des contextes moins formels que la situation d'entretien⁷³. Cette double position d'allié et d'enquêté qu'avait mon hôte et guide, m'a forcé à développer un dispositif de recherche particulier pour pallier l'impossibilité de mener des observations ethnographiques. Je multipliais ainsi les visites avec des membres de son village et des villages environnants afin de recueillir des informations sur sa position sociale. Nombre de mes entretiens ont donc surtout été réalisés pour analyser le comportement de mon traducteur et la façon dont il réagissait aux réponses de la personne interrogée ou bien la façon dont il interprétait mes questions⁷⁴. C'est donc à ses côtés (puis plus tard aux côtés des autres hôtes que je choisissais parmi la même catégorie sociale) que je m'initiais au fonctionnement et la structuration sociale dans la région et que j'ai peu à peu identifié la figure sociale du courtier-producteur.

En tant qu'étranger et *mzungu* (blanc) je fus immédiatement associé à un dominant, riche et puissant. Si

73. Situation qui m'est apparue parfois trop artificielle, les enquêtés étant souvent intimidés par le cadre formel qu'elle impose, ils s'efforçaient de « bien répondre à mes questions » ce qui me donnait parfois l'impression d'un interrogatoire.

74. C'est notamment le cas des rencontres avec Jumbe Tembo et Femas Nkanga les 04 et 05 mars 2014. (Voir la liste complète des entretiens réalisés en annexe.) Je notais souvent un décalage entre la question posée et la traduction de la réponse sous entendant généralement que Ezekiel avait repris ma question à son compte et la posait à sa manière. Cela donnait lieu systématiquement à une discussion à propos du sens qu'il donnait à ma question ; discussion riche en informations sur ses perceptions sociales et ses relations avec les personnes interrogées.

cela pèse sur l'ensemble des terrains des chercheurs européens en Afrique Subsaharienne, dans le cas d'une étude en milieu rural comme la mienne, l'influence de ma couleur de peau sur la réalisation de mon enquête fut particulièrement forte.

Cependant, par ma démarche ethnographique, ma façon de vivre au quotidien parmi les paysans, de manger la même nourriture qu'eux, de mener des entretiens longs et semi-directifs, j'essayais de rompre avec le comportement habituel des blancs en milieu rural, habitués à *débarquer* en 4x4 pour des visites éclair et collecter une série de données standardisées avant de repartir aussitôt. Sans pour autant « déranger », mon attitude de recherche créait des situations exceptionnelles tant pour moi que pour mes enquêtés et les faisait parfois sortir de ce *quotidien* que je cherchais tant à observer. Toutefois, malgré tous mes efforts pour me présenter comme un « étudiant »⁷⁵, il m'était impossible d'échapper entièrement à l'image sociale du *mzungu* à qui on ne montre pas ce qui va mal, ce qu'il y a de contentieux de problématique dans le développement (mais devant qui on insiste sur la pauvreté, les « besoins » de développement etc.). Seuls mes hôtes et quelques alliés avec qui j'entretenais une relation de proximité et de confiance me parlais ouvertement de telle ou telle pratique illégale, de telle ou telle dispute dans la communauté etc. Autrement dit, j'arrivais sur le terrain, chargé des *a priori* à propos des paysans que les élites urbaines rencontrées en début de voyage m'avaient *inculqués*, mais également « habillé » d'une combinaison blanche qui conditionnait tous mes déplacements et la majeure partie de ce que j'entendais. Ce fut une source de frustration intense lorsque mes traducteurs se contentaient de résumer une longue discussion (que j'imaginai chargée d'implicites et de détails utiles) en une phrase courte et souvent peu exploitable me reléguant à une position de spectateur sourd.

Cette position de « *mzungu* », à qui il faut montrer un tableau idyllique de l'« avancement du développement », a toutefois donné lieu à des situations particulièrement riches en enseignement pour mon étude des courtiers-producteurs. Lors de mes passages aux bureaux de NASFAM notamment, les leaders paysans présents venaient ainsi me « faire la cour » pour que je vienne visiter leur association et attester du « développement qu'ils mettaient en œuvre ». J'ai par exemple reçu la visite surréaliste d'un président d'association à Kasungu m'incitant à venir chez lui, en faisant l'inventaire de tout ce qu'il possédait et des projets de développement mis en œuvre sous sa présidence. C'est donc en partie en prêtant attention

75. L'étudiant en chichewa est « celui qui va à l'école », (*N'diri pa sukulu*, il est encore un *enfant* et ne peut donc être reconnu ni comme un patron ni comme un dominant.

à ceux qui, parmi les paysans, venaient s'adresser à moi que j'ai pu identifier les courtiers-producteurs et comprendre une partie de leur subjectivité.

Enfin, lors des meetings politiques, j'étais systématiquement escorté jusqu'à la tribune officielle où l'on me réservait une chaise d'honneur au tout premier rang, non loin du candidat ou d'un officiel important. Ceux-ci ne manquaient alors jamais de m'introduire pompeusement dans leurs discours et d'afficher clairement devant les électeurs combien ma présence était un gage de leur valeur et de leur importance sociale. Cette utilisation de ma personne à des fins politiques me gênait car elle renforçait l'image que mes principaux enquêtés (les paysans dans l'audience) se faisaient de moi mais elle était absolument inévitable⁷⁶. Une telle position était toutefois excellente pour suivre le meeting, m'offrant un point de vue privilégié sur les danses populaires et la mise en scène du don monétaire par les candidats et leaders du parti. Malgré tout, il fut particulièrement judicieux de privilégier le suivi de ces meetings une fois ma présence dans la région *banalisée* afin de lever tout malentendu avec mes enquêtés.

Articulation du propos

Ce mémoire propose une analyse des trajectoires des courtiers-producteurs dans les arènes socio-politiques locales au regard de leur position particulière dans l'industrie. À travers cette analyse, il s'agit d'éclairer l'hégémonie de l'État-paysan malawien sur les forces paysannes qui constitue l'essentiel de la population. Cependant l'exploration de ces trajectoires sociales et des jeux de multipositionnalité de ces acteurs et l'étude de leur influence sur le changement politique et social au sein des arènes locales n'intervient qu'en seconde partie du développement. Comme le suggèrent les apports méthodologiques expliqués en amont, leur compréhension ne peut se faire sans une analyse préalable des problématiques hégémoniques qui se pose à l'État à la fois dans et hors de la filière du tabac. Dans un souci de contextualisation, la première partie opère ainsi un changement d'échelle avec l'orientation prise par mon travail ethnographique, afin de révéler l'inclusion des problématiques locales dans l'espace politique national. Après avoir détaillé les

76. Lors du meeting du MCP du 23 février 2014, j'ai d'abord évité les officiels et me suis rendu à l'événement à l'arrière du camion des militantes, suscitant d'ailleurs une extrême ferveur parmi elles. Une fois sur les lieux du meeting j'ai pris soin de me tenir à l'écart de la tribune, en retrait de la foule massée autour des manifestations artistiques à l'honneur des candidats. Je n'ai pas tenu plus de cinq minutes dans cette position avant qu'un des membres du service d'ordre ne vienne me récupérer et ne m'« invite » à m'asseoir aux côtés du président régional du parti. Une invitation qu'il m'était impossible de refuser.

formes et discours du « ruralisme d'État » en région centrale depuis l'ère Banda jusqu'à nos jours et la façon dont s'est construit le cadre relationnel entre paysanneries et élites politiques (chapitre 1) je chercherai à explorer plus en détail les ressorts de la construction hégémonique au sein de l'industrie afin d'expliquer l'émergence de la catégorie de courtier-producteur (chapitre 2). Ce n'est qu'une fois comprise cette position dans l'industrie qu'il est possible d'interpréter la construction morale et politique de cette catégorie sociale et sa constitution en élite locale. L'étude des modes de subjectivation des courtiers-producteurs et l'analyse de l'incorporation de l'éthique du business (chapitre 3) est alors suivie de l'exploration de leurs techniques de conversion des ressources acquises par l'activité de courtage dans la filière en capitaux socio-politiques légitimes dans les communautés paysannes (chapitre 4). Enfin, à la lumière de cette multipositionnalité des courtiers-producteurs, la question de la participation et du consentement de ces acteurs au projet hégémonique de l'État-paysan prend tout son sens. Elle rejoint un débat ouvert il y a plus de trente ans à propos de la « capture de la paysannerie ». À travers l'exploration de la conflictualité au cœur des relations entre courtiers et élites exploitantes (chapitre 5) et des formes prises par la mobilisation et la représentation paysanne (chapitre 6), j'interroge ainsi la capacité d'un groupe pensé comme agent hégémonique à se constituer en élite contre-hégémonique et force politique de proposition.

Première partie

Paysans sous hégémonie Formes et discours de l'« État-paysan » en Région Centrale

La pratique de mon terrain a procédé par un agrandissement d'échelle, depuis des problématiques générales au niveau national jusqu'à cibler deux circonscriptions dont l'étude est à même de rendre compte des enjeux socio-politiques posés par la catégorie de courtier-producteur. C'est un travail parfaitement inverse que réalise cette partie en opérant une nouvelle prise de distance avec l'objet d'étude final. Ce rétrécissement de l'échelle d'observation est indispensable pour ne pas enfermer les pratiques sociales des enquêtés, observées au sein des communautés paysannes, dans un espace géographique et politique restreint. En effet, si les modes d'actions populaires dépassent rarement l'échelle de la circonscription, il serait néanmoins fallacieux d'affirmer que la seule prise en compte des problématiques politiques locales suffirait à leur compréhension. Il ne s'agit pas de revenir sur l'engagement méthodologique à l'origine de ce mémoire, selon lequel l'analyse du politique doit passer par la prise en compte des arènes politiques locales. Bien au contraire, cet effort préalable de contextualisation cherche à défendre cet engagement en montrant l'inclusion des problématiques locales dans un espace politique plus large qu'elles contribuent à éclairer. C'est donc prendre le contre-pied des analyses macro-sociales, qui prétendent éclairer l'ensemble d'un système politique à partir de la simple étude de cas généraux et de dynamiques nationales, que de parler de *contextualisation*. Les tentatives de généralisation faites dans cette partie ne sont ainsi que le reflet et le produit des observations faites à l'échelle locale.

La région productrice de tabac est indissociable d'un espace politique national construit et reconstruit au fil des années et de la succession des régimes politiques. Elle est en cela non seulement un territoire physique, mais également un espace inclus dans un imaginaire politique national dont la caractérisation est indispensable à l'interprétation des relations sociales qui s'y déroulent. En bref, on ne rentre pas dans la région de Kasungu comme dans n'importe quelle autre région agricole, mais comme dans un espace politique ayant une historicité propre. En limitant le propos à l'analyse interne de la région, on masquerait donc les dynamiques idéologiques historiques qui ont contribué à façonner son visage socio-politique.

Deuxièmement, c'est la nature de la filière étudiée qui rend nécessaire la prise en compte des problématiques macro-politiques. En tant que source première de devises étrangères pour le pays, la culture du tabac est l'élément principal de son intégration dans le commerce international. Par ailleurs, la perception très négative de la plante par la communauté internationale et la lutte intense menée depuis quelques années par l'OMC contre sa commercialisation, renforce la pénétration de problématiques politiques globales jusqu'au

plus profond des campagnes malawiennes. La filière constitue donc le premier lien entre le paysan et le reste du monde et le contrôle de la production un des soucis principaux de l'État malawien. C'est notamment pour cela que j'ai privilégié une approche de la filière en termes d'hégémonie tant les relations de pouvoir en son sein sont révélatrices de la forme prise par le pouvoir au Malawi en général.

Par ailleurs, l'objet central de ce mémoire est de décrire l'émergence, les trajectoires et les pratiques sociales d'une élite locale identifiée sous le terme de courtier-producteur. Rendre compte dans un premier temps, avec une insistance sur le long terme, des relations de pouvoir qui se tissent au sein de l'État paysan malawien dans son ensemble, c'est reconnaître la propriété fondamentale de cette élite locale : celle d'être une *élite subordonnée*. C'est dimension, intrinsèque à l'ensemble de mes enquêtés, qui explique, ensuite, la particularité de leurs trajectoires sociales et pratiques politiques.

La dernier élément important à ce préambule fait référence à la composition de la population Malawienne et l'influence qu'elle a sur la pratique de l'hégémonie. Selon les indicateurs internationaux, le taux d'urbanisation est particulièrement stable et oscille entre 15% et 20%. L'importance démographique des campagnes se traduit directement en problématiques politiques pour les élites nationales et les populations rurales sont les premiers destinataires des discours hégémoniques. La rhétorique ruraliste constitue ainsi un élément central de la formation de l'État au Malawi et les relations entre État et forces paysannes aujourd'hui sont révélatrices non d'une disparition de l'État derrière des opérateurs privés internationaux mais de sa permanence sous la forme d'un « ruralisme d'État » en constante mutation.

C'est cette permanence de l'État que cette partie cherche à restituer et à caractériser.

Chapitre 1

Trajectoire historique du « ruralisme d'État » en région centrale

Dans une très grande variété de situations politiques en Afrique, les chercheurs ont montré la permanence d'une certaine rhétorique populiste exprimée par les dirigeants à l'égard des populations paysannes¹. Cette rhétorique, utilisée à des fins hégémoniques, cherchait à construire une culture politique centrée sur le labour agricole et des valeurs de la paysannerie, permettant ainsi la reproduction des élites politiques et assurant leur main mise sur les ressources produites par les périphéries rurales. Comme j'ai pu l'expliquer en introduction, le Malawi post-colonial n'échappe pas à la tendance, qu'il s'agisse du régime du Docteur Banda comme des régimes démocratiques qui l'ont suivi, tous ayant fait de l'agriculture la colonne vertébrale de l'économie. L'enjeu que représente la captation de la rente agricole pour les élites politiques d'hier comme d'aujourd'hui conditionne leur façon de se présenter aux masses rurales et rend nécessaire la reproduction de l'« État-paysan ».

L'expression « ruralisme d'État » est donc utilisée pour caractériser le mode de gouvernementalité de cet État-paysan malawien. Elle désigne non seulement les formes prises par le pouvoir dans les périphéries rurales et les discours qui reproduisent le lien si particulier entretenu entre élites politiques et forces paysannes.

Elle ne constitue donc ni un concept figé ni un cadre d'analyse bien défini mais davantage désigne la nature, profondément mouvante, de la pratique du pouvoir au Malawi. C'est l'évolution de ce discours

1. Voir par exemple BAYART, *L'État en Afrique, la politique du ventre* ; CHAUVÉAU, op. cit., dans le cas précis de la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny ; ou encore James C. SCOTT (1998), *Seeing Like a State : How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, Yale agrarian studies, Yale University Press, 1998, 445 p., dans le cas de la Tanzanie de Julius Nyerere.

hégémonique qu'il convient, au préalable, de présenter.

L'objectif n'est pas ici de relater l'histoire politique postcoloniale du Malawi d'autant plus que la littérature propose aujourd'hui quelques ouvrages de synthèse, notamment en ce qui concerne le règne autocratique de Banda². Il s'agit davantage de rendre compte des processus historiques qui permettent d'expliquer l'élaboration du cadre idéologique faisant du monde agricole malawien un espace politique particulier, propice à l'émergence de la catégorie de courtier-producteur.

A) La rhétorique ruraliste dans la formation de l'État postcolonial

a) Historicité de la « culture paysanne » en Région Centrale

« At the simplest level the story of the expansion of commercial agriculture on the Lilongwe plain provides a salutary reminder of the oversimplifications contained in that model of southern African economic change which depicts Nyasaland as simply a labour reserve for South Africa, doomed, in Legassick's words to 'rural underdevelopment, economic decay and pauperisation'. More important, by focussing on the N.T.B. it is possible to observe how a small section of the settler community stamped its impression on a major peasant activity in a form that is still visible today. Through the efforts of these settlers, a share-cropping system based on 'visiting tenants' prospered in Malawi, surviving into the post-independence era, but so did a large group of independent peasants. Forms of exploitation typical of Southern Africa (the direct intervention of settlers in the making of agricultural policy) were combined with forms more typical of tropical Africa (the use of marketing boards to extract surplus from the peasants). »
John MCCRACKEN (1983), « Planters, Peasants and the Colonial State : The Impact of the Native Tobacco Board in the Central Province of Malawi », in, *Journal of Southern African Studies* 9 (2), p. 172–192, p. 173

La construction idéologique de l'espace politique malawien comme *société paysanne* n'est pas une tradition politique inventée par le populisme de Banda au cours de son règne hégémonique. Les divers travaux historiques que je suis parvenu à mobiliser³ montrent ainsi l'importance de l'agriculture dans les subjectivations paysannes bien avant les discours à vocation hégémoniques de l'État colonial. Restituer l'historicité de cette « culture agricole » en Région Centrale est un préalable nécessaire à l'étude du « ruralisme d'État » des régimes post-coloniaux.

L'économie pré-coloniale de l'actuelle région centrale du Malawi était essentiellement centrée sur

2. Voir notamment Philip SHORT (194), *Banda*, Londres : Routledge, 194 ; et pour une histoire sociale très documentée de la région depuis la période précoloniale voir John MCCRACKEN (2012), *A History of Malawi, 1859-1966*, James Currey, 2012, 485 p. ; ou MANDALA, op. cit., portant la focale sur la paysannerie.

3. Dont certains trouvés miraculeusement sur place, par l'intermédiaire d'une jeune Malawien passionné par l'histoire de son pays et occupé à la création d'une bibliothèque participative à Blantyre. Les bibliothèques françaises sont quant à elles caractérisées par leurs inventaires lacunaires lorsqu'il s'agit du Malawi.

l'agriculture⁴. Tout comme le décrivait MEILLASSOUX à propos du Sénégal⁵, la production agricole correspondait au mode de production lignager, impliquant une main d'œuvre humaine (davantage que le bétail) issue de la communauté domestique⁶. Encore aujourd'hui, les mythes et traditions orales populaires les plus importants dans la région font état de la place centrale qu'occupe l'agriculture dans l'imaginaire collectif, et ce, bien avant son utilisation dans les discours d'unification nationale après l'indépendance. La participation de l'agriculture à la structuration sociale, non seulement pour les ressources matérielles qu'elle procure mais surtout par l'investissement idéologique dont elle est l'objet parmi les populations rurales, n'est donc pas nouvelle⁷. De la même manière que James Ferguson décrit l'importance sociale et symbolique du bétail dans les communautés rurales du Lesotho, il est donc possible de parler d'une « culture agricole » historiquement enracinée au plus profond des communautés rurales malawiennes⁸.

La domination coloniale n'a pas donc pas « inventé » la *tradition agricole* au Nyasaland⁹. Elle est toutefois parvenue à en changer considérablement la physionomie. Comme le suggère la citation de John McCracken retranscrite en tête de cette section, c'est à travers l'introduction de la culture intensive du tabac que se sont opérées les plus importantes transformations. L'histoire sociale précoce de l'industrie permet alors de poser le cadre dans lequel la relation entre élites politiques et paysanneries s'est développée, aussi bien en ce qui concerne la situation coloniale que l'État post-colonial¹⁰. Cette histoire prend néanmoins une trajectoire particulière dans la Région Centrale, qui contribue à la physionomie sociale de la région encore aujourd'hui. En effet, si dans la Région Sud le développement de la filière a rapidement coïncidé avec la soumission d'une main d'œuvre salariée, l'introduction, dans les années 1920-1930, du tabac en Région

4. Cette brève discussion sur l'importance sociale de l'agriculture dans le Nyasaland pré-colonial s'inspire essentiellement des importants travaux de synthèse de l'historien John Mc Cracken : MCCRACKEN, op. cit., notamment le chapitre 1 ; et John MCCRACKEN (1983), « Planters, Peasants and the Colonial State : The Impact of the Native Tobacco Board in the Central Province of Malawi », in, *Journal of Southern African Studies* 9 (2), p. 172–192. Voir également MANDALA, op. cit., pour une histoire sociale de la paysannerie dans la région sud.

5. Claude MEILLASSOUX (1975), *Femmes, greniers et capitaux*, Maspero, 1975, 251 p.

6. Cela ne signifiait pas néanmoins qu'il s'agissait uniquement d'une agriculture de subsistance. La région et ses populations étaient, de longue date, reliées au reste de l'Afrique de l'Est et engagées dans un intense commerce international vers l'Océan Indien. Au sud du lac, les cultivateurs étaient en effet impliqués dans la production du coton à des fins commerciales.

7. Cette figure sociale du planteur était toutefois bien éloignée de l'image, aujourd'hui valorisée, de l'agriculteur commercial : « he seeks to control the environment and produce a few specialised crops. The [Malawian] sought to adapt to the environment and produced as many crops as possible. » (MCCRACKEN, *A History of Malawi, 1859-1966*, p.12, reprenant une citation de John Iliffe appliqué au cas malawien.)

8. FERGUSON, op. cit., chapitre 5.

9. Le *Nyasaland* est le nom de la région avant que ne soit proclamée, le 6 juillet 1964, l'indépendance de l'État malawien.

10. Je suis particulièrement redevable ici à la salutaire reconstitution historique de la filière par Martin PROWSE : PROWSE, op. cit.

Centrale fut marquée à l'inverse par le déclin des planteurs coloniaux et le renforcement des paysanneries africaines¹¹. Les planteurs, face à l'échec du métayage¹² se sont reposés sur une paysannerie indépendante à qui ils fournissaient les intrants et couvraient les coûts de production en échange d'un droit de monopsonie sur la production¹³. La production est donc très tôt prise en charge par les paysans eux-mêmes, selon leurs propres techniques. Cela va entraîner un apport financier considérable dans les campagnes et provoquer une véritable ruée paysanne vers la production de tabac¹⁴.

Si le Nyasaland colonial occupait une position de réserve de main d'œuvre pour les deux autres colonies anglaises de la région (les deux Rhodésies) qui a considérablement influencé sa trajectoire socio-historique, on ne peut pas non plus comprendre l'État malawien postcolonial sans prendre en compte l'importance centrale qu'occupait l'agriculture dans l'espace politique colonial. De même, le Nyasaland étant pensé, dans le projet colonial, comme le « pays natal » des populations africaines à côté des deux Rodhésies conçues comme les terres productives de la région, l'agriculture non commerciale est très largement restée l'activité majeure de sa population. Cette image du pays comme *terre agricole* a très fortement influencé les relations entre élites coloniales et populations autochtones¹⁵ et constitue le terreau du « ruralisme d'État » après l'indépendance, bien que celui-ci s'énonce comme l'antithèse de l'État colonial.

b) Le « populisme paysan » sous K. Banda : entre hégémonisme et « participation paysanne »

Évoquer dans une même section les héritages de la culture paysanne précoloniale et de l'exploitation agricole coloniale n'a pas uniquement pour but de faire apparaître les continuités entre deux moments historiques généralement présentés comme en parfaite rupture. Cela permet également de faire apparaître les contradictions du « ruralisme d'État » caractéristique de la construction hégémonique du règne personnel de

11. MCCracken, « Planters, Peasants and the Colonial State : The Impact of the Native Tobacco Board in the Central Province of Malawi ».

12. Le métayage avait été, deux décennies auparavant, un franc succès dans le sud en raison de la présence d'une main d'œuvre mozambicaine immigrée.

13. Les conditions de négociation du *contract-farming* entre compagnies internationales et petits producteurs aujourd'hui sont d'ailleurs exactement les mêmes, comme je le développe plus tard.

14. En réaction, l'État, inquiet de ce boom non régulé va créer le *Native Tobacco Board* destiné, par un système de lois, à contrôler et contraindre la production des petits. Pour un plus long développement sur les effets d'un tel système de production dans la région, voir : PROWSE, op. cit.

15. Dans son autobiographie, la juriste et activiste indépendantiste Vera CHIRWA évoque notamment la façon qu'avaient les colons de considérer l'ensemble de la population comme des paysans qu'il n'était pas nécessaire de scolariser.

Banda. Ce ruralisme associe en effet une édification de la culture paysanne en religion nationale¹⁶ et une exploitation importante de la production des petits producteurs pour l'enrichissement de élites d'État.

Dans son entreprise idéologique d'unification nationale, le dictateur s'appuyait essentiellement sur une réécriture de l'histoire¹⁷ et l'édification de la culture populaire chewa (l'ethnie dominante dans le pays, dont Banda lui-même était membre) en culture politique nationale¹⁸, faisant ainsi des paysanneries de la région centrale (terre natale de l'ethnie Chewa) les « premiers citoyens » du pays.

Les modes de démonstration de ce son pouvoir étaient aussi variés que spectaculaires, Banda aimant associer à ses discours culturalistes et nationalistes des pratiques appropriées. La mise en scène du pouvoir occupait ainsi une place centrale dans sa construction et dans sa légitimation tant par l'utilisation des médias (production de films de propagande) que par la mise en pratique de ses discours culturalistes.

Un bon exemple de cette mise en pratique concerne l'appropriation des danses populaires au service de son culte de la personnalité. Il ne se déplaçait en effet jamais sans ses *mbumba* qui chantaient et dansaient son éloge¹⁹. Cependant, au delà de ces *mbumba* officielles, c'est tout le peuple malawien qui était « invité » à reproduire ces mêmes danses pour entretenir le culte du président dans un ballet nationaliste. Reprenant à son compte les pratiques et mythes les plus évocateurs en zone rurale, Banda assurait à sa domination un

16. Reuben M. Chirambo parle à ce propos de « populisme culturel » pour décrire la politisation de la culture chewa à des fins hégémoniques par le président à vie. Chirambo décrit notamment la façon dont le dictateur est parvenu à s'approprier les titres prestigieux de la culture chewa dans son entreprise de personnification du pouvoir, s'abandonnant à un véritable culte de la personnalité fortement relié par les médias publics. Voir Reuben Makayiko CHIRAMBO (2009), « Democracy As Limiting Factor For Politicised Cultural Populism in Malawi », in, *Africa Spectrum* 44 (2), p. 77–94.

17. Cette réinterprétation des traditions locales au service du nouveau régime servait avant tout à légitimer son pouvoir, par opposition au régime colonial qui n'avait ni la profondeur historique ni la profondeur culturelle à son service. C'est donc à une « réafricanisation » de la société politique que s'est prêté le régime, du moins dans les premières années. Cela passait notamment par une mythification de la lutte pour l'indépendance, devenue sous Banda un véritable moment mythologique fondateur avec ses héros (en tête desquels Kamuzu lui-même), et ses démons (toute personne critiquant la façon dont Banda s'est emparé du pouvoir). L'énonciation du politique au Malawi postcolonial n'était donc pas éloigné des cultures politiques d'un Kwame Nkrumah au Ghana. Pour une analyse historique de ce processus voir SHORT, op. cit. ; et Nicolas TEINDAS (2004), *La démocratisation au Malawi*, Éditions L'Harmattan, 2004, 228 p., p. 40–63.

18. Toute l'élaboration de la culture politique de régime autocratique de Banda reposait en effet sur la mise des populations « sous perfusion » de culture hewa, ou du moins de la façon dont Banda l'avait comprise et élevée au rang de religion au cours de son exil. Pour lire sa conception normative de la culture politique africaine, voir : Rev. Cullen YOUNG et Hastings Kamuzu BANDA (1946), *Our African Way of Life*, Londres : United Society for Christian Literature, 1946

19. Dans la culture *chewa* les hommes occupent une position de *nkhoswe* « protecteur » vis-à-vis des femmes de leur famille maternelle qui sont alors désignées comme leurs « *mbumba* ». Banda dictateur s'était autoproclamé premier *nkhoswe* de la nation. Il revendiquait ainsi non seulement la protection de toutes les femmes du pays mais créait en plus de la sorte un lien très familier avec elles. Les femmes de la League of Malawi Women de Rose Chibambo, branche féminine de la lutte pour l'indépendance puis du Malawi Congress Party à partir des années 1960, étaient les *mbumba* officielles de Banda et l'accompagnaient dans tous ses déplacements. À ce propos, les analyses de GILMAN, op. cit., dans le chapitre 3 ; CHIRAMBO, op. cit. ; et Wiseman Chijere CHIRWA (2001), « Dancing towards dictatorship : political songs and popular culture in Malawi », in, *Nordic Journal of African Studies* 10 (1), p. 1–27.

ancrage populaire important²⁰.

En revanche, en faisant reposer le développement agricole du pays sur les grandes exploitations de tabac héritées du colonialisme, dont la direction était confiée aux élites du parti, et en interdisant la culture du tabac *burley*²¹ aux producteurs indépendants, le régime empêchait ces mêmes paysans de profiter de la rente dégagée par l'industrie²².

En somme, le Malawi de Banda n'échappait aucunement à la règle énoncée dès les années 1960 par Georges BALANDIER à propos de l'Afrique postcoloniale : « C'est la participation au pouvoir qui donne une emprise sur l'économie, beaucoup plus que l'inverse »²³. Cette centralisation de la production par le régime et son parti unique a façonné le paysage agricole du pays et continue encore aujourd'hui à peser sur la stratification sociale en zone rurale. Cela, ne constitue pas en soi une très grande surprise si l'on associe l'importance de la famille en zone rurale malawienne à la proximité historique du régime de Banda (mes enquêtés ont ainsi tous grandi sous sa présidence). En effet, l'aide d'un parent, ayant une position dans le parti sous Banda (moyen privilégié d'accès à la terre) ou bien des relations étroites avec des cadres politiques importants, fut décisive pour beaucoup de mes enquêtés au moment où ils l'âge de s'installer à leur compte. J'ai ainsi mis une semaine avant d'apprendre que le père de Ezekiel avait été, dans les années 1960, nommé par Kamuzu Banda lui même pour assurer le partage des terres coutumières de toute la région Ouest du district de Kasungu²⁴, s'octroyant au passage une parcelle importante, sur laquelle il a fondé son propre village, gage de prestige social important en région rurale²⁵. Fils d'un chef local important, Ezekiel a pu

20. Idem, « Dancing towards dictatorship », « Cultural engineering was part of political engineering aimed at assuming full control of the country's political process. Through the 'chewaisation' of the country's traditional and political culture, Banda was able to create a traditional grassroots base for himself, especially in the central region of the country where he came from. (...) The key factor in all this was that he did not want to see the emergence of an alternative culture that would conflict with his, and in the process erode his authority and control over the country's political process. Cultural engineering thus became one of the key factors that legitimized Banda's dominance in political life. p. 11–15 ».

21. Trois types de tabac

22. KYDD et CHRISTIANSEN, op. cit.

23. Georges BALANDIER (1967), *Anthropologie politique*, Le Sociologue 12, Paris : Presses universitaires de France, 1967, 244 p., p. 197–198.

24. Poste particulièrement important lorsque l'on sait que Kasungu était la terre d'origine et le lieu de vie du dictateur.

25. C'est l'occasion ici de présenter brièvement le très complexe découpage administratif des terres en région rurale. Cette complexité rend le recensement des entités administratives impossible pour la pouvoir central, au delà même de la circonscription, ce qui, en conséquence, dégage des niches pour les élites locales.

La présentation que j'en fais ici a été obtenue par recoupement des informations glanées lors de mes entretiens avec les fonctionnaires d'État et les chefs locaux (notamment Spiwe Mauwa, DC de Kasungu, rencontrée le 15 Mars et Hastings C. Mphomwa S.T/À Mphomwa, rencontré le 01 Avril) mais aussi lors de mes discussions avec les courtiers-producteurs, bien au fait des pratiques, souvent souterraines, de distribution des terres (mes hôtes étaient des informateurs indispensables pour contre-balancer les informations, généralement très officielles et consensuelles, récupérées auprès des agents de l'État).

Le territoire rural malawien est composé de trois types de terres : les terres coutumières sous l'administration des *autorités*

profiter du grand prestige social de sa famille et des terres obtenues par son pour son succès agricole²⁶

Pour asseoir son hégémonie dans une société profondément rurale tout en privant les producteurs indépendants de la part substantielle du gâteau national que représentait la culture du tabac *burley*, Banda a su allier dans ses discours les valeurs ancestrales de la paysannerie malawienne (comme nous l'avons vu centrées sur l'image valorisante du cultivateur industriel) au registre de l'unification nationale. Au « populisme culturel » relatif à la « chichewaisation » de la société, la pratique autocratique du pouvoir par Kamuzu Banda combinait un véritable paternalisme agricole, associant la figure du bon cultivateur à celle du bon citoyen et valorisant le labeur agricole opposé au culte de l'argent et à l'oisiveté. Ce paternalisme agricole était particulièrement présent dans la région de Kasungu où, en tant qu'enfant de la région, l'aspect personnel de son règne prenait un sens particulier. En effet, Banda ne se contentait pas d'entretenir le culte de l'agriculture en incitant les paysans à produire bien, il se présentait lui-même sous le titre de *Mchikumbe n° 1* (Premier Agriculteur méritant). Il cultivait ainsi tabac et maïs dans son immense propriété en bordure nord de Kasungu. Aujourd'hui encore, bien qu'elle ait été démantelée après sa mort, l'exploitation trône en plein cœur de la région et les longs alignements des cheminées en étain de ses séchoirs à tabac *flue cured* contrastent avec les petits séchoirs en bois des petits producteurs qui peuplent les champs environnants - évoquant la richesse du personnage mais également son implication dans l'agriculture.

Par ailleurs, ce paternalisme agricole exacerbé ne passait pas simplement par le moulage des subjectivités

traditionnelles (c'est leur nom officiel), les terres publiques administrées directement par l'État et les terres privées. L'essentiel des régions étudiées étaient soumises au droit coutumier et quelques parcelles ont été privatisées par les producteurs eux mêmes pour leur production de tabac (on ne parle alors plus de *customary land* mais d'*estate*). Ces producteurs sont directement inscrits à la Tobacco Control Commission comme propriétaires d'exploitations agricoles.

Ces terres coutumières sont alors découpées en trois échelons administratifs : la Traditional Authority (ou Sub Traditional Authority), le groupement de villages et le village. Chaque échelon est soumis à l'autorité d'un chef traditionnel. Au dessus de la T/A on trouve désormais le District Commissioner, intermédiaire entre les autorités traditionnelles et la structure administrative de l'État. Chaque village est généralement composé d'une même lignée (localement le terme de *tribe* est utilisé) et possède une terre délimitée en accord avec la T/A. Si une autorisation est sensée être donnée par le DC pour la création d'un nouveau village, on trouve aujourd'hui une multitude de « nouveaux villages », créés grâce aux relations personnelles avec la T/A. Ceux-là ne sont pas toujours référencés dans les registres officiels, notamment depuis la décentralisation de la lutte contre la pauvreté, où la distribution des coupons (coupons de réduction distribués par le gouvernement pour faciliter l'achat de sacs de grains par les villageois les plus vulnérables.) se fait désormais à l'échelle du village. Il n'est pas rare de voir ces nouveaux villages désignés comme des *coupon villages* ou des « phantom villages ».

26. Cette importance de la famille et notamment des positions politiques dans le régime de Banda dans la trajectoire de Ezekiel comme des autres courtiers-producteurs est particulièrement difficile à mesurer tant les enquêtés la masquent pour individualiser leur succès. Lorsque nous avons eu cette discussion à propos de son père, Ezekiel s'est empressé de préciser que si son père avait été quelqu'un d'important dans les années 1960, il n'avait pas occupé d'autre position politique plus tard et que sa réussite tient avant tout à son investissement dans l'agriculture. Une bonne façon toutefois de prendre la mesure de l'héritage familial fut de rencontrer les membres d'une fratrie (qui englobe également les fils de l'oncle paternel). Généralement, les héritiers d'un personnage local important sont tous des producteurs au dessus de la moyenne.

populaires dans une citoyenneté nationale, industrielle et paysanne. Il se traduisait en pratique par une très forte présence de l'État auprès des populations à travers l'Agricultural Development Marketing Corporation (ADMARC), compagnie publique occupant une position de monopole dans l'achat des productions agricoles des petits producteurs et possédant des marchés éparpillés au plus près de la production. L'institution en elle-même incarnait parfaitement ce ruralisme d'État cherchant à « endormir » le peuple tout en assurant la captation de l'essentiel de la richesse produite²⁷.

Elle constituait tout d'abord, à côté du parti qui incarnait davantage la menace et la coercition²⁸, le visage du paternalisme agricole en brousse et était un moyen pour les élites politiques de s'assurer un contact quotidien avec les paysanneries. En plus d'être un moyen de captation de la production, ADMARC était un véritable instrument de propagande particulièrement emprunte de l'idéologie du régime²⁹.

Si elle constituait un moyen de communication privilégié pour faire *descendre* l'information, elle était également un excellent moyen pour les élites politiques de s'assurer un contrôle de la paysannerie tout en tenant les paysans à l'écart des lieux d'extraversion des filières d'exportation. En assurant aux producteurs l'achat de leur récolte directement au village, elle permettait au gouvernement d'appliquer des prix particulièrement bas par rapport aux prix d'exportation sans que les producteurs ne soient eux mêmes informés de la valeur de leur récolte sur les marchés internationaux³⁰. En dehors du tabac *burley*, les paysans étaient donc incités à travailler dur dans les champs et à commercialiser une partie de la production afin de nourrir la nation.

L'enjeu politique de ce discours productiviste était considérable pour une nation faisant reposer l'essentiel

27. Pour une analyse détaillée du fonctionnement d'ADMARC au village, voir Elias Coutinho MANDALA (2005), *The end of Chidyerano : a history of food and everyday life in Malawi, 1860-2004*, Social History of Africa, Heinemann, 2005, 346 p., p. 105–110, il montre notamment comment les règles strictes et les quotas imposés à la commercialisation des produits agricole engendrait un ressentiment chez les paysans qui n'avaient pas assez d'argent pour acheter les quantités de maïs que les vendeurs étaient autorisés à vendre, notamment en période de disette. Le ruralisme d'État que j'essaie de décrire ne peut donc pas se penser sans garder en tête le rôle central des institutions de coercition qui limitait les possibilités de révolte.

28. En dehors de la seule branche armée (les *Young Pionners*) les autres organismes du parti quadrillant la société pratiquaient davantage la menace et entretenaient un climat de peur parmi les populations afin de réduire à néant tout foyer de contestation. C'était notamment le cas de la *Youth Wing* du parti. Robert mon hôte a été secrétaire général de cette même *Youth Wing* dans la partie Nord du district de Kasungu et m'expliqua ainsi lors d'une de nos maintes discussions le soir : « We did horrible things, we were patrolling at night, knocking at every's door and forcing into the houses to make them get a card of the Parti. (luff) Ah, I was young and silly, and it seemed good to have such a power and influence on people ! I remember one day we made a whole village get up and get their cards in the middle of the night. » (extraits du journal de terrain).

29. Dans le cas du Cameroun où une institution de ce type continue de museler la filière, Guillaume VADOT parle de « liens organiques » entre filière de production et discours politique, insistant sur la participation profonde de la SODECOTON au populisme agricole de l'État. VADOT, op. cit., p. 39–41. Dans le cas du Malawi d'aujourd'hui, le contact ne passe plus par la filière mais par de nouvelles institutions, alliant encore davantage intérêts privés et intérêts publics dans la pratique du pouvoir.

30. Guy MHONE (1992), « The Political Economy of Malawi - An Overview », in Mhone GUY, (éd.), *Malawi At The Crossroads. The Post-Colonial Political Economy*, Harare : SAPES Books, 1992, chap. 1, p. 1–34, p. 17–20.

de son développement économique sur l'agriculture. Toutefois, l'apport financier du secteur agricole le plus important ne venant pas de la petite paysannerie, il ne s'agissait pas de s'assurer, par ce discours, un apport financier important mais d'assurer la reproduction de la main d'œuvre employée dans les grandes exploitations d'État.

Ainsi, à défaut d'enrichir considérablement le peuple, le régime de Kamuzu Banda se contentait de le « gaver de culture ». C'est la conjonction de ces deux aspects du populisme paysan de Banda qui est caractéristique du « ruralisme d'État » du dictateur, repris et parfois amplifié dans le cadre de la lutte électorale après la démocratisation des années 1990.

c) « Culture paysanne » et « culture politique » sous le multipartisme

« I told those colonialists that the deadline is today. The bell is ringing in my head. They are buying planes and vehicles while you cannot even buy a bicycle. When you hear me chasing them don't be surprised. »

Bingu Wa Mutharika, devant les vendeurs de tabac à la salle des ventes de Lilongwe en pleine campagne présidentielle. Cité dans *The Nation* 16 avr. 2009 « Mutharika supports tobacco growers against poor prices »³¹.

« I don't care if a company has been here for over a hundred years, I will boot them out. You are exploiting Malawians. I don't care which superpower is behind you, this is a sovereign country and we will not accept exploitation. »

Bingu Wa Mutharika, un mois plus tard, à quelques jours des élections, s'adressant publiquement aux compagnies acheteuses de tabac. Cité dans *The Nation* 12 mai 2009 « Bingu threatens the buyers out ».

« I am a child of our chiefs, I am from the village as your sons and I am a farmer like you are. I will make all my effort on farming because I know the importance of farming in your lives. ». Paul Mazengela, candidat indépendant au poste de député pour la circonscription de Kasungu Ouest, s'adressant aux chefs de villages le 09 Mars 2014. Journal de terrain.

Les ouvrages et articles analysant l'économie politique après les années 1990 sont tous caractérisés par leurs nombreuses références à la pratique du pouvoir dans la dictature, qu'elles s'appuient sur des terrains ethnographiques importants ou sur des sources historiques. Si le présent travail n'échappe pas à la règle c'est que l'héritage du Docteur Banda a profondément pénétré la culture politique du Malawi démocratique et la transition du régime de parti unique au multipartisme est davantage caractérisée par la continuité que par la rupture. C'est précisément ce qu'observe Harri ENGLUND dans son introduction à l'ouvrage collectif explorant les multiples facettes de la société politique malawienne à la fin des années 1990 :

31. La discussion qui suit à propos du rapport État/paysans au cours de la dernière décennie s'appuie notamment sur un dossier de presse réalisé lors de mes premières journées de terrain à Blantyre. Un journaliste du *Nation* (un des deux journaux indépendants du pays), rencontré sur place, avait eu la gentillesse de négocier pour moi l'accès à l'intégralité des archives du journal. Pour le reste, les réflexions sur la période actuelle sont basées sur mes observations de différents meetings politiques au cours de mon voyage. Voir en annexe la liste complète.

The depth of the democratic reform also appears debatable when continuities in the relation between political elite and the populace are considered. An astonishing feature of Malawi's political pluralism is the ease with which political elite, particularly those who wield executive power, mix old and new, often quite literally in the same breath. (...) Intimidation and tolerance, old and new, exist side by side in Malawi's political pluralism.³²

ENGLUND prend pour exemple archétypal de ces continuités intrinsèques la poursuite du comportement de « caméléon » des élites politiques. Les « caméléons » au Malawi se contentent de changer en apparence d'identité politique pour s'adapter au contexte socio-politique sans pour autant changer d'objectif. Dans le cadre de la transition démocratique ils usent alors des nouvelles rhétoriques de la démocratie et de l'État de droit pour servir des désirs anciens de pouvoir.

L'analyse de la trajectoire historique récente du ruralisme d'État dont les fondations sont solidement posées par le régime de Banda constitue un autre cadre d'analyse de ces continuités³³. Plus encore, le double contexte de conflit partisan, où la lutte pour s'approprier les grâces de l'opinion publique est devenue la clef du pouvoir pour les élites politiques, et de libéralisation de l'industrie du tabac, où la délégation de la production de la richesse nationale à une foule de producteurs rend indispensable le contrôle des pratiques de production, renforce la nécessité pour les élites politiques de maintenir un lien non seulement formel mais également hautement symbolique avec les paysanneries.

Les trois citations placées en tête de section illustrent la nature de ce rapport entre élites politiques et masses paysannes à tous les niveaux de la société, en ce qui concerne autant les élites d'État, qui entretiennent un contact étroit dans leurs discours publics, que les élites locales qui jouent sur les valeurs morales de la paysannerie que sont l'autochtonie et l'agriculture.

Dans les premières années du « nouveau Malawi », le président UDF Bakili Muluzi a joué sur un registre particulièrement différent de celui du Docteur Banda afin de consommer la rupture avec le régime autocratique précédent, se reposant davantage sur un électorat de commerçants que sur les masses paysannes et allant jusqu'à retirer le nom du dictateur de nombreux endroits et institutions publics. Au contraire, son successeur, Bingu Mutharika, dont la prise de pouvoir entraîna des relations particulièrement houleuses

32. Harri ENGLUND (2002c), « Introduction. The Culture of Chameleon Politics », in Harri ENGLUND, (éd.), *A Democracy of Chameleons : Politics and Culture in the New Malawi*, Kachere books, Nordic African Institute, 2002, p. 11–24, p. 13.

33. Comme l'observe Jean COPANS dans le cadre de la côte d'Ivoire, l'idéologie paysanne qui imprégnait la pratique du pouvoir de Félix Houphouët Boigny « pénètre l'ensemble du système politique et les politiciens, qu'ils soient ou non d'origine rurale, se doivent de maintenir des liens formels avec la campagne(...) ». Jean COPANS (1990), *La longue marche de la modernité africaine*, Collection Les Afriques, Karthala, 1990, 406 p.

avec Muluzi, reprit à son compte le ruralisme d'État de Banda afin de légitimer son pouvoir auprès des populations paysannes. L'année 2009 de sa réélection est particulièrement symbolique de cette reprise.

En pleine crise de légitimité internationale avec la pression des organisations internationales pour renforcer la traçabilité de la production dans tous les pays producteurs (et notamment au Malawi, accusé d'utiliser des additifs illégaux), les compagnies manufacturières de tabac ont directement répercuté cette pression sur les prix proposés aux producteurs, dénonçant un tabac de mauvaise qualité, rejetant un grand nombre de sacs « non conformes à la réglementation en vigueur ». Ce fut donc une année d'importantes tensions au moment des ventes, avec de nombreuses manifestations de producteurs menaçant de quitter la tabaculture si les prix n'augmentaient pas, ce qui conduisait à des suspensions répétées du marché³⁴. En pleine campagne électorale, l'occasion était rêvée pour le président de mettre en pratique le discours populiste qui caractérisait sa façon de s'adresser aux masses paysannes pour créer un lien de confiance avec les producteurs. À un mois des élections, il mit en scène une véritable guerre contre les compagnies et jouant sur la symbolique de la souveraineté nationale et prenant quotidiennement la défense des « pauvres fermiers » contre les colonialistes qui les exploitaient³⁵. La figure 1.1 illustre l'issue de ce conflit ayant conduit en août 2009 à l'expulsion des directeurs des grandes compagnies de tabac les plus implantées dans le pays³⁶.

Cet épisode, que les producteurs se remémorent comme *le* moment important où le gouvernement a pris leur défense³⁷, constitue un exemple du mode de monstration du pouvoir de Mutharika devant les masses paysannes. Alors que la filière commençait à faire l'objet de fréquentes dénonciations dans les instances internationales, Mutharika s'était, dès 2006, annoncé « prêt à être reconnu comme un dictateur tant que ses interventions seraient dans l'intérêt des fermiers producteurs de tabac »³⁸. Il avait pour habitude, en plus

34. *The Nation* 8 avr. 2009 « Growers threaten to quit tobacco farming ».

35. Par la suite, il continuera à multiplier les interventions populistes en faveur des fermiers producteurs. En 2011, il a ainsi publiquement accusé les élites politiques de ne pas servir les petits producteurs en contractant directement avec les compagnies contournant ainsi les salles de vente : « You let the battle to me. I'm a lone soldier for good prices. » lance-t-il lors d'une intervention publique. Cité dans *The Nation* 16 mar. 2011 « Bingu takes on ministers on tobacco ». La même année, il demande aux compagnies de respecter leur engagement d'acheter tout le tabac produit au Malawi : « The government has directed that all tobacco should be bought and that if buyers fail, government will come in and buy the tobacco. » *The Nation* 22 nov. 2010 « Bingu wants all tobacco bought ».

36. Sauf explicitement renseigné comme c'est le cas ici, j'ai moi-même pris l'ensemble des photographies utilisées.

37. Lorsque venait la question du soutien du gouvernement dans les problèmes qu'ils rencontrent dans la commercialisation de leur récolte de tabac, un grand nombre de mes enquêtés dénonçaient l'absence du gouvernement (souvent associé aux compagnies elles même dans une même catégorie d'« exploitants », sinon carrément dénoncé comme celui qui profite le plus du marché, devant les compagnies elle-mêmes). Ils évoquaient alors l'année 2009 comme le seul vrai moment où l'État a pris des risques en leur faveur.

38. *The Nation* 9 sept. 2009 « Government deports tobacco bosses ».



FIGURE 1.1 – Bingu wa Mutharika expulsant les patrons des compagnies de tabac. Source : *The Nation* 9 sept. 2009 « Government deports tobacco bosses ».

du recyclage du « populisme culturel » de Banda (notamment à travers le recours aux danses populaires), de se présenter lui même dans son costume de fermier, faisant écho à la présentation du dictateur comme *Mchikumba n° 1*.

Mutharika est très loin d'être une exception parmi les élites politiques. Lorsqu'ils se présentent aux électeurs ruraux, les leaders politiques emploient tous une imagerie destinée d'une part à flatter la culture paysanne et d'autre part à s'afficher comme les premiers défenseurs du peuple contre ceux qui les exploitent : cette référence à l'exploitation par un capitalisme occidental est une récurrence dans les discours des élites de l'opposition³⁹.

Par ailleurs, si les comportements peuvent changer quelque peu et l'imagerie du parti varier, tous les candidats et leaders partisans se prêtent à la mise en scène d'une prétendue « identité paysanne » qu'ils partageraient avec leurs électeurs ruraux. C'est une réelle nécessité pour les candidats lorsqu'ils font campagne en brousse de se présenter eux-mêmes comme fermiers, quitte à évoquer une origine lointaine dans une région rurale relativement proche ou bien leur activité de production (qui est généralement très éloignée

39. « Down Babylon Vote MCP » affiche ainsi la toge de campagne du Secrétaire Régional du MCP lors des meetings en zone rurale, évoquant le mythe de l'occident exploitant les pays pauvres (Babylon).

des réalités auxquelles font face quotidiennement les petits producteurs). Tout l'enjeu est de créer une proximité, voire même une intimité avec les électeurs, tout en y associant des signes de richesse qui rassurent sur la capacité de patronage du candidat⁴⁰. Alex CM Major est un parfait exemple de cette alchimie entre démonstration de richesse et références paysannes : lors de notre entretien, il se présente comme « fermier avant tout », bien que vêtu d'un costume trois pièces, une alliance et une montre en or particulièrement visibles. Avec ses 62 hectares de tabac *flue-cured* hérités de son père, il affirme donc être un fermier qui vit au village et « connaît bien les problèmes du peuple »⁴¹. De la même manière, la plupart des candidats députés que j'ai eu l'occasion de rencontrer sont souvent des personnes instruites ayant fait carrière dans le commerce ou la fonction publique (s'ils n'appartiennent pas au groupe de courtiers-producteurs, point que je détaillerai dans la partie 3). Si tous se présentent dans leur district d'origine, tous ont passé une longue partie de leur vie à se déplacer, vivant généralement loin de ce district. Pourtant, ils font à l'unanimité grand cas de cette origine locale, tant lorsqu'ils s'adressent aux chefs traditionnels et aux électeurs lors des meetings qu'à moi lors des entretiens.

Les nombreuses manifestations populaires que le contexte électoral favorise sont autant de moments symboliques de la rencontre des valeurs paysannes émanant des communautés rurales et du ruralisme d'État incarné par les élites politiques. Chaque meeting politique est rythmé par des danses populaires, des scènes de théâtre, des chants ou des poèmes où les artistes, généralement les femmes, mobilisent une gestuelle et parfois des instruments évoquant le labeur agricole et ses produits (figure 1.2). Ces femmes rurales portent fièrement leur rôle de producteur devant les élites politiques qui font dans la foulée l'éloge des valeurs du travail paysan. Elles associent systématiquement à ces démonstrations un éloge du candidat et de son dévouement à aider les paysans dans leur quotidien.

Cependant, si le nouveau contexte politique n'a pas réellement changer les manifestations pratiques du « ruralisme d'État », il en a considérablement transformé les enjeux. Si l'on retrouve un même populisme paysan relatif à une même nécessité de légitimation pour une élite soucieuse de poursuivre la captation des richesses produites dans les champs, celui-ci s'inscrit désormais dans une lutte pour le pouvoir entre élites politiques de bords différents. Si de nombreux observateurs invitent à relativiser l'importance du conflit

40. La richesse matérielle est une condition de crédibilité pour tout candidat politique.

41. Traduction d'extraits d'entretiens



FIGURE 1.2 – Groupe de femmes lors du meeting de Paul Mazengela réalisant une danse traditionnelle mimant les travaux dans les champs tout en chantant l'éloge du candidat.

électoral dans la détermination du politique sur le continent, ce phénomène a tout de même pour effet de redistribuer les cartes du rapport de force entre élites et masses populaires⁴². Autrement dit, la « culture paysanne » est désormais une culture politique non seulement au service des dominants mais également un moyen pour les populations paysannes d'exprimer une opinion ; elle n'est plus seulement un outil utilisé pour conforter le peuple mais une modalité fondamentale de l'échange politique grâce auquel les populations subordonnées expriment directement leur propre conception de ce que *doit être* le comportement d'une élite politique.

Cela est particulièrement visible dans les danses populaires réalisées lors des meetings politiques. On y trouve un subtil mélange d'éloge et de critique, ayant généralement recours à l'humour et l'ironie pour exprimer de réelles attentes politiques et même des dénonciations. C'est déjà ce que remarque Lisa GILMAN dans une étude ethnographique sur la dimension politique des danses populaires au Malawi :

These two patterns - praise and social commentary - in performance practices often occur simultaneously in that people who sing song praising a leader sometimes use veiled messages or metaphors to criticize the leader within the same song texts. The individual who is being criticized can hear his or her subordinates'

42. En ce qui concerne les limites du populisme culturel dans ce nouveau rapport de force au Malawi, voir : CHIRAMBO, op. cit. ; GILMAN, op. cit.

complaints while saving face, and he or she is expected to change his or her behaviour. If the criticism continues without any change, then community leaders may intervene and confront the leader more directly.⁴³

J'ai, à plusieurs reprises, eu l'occasion de noter cette portée subversive des nombreuses manifestations artistiques qui rythment les meetings de campagnes lors de mes observations. Lors d'un meeting du MCP au sud de Kasungu où les cadres du parti introduisaient les différents candidats du district aux populations rurales, le leader d'un groupe de chanteurs s'est par exemple détaché de son groupe pour s'avancer tout près de la tribune officielle avec un air particulièrement menaçant pendant que le cœur continuait de chanter l'éloge du parti et de son programme. Il a alors dénoncé vigoureusement la corruption politique du gouvernement, prévenant les candidats qu'ils (la population) sauraient juger leur prochain gouvernement s'il sombrait dans les mêmes pratiques indignes. Le parti dont c'était le meeting était membre de l'opposition. L'intervention ne mettait donc pas le chanteur directement en porte à faux avec les élites politiques présentes et ne créait pas de tension outre mesure⁴⁴. Il ne faut pourtant pas sous-estimer la portée de l'intervention et le rôle que les populations attribuent aux prestations artistiques : l'orateur alors acclamé par la foule derrière lui se faisait le porte-parole des attentes populaires dans cette élection. Plus généralement, l'attention portée aux messages déclamés par ces artistes permet de mesurer le degré de tension entre élites politiques présentes et populations rurales de même que le degré de popularité d'un candidat⁴⁵.

B) Le discours sur le développement et la pauvreté : nouveau visage du « ruralisme d'État »

« The state itself, meanwhile, tends to appear as a machine for implementing "development" programs, an apolitical tool for delivering social services and agricultural inputs and engineering economic growth. Military metaphors - successful "operations", well-executed "attacks" and "assaults" on targets, " etc. - abound, and the image is of a single, unitary, righteous army doing battle against a universal enemy. »
James FERGUSON (1994), *The Anti-Politics Machine : "Development," Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*, 7^e éd., University of Minnesota Press, 1994, p. 65

Les mises en scène du contact entre élites politiques et masses paysannes ne suffisent pas à caractériser

43. Idem, *The Dance of Politics. Gender, Performance and Democratization in Malawi*, p. 17–18.

44. J'étais à ce moment le seul extrêmement gêné lorsque l'orateur s'est adressé à moi sur le même ton, confirmant l'idée que j'étais directement associé aux élites du parti en meeting.

45. Chaque meeting observé procédait de la même façon, mettait généralement en scène les mêmes chants, poèmes et danses (seul les noms propres changeaient).

la présence de l'État en zone rurale aujourd'hui. Par ailleurs, si elles exemplifient la continuité avec le populisme paysan du Docteur Banda il est une autre modalité de cette présence qui marque davantage la rupture : le recours à un vocabulaire universaliste international de la bonne gouvernance et du développement. Si la dernière décennie du règne de Banda avait coïncidé avec une plus grande complaisance à l'égard des institutions internationales (dès 1980 le pays est le premier de la région à appliquer un plan d'ajustement structurel sous la recommandation de la Banque Mondiale), la pratique du pouvoir autant que son énonciation, continuaient dans un même registre paternaliste et souverainiste. À l'inverse, les gouvernements suivants ont davantage joué sur la complaisance à l'égard des discours de bonne gouvernance et fondé leur hégémonie sur l'application pratique de ce discours : le plan de décentralisation de la politique de lutte contre la pauvreté en est le meilleur exemple⁴⁶.

Enfin, le propos s'est concentré jusqu'à présent sur les manifestations ponctuelles du ruralisme d'État, qui nécessitent une mise en scène spectaculaire de l'ancrage rural des élites politiques. Toutefois si l'État n'est pas toujours physiquement présent sous la peau de fonctionnaires sa présence en brousse dans le quotidien des populations rurales n'est pas pour autant inexistante comme les tenants de l'approche de l'« État failli » tendent trop rapidement à le conclure. Les gouvernements successifs sont en effet parvenues à s'approprier le discours du développement, à pénétrer l'ensemble de la machine du développement et tentent de s'afficher comme les « premiers développeurs » du pays jusqu'à apparaître aux yeux des populations comme un « État-ONG ».

a) « Malawi is a poor country » : « sous développement » et « pauvreté » comme registres de subjectivation

Dans un pays labellisé « sous développé », l'intégralité des discours politiques à propos des mondes ruraux sont imprégnés du lexique de la pauvreté et du sous développement.

Comme dans la majorité des sociétés d'Afrique Subsaharienne, la campagne malawienne est entièrement balisée par la signalétique du développement. À la place de bornes kilométriques, les pistes sont parsemées de panneaux indiquant les différents projets de développement et associant l'imagerie de l'État à celle des bailleurs de fonds et institutions internationales, rappelant non seulement que l'État en campagne

46. Blessings CHINSINGA (2007), *Democracy, Decentralisation, and Poverty Reduction in Malawi*, Mainzer Beiträge zur Afrika-Forschung, Köppe, 2007, 233 p.

avance constamment habillé d'un discours international dépolitisant et dans l'ombre rassurante d'opérateurs internationaux mais aussi que la forme prise par le pouvoir aujourd'hui est avant tout celle du projet. Mais bien avant que cette signalétique n'envahisse l'espace rural malawien, c'est l'ensemble du discours politique et médiatique qui est façonné par le discours du développement afin de « préparer » les populations à recevoir les projets de développement comme de véritables dons. En effet, avant de pouvoir faire reposer l'intégralité de son action et la construction de ses institutions sur le « développement », l'État se doit de susciter et d'entretenir un certain nombre d'attentes populaires capable de justifier son intervention. Ici, ce n'est donc pas à proprement parler le discours du développement qui pénètre en amont les communautés paysannes mais davantage celui du « sous-développement ». L'objectif d'un tel discours est simple : il s'agit de préparer les masses populaires à un type d'intervention particulier (le projet de développement) en suscitant chez elle une *attente de développement*. Lors de mes séjours prolongés en région rurale j'ai eu maintes fois l'occasion de prendre la mesure de l'importance du lexique du sous-développement comme moyen de légitimation de l'action étatique et comme registre de subjectivation des populations rurales.

Il ne se passe pas une journée dans la vie d'un paysan malawien sans qu'il ne se fasse rappeler l'état de « sous développement » de son pays et la « pauvreté » qui y règne. La radio constitue le premier relais de ce discours au village. Les récents terrains ethnographiques d'Harri ENGLUND au Malawi ont montré l'importance d'un tel média dans l'élaboration des perceptions qu'ont les masses paysannes à propos de leur espace politique⁴⁷. En l'absence des journaux que l'on ne trouve qu'en ville et de la télévision, elle est le premier moyen d'information pour les villageois qui se réunissent souvent dans la journée autour d'un poste pour écouter les débats politiques sur « Zodiack » (la radio indépendante la plus répandue) ou les messages du gouvernement relayées sur les ondes publiques. Chez chacun de mes hôtes, un poste de radio était constamment allumé et les émissions prenaient systématiquement pour thème principal la question de « la pauvreté » ou celle du « développement ». Chaque soir chez Robert Bandala, la succession des émissions et publicités sur Malawi One (la station publique la plus écoutée en campagne car les autres stations ne sont pas toujours accessibles) rappelait ainsi les différentes mesures de lutte contre la pauvreté et faisait état des nouveaux projets de développement dans la région. C'est un vocabulaire extrêmement standardisé qui y est relayé et qui circule alors dans les propos de mes enquêtés. L'idée de ce « discours du sous développement »

47. Pour une exploration des discours relatifs aux droits de l'homme dans les radios *chichewa* et leurs relations avec les discours officiels et les perceptions paysannes sur le sujet, voir Harri ENGLUND (2011), *Human Rights and African Airwaves : Mediating Equality on the Chichewa Radio*, Indiana University Press, 2011, 294 p.

n'est pas nécessairement de préciser pourquoi ni comment les populations sont pauvres et les zones rurales sous développées mais d'entretenir un climat social général. J'étais ainsi frappé lors de mes entretiens avec les producteurs de me voir expliquer que le « développement », ou la « pauvreté » étaient les principaux problèmes rencontrés, mais lorsque je demandais de préciser, les propos se faisaient de plus en plus vagues, comme si ce fameux « développement » ou cette « pauvreté » étaient des problèmes centraux mais généraux et que la simple évocation des termes suffisait à mettre le doigt sur quelque chose de palpable.

Par ailleurs, en ciblant essentiellement les populations rurales comme les plus vulnérables, la politique de lutte contre la pauvreté a renforcé l'auto-perception des masses rurales comme appartenant à un même groupe de « pauvres »⁴⁸.

Il n'est alors pas surprenant que mes enquêtés, expriment systématiquement les mêmes plaintes et les mêmes requêtes. Dans l'ensemble de leurs propos transparait ainsi une même conception négative de leur espace social. Lorsque j'abordais la question des principaux problèmes au village ou lorsque je me retrouvais au milieu de discussions entre villageois, les problèmes tels que le manque d'eau potable, les routes impraticables etc. centralisaient systématiquement les prises de paroles. À l'issue des entretiens, j'avais pour habitude de laisser un blanc et de demander à mes interlocuteurs s'ils avaient un point sur lequel ils aimeraient revenir, où un domaine particulièrement significatif de leur quotidien que nous n'aurions pas abordé. Dans la quasi totalité des cas, un même discours misérabiliste revenait, employant exactement le même vocabulaire abstrait que celui diffusé par les postes radio encore allumés non loin.

Ce discours extrêmement uniformisé et simplificateur est à mettre en balance avec la très grande densité des travaux publiés sur les variations dans perceptions, définitions et expériences rurales de la pauvreté⁴⁹.

48. C'est cette identification uniforme de la paysannerie à une population pauvre qui conditionne ensuite la plupart des actions quotidiennes de mes enquêtés : la volonté d'être « moins pauvre que les autres » constitue le cœur des pratiques sociales des courtiers-producteurs.

49. Dans le cas du Malawi contemporain, et pour une approche originale de la dimension éminemment sociale et politique de la pauvreté voir Harri ENGLUND (2012), « Poverty », in Didier FASSIN, (éd.), *A Companion to Moral Anthropology*, John Wiley & Sons, Ltd, 2012 ; Harri ENGLUND (2008), « Extreme Poverty and Existential Obligations », in, *Social Analysis* 52, p. 33–50, et. ENGLUND y démonte d'abord les écrits misérabilistes qui ballaient d'un revers les dynamiques profondes (et effectives) du changement social au Malawi et reproduisent le même discours populiste et hégémonique du sous-développement en décrivant l'« antichambre de la mort » d'un hôpital comme métaphore du pays lui-même (Jeffrey SACHS (2005), *The End of Poverty : Economic Possibilities for Our Time*, Penguin Books Limited, 2005, 396 p., p. 8, cité par Englund). Il propose ensuite de considérer les échanges sociaux et politiques locaux qu'implique la labellisation d'une population comme pauvre et les politiques d'assistance qui y sont liés. Plus précisément à propos des multiples perceptions de la pauvreté en milieu rural et des stratégies d'évitement voir MANDALA, op. cit., notamment le chapitre 2 et la partie 3 dans son ensemble. Enfin, en tant que référence sur la question des multiples dimensions et définitions de la pauvreté en fonction des géo-historiques, voir John ILIFFE John ILIFFE (1987), *The African Poor : A history*, Cambridge : Cambridge University Press, 1987, 387 p.

En somme, unifier les populations rurales malawiennes derrière un même label de pauvre, en faisant fi des extrêmes disparités qui caractérisent les expériences paysannes, relève avant tout de la construction idéologique d'un espace social facilement intelligible et contrôlable et participe en cela d'un projet hégémonique.

L'exemple le plus frappant du succès de cette entreprise idéologique est le témoignage d'Andrew Chimbiya, gros producteur, employant trente métayers, deux contremaîtres et cinquante employés journaliers sur une exploitation de trente hectares générant un revenu de quinze à vingt millions de kwacha par an (là où le revenu annuel des producteurs de tabac rencontrés dépasse rarement un million). Après avoir fait l'inventaire de ses possessions, je concluais moi-même sur son franc succès dans le commerce du tabac. Il m'affirmait alors avec un air grave être pauvre lui-même, peu importe les deux pick-up et le monospace garés à quelques mètres sous une tonnelle attenante à son pavillon : « I'm not rich you know... Of course I have more than many others around, I have all those things but I remain poor, everybody is poor in rural Malawi ». L'important en l'occurrence n'est donc d'observer le montant de sa richesse par rapport aux autres producteurs de la région mais plutôt de voir comment Andrew Chimbiya se reconnaît lui-même dans un ensemble plus large de « pauvres » : le Malawi est un pays pauvre, donc chaque malawien est pauvre.

b) Les modes (non) opératoires de l'« État-ONG »

Dans un espace politique balisé de la sorte par le discours du développement, il n'est pas surprenant de constater que l'ensemble des actions menées par les représentants de l'État est essentiellement tourné vers le développement : « sortir » de l'état de sous-développement en constitue l'objectif principal. Tout le processus historique de construction de la bureaucratie étatique depuis les années 1990, et notamment depuis le premier mandat de Bingu Mutharika, est emprunte de la construction idéologique de la société comme étant en mal de développement. Aussi, limiter la définition du « ruralisme d'État » au populisme paysan des élites politiques serait négliger la nature extravertie de la bureaucratie malawienne et des élites politiques ainsi que les nombreuses stratégies d'alliance qu'ils développent avec des opérateurs non-gouvernementaux pour construire leur légitimité.

Toutefois, faute de moyens pour maintenir une présence physique continue en région rurale l'État investit le monde du développement non pas sous la forme d'une action publique directe mais davantage par le truchement d'un grand nombre d'opérateurs privés et des projets de développement qu'ils mettent en place. ONG, associations caritatives, congrégations religieuses investissent uniformément le monde du

développement à l'échelle locale. Ce sont eux qui interagissent quotidiennement avec les populations rurales et ont alors, aux yeux des bénéficiaires, davantage tendance à « tenir lieu d'État » qu'à réellement travailler de pair avec lui⁵⁰. L'ensemble des stratégies d'investissement du discours humanitaire par les pouvoirs publics relèvent ainsi davantage du populisme et d'une tentative de d'exploiter une faiblesse afin d'en tirer des avantages symboliques. C'est en cela que l'investissement politique du monde du développement constitue une nouvelle dimension du « ruralisme d'État ».

De ce fait, si on peut identifier localement un groupe hétérogène de « courtiers en développement » qui, grâce à leurs réseaux de connaissances, à leur instruction, parviennent à s'imposer comme les premiers interlocuteurs pour les opérateurs internationaux et comme des intermédiaires crédibles dans la mise en œuvre des politiques de développement⁵¹, il est possible à l'échelle nationale de voir l'État malawien lui-même comme un « courtier en développement ». Sans directement assumer la paternité des projets, il cherche à s'associer à leur mise en application par l'activité de courtage d'un certain nombre d'institutions décentralisées. « The only moment we see a state representative is when they come with NGO to celebrate a new bore-hole or the reparation of a school block » m'explique ainsi Maxwell Nkhoma⁵². C'est dans l'activité du District Commissioner, le plus haut fonctionnaire d'État à l'échelle du district que s'observe le mieux cette stratégie de captation symbolique des projets d'aide au développement :

Mostly my role as a DC is just coordination of all projects because there are different projects taking place and also backstepping because we have engineers here, so normally there is one technical supervisor who decides what the projet is in line with. If an agricultural project I will send someone from the agricultural field. Coordination, supervision of projets... (« Okay, and those projects, they come from the ONG or the state ? »). Mostly NGOs, sometimes the state, even individuals... (All projects comme through you ?) All the projects are supposed to come through this office. (Even the NGOs ?) Especially the NGOs yes. We always discuss together. We meet once a month in what we call a District Executive Committee. (And you are part of a specific minister ?) Yes, the Local Government and rural development. I'm then supervising all the development ministries. There are fifteen of them... education, health, water, agriculture etc. Those ministers provide the technical backstepping but the projets come from the disctrict commissioner. (Spiwe Mauwe, Kaungu District Commissioner. Dans son bureau le 13 Mars 2014.)

En somme, par son activité de coordinateur, le DC incarne cette action de courtage entre les ONG et

50. Cette propriété des ONG à faire office d'État, notamment aux yeux des bénéficiaires des projets a été notamment observée par Pascal DAUVIN Johanna SIMÉANT dans Pascal DAUVIN et Johanna SIMÉANT, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG du siège au terrain*, Paris : Presses de Sciences Po, 378 p.

51. Voir à ce propos l'ensemble des contributions à l'ouvrage collectif : BIRSCHENK, CHAUVEAU et OLIVIER DE SARDAN, op. cit.

52.

leur terrain d'action qui permet à l'État de revendiquer une place dans la lutte pour le développement sans réellement définir ni même porter lui-même les projets.

L'État-paysan a donc cherché, malgré le recours aux méthodes de la bonne gouvernance comme les mesures de décentralisation et d'intégration et la forme éparpillée, uniformisée et apolitique du *projet*, à pénétrer la machine du développement afin de maintenir un contact moins spectaculaire que celui décrit précédemment mais plus quotidien avec les masses rurales⁵³.

c) « The political machine » : développement et lutte politique

Par la standardisation de son lexique et de ses modes opératoires le discours du développement est avant tout entreprise d'unification des acteurs, État, ONG et « communautés locales » derrière une même lutte contre des mêmes ennemis généraux. C'est déjà ce que remarque James FERGUSON lorsqu'il qualifie l'appareil conceptuel du développement de machine « dépolitisante » conduisant à faire de l'État un simple appareil de lutte pour le développement au delà de tout conflit politique. Dans une région rurale comme celle de Kasungu, l'importance de ce discours unificateur et apolitique tend à disqualifier toute entreprise d'analyse politique. Je m'amusais à observer une grande surprise chez mes interlocuteurs en ville, notamment lors de mon passage à Blantyre et Lilongwe, lorsque j'expliquais mener une étude sur la politisation des producteurs de tabac. Pour bon nombre d'entre eux, il paraissait peu concevable de faire autre chose que des études agronomiques et éventuellement anthropologiques. La littérature sur le Malawi confirme cette perception des zones rurales comme zones enclavées et arriérées. Seul un discours technique sur l'avancement du développement ou sur la production, ou bien anthropologique sur les modes particuliers de socialisation au village seraient alors légitimes : l'essentiel des travaux à dimension politiques fonde son terrain en zone urbaine et dans les *townships* là où la majorité des études anthropologiques prend les villages pour terrain.

53. Par ailleurs, les témoignages collectés auprès des agents locaux de l'État tendent à corroborer les conclusions de James FERGUSON à propos du plan de décentralisation et d'intégration selon lesquels cet idéal de décentralisation posé tel quel dans les plans de développement serait en pratique un mascarade servant à masquer une plus grande centralisation du contrôle des masses populaires. (FERGUSON, op. cit., p. 200–219 et plus généralement le chapitre 7). Le contrôle des agents locaux de chaque ministère prôné par Spiwe Mauwa se confronte en réalité à une réticence des intéressés à interagir avec les représentants du gouvernement local (Informations glanées lors de mes discussions avec Howard Kawanga le 13 Février à Dowa et Dumisani Chisiwa le 21 Mars à Mphomwa, tous deux fonctionnaires locaux pour le ministère de l'Agriculture). À côté du pure domaine de la coordination, il semble en effet que le contrôle du DC sur les domaines techniques et les activités quotidiennes de chaque ministère soient fortement limités. Ces derniers maintiennent alors une même gestion centralisée de l'action publique où chaque employé local est directement soumis à son ministère à Lilongwe. À propos des enjeux politiques et sociaux locaux de la décentralisation au Malawi voir, CHINSINGA, op. cit.

Les populations rurales seraient en somme les simples récipiendaires des projets de développement, certes actifs dans leur mise en œuvre, mais totalement neutres sur le plan politique. Les seules analyses politiques à propos des masses rurales prennent pour objet l'orientation électorale et concluent uniformément au régionalisme (avec tout ce que cela a de négatif), ce qui ne fait que confirmer le discours dépolitisant sur les campagnes. L'exploration des mécanismes d'appropriation de la symbolique du développement par les élites en campagne électorale est, à ce propos, particulièrement propice à détruire un tel cliché.

À force de transformer le sous-développement en une sorte d'ennemi universel et particulièrement abstrait que chacun est invité à combattre, le discours du développement tel que formulé par les développeurs laisse libre cours aux élites politiques pour investir ce champ et en faire un outil essentiel de leur lutte pour le pouvoir. De nombreux travaux dans toute l'Afrique Subsaharienne se sont déjà efforcés de montrer comment un tel discours universaliste et dépolitisant appliqué dans une société nécessairement marquée par une multitude de conflits politiques était immédiatement déformé et réutilisé par les élites politiques, nationales et locales⁵⁴. Dans le cas du Malawi, cela est tout particulièrement vérifiable tant ce discours entre en adéquation avec les conceptions morales locales de ce que doit être une élite politique : riche et capable d'assister les pauvres. L'observation de la campagne électorale dans un township de Blantyre en 1999 avait suscité les mêmes réflexions chez Harri ENGLUND qui assimilait ainsi les élites politiques malawiennes à des « piggy-banks » :

In a Cameroonian case, one image for a model of a prominent person resemble a piggy bank. À Malawian version would represent the piggy bank as a big man or woman who embodies the welfare of the dependants in his or her person and who, as such is constituted him or her-self by those relationships. The popular idea of the political change is not to break the piggy bank and to dissipate its content, but to ensure the growth of the piggy bank on a par with the prosperity of its subjects. The analytic quandary is to understand how such moral notions co-exist with a state formation that extend marginalisation and impoverishment while being governed by leader who evoke the same moral notion as that of the piggy bank⁵⁵

À toutes les échelles de la société, le discours du développement a infiltré les stratégies de campagnes des candidats qui, par la mise en scène de *cadeaux* aux communautés renforcent leur capacité à être considérés comme des « piggy-banks ».

L'ensemble des candidats aux élections locales que j'ai eu l'occasion de rencontrer faisaient ainsi état

54. L'étude de FERGUSON à propos du Lesotho, précédemment citée, en est l'exemple le plus important.

55. ENGLUND, « Winning Elections, Losing Legitimacy », p. 176.

des multiples cadeaux offerts aux communautés depuis quelques mois avant le lancement officiel de la campagne. Dans ce domaine et à l'approche des élections, ils font feu de tout bois et prennent soin, non seulement d'associer une mise en scène en grande pompe à chacun de leurs dons mais également de cibler les associations et groupes de personnes les plus influentes afin de rallier le plus de personnes à leur cause. Plus encore, en région rurale où, nous l'avons vu, le vocabulaire du sous-développement est extrêmement présent, s'investir financièrement et symboliquement dans divers projets de développement est une modalité inévitable des stratégies de campagnes des candidats locaux mais le plus important pour les candidats est de parvenir à s'afficher aux yeux des électeurs comme une « élite donatrice » sur le long terme (voir encadré).

Les stratégies d'extraversion sont, dans ce domaine, particulièrement utilisées : les candidats insistent sans cesse sur leurs relations avec telle ou telle organisation internationale, sur leur investissement de long terme dans la lutte contre la pauvreté ou en faveur des populations démunies ; autant de stratégies de légitimation parfois utilisées pour pallier un manque de moyens et une incapacité à être reconnue comme une « piggy-bank ». Chester Hokins Chisombo par exemple (candidat UDF pour le poste de député à Kasungu Nord), ancien instituteur à la retraite, manque considérablement de moyens pour mener sa campagne à côté des riches entrepreneurs qui représentent les autres partis, à tel point qu'il est forcé de mener ses tournées électorales à vélo là où tous les autres candidats ont des véhicules motorisés. Il oriente ainsi l'intégralité de sa campagne sur son engagement ancien auprès de populations les plus vulnérables et sur les relations à l'international qu'il est parvenu à tisser. Il y a dix ans, il a d'abord développé un projet avec une ONG malaisienne pour fournir des engrais aux agriculteurs les plus pauvres puis, en 2010, il est devenu coordinateur de l'ensemble des Community Based Organization (CBOs) de la circonscription, organisations fondées par le gouvernement sous la surveillance du T/À œuvrant pour les orphelins. Enfin en 2011, il a fondé avec les autres membres du conseil des CBOs la première ONG locale de Kasungu, la Kasungu Orphans and Vulnerable Organization, en contact avec des donateurs européens. Il capitalise ainsi sur ses connexions avec les donateurs et sur le fait d'être reconnu localement comme un homme dévoué à la cause des plus pauvres⁵⁶.

À mon insu, j'ai, moi-même, pu expérimenter ces stratégies d'extraversion des candidats. Tel directeur de campagne me demandait alors en fin d'entretien si j'avais la possibilité de mettre son candidat en contact avec

56. Entretien avec Chester Hokins Chisombo, le 06 Avril

des donateurs français⁵⁷, tel autre de l'inscrire dans une université française par correspondance afin d'étudier la gestion publique et le développement⁵⁸. Par ailleurs lors des meetings politiques auxquels j'assistais, les candidats ne manquaient pas de mettre en scène la présence d'un *mzungu* pour donner l'impression d'avoir des relations avec des potentiels donateurs.

Un exemple de « piggy-bank du développement »

S'ils diffèrent quelque peu par la valeur de leurs dons, tous les candidats utilisent une même mise en scène de leurs cadeaux aux communautés et une même réécriture de leur parcours afin d'apparaître aux yeux des électeurs comme l'« élite donatrice » sur laquelle on peut compter pour développer la circonscription. En somme, être une piggy-bank ne suffit pas pour être un candidat légitime. Il faut savoir capitaliser ses expériences personnelles associer chaque élément biographique pertinent à l'imaginaire du développement. En somme, à partir du concept utilisé par Englund, il est aujourd'hui possible d'affirmer que les élites politiques en région rurale sont des « piggy-bank du développement ». En tant que telles, elles cherchent donc non seulement à apparaître comme riches et à faire des dons symboliques de leur dévouement pour le développement mais également à apparaître comme capables de développer la région sur le long terme. Plus qu'une liste interminable des dons orchestrés par tous les candidats rencontrés, relater le parcours d'un candidat particulièrement représentatif de cet idéal type me semble éloquent. C'est également l'occasion d'exemplifier la façon dont les carrières des élites politiques d'aujourd'hui s'inscrivent parfaitement dans le « ruralisme d'État » décrit dans les pages précédentes. (voir page suivante)

57. Entretien avec Boniface Msaya, le 04 Mars 2014.

58. Chester Hokins Chisombo, 06 Avril

Christopher Edward Richie (50 ans), est le candidat AFORD au poste de député pour la circonscription de Kasungu Nord. Il est également le candidat le plus riche que j'ai rencontré. Natif de la région, il a été sélectionné pour finir son parcours scolaire dans la région de Mulanje avant de s'établir comme comptable puis homme d'affaire à Lilongwe, d'abord dans différentes compagnies de construction et ensuite en tant qu'indépendant dans le commerce d'automobile, deux domaines dans lesquels il a fait fortune et conserve aujourd'hui des relations à l'international (en Italie, Portugal et Grande Bretagne).

Dès les premières années de sa carrière, il a commencé à investir son argent dans sa région natale, à travers différentes actions ciblées, de manière à se construire l'image d'un homme généreux sur lequel les villageois peuvent compter. Il a fondé une école pour les orphelins et rénové la maison de sa mère de manière à les héberger. Au fil des années, il s'est ensuite investi dans le développement de sa circonscription : rénovation de ponts, construction d'un réservoir pour l'irrigation des pépinières de tabac en saison sèche (employant des paysans locaux), réparation des habitations des instituteurs. En termes d'assistance, il m'explique avoir mis les voitures de sa compagnie au service des communautés paysannes environnantes pour ramener les corps des personnes décédées loin de chez elles et rendre ainsi possible l'organisation de leurs funérailles au village. Enfin, s'il vit en ville, il insiste sur le fait de revenir au village tous les week-end et d'être lui même un fermier important (il possède 12 hectares de tabac)^a.

En cours de campagne ses dons aux communautés se sont intensifiés et ont particulièrement ciblé les institutions capables de mobiliser un grand nombre d'électeurs. C'est ainsi que le samedi avant notre entretien il s'était rendu à une grande cérémonie religieuse organisée par l'ensemble des congrégations implantées dans la région et y avait fait don de planches de tôle pour rénover les bâtiments religieux. Étaient présents : le T/A, un grand nombre de village-headmen, « all the important people around ». C'est donc avant tout par l'affichage de sa richesse (qu'il met en avant principalement par son habillement, ou par l'énorme smartphone qu'il exhibait lors de sa discussion publique avec les village-headman au moment où je l'ai rencontré) et sa conversion en actions généreuses que Christopher E. Richie cherche à légitimer sa position d'élite politique donatrice.

Il est toutefois une autre dimension de sa carrière politique qui relève justement de la nécessité d'être reconnu comme un leader non seulement riche mais aussi compétent et *connecté* sur le long terme avec le monde du développement :

If you don't have money people think you cannot assist them. But in my case I say "I will give money but not in the way other leaders do", I say "Me I believe in my knowledge, my knowledge will change your life. Now if you are just changing your vote with money, they will never come back to you for development". (...) I know how things work, I know how to source money from funding institutions like the National, District or Community funds while other candidates don't. Lack of knowledge and connexions of leaders are the reason why development is bad here..

En marge de sa richesse personnelle, Christopher E. Richie joue donc sur son éducation et sur ses connexions pour apparaître aux yeux des électeurs comme quelqu'un de compétent. Par ailleurs, à côté de sa carrière professionnelle, il s'est lancé dans la politique en 1992 au sein d'AFORD, d'abord pour lutter contre le régime de Banda. Il a ensuite gravi les échelons du parti et en est aujourd'hui le Secrétaire Général, ce qui lui permet d'avoir encore plus de connexions avec des ONG importantes. En cours d'entretien il énumère ainsi les noms de différents « amis » qu'il a à World Vision et au sein d'autres ONG.

a. « It's important to be a farmer for the campaign because you find there are mostly farmers here. If you are a politician and at the same time a farmer it's good, because if you are involved in farming you are setting a good example for people, if you are doing well they can copy from you, in so doing they learn your skills and improve their life. So I see my farming as a form a leadership » (Entretien réalisé chez lui le 06 Avril)

Les solutions trouvées sont multiples et varient donc en fonction de la richesse du personnage, de la profondeur de ses connexions avec l'extérieur mais il n'est pas un candidat qui n'ait pas centré sa campagne sur sa « capacité à développer ». Le vocabulaire du développement s'est donc peu à peu imposé comme le nouveau lexique dominant du « ruralisme d'État » au Malawi. Élités dirigeantes et leaders politiques, chacun cherche à jouer sur la symbolique du don et sur la multiplication de *projets* pour bâtir sa légitimité. Reste à voir désormais si par ces stratégies populistes, les élites politiques et l'État parviennent réellement à se constituer une base rurale et à gagner l'adhésion des populations paysannes.

d) État-ONG, ancrage local, participation et perceptions paysannes

À côté des stratégies de décharge de sa responsabilité les projets menés par les ONG, les modalités d'action du gouvernement prennent une autre forme : celle de l'implication directe des populations dans les politiques de lutte contre la pauvreté et dans les différents projets de développement. Le pays est loin de constituer une exception en la matière tant la dimension « participative » du développement est centrale dans les « paquets » de la bonne gouvernance depuis la fin des années 1980⁵⁹. « I'm simply a coordinator » précisait bien Spiwe Mauwa lorsque je lui demandais de m'expliquer son rôle, « when it's a question of implementing the projects, communities are directly involved ».

Lorsqu'il évoque les mesures prises par l'État pour aider les populations rurales à faire face à la faim, Elias C. MANDALA parle d'un paradoxe : « The state was engaged in a contradictory drama, as it wanted peasants to survive on their own resources and to protect them against the free market »⁶⁰. La remarque est faite à propos de l'époque coloniale mais l'auteur ne manque pas de souligner que les dirigeants post-coloniaux, Banda et ses successeurs n'ont pas davantage créé un État-providence sur lequel les citoyens vulnérables peuvent compter.

En mobilisant les citoyens les plus pauvres sous la forme d'un *collective ganyu*⁶¹ pour la réalisation des travaux publics notamment (maintenance des routes, réfections des bâtiments publics), l'État se préserve

59. Voir CHAUVÉAU, « Participation paysanne et populisme bureaucratique ».

60. MANDALA, op. cit., p. 111.

61. Le *ganyu*, terme *Chichewa* pour désigner le « travail journalier » est la forme historique la plus courante par laquelle la main d'œuvre extra domestique est recrutée dans les foyers paysans. Il s'agit d'une institution centrale dans la vie du village qui met en jeu des dimensions morales et subjectives essentielles et implique généralement une relation d'assistance réciproque. Par extension le terme de *ganyu* désigne une grande diversité de formes prises par le travail paysan extra-domestique, qu'il soit réalisé chez un autre villageois ou dans un espace public, individuellement ou collectivement. Dans tous les cas parler de *ganyu* évoque l'idée d'un « service rendu » qui engage les deux parties, autrement on parle simplement de *seasonal work*.

encore une fois d'engager directement ses propres ressources. Lors de mes pérégrinations rurales, j'ai eu l'occasion de croiser un certain nombre de ces projets « publics » comme la maintenance des vingt kilomètres de piste connectant Mphomwa à Chisinga, employant des dizaines de « ganyu labor » avec pour seuls outils des pelles et leurs mains sur une durée de trois mois. Ces projets particuliers sont directement coordonnés par les assemblées citoyennes issues de la politique de décentralisation de 1998, les Area Development Committee (ADC) et Villages Development Committee.

À côtés de ces comités, l'État a recours aux chefs locaux pour mobiliser les ressources humaines et matérielles au sein des communautés paysannes. Il a mené au cours des trois dernière décennies une entreprise de politisation des autorités traditionnelles (reprenant les modalités du gouvernement indirect de l'époque coloniale) en les inscrivant directement dans la structure de l'État en échange d'une pension⁶². Cette mesure de politisation des chefs, passant à la fois par la délivrance d'un salaire et de promotions en échange d'une fidélité au gouvernement et leur utilisation pour l'application d'un certain nombre de mesures (notamment l'aide aux pauvres), repose sur l'idée partagée par l'ensemble des élites politiques que les chefs possèdent une autorité et une aura importante auprès des villageois⁶³. Ainsi si Banda se servait très peu des chefs (déjà intégrés à la structure du pouvoir central de l'État colonial), Bakili Muluzi a repris cette utilisation des chefs comme agents d'encadrement des populations. Les chefs ont une double responsabilité, en premier lieu ils doivent mobiliser leurs sujets, discuter des besoins de la communauté et faire remonter ces besoins au DC qui doit chercher des opérateurs et éventuellement des matériaux que l'on ne peut trouver au sein de la communauté. Dans un second temps, c'est à eux qu'il incombe de rassembler les villageois pour les faire directement participer à la réalisation du projet. Ce mode de politisation des autorités traditionnelles ne fonctionne pas réellement sur le mode de la « réinvention idéologique de la tradition » mais davantage sur l'utilisation de personnalités locales disposant d'une « légitimité traditionnelle », construite en marge de l'autorité bureaucratique de l'État⁶⁴. Le S. T/A Mphomwa est par exemple issu d'une famille royale qui

62. Le système coutumier au Malawi compte six échelons : Paramount Chief, Senior Chief, Chiefs (T/A), Sub-chief (Sub T/A), Group Village Headman, and Village Headman. Chaque chef dirige une parcelle de terre coutumière.

63. Il est sensé être impossible pour un chef de s'afficher comme membre actif d'un parti d'opposition. C'est ce qui a coûté l'an dernier au Sub T/A Mphomwa sa promotion au grade de T/A, alors que le DC venu lui rendre visite a découvert que son salon où il lui arrive de recevoir des invités était décoré aux couleurs de l'UDF, parti d'opposition. (Information glanées lors de discussions informelles avec l'entourage du Sub T/A.)

64. Je m'appuie sur les catégories de légitimité politique construite par Max WEBER. Voir : Max WEBER (1921), *Économie et société*, Paris, 1921.

régnait sur la région avant l'arrivée des colons⁶⁵. Pourtant, si leur *autorité* ou leur *prestige* ont effectivement une dimension traditionnelle, au sens d'ancien et reposant sur un certain nombre de coutumes constamment réactivées⁶⁶, c'est leur position au sein de l'appareil d'État qui conditionne leur position sociale aujourd'hui et c'est de cette position dans la politique du développement qu'ils tirent aujourd'hui la majorité de leur prestige⁶⁷. De cette manière, lorsque je demandais pourquoi respecter davantage un chef pauvre qu'un riche entrepreneur, mes enquêtés répondaient à l'unanimité : « because it's the chiefs who bring development and who take time to gather us for development projects ».

Aujourd'hui, si les chefs traditionnels font localement face à une plus grande concurrence en matière de mise en place des projets de développement, avec les Area Development Committee, les Village Development Committee (assemblées citoyennes localement élues) et les MP qui s'investissent de plus en plus, ils tirent un prestige et un honneur important au sein de leur communautés du fait de cette position dans l'appareil d'État : « It's an honour and a burden » conclut ainsi le Group Village Chimbiya pour résumer sa situation⁶⁸. En substance voici ce que me répondent ces chefs lorsque je leur demande les avantages et inconvénients de leur position :

It's an honour because since democratization the state is more relying on us and trusting us. Plus, we gain a lot of respect from the villagers for what we do. It's also a burden because we are directly subject to villager greivances and pressures.(What type of pressure?) When there is a development project like a bore-hole or coupons distribution⁶⁹ people always come to argue about where to put the bore-hole or to

65. Entretien avec Hastings C Mphomwa (46 ans), le 01 Avril dans son salon.

66. Selon la définition que donne Max Weber de la légitimité traditionnelle. WEBER, op. cit.

67. J'ai été frappé à plusieurs reprises de constater l'absence de terme *chichewa* pour désigner les différentes positions des chefs. Il existe le terme de *mfumu* signifiant « chef » mais celui est très rarement utilisé et ne précise pas la position du chef dont il est question. Cela fut particulièrement frappant lorsque j'assistai aux funérailles d'un de ces villages headmen à Mphomwa à Mphomwa. L'orateur s'exprimait en *chichewa* durant toute la cérémonie et les seuls et uniques termes prononcés en anglais, provoquant une rupture bien nette dans la monotonie de son discours, étaient ceux de « Village Headman », ou « Group Village-Headman » ou encore « T/A ». Cela montre bien que cette position de chef est aujourd'hui une position administrative avant tout.

68. Entretien collectif avec 30 Village Headmen, le 09 Mars lors du meeting de campagne de Paul MAZENGELA

69. La politique de lutte contre la pauvreté a pris la forme du coupon donnant des réductions sur les intrants et les graines pour l'agriculture ou sur les sacs de maïs en cas de mauvaise récolte. La distribution des coupons aux personnes « vulnérables » par les village-headmen donne lieu non seulement à une explosion du nombre de villages avec la complicité des T/A pour attirer les coupons dans la zone mais soumet également les chefs à des demandes de plus en plus insistantes des villageois pour savoir à qui distribuer les coupons. (C'est ce que m'expliquait le Group Village-Headman Chimbiya lors du même entretien). Pour une exploration des conséquences de cette politique sur les relations des villages au Malawi, voir ENGLUND, « Poverty » : « Entrusted with the task of identifying those who deserved the subsidies, [chiefs] were frequently embroiled in controversies over exclusion and inclusion. A remarkable trend was for villages to split when these controversies threw up longstanding grievances about headmen's conduct. New headmen emerged to lead new villages, not by physically relocating their subjects but by seeking recognition from more senior chiefs for their authority. (...) At the same time, they have, particularly at the level of village headmen, remained subject to popular demands and expectations that have made their positions unstable under the conditions of severe poverty. Far from answering a communitarian call to duty, most nominees for the new headmanships were reluctant to assume the position. A common reason was the exposure to envy (*nsanje*) and hatred (*udani*) that it was felt to entail, largely because of

whom distribute the coupons. We know them very well so it's difficult to make a decision sometimes.

Une fois encore l'implication des autorités traditionnelles dans les différentes politiques de développement et de lutte contre la pauvreté met en exergue la dilution de la responsabilité de l'État dans un éparpillement de relais (privés et traditionnels) qui font figure d'État aux yeux des populations locales. Finalement, si prestige social il y a à gagner à travers la symbolique du don qu'implique les projets de développement, ce sont davantage les élites locales directement impliquées dans la mise en œuvre des projets qui en tirent profit.

Ainsi, à force de se doter de relais et à engager davantage la participation citoyenne que celle des fonctionnaires, l'État perd énormément de crédibilité aux yeux des populations qui ne reconnaissent pas son implication. Le sentiment général qui ressortait de mes discussions avec les petits producteurs était celui d'un abandon et d'une défiance à l'égard d'un État « trop loin et trop corrompu ». La mise en scène par les élites politiques des dons en infrastructures, mais etc. ne suffisent pas à créer un lien de confiance suffisamment pérenne avec les populations rurales qui se sentent délaissées et livrées à elles-mêmes. Voici, en substance, un exemple type de discussion que j'avais avec mes enquêtés à propos de l'aide reçue de l'État ou des leaders politiques :

(What are the main problems you face in your daily life ?) Lack of development, we have poor roads and no means to go to town even when we are sick ; poor water, people die from poor water here. (And who can help you to overpass those issues ?) No one, we are on our own. (The state and political leaders never come ?) Of course it happens, we see them in a time of campaign, but they are just campaigning, they all make the same promises and build one or two things and then, when they are elected we don't see them anymore. They go back back to they big houses in town and leave us alone. (So you are on your own ? What can you do ?) Yes, we need to gather together to find solutions on our own, repair a bridge, or sustain the roads...

(Compilation d'extraits d'entretiens collectés auprès des petits producteurs à Kasungu Ouest (extraits traduits). Les mêmes propos ont été enregistrés dans les deux autres régions visitées)

Ce sentiment d'abandon qui ressort de chacun de mes entretiens est à mettre en parallèle avec la vitesse à laquelle circule en brousse l'information à propos des multiples scandales de corruptions qui ont rythmé la vie politique récente⁷⁰. Le ressentiment grandit encore en raison des multiples retard de paiement, ou bien les sommes très modiques reçues, auxquels font face les « collective ganyu lobors » une fois les travaux

headmen's involvement in complex negotiations over family disputes and the distribution of aid. » p. 293.

70. En octobre dernier le scandale du « cash-gate », le plus gros détournement de fonds publics de l'histoire du Malawi postcolonial ayant conduit la présidente Joyce Banda à limoger une grande partie de son gouvernement et à suspendre la distribution des coupons, a achevé d'enterrer la réputation des gouvernants aux yeux des producteurs.

terminés. Lorsque nous passons en moto devant le chantier routier dans la région de Mphomwa évoquée plus haut, Phillip, mon guide, s'indignait ainsi : « Looks at this huge work ! People are dying by working under the sun like this. Three bags of maize and not more than five thousand kwacha if ever they get it as government officials take all the money for themselves. Do you really think it's worth it ? And people go because they are poor and have nothing else to do... And I can tell you they are not going to get paid before a couple of years ! ». C'est le même genre de rancœur dont me fait part Leyton Chiputura Nhlane, chairperson du ADC lorsqu'il m'explique recevoir les visites régulières des Village-headmen se faisant l'écho des plaintes de leurs villageois qui n'ont jamais reçu la contrepartie de leur participation aux travaux de développement : « those are the major complaints we receive, it's getting more and more difficult to gather people for development works now. »

Cela nourrit alors un sentiment de défiance générale à l'égard de l'État et des élites politiques. C'est particulièrement vrai dans le cas de l'industrie du tabac où c'est bien l'État qui est accusé, avant les compagnies, de profiter du labeur paysan :

(Who profits the most from your production within the tobacco industry ?) The government (Why do you say that ?) You just have to look at the sell sheet ! (il se lève pour aller m'en chercher un exemplaire) Look at those taxes they take from our own work. So many lines ! We remain with nothing at the end. Of course taxes for the auction floor, for transport, for NASFAM are not high and normal, but those (il me montre la ligne indiquant les « prélèvements publics ») they are much too high. (And don't you think taxes are important.) Of course taxes are good and I'm proud to contribute but it would be okay if they'd help us. But those political elites, they don't really care about us, they take all the money for them. Look at the cash-gate. (And the buyers ?) Of course the buyer are profiting also but not as much. (Do you know how much money they earn from the sellings of your production ?) No, I don't. But I don't really care, buyers are buyers, they are business companies they are here to make money, not the state. (Entretien avec Georges Chakare le 13 Février 2014, dans sa maison.)

Ces propos tenus par un producteur pourtant membre élu du bureau exécutif de NASFAM révèlent combien l'information directement accessible est importante dans la perception que les producteurs ont de ceux qui profitent le plus : si les taxes prélevées par l'État ne représentent pas un tiers de la marge réalisée par les compagnies internationales sur les ventes du tabac acheté au Malawi, ce sont ces chiffres que les producteurs ont immédiatement sous les yeux sur les récapitulatifs, alors que les compagnies ne publient pas leurs profits. Toutefois, le fait que l'État n'assume pas ses responsabilités et ne rende pas aux producteurs la monnaie de leur labeur sous forme d'une aide concrète est le plus déterminant à leurs yeux : les compagnies sont généralement présentées comme les principaux ennemis des producteurs dans l'échange marchand

mais c'est le gouvernement qui est accusé car c'est lui qui ne respecte pas son rôle de protecteur et, pire encore, qui s'enrichit sur le dos de sa population. Cette défiance à l'égard des élites d'État nourrit alors un certain nombre de fantasmes quant à leur action néfaste et corruptrice dans la négociation des prix. C'est ainsi qu'Ezekiel m'explique, faisant écho à un grand nombre des discours tenus lors des entretiens, que ce ne sont pas vraiment les compagnies mais les *politiciens* qui sont responsables des prix très bas proposés aux producteurs lors des ventes : « politicians are mastering the buyers to make them offer bad prices because if the prices are good, the leaders in power now will take all the credit. In their fights for power, politicians use the buyers and exploit us ».

Pourtant, malgré ces propos à travers lesquels il exprime sa rancœur et sa défiance à l'égard de ceux qui, selon lui, « exploitent » les tabaculteurs qui ne tirent qu'une infime partie de la richesse de leur production, Ezekiel continue à produire cette plante depuis plus de dix ans. De plus, il ne se contente pas de simplement produire mais devient, malgré lui, en tant que leader paysan, un courtier-producteur, un porte parole du message productiviste formulé par ceux qu'il dénonce. C'est vers les mécanismes de cet assujettissement d'une frange de la population de producteur et leur conversion en *agents hégémoniques* que le propos s'oriente désormais.

Chapitre 2

Quand les paysans se contrôlent eux-mêmes : casse-tête hégémonique et cooptation des « courtiers-producteurs »

La permanence historique dans le type de relations qui existent entre élites politiques et populations rurales au Malawi, que je viens de décrire et de désigner sous le terme de « ruralisme d'État », est en grande partie due au fait que l'essentiel des stratégies de reproduction des élites repose sur la captation et la manducation de la rente paysanne. Tous ces modes de présentation populistes n'existent, en somme, que dans l'unique but d'entretenir cette situation d'exploitation. Populisme paysan et contrôle de la production entretiennent des liens organiques qui rendent l'intelligibilité de l'un impossible sans la compréhension de l'autre. Ils sont en quelque sorte les deux hémisphères du ruralisme d'État. C'est à l'exploration des mécanismes du second que ce chapitre est dédié.

Toutefois, avant d'entrer dans l'analyse empirique de la structuration de la filière, j'aimerais introduire deux courants de pensée, importants dans le champ africaniste, qui, sans constituer des enjeux théoriques majeurs de ce mémoire, permettent d'éclairer les mécanismes de pouvoir conduisant à l'émergence des « courtiers-producteurs ».

Le premier, issu de l'approche par les anthropologues marxistes de la rencontre entre le monde capitaliste et les mondes paysans africains en termes d'*articulation de modes de production*¹, fournit un cadre de

1. J'entends par mode de production la forme que prend l'organisation du travail dans une unité de production. Dans le cas de la paysannerie malawienne c'est le « mode de production domestique » qui prime (voir MEILLASSOUX, op. cit., dont l'analyse est détaillée plus loin dans le développement). Il est directement associé à un autre mode de production, plus collectif : le club qui

compréhension des problématiques hégémoniques qui se posent à l'encadrement de la filière². Il invite à prendre en compte les spécificités et les contraintes qui se posent à chaque mode de production — dans notre cas un mode de production paysan « domestique » opposé au mode de production industriel propre à toute culture d'exportation³ — pour explorer la façon dont le capitalisme pénètre dans des sociétés actives et réactives, historiquement différenciées et structurées, et utilise à son profit les figures d'autorité légitime déjà présentes⁴.

Ce cadre théorique éclaire tout particulièrement les spécificités de la production du tabac par rapport aux autres cultures prises en charge par la paysannerie malawienne. En tant que culture d'exportation soumise à des exigences formulées de l'extérieur et en tant que première source de devises étrangères du pays, elle participe directement à l'extraversion de l'État-paysan et des élites dirigeantes. Elle implique donc le

réunit plusieurs unités de production domestiques. Contrairement au foyer, le club ne fournit ni les moyens de production ni les moyens de reproduction, ni la force de travail et encore moins les ressources nécessaires à la reproduction de la force de travail. C'est toutefois sous cette forme collective que les tabaculteurs interagissent avec l'encadrement.

2. Dans les années 1960-1970, les travaux ethnographiques portant sur l'éventuelle identification d'un « mode de production africain » étaient largement dominants dans le milieu africaniste français. Voir notamment Catherine COQUERY-VIDROVITCH (1969), « Recherches sur un « mode de production africain » ? », in, *La Pensée* 144, pour une tentative de définition d'un mode de production africain à partir des monographies des anthropologues marxistes et de l'étude du « mode de production asiatique » de Marx. Étant donné que la production comme objet d'étude a presque totalement disparu du monde africanniste pendant près de trente ans avant de ressurgir au cours des cinq dernières années à travers les études du récent boom minier (Voir notamment le récent numéro de *Politique Africaine* consacré à l'analyse politique du boom minier, *Politique Africaine* 144 : *Micropolitiques du boom minier* mar. 2013, ou plus précisément sur les problématiques liées à la production agricole, les récents travaux explorant les liens organiques entre problématiques de production et formation de l'État dans les sociétés d'Afrique subsaharienne : Notamment VADOT, op. cit. ; et Medhi LABZAE (2013), « Partisans, fonctionnaires et paysans. Administration foncière et encadrement au Bénishangul-Gumuz, Éthiopie », Mémoire de Master en Etudes Africaines (mention science politique), sous la direction de Johanna Siméant, Paris : Paris 1 Panthéon-Sorbonne, juin 2013), il est utile de se replonger dans la façon dont ces chercheurs abordaient cette question à l'époque. En plein cœur de la controverse scientifique où les critiques adressées aux théories marxistes et au concept de mode de production ont conduit la majorité des africanistes à se désintéresser de la production, c'est déjà ce que défendait Peter Geschiere dans « Applications of the Lineage Mode of Production in African Studies » où il propose toutefois une approche différenciée des modes de production en fonction des contextes historiques et politiques, en marge des dérives althussériennes de certains travaux qui cherchent une modélisation générale du mode de production africain.

3. Semblable à celui décrit par MEILLASSOUX à partir de ses observations des campagnes maliennes et sénégalaises, où les relations familiales extra-salariales continuent de procurer l'essentiel des moyens de subsistance et de reproduction de la force de travail aux ouvriers agricoles africains. Voir notamment MEILLASSOUX, op. cit. Dans notre situation où la production n'est, à l'origine, pas déléguée à des producteurs salariés mais indépendants et où lieu de vie et lieu de production son confondus, la prise en compte des spécificités du mode de production domestique me semble nécessaire à la compréhension des éventuels conflits d'intérêts qui les opposent à l'encadrement.

4. C'est à Philippe REY que l'on doit la reprise à Marx du concept d'articulation, notamment dans Pierre-Philippe REY (1973), *Les alliances de classes : sur l'articulation des modes de production*, Maspero, 1973, 221 p. C'est toutefois les travaux de Jean COPANS, à propos du rôle des confréries mourides dans l'organisation de la production d'arachide au Sénégal, qui m'ont le plus inspiré. Ses réflexions permettent de comprendre de façon précise comment dans un contexte social particulier (celui de l'hégémonie des confréries mourides sur les forces productives en matière d'« idéologie »), des structures sociales historiquement implantées sont utilisées par les classes capitalistes dominantes et réagissent à cette instrumentalisation. L'idéologie mouride (et notamment la relation de domination *marabout-taalib*) va devenir un outil privilégié pour l'exploitation de la paysannerie productrice d'arachide par l'État et les classes dirigeantes tout en utilisant cette position pour renforcer sont emprise idéologique. Voir Jean COPANS (2000), *Les Marabouts de l'arachide*, L'Harmattan, 2000, 280 p., réédition du livre paru en 1980 aux éditions Le Sycomore.

déploiement de dispositifs de contrôle bien plus importants que pour les cultures vivrières de maïs ou de mil, ou pour les autres cultures d'exportation comme le café, le thé ou le coton. C'est en pensant une telle industrie en termes d'articulation de modes de productions que l'on rend intelligible la rencontre problématique entre des agronomes formés dans les écoles techniques du pays, ou des acheteurs internationaux revendant le tabac acheté au Malawi à des grandes compagnies manufacturières, et des paysans malawien faisant face à un ensemble de contraintes quotidiennes bien spécifiques.

Ce chapitre explore donc le moment précis de la rencontre entre, d'une part les contraintes qui se posent à l'encadrement⁵ et d'autre part celles qui se posent aux petits producteurs, afin de comprendre la façon dont les dominants convertissent une frange des forces productives à leur propre conception de la production afin d'en faire des agents hégémoniques.

Si le modèle de la l'articulation m'a permis de problématiser la rencontre entre paysanneries et encadrement, un second courant méthodologique, se structurant autour de la formulation par Béatrice HIBOU, à la fin des années 1990, du concept de « décharge », m'a conduit à explorer plus en détails la nature des mécanismes de contrôle de la production.

La politiste française propose de voir dans les nombreux phénomènes de privatisation des économies une recomposition des modes opératoires et des interventionnismes de l'État, là où beaucoup concluent à son « retrait », voir à sa déliquescence, et à la disparition des enjeux politiques et publics derrière l'économique et le privé⁶. La puissance publique serait, selon elle, désormais présente dans le quotidien des citoyens à travers une multitude d'opérateurs privés qui tiendraient lieu d'État et participeraient à une « multiplication

5. Rassemblés derrière l'expression de « problématiques hégémoniques » afin de désigner l'ensemble des contraintes productives auxquelles font face aussi bien les leaders politiques, les responsables associatifs et les représentants des compagnies internationales dans le cadre de l'industrie. Il s'agit également de souligner le poids de ces contraintes sur les évolutions dans la formulation du discours ruraliste à prétention hégémonique.

6. « C'est parce qu'on définit l'État, par exemple, en termes de souveraineté, ou comme l'unique détenteur du monopole de la violence légitime et de la fiscalité, que l'on en conclut qu'il y a déliquescence de l'État ou concurrence de l'État par de nouveaux pouvoirs (tels les réseaux transnationaux, les "mafias" ou les grandes multinationales de conseil et d'évaluation, mais aussi les notables ou chefs de guerre locaux). En revanche, si l'on considère que les points d'intervention de l'État peuvent s'étendre au-delà des institutions et que la question de la souveraineté est distincte de celle du pouvoir étatique, alors l'apparition de ces acteurs, de ces flux et de ces pouvoirs apparemment concurrents de l'État peut être comprise comme des points, nouveaux ou non, de son intervention. » Béatrice HIBOU (1999a), « De la privatisation des économies à la privatisation des États. Une analyse de la formation continue de l'État. », in Béatrice HIBOU, (éd.), *La privatisation des États*, Paris : Karthala, 1999, p. 11–67, voir aussi Béatrice HIBOU (1999b), « La « décharge », nouvel interventionnisme », in, *Politique Africaine* (73), p. 6–15. L'intérêt de la pensée de HIBOU pour ce travail est d'autant plus fort qu'elle permet de prolonger la problématisation de l'État et de l'hégémonie commencée en introduction à partir des philosophies de GRAMSCI et de FOUCAULT. Aborder le contrôle de la production du tabac à travers l'idée de « décharge » c'est en effet penser l'existence de multiples points d'exercice du pouvoir non plus seulement au sein de la « société politique » mais aussi au sein de la « société civile ». Cela permet, en somme d'éclairer la fluidité des relations de pouvoir et leur capacité à traverser et façonner l'ensemble de la société.

des points de d'exercice du pouvoir » plus qu'à sa dilution. Ce sont ces nouveaux modes d'interventionnisme « éparpillé » que HIBOU propose d'étudier à travers le concept de « décharge », repris à Max WEBER et au courant de la sociologie historique de l'État. Étudier la diversification et la multiplication des points d'intervention de l'État au sein de la société invite alors à « relativiser les frontières entre “public” et “privé”, entre “économique” et “politique” entre “licite” et “illicite” »⁷.

Elle ne propose cependant pas de voir dans ce nouvel interventionnisme une disparition pure et simple des formes d'action publique plus directes et « traditionnelles », mais davantage leur cohabitation avec les nouvelles formes de la « décharge ». C'est donc davantage un projet méthodologique qu'un réel cadre d'analyse stricte que propose HIBOU et ses multiples implications théoriques sont particulièrement utiles pour éclairer les formes prises par l'hégémonie de l'État-paysan dans la filière du tabac.

Dans le cas précis de l'industrie du tabac malawienne, le travail ethnographique se confronte à un très fort éclatement des institutions de contrôle, d'une part, et des populations productrices d'autre part, rendant difficile l'identification des responsabilités de chacun et impossible la distinction entre organismes privés et institutions publiques⁸. Penser, comme nous le dit HIBOU la recomposition des frontières entre public et privé c'est alors, dans notre cas précis, penser la poursuite des intérêts de l'État et des élites dirigeantes la croissante implication des compagnies acheteuses à tous les niveaux de l'industrie. C'est notamment s'intéresser à ce qui unit élites d'État et représentants des compagnies derrière un même discours hégémonique. Cela permet, en somme, d'identifier un même « encadrement » marqué par une même vision de la production et par des intérêts communs dans le marché du tabac⁹.

7. Idem, « De la privatisation des économies à la privatisation des États. Une analyse de la formation continue de l'État. », p. 14 : pour Béatrice HIBOU, l'étude des processus de privatisation de l'État passe inévitablement par la prise en compte de ce qui dans la poursuite des intérêts privés sert directement les intérêts publics ou encore ce qui dans l'illégal renforce la légitimité de l'État.

8. Le secteur public est ainsi éclaté en une série d'institutions publiques et para-publiques : la Tobacco Control Commission, chargée de l'enregistrement des producteurs, l'Agricultural Research and Extension Trust (Aret), institution para-publique chargée de la recherche agronomique et de la commercialisation des graines de tabac ou encore Auction Holding, compagnie semi-publique chargée de la gestion des ventes. En termes d'éclatement, le secteur privé n'est pas, lui non plus en reste. Les producteurs ont ainsi affaire à un grand nombre de compagnies manufacturières (Limbe Leaf, Alliance One et Japan Tobacco Industry étant les plus importantes), à un plus grand nombre encore d'« associations paysannes » qui opèrent à différentes échelles de la filière, à une somme d'institutions financières sponsorisant la production, à une population hétérocycle de marchands de graines et pesticides et enfin à un nombre croissant de *vendors* qui achètent illégalement le tabac pour le revendre en Zambie, ou bien sur les marchés officiels. Enfin au sein même de la population productrice, les différences de richesse sont considérables de même que les positionnements dans la filière, entre ceux qui ont un accès direct aux ventes et aux intrants, ceux qui gravissent les échelons des associations paysannes les plus importantes et ceux qui à l'inverse luttent pour produire, sans intrant, une minuscule parcelle de tabac

9. Visible notamment dans un même positionnement contre les institutions sanitaires internationales dans leur lutte contre la production du tabac. Les compagnies dénoncent les effets néfastes sur la paysannerie du pays (*The Nation* 23 sept. 2010 « Go to

C'est en outre pour analyser la forme que prend localement le contrôle de la production que le concept de « décharge » proposé par HIBOU nous est le plus utile. Ayant affaire à une population de producteurs relativement insaisissable et éclatée dans des territoires difficiles d'accès, l'encadrement va décharger la responsabilité du contrôle de la production à une frange de la population paysanne qu'il va chercher à transformer en agents hégémoniques. Ce sont ces producteurs que j'ai identifiés comme des « courtiers-producteurs ».

En proposant de se concentrer justement sur ces représentants décentralisés du pouvoir politique, le concept de « décharge » permet alors de dépasser le biais fonctionnaliste très souvent reproché au modèle marxiste de l'articulation qui se contente d'observer la rencontre entre structures sociales sans prendre en compte les acteurs sociaux eux-mêmes¹⁰. S'intéresser aux acteurs sociaux c'est en effet regarder ce que nous disent leurs pratiques sociales quotidiennes mais c'est aussi s'intéresser à leurs prises de position dans d'éventuelles situations de conflit et de négociation. Un tel concept permet donc de satisfaire pleinement l'engagement théorique central de ce mémoire, à savoir l'analyse de la place des « courtiers-producteurs » dans la construction hégémonique de l'« État-paysan », non seulement dans l'exercice de la domination politique mais également dans sa négociation.

Toutefois, séparer les deux aspects de la construction hégémonique — le contrôle idéologique et le conflit potentiel, ou autrement dit, le point de vue de l'encadrement et celui des « courtiers-producteurs » — me semble plus à même de rendre compte de la forme historique particulière prise par la filière du tabac au Malawi. La « cooptation » d'un groupe de « bons producteurs » pour en faire des « courtiers-producteurs » sera donc étudiée en premier. Les parties suivantes s'efforceront de détailler l'activité de courtage de ces « intellectuels paysans » non seulement en tant que producteurs mais aussi comme acteurs sociaux et politiques.

Malawi and see impact of FCTC - ITGA ») en même temps le gouvernement qui affirme que la production continuera malgré les pressions : « We do not want laws that are discriminatory or disadvantage the majority of our tobacco farmers in our countries », Bruce Munthali, directeur de la TCC, cité dans *The Nation* 5 août 2010 « Malawi says FCTC tobacco ban a trade barrier » ; « Malawi will keep growing tobacco if buyers keep buying it. » Joyce Banda dans un discours télévisé.

10. Voir notamment les critiques adressées par l'historien Frederick COOPER au début des années 1980, au moment même où les analyses marxistes étaient les plus influentes. Il regrette en effet le « fonctionnalisme » dont font preuve les analyses des anthropologues marxistes qui enferment les espaces productifs dans une conception de l'Histoire, dont les modes de production seraient les principaux acteurs, dotés d'une volonté propre, et « les besoins de leur reproduction [seraient] des causes » Frederick COOPER (1981a), « Africa and the World Economy », in, *African Studies Review* 24 (2/3, Social Science and Humanistic Research on Africa : An Assessment) ; voir également Frederick COOPER (1981b), « Peasants, Capitalists, and Historians : A Review Article », in, *Journal of Southern African Studies* 7 (2), p. 284–314. Partant, l'historien dénonce une vision trop policées des rapports de production et invite à considérer la conflictualité au niveau où se jouent les relations de production¹¹.

A) Penser l'articulation : production paysanne indépendante et casse-tête hégémonique

The sustainability of tobacco industry will, however, be assured, only if farmers produce high quality tobacco. Extension officers and other parties interested in ensuring the long term sustainability of the tobacco industry should make farmers appreciate that prices offered for the crop will decrease considerably with production of low quality tobacco. Tobacco production should be within the national production targets as determined from requirement by the buyers.

Guide to Agricultural Production and Natural Resources Management (2012), rapp. tech., Lilongwe, Malawi : Ministry of Agriculture et Food Security, 2012

Tobacco Farmers are to blame for using uncertified tobacco seed.

Felix Fumbe (Scientifique et président de la Seed Traders Association of Malawi) cité dans *The Nation* 22 sept. 2009
« New twist to tobacco prices ».

	Grandes Étapes	Travail du tabac	Entretien des sols		Tâches spécifiques		Relations avec la compagnie en cas de contract-farming		
			Burley	Flue Cured	Administratif	Présence en brousse			
Août			Labourage des champs				Signatures des contrats	Fourniture des graines	
Septembre	Nursery	Nursery hors sol	Préparation des lits dans les champs			Récolte du bois et construction des burning bunds		Nursery Trainings	
Octobre		Application des premiers engrais avant plantation							
Novembre	Plantation en fonction des pluies	Application des premiers engrais (dans les 7j après plantation)	Désherbage	Application des insecticides	Construction des drying sheds	Trees nursery	Réception des engrais et insecticides à crédit	Surveillance hebdomadaire des productions : conseils pour l'entretien des sols et contrôle du respects des normes de production (utilisation des bons intrants et des bonnes graines)	
Décembre									
Janvier		Deuxièmes engrais	Élargissement des lits		Construction des drying sheds			Topping Trainings	
Février	Récolte	Topping					Signature du contrat de prêt bancaire		
Mars		Sackers Removal							
Avril	Transport et Ventes	Grading			Séchage à l'air libre	Séchage au feu de bois	Remboursement du prêt par ponction sur les ventes effectuées en Dollars	Paiement du producteur par la banque prêteuse en Kwacha environ trois semaines après la vente	Contrôle du remboursement du crédit
Mai			Baling						
Juin									
Juillet									

TABLE 2.1 – Les étapes d'une saison de tabac de la pépinière à la vente. Document produit à partir des recoupements d'informations tirés de mes entretiens et avec l'aide de Ezekiel.

Tout l'enjeu des problématiques hégémoniques au sein de la filière du tabac découle de la forme spécifique prise par la production depuis les dernières années du règne du Docteur Banda. Dès les années 1980, le président à vie, vieillissant, avait débuté une étape de libéralisation de l'économie si bien que, malgré

les discours souverainistes et populistes, le Malawi fut le premier pays de la région d’Afrique Australe à appliquer un plan d’ajustement structurel. Ainsi, si la production du *burley* était au départ strictement interdite aux petits producteurs, au cours des années 1980 les plus importants d’entre eux ont commencé à obtenir des licences pour enregistrer leurs terres en tant qu’*estate* et, partant, pouvoir produire et commercialiser leur tabac. En dehors de cette ouverture institutionnelle, il devenait plus rentable pour les grands-exploiteurs d’acheter la production de petits producteurs qui n’avaient pas accès directement au marché et de la revendre que de produire (les petits exploitants peuvent fonctionner avec des marges plus basses car ils ne payent ni le coût des infrastructures ni celui de la main d’œuvre)¹².

C’est toutefois suite à la transition vers un régime électoral au milieu des années 1990 que la libéralisation de l’industrie du tabac s’est considérablement accélérée. Sous les premières directives des instances internationales dont le pouvoir d’ingérence en matière de politiques publiques fut décuplé en l’espace de trois ans, l’État a démantelé la plupart des marchés locaux d’ADMARC (l’institution étatique fortement centralisatrice incarnait aux yeux des IFI toutes les scléroses de l’hégémonisme de l’État autoritaire et l’inefficacité de sa bureaucratie), conduisant à une très forte concentration du marché du tabac sur les trois grandes villes agricoles du pays¹³. Cette importante déresponsabilisation de l’État en matière de production s’est accompagnée d’une véritable explosion du nombre de petits producteurs engagés dans la culture du tabac (voir tableau 2.2). La forme historique prise par la production au cours des deux dernières décennies est alors celle de la délégation d’une culture d’exportation, soumise à un ensemble de contraintes industrielles, à des communautés paysannes dont la vie quotidienne implique des contraintes bien différentes. C’est donc en termes d’*articulations* de ces deux modes de production au sein d’un même espace productif que se pose le « casse-tête hégémonique ».

Les différents représentant de l’encadrement que j’ai eu l’occasion de rencontrer cherchent généralement l’origine du « problème » dans l’incapacité des producteurs, arriérés et irrationnels, à comprendre les contraintes que pose la culture et l’exportation d’une plante comme le tabac. À l’inverse, les entretiens réalisés avec les producteurs font généralement état de l’incapacité des élites dirigeantes à comprendre leurs

12. C’est ce qui fait dire à Jan Kees Van-Donge : « Liberalisation was thus, in large part, legalisation of an existing situation. » « Disordering the Market : The Liberalisation of Burley Tobacco in Malawi in the 1990s ».

13. D’abord Blantyre (Limbe Auction Floor) et Lilongwe (Kanengo) puis Kasungu (Chikhoma) ouvert au début des années 2000 suite aux pressions paysannes.

problèmes au quotidien. La comparaison de ces propos laisse transparaître non pas une réelle incompréhension d'un côté comme de l'autre mais une incompatibilité, voire un conflit, entre les contraintes qui s'imposent aux uns et aux autres. Ce n'est donc pas en s'arrêtant à la prétendue irrationalité des producteurs ni même à leur incompréhension des contraintes industrielles que pose la production du tabac, arguments que je recevais généralement lors de mes discussions avec le personnel encadrant¹⁴ mais en prenant en compte ce conflit relatif à la façon dont chacun conçoit le rôle de la tabaculture que l'on peut donner chair à une généalogie de l'hégémonie dans la filière.

Table 3. Volume (millions of kg) and share of burley marketed through clubs and intermediate buyers (IBs) 1994–99

Year	Clubs (millions kg)	IBs (millions kg)	Total Clubs + IBs (millions kg)	Share of total burley marketed (per cent)
1994	3.8	0.4	4.2	5.9
1995	4.7	4.9	9.6	9.5
1996	12.8	15.4	28.2	26.3
1997	16.8	19.3	36.1	33.4
1998	19.2	13.9	33.1	29.1
1999	27.4	8.9	36.3	32.9

Source: Tobacco Control Commission (TCC) *Intermediate buying*. Handout for the post-season tobacco seminar, Mangochi, 1999.

TABLE 2.2 – Evolution de la part des petits producteurs (clubs) dans la production du tabac suite à la libéralisation. Source : Jan Kees van DONGE (2002), « Disordering the Market : The Liberalisation of Burley Tobacco in Malawi in the 1990s », in, *Journal of Southern African Studies* 28 (1), p. 89–115.

a) « We need business oriented tobacco growers » : les contraintes industrielles d'une culture extravertie

Parmi les cultures d'exportations étudiées sur le continent africain, le tabac se distingue tout particulièrement par l'image très négative qu'il a au sein de la communauté internationale. En tant que « pariah crop »¹⁵ sa production et sa consommation font l'objet d'une lutte acharnée des lobby anti-tabac et de pressions très fortes de la part des institutions sanitaires internationales. Depuis le début des années 2000, l'OMS a, avec la ratification du Framework Convention on Tobacco Control (FCTC), accentué sa pression sur les grandes compagnies manufacturières, patrons des acheteurs internationaux installés au Malawi¹⁶. Ces dernières ont

14. J'ai d'ailleurs récolté au cours de mes entretiens avec les producteurs un grand nombre d'explications profondes sur le fonctionnement interne de la filière et sur les aspects techniques de la production

15. PROWSE et MOYER-LEE, *How traceability is restructuring Malawi's tobacco industry*; idem, « A Comparative Value Chain Analysis of Smallholder Burley Tobacco Production in Malawi–2003/4 and 2009/10 ».

16. Alliance One et Limbe Leaf, couvrant 60% à 70% du marché selon Martin PROWSE et Jason MOYER LEE, sont respectivement rattachés à International Tobacco Growers Association et Phillip Morris International.

très simplement reporté cette pression sur les producteurs en leur soumettant un cahier des charges de plus en plus précis et contraignant. Des caractéristiques bien précises telles que la taille, la couleur des feuilles, la quantité de « points » sur les feuilles (synonyme d'une bonne ingestion des engrais), taux d'humidité, taux de produits chimiques, présence d'additifs etc. sont autant de critères de discrimination sur le marché international comme dans les salles des ventes du pays ; autant d'éléments donc, auxquels les producteurs doivent faire attention dans la préparation de leur récolte. De manière générale ce sont des exigences de standardisation qui s'imposent à la tabaculture et se heurtent à des modes de production locaux généralement anciens et revendiqués avec fierté par les paysans.

Les années 2009 et 2010, marquées par un conflit important entre les acheteurs et le gouvernement malawien sont les points d'orgue d'une période où les producteurs ont commencé à servir de variable d'ajustement pour les compagnies : rejets de nombreux sacs de tabac non conformes aux directives internationales en termes de pourcentage d'additifs ou en raison d'une *qualité* trop juste¹⁷, prix historiquement bas en début de saison pour reporter l'instabilité internationale des cours du tabac. Si, dans un premier temps, le gouvernement malawien de Bingu Mutharika s'est doublement attaqué aux acheteurs et aux institutions internationales, multipliant les interventions souverainistes et mobilisant un vocabulaire anticolonialiste, l'arrivée au pouvoir de Joyce BANDA a davantage coïncidé avec une plus grande complaisance à l'égard des exigences internationales (notamment des acheteurs). Plutôt que de se faire l'ennemi direct des institutions sanitaires et des acheteurs (revenus du tabac et donations internationales représentent environ 4/5 du PIB du pays), le gouvernement a choisi de lutter contre les effets négatifs du FCTC en s'alignant sur ses directives en termes de qualité¹⁸. Depuis 2011, compagnies acheteuses et État « pénètrent donc en brousse » sous les mêmes costumes, recourant au même discours focalisé sur la *qualité*¹⁹.

Cette longue réflexion sur le poids du contexte international dans lequel s'insère la production du tabac au Malawi a pour but d'insister sur le fait que les mêmes exigences de qualité prônées par les différents membres de l'encadrement rencontrés lors de mon terrain ne découlent pas uniquement du type de plante cultivée mais participent avant tout d'un discours politique et hégémonique²⁰. Plus encore, c'est le fait de

17. *The Nation* 15 fév. 2010 « Tobacco exports under threats » : « la présence de résidus chimiques au delà des normes acceptés par les compagnies entraîne des rejets dans les ventes. »

18. *The Nation* 26 jan. 2011 « Malawi to shift tobacco strategy ».

19. *The Nation* 12 avr. 2011 « Limbe Leaf and educates growers », l'article fait par exemple état d'une campagne d'éducation sur les méfaits des Non Tobacco Related Materials, thème récurrent du discours hégémonique

20. Pour s'en rendre compte il suffit de comparer les contraintes imposées à la production du tabac et celles des autres cultures de rente comme le coton et le thé dans le sud ou bien le thé dans le Nord. (Voir Chloé HENY BIABAUD (2013), *Les enfants du*

« dépolitiser » la question de la *qualité* au profit d'une acception purement technique du terme qui constitue le moteur du projet hégémonique : tous les efforts sont portés sur la *professionnalisation* des producteurs de tabac, tout en maintenant une production paysanne « indépendante », moins coûteuse en termes de main d'œuvre. « Farmers need to be trained as business oriented farmers. Right now they are not business oriented or motivated » m'explique Ewen Mononga (26 ans) jeune *extension-officer* pour Alliance One résumant parfaitement les tenants et aboutissants du « casse-tête hégémonique ».

Un regard sur la section « tobacco » du *Guide to Agricultural Production and Natural Resources Management* (citation en introduction de section) permet de prendre la mesure de la multitude d'exigences qui se posent aux paysans engagés dans la tabaculture²¹. Le document présente ainsi, par type de tabac (burley, flue-cured, fire-cured et sun-cured) les procédures de production mais également les méthodes de séchage et notation, dans un langage extrêmement technique et précis. Sont décrits, avec moult détails, l'aspect des feuilles respectif aux 49 notes différentes (pour chaque type de tabac). Les titres universitaires des auteurs, tous docteurs en agronomie et techniques agricoles donne un crédit scientifique à la publication et s'inscrit dans cette entreprise de dépolitisation de la question de la qualité décrite précédemment.

Le tableau 2.1, construit à partir des informations glanées lors de mes entretiens, présente dans la partie de gauche les différentes étapes de la production du tabac répondant à une temporalité précise. Chaque étape à un nom bien précis connu de l'ensemble des tabaculteurs rencontrés : nursery (mi Août-mi Septembre), application des premiers engrais entre trois semaines et une semaine avant la plantation, application d'un second engrais un mois après la plantation, *topping*, *sackers removal* (pratique qui consiste à couper le haut des plants et retirer les boutures qui repartent pour éviter que les fleurs et les petites feuilles du haut ne consomment tous les engrais), *baling*, *grading*. En parallèle de ces étapes de production il faut construire les séchoirs à *burley* avant les premières pluies pour que le sol en dessous soit sec. En théorie, il est impossible de passer à l'étape suivante tant que celle en cours n'est pas achevée²². La densité du tableau laisse imaginer

tabac, Documentaire vidéo, 29', 2 mai 2013). La particularité du tabac est d'être non seulement un « pariah crop » mais également la principale ressource en devises étrangères du pays. C'est ce qui rend son contrôle nécessaire pour les instances dirigeantes.

21. « It's our Bible ! » s'est exclamé Billy Magwaza en me prêtant la copie du bureau NASFAM de Lumbadzi

22. Ce rapport problématique au temps est particulièrement visible si l'on s'intéresse aux décorations des foyers paysans que j'ai eu l'occasion de visiter. Si les murs des maisons de mes hôtes (tous courtiers-producteurs) affichaient généralement des photos en couleurs et quelques bibelots, ceux des paysans les pauvres n'étaient pas vides pour autant : s'il ne devait y avoir qu'une unique décoration c'était systématiquement un calendrier, parfois gribouillés de références aux travaux agricoles. La superposition de ces calendriers affichant chacun une année différente était alors sûrement un moyen de savoir le temps passé dans l'agriculture du tabac.

la quantité de travail qui est requise des producteurs.

L'encadrement déploie une véritable armée, où chaque institution est similaire à un corps spécialisé pour mener une guerre contre les « mauvaises pratiques de production ». Aret, organisme semi-public de recherche et développement en agronomie, disposant d'un collège où sont formés la plupart des employés de l'encadrement (public comme privé) en constitue le « génie ». Avec ses multiples publications, sa recherche en agronomie « ciblée » sur les nouvelles semences, et engrais capables de mieux lutter contre les mauvaises herbes, les maladies et les ravageurs afin d'augmenter les rendements elle est à l'origine du vocabulaire qui irrigue ensuite le discours hégémonique diffusé jusqu'au sites de production par les « extension-officer ». Le revirement politique de Joyce BANDA, outre le rapatriement des directeurs généraux des principaux acheteurs dès sa prise de fonction, s'est traduit par le lancement officiel de l'Integrated Production System (IPS plus connu sous le nom de *contract-farming*) par lequel le gouvernement annonce son soutien à la contractualisation des producteurs de tabac par les compagnies afin de donner à l'encadrement un meilleur point de vue et un plus grand contrôle sur les techniques de production²³. Dans une telle politique, la figure de l'« extension-officer », fantassin patrouillant quotidiennement les campagnes et allant à moto de ferme en ferme pour s'assurer du respect des techniques de production prônées, est absolument centrale. Elle incarne à elle seule la transmission descendante des exigences formulées par les instances dirigeantes et constitue, en somme, le premier point de contact entre les tabaculteurs et le contexte international de la filière. Alliance One, Limbe Leaf, Aret, le Ministère de l'Agriculture et du Développement, même NASFAM, chaque institution de contrôle dispose de son unité de patrouilleurs.

En clair, si la production du tabac a littéralement explosé au cours des 20 dernières années au Malawi, c'est n'est pas l'intérêt des dirigeants d'avoir une production massive, ce qu'il faut c'est avoir du tabac de bonne qualité.

23. Les objectifs affichés pour l'horizon 2014 sont de 80% de la production sous contrat. Pour une analyse de l'impact d'un tel système de production sur le quotidien des fermiers au Malawi et dans les autres pays soumis à ce type de politique, voir Martin PROWSE et Marie-Cécile THIRION (2012), *Contract Farming in Developing Countries - A Review*, A Savoir, Agence Française du Développement, fév. 2012, 97 p.

b) Attentes paysannes et conflits d'intérêts

Au niveau de la production, les paysans ne sont pas directement hostiles aux intérêts des dirigeants. Toutefois, aucun, n'est uniquement tabaculteur et à l'inverse du travail d'un ouvrier agricole, sa production prend directement place dans son environnement quotidien domestique soumis à un certain nombre de contraintes de reproduction et de subsistance. La culture du tabac étant présentée, dès l'époque coloniale, comme l'unique véritable source de revenu agricole au Malawi, la période de libéralisation fut le théâtre d'une véritable ruée vers l'« or vert » par une masse de paysans étant parvenu à économiser un pécule suffisant pour se procurer les facteurs de production nécessaires.

Cette ruée vers le tabac, constatée à l'unanimité par les différents observateurs entre 1994 et aujourd'hui, invite d'abord à relativiser l'idée d'une incomplète monétarisation des campagnes africaines. S'il est vrai que les échanges internes aux communautés paysannes n'impliquent pas nécessairement une circulation monétaire (bien que ce soit généralement le cas), les travaux de « ganyu » par exemple peuvent être rémunérés en maïs, cela ne doit pas nous faire sous estimer la place centrale de la monnaie dans le quotidien des paysan. Les campagnes ne sont pas autosuffisantes et sont directement dépendante des commerces urbains pour l'approvisionnement en savon, condiments, huile de cuisine etc. et les allées-retours vers la ville sont très réguliers. Autant de moments où l'argent est indispensable. C'est, de plus, sans compter les pressions financières exercées par la reproduction des conditions de production agricole : achats des graines de tabac²⁴, achat des sacs d'engrais²⁵, réparation des séchoirs, collecte du bois pour fabriquer les séchoirs²⁶.

Cette dépendance au numéraire, confrontée au manque de volonté du gouvernement de chercher des alternatives crédibles au tabac malgré les pressions de l'OMS²⁷, pousse la majorité des fermiers de la région de Kasungu vers la production de la plante, même si celle-ci représente un risque d'échec considérable pour un fermier inexpérimenté²⁸. Cela fait plus de dix ans que Jumbe Tembo fait « tout son possible » pour

24. Les plans fournis sur le marché étant stériles les fermiers sont chaque année dépendants des cours sur le marché du grain.

25. Les engrais recommandés sont, parce qu'ils sont revendus comme les meilleurs, bien plus coûteux que les produits que l'on trouve dans les boutiques officieuses.

26. La rareté de cette denrée suite aux nombreuses déforestations qui ont eu lieu dans les années 1960-80 en fait aujourd'hui un bien extrêmement cher.

27. C'est ce que dénonce Martin PROWSE dans « A Comparative Value Chain Analysis of Smallholder Burley Tobacco Production in Malawi—2003/4 and 2009/10 ».

28. Un tabac non parfaitement conforme aux normes imposées par les acheteurs sera refusé en salles des ventes.

produire du tabac car c'est « la seule source de monnaie capable de le sortir de la misère ». Ce fermier est très loin d'être un cas isolé et appartient à une partie de la paysannerie qui loin d'exprimer un rejet de ce type de production capitaliste mais cherche à tout prix à y être intégré. « Capturez nous ! » : tel est l'appel qui transparaissait lorsque je discutais avec ce type de paysan officiellement exclus de la filière (non membres de clubs ils ne peuvent s'inscrire à la TCC).

Cette ruée vers le tabac s'explique de plusieurs manières. Elle tient notamment au discours de certains fermiers qui ont réussi dans le commerce du tabac et qui ont considérablement amélioré leur niveau de vie :

(Did tobacco change your living conditions ?) *Dramatically! I have a better house, I bought a car, a TV, everything changed.* (Verson Govati, interrogé le 13 Mars devant le bureau de la TCC) *Since growing tobacco I can say I became a small bwana (titre honorifique, synonyme de patron local respecté pour ce qu'il a), people respect me because of the things I have.* (Emanuel Lisongwe, rencontré le 17 Mars devant le bureau de la TCC, hors de l'enregistrement qui avait été coupé en raison d'un manque de batterie).

Ce petit échantillon fait écho à la quasi totalité de mes discussions avec les tabaculteurs qui m'expliquaient avoir vu leur vie changer depuis qu'ils ont débuté (et réussi) dans le tabac. Ces fermiers, pour qui le tabac représente entre 70% et 90% des revenus annuels²⁹, continuent à vivre dans les mêmes communautés paysannes et donnent l'impression aux plus pauvres d'entre eux qu'il n'y a pas d'autre alternative que le tabac pour s'enrichir à travers l'agriculture.

C'est donc avant tout un apport financier nécessaire à la reproduction de la communauté domestique que représente le tabac pour les fermiers. Partant, il n'est pas directement considéré comme une « culture commerciale » mais davantage comme une « culture de subsistance », pas si différente des autres plantes cultivées.

Par ailleurs, aucun des tabaculteurs rencontré n'est uniquement tabaculteur. Tous sont engagés dans un grand nombre d'autres cultures tout aussi importantes, sinon plus que le tabac, pour la subsistance du foyer³⁰. En raison de la dualité climatique (saison sèche et froide, saison chaude et humide), l'ensemble de ces cultures (maïs, cacahuètes, manioc, soja, pois et tabac y compris) sont produites sur la même période de

29. Estimation faite à partir de mes entretiens où je demandais systématiquement non plus leur revenu net après avoir constaté l'impertinence des chiffres mais plutôt la part des revenus du tabac dans leur pécule annuel.

30. En dehors d'une ou deux exceptions près sur les 44 tabaculteurs rencontrés, tous affirmaient ainsi que si le tabac apportait de l'argent, c'était le maïs, en tant que *staple food* leur culture la plus importante. « Without maize, no tobacco ! » résumait ainsi Ezekiel à l'issue d'un de nos entretiens avec un fermier de son village.

Septembre à Mai. Sans être particulièrement exigeantes en terme de travail, ces cultures limitent le temps que chacun peut allouer à la production du tabac. Ainsi, si les impératifs de rendement et de qualité ne sont pas directement antagonistes avec les contraintes qui se posent quotidiennement aux producteurs paysans, cette présentation des différentes conceptions de la plante, d'un côté comme culture industrielle et de l'autre culture de subsistance donne lieu à des conflits d'intérêt visibles dans un certain nombre de domaines.

Parmi les bonnes techniques de productions il en est certaines clairement problématiques pour l'ensemble des fermiers rencontrés, car chronophages et très peu rémunératrices³¹. En fonction du nombre de travailleurs, des ressources disponibles, des intrants disponibles, chacun expose des contraintes et des difficultés différentes, mais tous rejettent à l'unanimité les exigences des élites dirigeantes s'ils n'y voient pas de retombé économique suffisante au regard du travail demandé. Au moment de la « nursery » par exemple, l'encadrement demande à ce que les graines soient semées hors sol, dans des tubes puis dans des pots avant d'être transplantées dans les champs : « Too much time, too much work, too much materials for no enough benefits » résume Daveson Simyoni qui n'a jamais déballé les tubes offerts par la compagnie avec laquelle il est contractualisé depuis deux ans.

En dehors des débats autour des méthodes de production, deux exemples de conflit résument parfaitement les incompatibilités dans les perceptions de la tabaculture.

Tout d'abord, depuis quelques années, l'adoption par les tabaculteurs des graines officiellement agréées a mobilisé une grande partie des efforts de l'encadrement, autant au niveau communicationnel qu'au niveau pratique (voir citation en tête de section). Cela se réfère directement aux exigences de standardisation posées par le marché international et aux prétendues évolutions dans les goûts des consommateurs, qui imposent des changements de graine. Cette exigence se heurte à une résistance farouche des tabaculteurs, et ce pour deux raisons principales. La première évoquée par les tabaculteurs eux même est celle du bénéfice tiré. Pour faire accepter ces graines à l'origine plus chères que la moyenne, les compagnies ont non seulement insisté sur la qualité du tabac obtenu à la fin et sur la hauteur des prix dont les producteurs allaient bénéficier mais ont généralement été contraints de distribuer ces graines gratuitement aux paysans récalcitrants. N'ayant constaté aucune hausse des prix consécutive à l'adoption de ces graines, et jurant que le tabac produit est

31. Le tableau 2.1 présente en couleur les tâches qui impliquent généralement des conflits. En rouge et bleu, les conflits en terme de temporalité : en bleu le moment où l'activité est sensée être réalisée et en rouge le moment où les tabaculteurs la réalisent effectivement. Enfin, en orange sont indiqués les étapes qui doivent être réalisées d'une façon précise mais qui sont faites plus simplement par les producteurs

plus léger et davantage sujet aux maladies et aléas climatiques, de nombreux fermiers ont réutilisé leurs anciennes graines qu'ils avaient minutieusement stockées chez eux. La seconde raison est toujours d'ordre financier. Elle concerne l'impossibilité de réutiliser les graines agréées qui sont rendues stériles avant d'être commercialisées. Si l'encadrement justifie une telle pratique par une prétendue baisse de la qualité lorsque les graines sont réutilisées, les producteurs, de leur côté, sont particulièrement réticent à planter des graines stériles. Certains vont même jusqu'à affirmer que les graines traditionnellement utilisées sont « meilleures car elles ne sont pas stériles »³².

En marge de ce conflit sur les variétés de tabac cultivées, producteurs et encadrement s'affrontent bien souvent sur la question des Non Tobacco Related Materials, un des principaux problèmes évoqués par les compagnies acheteuses qui expliquent que les sacs contenant des produits non agricoles (généralement des plastiques) sont ensuite rejetés par les compagnies manufacturières comme Phillip Morris et leur restent sur les bras³³. En creux il faut y voir un souci des acheteurs de ne pas acheter plus cher des sacs alourdis par des produits non agricoles. De l'autre côté, s'il expriment tous l'idée que les NTRM doivent être évités, les fermiers font état des difficultés à éviter la présence de tels produits : « They let us do the bales, here, outside, in our farms. With everything around it's difficult to avoid all the NTRM. It would ask too much work ! » commentait Ezekiel au cours d'un de nos entretiens. Tous expriment alors leur mécontentement lorsque les sacs contenant soit des plastiques sont rejetés, et envoyés chez le « grader » qui facture le fermier pour ouvrir le sac, le rendre conforme aux exigences de l'acheteur et le renvoyer en salle des ventes.

Ainsi dans une situation où l'ensemble de la paysannerie cherche à tout prix à rentrer dans la production et n'est pas directement concerné par les soucis de qualité mais davantage par un besoin financier, tous les efforts des instances dirigeantes sont tournés vers une limitation du nombre de fermiers tabaculteurs³⁴ et la conversion de ces fermiers en « business oriented farmers ». En somme, le « casse-tête hégémonique » ne se pose pas à l'encadrement sous la forme d'une mise au travail de la paysannerie ni de son maintien dans la filière — problématiques les plus souvent mises en avant dans les études sur les secteurs productifs agricoles

32. Entretien du 04 Mars avec Boniface Msaya (propos traduits).

33. C'est ce que m'expliquait Joseph Msaya, employé chez NASFAM, lorsque nous discutons de la question des NTRM. Voir aussi : *The Nation* 25 juin 2010 « Tobacco debris (NTRMs) costing industry billions »

34. L'introduction en 2012 de quotas de productions alloués à chaque club de même que les nouvelles conditions imposées pour l'enregistrement d'un club à la TCC vont dans ce sens. Si un club dépasse son quota il doit verser une somme additionnelle à la TCC afin d'être autorisé à commercialiser son surplus.

africains³⁵ — mais davantage sous la forme de problématiques idéologiques et subjectives.

Ces dispositifs de contrôle seraient en revanche trop coûteux et difficiles à mettre en place s'ils devaient concerner chacun des producteurs disséminés dans les vastes territoires ruraux que j'ai eu l'occasion de parcourir. C'est pourquoi, la forme principale que prend le contrôle est celui de l'assujettissement d'une frange de la population paysanne qui possède déjà une aura auprès des autres producteurs et sa conversion en agents hégémoniques convaincus de l'intérêt des bonnes pratiques de production. Ce sont ces agents qui, vivant au quotidien dans les communautés paysannes et montrant l'exemple, vont alors engendrer autour d'eux des bons producteurs.

B) La décharge : du « bon-producteur » au « courtier-producteur »

a) Les leaders paysans : des « courtiers en puissance »

Le fonctionnement du dispositif de contrôle de la production étant de se reposer sur les figures d'autorité déjà légitimes dans l'espace productif afin de rendre acceptable son action aux yeux de tous, il est important de préciser que l'ensemble des courtiers-producteurs opérants dans le milieu rural malawien assument tous, à l'origine, une fonction de leader paysan. C'est à dire qu'ils occupent une position dirigeante au sein des associations d'agriculteurs, généralement enregistrées à NASFAM en raison de l'aura importante que possède la structure³⁶.

Avant que ne se pose massivement le problème de la qualité du tabac aux instances dirigeantes, les campagnes de Kasungu n'étaient pas des territoires anarchiques, où le tabac était cultivé n'importe où et n'importe comment par une paysannerie ignorante et incapable de faire un travail correct, malgré ce que peut sous entendre bon nombre de mes interlocuteurs chez le personnel encadrant³⁷. Comme indiqué au début du chapitre 1, la figure sociale du cultivateur est, de longue date, une figure importante et respectée dans les campagnes malawiennes et l'agriculture a depuis longtemps fortement contribué à l'élaboration des normes sociales et politiques au sein des communautés paysannes. De plus, si l'on prend en compte l'impact idéologique sur les modes de subjectivation paysanne d'un « ruralisme d'État » faisant de l'agriculture une

35. Dans le cas du Malawi, MANDALA, *Work and control in a peasant economy : a history of the lower Tchiri Valley in Malawi, 1859-1960*.

36. À titre d'exemple le district de Kasungu compte 5 associations : Chamama, Chipala, Churu, Lisasadzi et Mtunthama

37. Ce genre de discours surgissait généralement lorsque je me retrouvais dans un cadre bien moins formel que celui de l'entretien, autour d'un verre avec des *extensions-officers* et quelques directeurs de services employés par les compagnies.

véritable culture politique, on imagine bien que les instances encadrantes pouvaient très vite trouver des interlocuteurs réceptifs parmi les producteurs. Un certain nombre d'entre-eux, aux trajectoires sociales très hétéroclites, généralement plus instruits que la moyenne, disposant d'un capital social et économique légèrement plus important que le reste des paysans et investis dans une production agricole diversifiée, profitaient en effet d'un prestige social important dans leurs régions respectives, principalement relatif à leur identification comme « agriculteurs compétents ».

Après la libéralisation de la production du tabac et suite à l'initiative du projet ACDI/VOCA, ayant débouché quelques années plus tard sur la création de NASFAM, un grand nombre de clubs de producteurs vont se fédérer pour créer des GAC (environ 10-15 clubs) et des associations (qui rassemblent en moyenne une dizaine de GAC)³⁸. À chacun de ces niveaux associatifs, les fermiers élisent des leaders susceptibles de les représenter. Ils choisissent des producteurs en qui ils ont confiance, capables « montrer l'exemple » et de « prendre rapidement des décisions en leur avantage »³⁹. Ce sont ces bons producteurs devenus leaders paysans, majoritairement au sein de NASFAM, qui vont se « professionnaliser » pour devenir des « courtiers-producteurs ».

Revenir sur les trajectoires sociales ascendantes de ces leaders paysans au sein de leurs communautés respectives permet d'éviter une lecture trop fonctionnaliste de l'hégémonie dans la filière. En tant que leaders paysans avant tout, les courtiers-producteurs se distinguent des *extension-officers* dans le sens où ils ne sont pas employés par l'encadrement mais contribuent à la construction hégémonique tout en servant leurs propres intérêts⁴⁰. Ils ne sont en cela, pas directement « formés » par l'encadrement mais c'est leur légitimité

38. La Churu Association, qui couvre les régions de Mphomwa et de Churu où j'ai réalisé ma dernière période de terrain, compte environ 2000 membres rassemblés dans 200 clubs et 14 GAC.

39. Entretien avec Joseph Msaya, *extension-officer* chez NASFAM pour l'association de Chipala. Enregistrement réalisé le 17 Mars.

40. Cela ne revient pas à nier toute marge de manœuvre aux *extension-officers* dans l'exercice de leur travail. Un autre travail, prenant directement pour objet cette catégorie d'acteur montrerait sans aucun doute que leur façon de se comporter avec les paysans dépasse très largement le cadre officiel de leur fonction. De nombreux travaux sur les employés locaux des institutions gouvernementales dans des domaines autres que la production agricole ont révélé ce genre de tendance dans toute l'Afrique subsaharienne. Voir notamment les travaux sur la petite corruption des fonctionnaires locaux en Afrique de l'Ouest Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN et Giorgio BLUNDO (2006), *Everyday Corruption and the State*, London : Zed Books, 2006, 344 p. ; Giorgio BLUNDO et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN (2001), « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest », in, *Politique africaine* 83 (3), p. 8–8. Dans le cas précis du Malawi, Gerard ANDERS a montré les différentes marges de manœuvre dont jouissent les fonctionnaires locaux dans l'exercice de leur fonctions Gerard ANDERS (2004), « Like Chameleons : Civil Servants and Corruption in Malawi », in Giorgio BLUNDO, (éd.), *Governance of daily life in Africa : public and collective services and their users*, Verlag Münster, 2004, p. 119–141 et Harri ENGLUND celles des employés des programmes d'éducation électorale Harri ENGLUND (2006), *Prisoners of freedom : human rights and the African poor*, Berkeley : University of California Press, 2006, 260 p.

au sein des communautés paysannes qui est détournée en outil de contrôle. En somme, comprendre l'origine de leur autorité locale c'est rendre compte de « ce qui dans les liens sociaux ordinaires produit l'obéissance et le conformisme, *ce qui dans l'horizontal produit le vertical* »⁴¹.

Il est difficile de trouver une homogénéité dans les trajectoires sociales précoces des acteurs sociaux que j'ai identifiés comme courtiers producteurs. De la même manière que Giorgio BLUNDO évoque la multiplicité des ressources et des trajectoires sociales des courtiers en développement dans les campagnes sénégalaises⁴², les courtiers-producteurs présentent des antécédents sociaux divers et les données collectées lors de mes entretiens révèlent que les trajectoires sociales fonctionnent finalement comme « hybridation » de capitaux sociaux très variés. Il est toutefois possible de différencier, comme le fait BLUNDO, des « trajectoires idéales typiques » reposant davantage sur certains capitaux que sur d'autres. L'identification des critères qui en font des producteurs reconnus et respectés est rendue difficile par leur très grande insistance, lors de nos entretiens, sur l'importance de leur labour personnel et de leurs bonnes pratiques agricoles pour justifier leur position. Si cela n'est pas entièrement faux, puisque la position de courtier-producteur repose justement sur la reconnaissance des bonnes pratiques de production comme critère identitaire, aucun de ces acteurs n'est devenu courtier « à partir de rien », sans capitaliser des ressources sociales prestigieuses au sein des communautés paysannes.

Le premier type de « bon producteur » respecté fonde son prestige social sur un ancrage local de long terme et sur celui de sa famille. Sa trajectoire sociale ascendante capitalise ainsi davantage ce que l'on pourrait appeler des ressources domestiques et affectives. La trajectoire biographique de Ezekiel Charawa est parfaitement représentative de cet idéal-type. Issu d'une famille disposant d'une double notabilité « traditionnelle » et politique (son père était un Village-headman et mandaté par le gouvernement de Banda pour découper l'ensemble des terres coutumières de Kasungu Ouest), Ezekiel m'avouait un jour avoir toujours bénéficié d'un statut social important dans toute la région. Ayant grandi dans le même village où il a commencé sa production et déménagé à seulement quelques kilomètres sur une parcelle plus grande

41. Voir Johanna SIMÉANT (2011), « Si cette putain de guerre pouvait finir... ». Des hommes, leurs mutineries, une théorie des pratiques protestataires », in, *Genèses* 82, p. 150–157, p.155. Johanna SIMÉANT défend notamment dans ce texte le fait de se concentrer sur les stratégies invisibles, détournées et ordinaires du contrôle social, sur ce qui par son aspect normal et routinier permet au contrôle social de se rendre acceptable. Recourir comme le fait l'encadrement de la filière du tac aux ressources de légitimité locales des leaders paysans s'inscrit dans ce type quotidien et « déguisé » de contrôle social.

42. BLUNDO, op. cit. ; Giorgio BLUNDO (1995), « Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais », in, *Cahiers d'études africaines* 35 (137), p. 73–99.

pour étendre sa production de tabac, ayant accompli l'ensemble de sa scolarité aux alentours, Ezekiel jouit d'une réputation immense, tant dans sa région que dans la ville de Kasungu. Notre journée en ville où je l'ai accompagné faire le plein de provisions et rendre visite à l'Association Management Center de Kasungu (AMC)⁴³ fut un moment privilégié pour mesurer l'importance du personnage dans toute la région. Se rendre en ville à moto de chez lui compte en moyenne 30 à 40 minutes. Ce n'est pourtant pas moins d'une heure et demi qu'il nous a fallu pour parcourir ces vingt kilomètres de piste, Ezekiel s'arrêtant pour régulièrement saluer tel ami, tel chef de village, tel membre de l'association. Une fois arrivés en ville, il était également important de s'arrêter dans des commerces bien ciblés pour rendre visite à des amis. Au bout de quelques jours passés chez lui à prendre conscience de son aura dans la région je lui demandais s'il y avait quelqu'un qu'il ne connaissait pas dans la région :

(rires) People know me very well here. To be honest a lot of people know who I am but I don't know them. I grew up here and I'm a good farmer so people have heard about me. When I started to make money I've helped a lot of farmers to start growing tobacco and I had a motorcycle so I was moving everywhere around. (Parfois lorsque nous croisons quelqu'un qui le saluait :) You see! As I told you, that one seems to know me very well. I don't know who he is!

Un autre type de ressource importante pour devenir un leader paysan est ce que l'on pourrait qualifier de « notabilité technique ». Elle est le propre de fermiers reconnus avant tout pour leurs longue expérience dans la production du tabac, généralement en tant que contre-mâtres dans les grandes exploitation d'État sous Banda, ou bien engagés précocement dans les programmes publics de vulgarisation agricole. Si le rôle des relations familiales est encore central ici car elles conditionnaient bien souvent la possibilité pour un jeune paysan de travailler dans des grandes exploitations, elle ne participent pas directement à la construction du prestige de l'individu concerné. Boniface Msaya (47 ans) est un exemple typique de cette « notabilité technique ». Il vit aujourd'hui à Kasungu Ouest où il est reconnu comme un des hommes les plus importants de la région⁴⁴. Il n'a pourtant pas toujours vécu ici. Après des études managériales, il est venu travailler en tant que contre-maître dans l'*estate* de son oncle. Alors Police Commissioner pour l'ensemble de la région centrale sous le règne de Banda, ce dernier s'était fait offrir une immense parcelle de terre dans la région de Kasungu Ouest pour y installer une exploitation agricole. Boniface Msaya a énormément gagné en prestige à

43. Les AMC sont les bureaux locaux de NASFAM, construits par les membres eux même. La taille et la beauté du bâtiment est gage de fierté et de réussite pour les membres de l'association.

44. Son nom était évoqué dans un grand nombre de mes entretiens réalisés lors de mon séjour chez Ezekiel orsque venait la question des « big men ».

cette époque, il était reconnu comme un manager particulièrement compétent et a aidé un grand nombre de fermiers employés dans l'exploitation à se former aux techniques agricoles. Lorsqu'il a décidé de s'installer à son propre compte non loin de son ancien , Boniface Msaya m'explique qu'il jouissait alors d'un grand prestige issu de son passé de manager. Il s'est alors rapidement imposé comme leader naturel dans région, profitant notamment de ses compétences managériales pour centraliser autour de lui la plupart des projets de développement. « Even the chief relies on me when there is a technical problem in the community » m'explique-t-il alors. Il a, depuis, pris pour habitude d'organiser régulièrement des meetings paysans pour parler des problèmes importants et chercher, collectivement, des solutions ⁴⁵.

Le dernier type de notabilité mise en valeur par mes entretiens avec plusieurs « courtiers-producteurs » pourrait se résumer sous le terme de « notabilité politique » bien qu'elle ne se réfère pas à une trajectoire politique dans un parti politique ⁴⁶. Certains « courtiers-producteurs » ne fondent donc leur reconnaissance sociale ni sur le fait d'être particulièrement connu dans la région, ni sur d'éventuelles compétences techniques reconnues dans la production du tabac, mais sur un engagement important dans la politique locale au sein de diverses associations caritatives, religieuses etc. L'exemple typique de ce genre de courtier-producteur n'est d'ailleurs pas un producteur mais une productrice. Le fait est assez rare pour être relevé puisque Justina Banda est la seule femme non veuve avec qui il m'a été donné de discuter de la même façon qu'avec les hommes ⁴⁷. Elle ne s'est réellement lancée dans la production du tabac avec un club inscrit à NASFAM que cette année ⁴⁸ et a été directement élue chairperson du GAC de Chatoloma et trésorière de l'Association de Churu. Avant cela, Justina Banda était investie dans un grand nombre d'associations locales. Elle est une des personnalités centrales de sa congrégation religieuse et a hébergé à ce titre un groupe d'humanitaires hollandais comme le montrent les nombreuses photos accrochées aux murs de sa maison. Elle est également responsable de la community bank de son village ⁴⁹ et trésorière du CBO de sa région. Implantée de la

45. Entretien réalisé le 04 Mars 2014, devant chez lui sous une grande tonnelle

46. On pourrait également parler de notabilité associative mais cela rentrerait en conflit avec la notabilité associative précise dont tous ces acteurs jouissent en tant que leaders paysans.

47. C'est à dire assise à une table, portable à la main et non un genou à terre ou assise par terre comme c'est le cas des autres femmes rencontrées lorsqu'elles s'adressent à un homme dans un cadre privé.

48. En 2003, elle et son mari avaient vendu une petite production de *burley* à des *vendors* zambiens. Suffisamment pour construire la maison dans laquelle elle m'a accueilli. La seule autre année où elle a produit du tabac, en 1995, elle a réalisé une perte.

49. Les community banks (ou *Banke Konde*) sont des groupements de villageois instaurés au Malawi à travers l'initiative de l'ONG Care-Malawi, dont l'objectif est de servir de banque collective. Chacun verse un montant décidé collectivement et se doit d'emprunter régulièrement (le rythme est également fixé collectivement) une certaine somme d'argent qu'il devra alors restitué au triple dans un délai d'un an.

sorte dans un grand nombre de réseaux associatifs, Justina Banda est réputée pour ses « compétences de leadership » et « son dévouement »⁵⁰. Sitôt arrivée chez NASFAM elle a alors été élue à des positions importantes.

Elle est un cas d'autant plus intéressant qu'elle est la femme d'un village-headman. Pourtant c'est elle qui m'a accueilli chez elle et, pendant les trois jours où j'ai vécu dans leur foyer je n'ai pas une seule fois interagi avec son mari. Cela ne sous entend aucunement qu'elle jouisse d'un prestige plus important que son mari, ni qu'en tant que leader paysan elle ait supplanté celui-ci à la tête du foyer et de la production. C'est toutefois révélateur du type de position sociale associé au fait d'être leader paysan : elle s'appuie sur un registre spécifique, différent de ceux sur lesquels reposent les autres positions prestigieuses au village (notamment celle de village-headman), qui place les individus concernés (même une femme) dans une position d'interlocuteurs privilégiés dès qu'il s'agit d'organisation paysanne.

En dehors de ces différentes trajectoires mobilisant différents types de capitaux propices à faire d'un simple producteur un leader paysan, il est également des traits caractéristiques partagés par l'ensemble des leaders.

(What made other farmers choose you ?) Because of hard working that I have. Hard working on my farm. (Because you are a good farmer ?) Yes. To have good skills as a farmer is very important to be respected in the village. (...) I've been chosen because of my performances. (What type of performances ?) Hard-working, good farming skills. (Robert Bandala ancien chairperson de association nous a rejoint :) His behaviour, his commitment and leadership skills also have made him to be chosen as a chairperson. (...) (What do you mean by good behaviour ?) He listen to what people are saying, he never become angry, he can make good and fair decisions. He is always fat thinking. (Entretien avec Edward Nathwala, 21 Mars à Mphomwa Trading Center)

I joined tobacco in 2000, the same year I was elected as a club leader, and secretary of the Churu Association. After that in 2001 I became the chairperson. In 2004, I was elected as the chairperson of NASFAM executive board. (That's very fast ! Why did people choose you so quickly as an association representative the very same year you joined ?) Because of the confidence of the people ! I have a good behaviour and I also went to school so I was able to write and read. It's a set of conditions, a knowledge of farming. (Entretien avec Robert Bandala, 21 Mars à Mphomwa Trading Center)

Gagner la « Confiance » des autres paysans, avoir un « bon comportement », être reconnu comme quelqu'un qui peut « aider les autres », être instruit et, peut être avant tout, être « un bon fermier » ; toutes ces caractéristiques qui unissent les leaders paysans sont autant d'éléments que l'on peut rassembler

50. C'est de cette façon qu'elle m'a été présentée par Philip Mugara mon guide à Kasungu Nord, extension-officer de la Churu association : « She a very important lady, a very good leader. Everybody around know they can trust her. »

derrière l'idée de « capacité dirigeante ». Qu'ils reposent principalement sur une notabilité « affective », « technique » ou « politique » tous ces leaders paysans sont reconnus pour leur capacité dirigeante qu'il mettent quotidiennement à l'épreuve. Mon séjour chez Ezekiel était ainsi ponctué par les fréquentes visites des fermiers de la région venus lui demander de les aider à approcher telle ou telle personne, de leur prêter tel ou tel outillage. J'étais notamment avec lui lorsque le l'*extension-officer* de la compagnie est venu faire signer aux membres de son club les quatre pages de leur contrat de prêt avec la banque. Seuls Ezekiel et son frère Joseph savaient l'anglais, nous sommes restés jusque tard pour qu'il ait le temps d'expliquer aux autres la procédure décrite dans le contrat et qu'il les aide à le remplir. De la même façon mes premiers entretiens avec Edward Nthala, actuel chairperson de la Churu Association, et Robert Bandala, étaient régulièrement interrompus par les interventions de membres de leurs associations venus demander de l'aide pour remplir leurs formulaires de transport, de vente ou d'inscription à la TCC.

Une fois élus à des positions stratégiques dans leurs régions respectives, les leaders paysans jouissent alors tous d'une « notabilité associative » associée à leur activité au sein de NASFAM qui tend à « institutionnaliser » leur capacité dirigeante. Leur renommée grandit au fur et à mesure de leurs interventions dans différentes réunions et dépasse alors largement leur communauté de vie. Georges Chakare, fermier originaire du district de Dowa élu au bureau exécutif national de la l'association, était ainsi connu de la plupart des fermiers membres de NASFAM rencontrés à Kasungu Nord et Kasungu Ouest. Cette « notabilité associative » élève les leaders paysans à une position d'élite locale avec ses propres modes de dénomination et d'identification. S'il existe le terme chichewa de *mfumu* pour désigner le chef d'un groupe de manière générale, une typologie officielle pour désigner les autorités traditionnelles, les leaders paysans se reconnaissent et sont reconnus par leurs pairs sous les noms de *treasurer*, *chairperson*, *secretary*, *depot manager*⁵¹. Toutes ces terminologies, issues directement du milieu associatif international, sont autant de titres honorifiques portés par les leaders paysans qui contribuent à faire du groupe une élite locale à part entière.

Cette propriété propre aux leaders paysans permet de comprendre les différences qui existent entre les courtiers-producteurs d'aujourd'hui et les vulgarisateurs agricoles et autres gérants d'ADMARC du temps de Banda. Si, comme je l'ai expliqué plus haut, il est possible de retrouver des anciens contremaîtres des grandes exploitations d'État à cette position, de même que des « farmers to farmers » à l'origine embauchés

51. Seulement au niveau du GAC, il est responsable de la surveillance des sacs de tabac des membres lors de leur transport aux salles des ventes.

par le Ministère de l'Agriculture pour servir d'exemple et animer les journées de formation dans les premiers programmes de vulgarisation agricole⁵², c'est notabilité associative qui consacre leur réputation locale et légitimise leur autorité sur les autres producteurs. C'est elle qui leur confère une position centrale et stratégique à la croisée de réseaux sociaux et d'univers normatifs différents.

À la lumière de cette caractéristique centrale, on comprend alors que les leaders paysans occupent déjà une position de courtier dans le secteur agricole, répondant à une demande de communication et de représentation exprimée par des populations productrices rassemblées en associations⁵³. Reste désormais à voir comment par un jeu de professionnalisation et par le déploiement de dispositifs de cooptation, ces courtiers associatifs vont être capturés par les instances dirigeantes et utilisés comme relais hégémoniques et agents de contrôle.

b) NASFAM : ONG paysanne et relais hégémonique

De l'autre côté de la structure associative de NASFAM, on trouve tout un personnel d'encadrement, non seulement présent aux AMC sous la forme des *extensions-officers* mais également au siège social de Lilongwe où travaille l'ensemble des cadres exécutifs qui jouent un rôle primordial dans la formation des courtiers-producteurs et dans l'élaboration des dispositifs de contrôle de la production.

Cet encadrement qui donne à l'association paysanne davantage l'allure d'une ONG professionnelle fortement implantée dans les réseaux de l'aide au développement et de la coopération internationale⁵⁴. Si l'association dispose d'un bureau exécutif responsable de sa ligne politique, l'ensemble des programmes est formulé par ce corps de techniciens qui n'est pas issu du milieu rural (à part pour la majorité des *extension-officers*) mais appartient au même milieu social urbain aisé que la majorité des employés des institutions dirigeantes de la filière. Les rapprochements ne s'arrêtent pas seulement à cette urbanité partagée. Cadres chez NASFAM et employés aux sièges de la TCC, des compagnies, d'Auction Holdings ou d'Aret

52. Luke Nhlane (41 ans), aujourd'hui « farmer to farmer » pour le Mphomwa GAC (NASFAM) a ainsi exercé une activité de « farmer to farmer » pour le compte de l'État depuis 1983. Rencontré le 01 Avril à Mphomwa Trading Center

53. Cette position de « centralité » au croisement de plusieurs réseaux sociaux et plusieurs univers symboliques est une des propriétés principales des « brokers » politiques étudiés par l'anthropologue Jeremy Boissevain dans les villages maltais. Cité dans, BLUNDO, « Élus locaux et courtiers en développement au Sénégal », p. 82. De manière générale c'est leur rôle de « courroie de transmission » et de traducteur entre des univers aux vocabulaires et aux représentations sociales différentes, parfois opposés, que l'on reconnaît un courtier. Voir les travaux portant sur l'organisation des machines politiques, en Afrique comme ailleurs.

54. Les sigles d'Irish Aid, de la Norway Agency for Development Cooperation (NORAD) ou encore de US Aid qui bordent systématiquement le logo de NASFAM sur les publications officielles et les panneaux disséminés en brousse en sont les premiers signes.

sont issus des mêmes écoles d'agronomie réparties sur le territoire. En tant qu'anciens camarades de promotion, ils ont été formés aux mêmes techniques de management agricole, partagent une même vision du développement agricole et de l'agriculture commerciale et, plus important encore, sont inscrits dans des mêmes carrières professionnelles marquées par une très forte circulation entre institutions, publiques et privées, de représentation paysanne et de contrôle.

Felix Kalebe, le Tobacco Operation Coordinator, responsable de l'ensemble des activités liées au tabac et des relations publiques avec les institutions encadrantes de la filière, en est l'exemple parfait. Après des études de management agricole au Bunda College⁵⁵, il a d'abord travaillé dans un bureau local de la Tobacco Control Commission, puis pour une compagnie acheteuse avant de rejoindre NASFAM à une position exécutive centrale. Son beau frère occupe une place importante au Ministère de l'Agriculture à Lilongwe et l'ensemble de son réseau de connaissances travaille dans la filière du tabac à des postes d'encadrement. Il m'expliquait lors de notre entretien que la plupart de ses camarades de classe au Bunda College avaient rejoint les compagnies, Auction Holdings où encore Aret et la TCC. NASFAM est donc directement inscrite dans une importante circulation du personnel encadrant formé aux mêmes discours sur les bonnes pratiques de production, ce qui facilite considérablement la circulation d'informations et donne l'image d'un milieu encadrant très homogène malgré l'éclatement institutionnel. « It's very convenient » affirme Felix Kalebe, « if I have a problem I can directly call a friend at TCC or Limbe Leaf. » Il en est de même à l'échelle locale, où tous les *extension-officers* rencontrés sont issus des mêmes promotions dans les différentes écoles d'agronomie du pays⁵⁶.

En marge de son activité de représentation paysanne, on imagine alors très bien la place centrale qu'occupe une telle institution dans le dispositif de contrôle déployé par l'encadrement. Lorsque je discutais avec ces cadres chez NASFAM, que ce soit à la maison mère de Lilongwe ou aux AMC de Lumbadzi et Kasungu, tous faisaient ainsi état de l'engagement de l'association envers les compagnies :

Farmers are clever. They see, "ok my friend here has a contrat with Limbe Leaf, my friend there with Alliance One. I'm selling with Premium TAMA by Limbe Leaf is buying well!" So he changes the registration number for that friend who sells his tobacco and gives him the money back. (Ok. But is it your role to fight against that?) As NASFAM among the grower associations we are the one that is very

55. L'école technique dirigé par Aret qui forme la plupart du futur personnel d'encadrement.

56. Lorsque Joseph Msaya m'invitait à sortir boire un verre après le travail lors de mon séjour passé à Kasungu Central, nous nous retrouvions généralement avec ses anciens camarades de classe tous employés dans les différentes compagnies acheteuses.

organised and we stick to our standards. Buyers are happy with us. The clubs they can bring nested bales, meaning they show good quality at the top but if you go further you see poor quality tobacco. If buyers call me and see it's a NASFAM club, they give the registration number and I check on the computer. (...) I can easily trace that and ask the extension-officer : "This club really they are using our transport program for bad tobacco. (...) The half of us is to make sure we deliver what we have promised the buyers... (You still have commitment to the buyer.) Yes, we want to maintain those standards because if the buyers are frustrated then there is no contract possible. (Felix Kalebe, Siège Social de NASFAM, Lilongwe le 18 Février.)

Now these leading institutions they ask us to have good farmers so that they may give them loan through us. So having those good farmers, we may assist them to get loan from banks through a buyer. So we are... I can say a mediator. So, that is our job. (Meaning you have a direct relation with the buyer who ask you to implement their will about the crop for example ?) Yes. (Josph Msaya, AMC de Kasungu, le 17 Mars.)

Par sa très forte implantation en région rurale, NASFAM occupe une position d'intermédiaire stratégique pour toute compagnie qui cherche à s'impliquer davantage dans le contrôle de la production. Voici ce que me répond alors Ewen Mononga, Leaf Technician chez Alliance One, lorsque je lui demande ses relations avec l'association :

(Do you have any relation with NASFAM ?) We have. We have a common goal. And the relations are very big because we as a company, we go to do the campaigns now. NASFAM of course does the tobacco issue, supervise and help good farmers, extension issue... but, they don't provide loan to the farmers. But companies do. Now the tricky part is that, we give them the loan, we supervise the tobacco growing, we see the output... but we don't have the opportunity to take the tobacco to the market. But the associations provide the window. That's where the link is coming in : us and the association. So it's very big, and very important. (Entretien réalisé dans un restaurant de Lumbadzi Trading Center, le 17 Février)

On comprend dès lors, à la lumière de ces propos et avec les remarques précédentes à propos l'ancrage local des leaders de l'association, pourquoi NASFAM constitue le principal foyer d'émergence des « courtiers-producteurs ».

De plus, en ayant fait le pari très tôt des bonnes pratiques de production comme moyen d'améliorer les conditions de vie des tabaculteurs, l'institution a très vite joué un rôle de relais naturel au discours hégémonique dès lors que celui-ci s'est focalisé sur la question de la « qualité » du tabac. C'est, en effet, avec l'activité éducatrice de ses *extension-officers* qu'une catégorie d'agriculteurs tend à se « professionnaliser » : tous les fermiers enregistrés chez NASFAM, qu'ils soient leaders ou non, mobilisent en effet un vocabulaire technique précis, connaissent tous par cœur les étapes successives qui rythment une saison de tabaculture ainsi que les termes techniques pour les désigner. Ils considèrent tous leur activité agricole comme une profession, source de fierté, et les questions de rentabilité financière ou de rendement sont généralement

les premières affichées par ces fermiers. À l'issue de notre discussion, Mary Mittawa (60 ans environ) a par exemple tenu à me faire visiter ses champs, me montrant comment elle avait organisé ses parcelles. De même, Ezekiel tenait, à chaque fois que nous voyions ses travailleurs en action, à m'expliquer les détails techniques permettant de réaliser un travail bien fait. « Before joining NASFAM I was growing tobacco without following the good procedures. But starting with NASFAM in 2000 I was trained and I started growing tobacco by taking it as a business. I've learned a lot... good farming practices, resources management, conservation agriculture... » m'expliquait Robert Bandala le jour de notre première rencontre⁵⁷.

Dans son ouvrage de référence sur le rapport des individus à leur métier et leur milieu professionnel, *Men and their work* publié en 1958, Everett Hughes conçoit la professionnalisation comme un processus de socialisation. Il s'agit à la fois d'une *initiation* à une « culture professionnelle » avec ses rites et ses pratiques différenciées (voire inversées) par rapport au monde profane (il décrit cette immersion comme « un passage à travers le miroir », en « sorte qu'on voit les choses à l'envers comme dans un miroir ») et d'une *conversion*, entendue comme l'acquisition d'une nouvelle identité professionnelle⁵⁸. Dans l'espace productif malawien où la tabaculture commerciale tend à s'imposer comme une « nouvelle tradition » agricole⁵⁹, c'est l'*extension-officer* chez NASFAM⁶⁰ qui joue en premier lieu le rôle d'« agent socialisateur ». Comme l'explique Joseph Msaya : « I, as an extension officer, my role is to assist farmers to adopt new technologies on good agriculture practices so that on a smaller part of land he can practice more with good quality. So I'm here for that. »⁶¹.

Ces propos, de même que l'attitude et les discours des cadres de NASFAM lors des nombreuses journées de formation qu'ils dispensent aux membres de l'association, révèlent leur rôle central dans la socialisation professionnelle des petits producteurs malawiens. Leur activité consiste justement à rendre possible le « passage à travers le miroir » et la *conversion* des producteurs aux « bonnes pratiques de production ». En somme, leur activité est de moins en moins différenciée avec celle des employés locaux des compagnies.

57. Entretien réalisé le 21 Mars.

58. Everett C. HUGHES (1958), *Men and Their Work*, Free Press, 1958, 184 p., voir notamment le chapitre 9 ; et l'analyse qui en est faite dans Claude DUBAR (1991), « Chapitre 4 : Des « professions » à la socialisation professionnelle », in, *La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, U. Sociologie, Armand Collin, 1991.

59. Par opposition à une agriculture de subsistance non pas centrée sur le rendement et la qualité mais plutôt sur la quantité et l'économie de travail, qui devient très vite stigmatisée, à l'unisson, par les leaders paysans, les extension-officers et le personnel de l'encadrement comme une agriculture arriérée et peu valorisante.

60. Doublé auourd'hui en brousse des *extension-officers* des compagnies acheteuses.

61. Entretien réalisé le 17 Mars dans son bureau à l'AMC de Kasungu.

c) Cooptation des « bons producteurs » et formation des « courtier-producteurs »

À ce stade, on a donc identifié non seulement l'existence d'une frange de la population productrice jouissant d'un prestige social important directement lié à la reconnaissance de leurs capacités techniques et dirigeantes et à leur position au sein des associations paysannes, mais aussi la façon dont les discours relayés par l'encadrement de ces associations coïncidaient très fortement avec le discours diffusé par les instances dirigeantes. Pour pénétrer en brousse et rendre son contrôle acceptable au plus grand nombre, l'encadrement va récupérer à son compte ces formes de légitimités déjà existantes dans l'espace productif. Par cette stratégie de « décharge », l'encadrement est présent dans la quotidien des paysans non seulement en puissance avec la menace de prix très bas si les conditions de qualité ne sont pas respectées mais également en acte, sous le masque du « courtier-producteur ». Le chapitre 3 reviendra plus en détail sur le processus idéologique de subjectivation de ce groupe de courtier producteurs et sur la fierté qu'ils tirent de leur identification comme « business farmers ». L'objectif ici est davantage de rendre compte des dispositifs matériels déployés par l'encadrement pour sécuriser une relation privilégiée avec les leaders paysans afin d'en faire des relais hégémoniques.

Comme nous l'avons décrit précédemment, les conditions de docilité des producteurs de tabac reposent essentiellement sur leur perception de l'intérêt financier qu'ils vont avoir à produire du tabac. Cela, les élites dirigeantes l'ont bien compris et les moyens déployés pour contractualiser et fidéliser les « courtiers-producteurs » en témoignent. Laisser croire que les mesures pour renforcer la qualité de leur tabac ont été déployés avant tout pour profiter aux paysans n'est donc pas seulement « carrément mensonger », comme l'affirme Guillaume VADOT à propos de la Sodecoton au Cameroun⁶², c'est d'abord un argument hégémonique destiné à obtenir le consentement des populations subordonnées.

C'est principalement à travers la contractualisation des clubs et la cooptation des leaders des paysans sélectionnés pour leur aura dans les communautés paysannes, que les compagnies infiltrent l'espace productif. L'activité principale des *Leaf Technicians* (nom donné aux *extension-officers* des compagnies) est donc, avant toute chose, de patrouiller en campagne à la rencontre des tabaculteurs afin de les mettre sous contrat en leur promettant des avantages en termes de prix et d'une aide pour la production.

62. VADOT, op. cit., p. 91.

Ce n'est qu'une fois les clubs contractualisés que se met en place le dispositif de cooptation destiné à fidéliser les leaders paysans, reconnus par tous comme les meilleurs fermiers de leurs clubs. Ce dispositif fonctionne d'abord par le recours à la symbolique du don, de la même façon que les élites politiques investissent l'univers de l'aide au développement (chapitre 1). En marge des cadeaux faits aux communautés paysannes et aux associations humanitaires⁶³ les compagnies offrent ainsi un certain nombre de cadeaux sous forme d'outillage, éventuellement d'avances sur les ventes etc.⁶⁴ Edward Nathwala, dont le club est un des plus productifs de l'association s'est ainsi vu offrir par Alliance One une machine pour emballer son tabac directement chez lui. Un grand nombre de producteurs vient donc à son domicile pour lui louer sa machine.

Par un tel procédé, les compagnies et l'État s'assurent la fidélité et la reconnaissance des leaders de clubs. Convaincus de leur bonnes intentions et de leur dévouement à les aider, ces derniers diffusent alors ce message au sein de leurs communautés. Ces producteurs, choyés à peu de frais, sont fidèles à leur compagnie et ne reviendraient pour rien au monde au système précédant : « Why would I quit the company when they offer me that ? » me répond ainsi Frank Sitolo, GAC leader à Lumbadzi, en me désignant un réservoir d'eau de pluie donné par Alliance One en récompense de son travail et de sa fidélité (voir figure 2.1). C'est donc avec le masque du bienfaiteur que les compagnies pénètrent en brousse et renforcent leur contrôle sur la production, notamment à travers le rôle du Leaf Technician qui dispense conseils et formations aux producteurs. Elles entretiennent des relations privilégiées avec leurs « courtiers-producteurs » et leur accordent des avantages en termes de prix qui terminent de les convaincre :

(Why did you decide to go for a contract ?) *Due to prices problems. Prices were not good at the Auction system but companies say the prices are going to be better with contract.* (Dave Kaloua* 32, rencontré chez lui le 2 Mars)

(And what type of changes did you notice since you are in a contract system ?) *What grows under contract is well funded. We receive a loan, a Leaf Technician is coming to advise us. When I was on my own I was lacking those things and I can now grow more and better tobacco.* (Dave Kaloua) // *I've been better developed because of the loan. I can now buy materials for the house.* (Renald Mazi*, (27 ans),

63. Lors de ma revue de presse à Blantyre j'ai trouvé un grand nombre d'articles à propos des projets de développement menés par les compagnies dans les villages où un grand nombre de producteurs est contractualisé. Voir par exemple *The Nation* 10 nov. 2009 « Limbe Leaf Donates K4 millions for dressing hills », *The Nation* 28 jan. 2010 « Alliance One spends K17 millions in Lilongwe School » ou *The Nation* 7 oct. 2010 « Limbe Leaf donates K500 000 to Village of Hope » et *The Nation* 29 oct. 2013 « Alliance One donates tractors to farmers' clubs ».

64. Il faut garder en mémoire que nous n'abordons ici que la cooptation des leaders de clubs de petits producteurs afin de rendre compte de leur constitution en « courtiers-producteurs ». En ce qui concerne les gros producteurs, les compagnies pratiquent le même genre de politique du don mais c'est davantage pour les fidéliser individuellement que les transformer en relais hégémoniques.

devant une échoppe le 2 Mars) // *When I was growing at auction system if the price was bad for the quality I could not say anything whereas at the contract you can discuss with the extension officer. Also, by following their advices we have a better quality.* (Fenias Chideru (environ 60 ans), au village, le 12 Février.) // *There is a great change ! What I was failing to get at the auction system, now because of the contract I can afford it. I get what I expected from tobacco. And my bales are never rejected.* (Frank Sitolo* (42 ans), chez lui le 13 Février.)

(Who can help you to get better prices ?) *Organizations.* (Like ?) *Alliance One company, against those guys at TCC! (rires).* (Are they not the one who offer bad prices ?) *He would prefer if he can say gouvernement but with that government, they are not helping. (...)* *When he talk about the comanies he is talking of bosses they may play a great role to fight for the farmers.* (To fight for the farmers ? But agains whom ?) *For better prices at the market.* (So who is responsible for fixing the prices ?) *Buyers.* (And the buyers are they not representing the company ?) *Yes that can be. But the relations we have now with the compny and the Leaf Technician. They cannot abandon us.* (Ezekiel :) *When I was at the auction floor last year. A company representative asked me my registration number. I told him and he sayed "Ok, when you see us coming in front of your bales you say : That tobacco is on loan." I did this and I could experiment better prices.* (How did you meet that guy ?) *One time he came to my farm with a truck to load my tobacco. He said that we should stay in touch. So as costumers we were supposed to call him so that he may assist.*

(Entretien avec Daveson Simyoni* (57 ans), chez lui le 05 Mars.)

Cet échantillon de témoignages illustre parfaitement la réception faite par les producteurs de ce nouveau système de production. Lorsque venait alors la question de savoir qui est là pour les aider, ces fermiers nommaient alors indifféremment NASFAM et les compagnies en les désignant toutes comme des « ONG ». Ce que je prenais au début pour de simples marques de confusion étaient en réalité le produit de cette stratégie hégémonique de dédiablement menée par les compagnies qui parviennent à distinguer dans l'esprit des producteurs la figure négative du « buyer » et celle positive du « Leaf technician ».

Par ailleurs, en regroupant les clubs contractualisés en zones à la tête desquels elles nomment ces fermiers zélés au poste de *zone leader*, les compagnies accordent aux « courtiers-producteurs » un statut officiel d'intermédiaire, renforçant, par là, leur identification valorisante comme des *producteurs à part*, directement impliqués dans l'organisation de la production. Ils ne sont donc pas seulement des relais idéologiques se contentant de montrer l'exemple et de générer des émules, mais de véritables courroies de transmission pour la circulation de l'information au sein de l'espace productif. C'est ce qui transparaît dans la façon dont Ewen Mononga, Leaf Technician pour Alliance One me détaille le fonctionnement de son travail⁶⁵ :

We select what we call zone leaders who directly link up between you and the average farmers. So that any information, if you have a demonstration, if you have any messages, you link up with an individual and the person links up to the rest of the farmers. So very much we are in link with the leaders. Because it's almost impossible to supervise each and every farmer. (Do you still see all the farmers ?) We meet the

65. Entretien avec Ewen Mononga, réalisé le 17 Février à Lumbadzi.

farmers once a month (...) but with the zone leaders we try to keep in touch as much as possible because we want them to report to us, to give us the priority areas. When you are visiting a zone or a cluster, [they tell us] which are the priority areas based on the performance of the farmers. "Can you come and check farmer A, farmer Z or farmer Y maybe he as got A B C problems". So they direct come to us and tell : "these are the people you have to look for at the main time".

Les compagnies parviennent de la sorte, non seulement à économiser un personnel coûteux mais surtout à s’immiscer au cœur des relations sociales entre les producteurs et à les transformer en outil de contrôle et de coercition. Les relations de solidarités qui se tissent entre les membres d’un même club peuvent en effet se transformer en relations de pression dans le cas où un des membres ne respecte pas le contrat, produit un tabac de mauvaise qualité ou, pire encore, ne parvient pas à couvrir le prêt accordé par la banque. « Even if the prices are very bad with our company there is no way I can seek for a vendor, or another company through a friend, because I’m bound by my fellow members to pay back the loan » concède Dave Kaloua. De la même façon Robert Bandala me racontait l’histoire d’un paysan de la région qui avait vu les membres de son club venir directement chez lui prendre son bétail pour rembourser l’emprunt que sa récolte de tabac n’avait pas pu combler : « sometimes it can be very violent, they can take everything in your home until the loan is paid back ! ». Voici un échantillon de propos tenus par Ezekiel lors de mon séjour chez lui à propos de sa relation avec la compagnie d’une part et de sa responsabilité en tant que directeur de club :

The eyes on the company are on me. I am the first responsible if a member of my club is not growing well. Sometimes it can happen that I get rid of a bad farmer if he is risking life of the whole club.

(Extraits du journal de terrain)

Whenever we want to add a member we use to meet and discuss. Is it necessary ? If the guy is a good grower and a reliable person we can go. But we don’t like to be more. Generally, if the club involve a lot of member it’s difficult to control everyone and it’s the time we are defaulting to pay back the loan.

(Ezekiel lors de l’entretien avec Daveson Simyoni*, le 05 Mars.)

On comprend alors que ce dispositif n’est pas seulement idéologique et qu’en convertissant les leaders paysans en courtiers-producteurs, l’encadrement se dote de véritables chiens de garde directement ancrés dans un espace productif qui ressemble de plus en plus à une usine à ciel ouvert, avec sa direction, sa main d’œuvre ouvrière et ses « contremaîtres ». Reste à voir comment ces derniers parviennent eux mêmes à tirer avantage de leur nouvelle position non seulement en termes financiers mais également en ressources politiques au sein des arènes locales.



FIGURE 2.1 – Réservoir offert à Frank Sitolo pour la qualité de son activité de « courtier-producteur ».

Deuxième partie

**Des producteurs paysans entre deux mondes.
Socialisation, stratégies de différenciation et de
légitimation des courtiers-producteurs.**

Si les réflexions apportées jusqu'à présent ont été présentées comme un effort de contextualisation pour l'analyse des trajectoires sociopolitiques des courtiers producteurs qui constituent le cœur théorique de ce mémoire, il serait malheureux de les limiter à un simple cadre historique. En effet, si la majorité du travail ethnographique s'est portée sur l'observation des relations sociales des courtiers-producteurs au sein des communautés paysannes, l'ensemble de leurs pratiques laissent transparaître leur inclusion dans des problématiques hégémoniques dépassant très largement le cadre de la communauté paysanne.

On ne peut donc rendre intelligible l'émergence du groupe et les particularités de son habitus, sans prendre en compte le cadre hégémonique de l'État-paysan à la fois dans et en dehors de la filière du tabac. Les éléments évoqués précédemment, formulés à partir du point de vue des élites encadrantes, doivent donc être compris comme les *conditions d'existence* d'une élite locale qui se différencie des autres relais hégémoniques agissant dans les communautés paysannes, en premier lieu desquels se trouvent les chefs traditionnels, les fonctionnaires et les élus politiques. Comme je cherche à le démontrer par la suite, c'est avant tout leur accession à une activité de courtage qui rend possible leur réussite sociale et économique. Il fallait donc dans un premier temps les sortir de leur cadre de vie quotidien et problématiser leur inscription dans les dispositifs de pouvoirs qui s'établissent à l'échelle de l'État.

Toutefois, l'idée centrale du concept d'« hégémonie » proposé en introduction à partir des apports de GRAMSCI et FOUCAULT est justement de refuser une lecture trop fonctionnaliste du pouvoir politique, en cherchant à l'étudier à travers l'activité éminemment problématique des agents locaux, issus de la société civile, qui participent directement à son exercice : les courtiers-producteurs pensés comme « intellectuels organiques ». En reprenant désormais le point de vue de ce groupe spécifique et en cherchant à détailler ses pratiques sociales quotidiennes et la constitution de son habitus, la suite de ce mémoire cherche justement à étudier ce qui se passe réellement lorsque l'exercice du pouvoir (en l'occurrence le contrôle de la production) est délégué à une catégorie d'acteurs directement issue de la population subordonnée. Comment, en clair, se définissent les « modes de subjectivation » des courtiers-producteurs positionnés à la frontière entre deux univers sociaux et moraux différents, sinon antagonistes ?

La notion d'habitus définie par Pierre BOURDIEU comme un système de schèmes générateurs de pratiques et de classement social, nous est particulièrement utile pour comprendre la complexité de ces modes de subjectivation. Il serait selon le sociologue français, le produit de l'incorporation inconsciente, sous formes

de dispositions, d'une position différentielle dans l'espace social. En tant que tel, il est le produit d'un processus historique, collectif et continu, de socialisation réalisé tout au long de la vie dans les différents milieux sociaux où les individus évoluent⁶⁶.

Analysés à travers le prisme de l'habitus, l'identité sociale des courtiers-producteurs apparaît alors autant comme la résultante des leurs socialisations dans leur milieu d'origine, que le produit des tentatives hégémoniques des élites dirigeantes, qui cherchent à leur inculquer l'idéologie du business. En somme, la condition sociale de ces acteurs, à cheval entre deux univers sociaux caractérisés par des systèmes moraux et normatifs différents, est à l'origine de leur habitus distinct. Il s'observe en pratique comme la conjonction d'une « éthique du business » et de pratiques propres à la position d'élite sociale locale que les courtiers occupent dans les communautés paysannes.

Dans un premier temps, ces courtiers-producteurs constituent déjà une catégorie sociale distincte de *leaders paysans*. Il n'investissent, en tant que tel, que des ressources locales reconnues comme légitimes aux yeux de leur pair. En revanche, une fois cooptés et constitués en courtiers-producteurs, leurs trajectoires « bifurquent » et ils se retrouvent associés à des jeux d'accumulation de ressources politiques et économiques « extra-locales ». Ils occupent alors des positions qui ne vont pas de soi pour les autres producteurs, qui ne sont pas nécessairement reconnues comme légitimes à l'échelle locale et qui peuvent faire l'objet de jalousies ou générer des situations de conflit.

Ce double encrage dans les relations de production au sein de la filière et dans les relations sociales paysannes, leur permet ainsi de mobiliser ce que l'on pourrait appeler des « ressources d'extraversion » et des « ressources d'autochtonie ». Les premières posent la question de la légitimation de la position du groupe dans les arènes politiques locales. Les secondes invitent quant à elles à considérer les modalités pratiques de l'exercice du pouvoir et les conditions de négociation du compromis hégémonique. Elle sont également l'occasion de poursuivre et d'infléchir notre observation des recompositions récentes des « frontières entre

66. Dans *La distinction : critique sociale du jugement* Pierre BOURDIEU explique notamment que les « pratiques qu'engendrent les différents habitus se présentent comme des configurations systématiques de propriétés exprimant des différences objectivement inscrites dans les conditions d'existence sous la forme de systèmes d'écarts différentiels qui, *perçus* par des agents dotés des schèmes de perception et d'appréciation nécessaires pour en repérer, en interpréter et en évaluer les traits pertinents fonctionnant comme des styles de vie » Pierre BOURDIEU (1979), *La distinction : critique sociale du jugement*, Collection Le sens commun, Edition de Minuit, 1979, 670 p., p. 190 et pages suivantes. Dans le cadre de nos courtiers-producteurs, la réflexion nous invite à prendre en compte la façon dont leurs pratiques sociales différenciées révèlent leur « façon d'être dans le monde » bien spécifique. Voir également Pierre BOURDIEU (1987), *Choses dites*, Collection "Le sens commun", Éditions de Minuit, 1987, 229 p.

“public” et “privé”, entre “économique” et “politique”, entre “licite” et “illicite” »⁶⁷.

Cette partie procède donc à un changement de point de vue, passant de celui de l’encadrement à celui des courtiers-producteurs. Pour rendre possible l’observation des relations sociales qu’ils entretiennent avec l’ensemble de leurs interlocuteurs locaux, j’ai fait le choix de limiter le travail d’observation à deux circonscriptions du district de Kasungu, situées à l’Ouest et au Nord de la capitale du tabac, où je suis resté respectivement deux et trois semaines et demies. Ce sont les problèmes de langue évoqués en introduction, qui, en ralentissant considérablement la prise d’information, m’ont fait opter pour des séjours prolongés quitte à limiter les possibilités de comparaison. Toutefois, les continuités observées entre ces deux circonscriptions, au niveau de la position sociale des courtiers-producteurs, invitent à relativiser les restrictions posées par ce choix empirique. Les entretiens réalisés avec des courtiers producteurs vivant dans d’autres districts, à Lumbadzi et à Kasungu Central, vont dans le sens d’une possible généralisation des observations faites à Kasungu Ouest et Kasungu Nord.

Enfin, si le reste du travail utilise principalement les quatre-vingt-un entretiens réalisés au cours de ce travail, dont les thématiques se rapportaient surtout à l’organisation de la filière et aux problèmes quotidiens rencontrés par les producteurs, cette partie exploite davantage les nombreux détails collectés alors que je partageais le quotidien de certains courtiers-producteurs, ainsi que les nombreuses discussions informelles qui ont ponctué mes séjours prolongés chez Ezekiel, Robert, Edward et dans une moindre mesure Justina⁶⁸. Les pratiques quotidiennes, ethos corporels et discours informels de ces trois courtiers, qui ont eu la gentillesse de m’héberger et de m’initier à la structuration sociale en région rurale, constituent donc les principaux fondements empiriques des propos qui vont suivre.

67. HIBOU, op. cit., p. 14.

68. Justina Banda ne m’ayant hébergé que deux nuits, je n’ai pas réellement eu le temps d’observer son quotidien de manière approfondie.

Chapitre 3

L'élitisme paysan : itinéraires d'accumulation et de différenciation sociale d'une élite productrice extravertie

En limitant l'analyse au point de vue de l'encadrement pour décrire les dispositifs de cooptation déployés, le propos pouvait jusque là laisser croire que les leaders paysans sont en quelque sorte devenus des « courtiers malgré eux ». Si cette idée n'est pas entièrement fautive comme on le verra dans la partie 3, il n'en reste pas moins que leur position de courtier dégage un certain nombre de niches qu'ils parviennent à exploiter à leur avantage.

Selon la définition qu'en donne Jeremy Boissevain, un courtier (« *broker* ») est en effet un « manipulateur professionnel de personnes et d'informations qui crée de la communication en vue d'un profit »¹. En tant que tel, il circule dans des univers symboliques différents, entre lesquels il assure la liaison par traduction de l'information. Il tire alors l'essentiel de son profit de ce truchement qui lui offre la possibilité de multiplier les stratégies d'extraversion (c'est à dire ici de captation des ressources en dehors de son milieu d'origine). En lui offrant des coussins de sécurité et des possibilités d'enrichissement, cette situation le sort en quelque sorte du quotidien des autres populations rurales.

C'est sur la description de ces trajectoires d'accumulation particulières que ce chapitre s'attarde dans un premier temps. Elles mettent en jeu un certain nombre de relations officieuses avec le personnel de l'encadrement et engagent les élites dirigeantes à souvent fermer les yeux sur des pratiques de petite

1. Cité par, BLUNDO, op. cit.

corruption. Rendre compte de ces pratiques quotidiennes et du « fonctionnement local réel » de l'encadrement du tabac, c'est explorer plus en détails les mécanismes du compromis hégémonique et du consentement des courtiers-producteurs à leur utilisation comme relais hégémoniques².

Toutefois, la seule prise en compte de ces trajectoires d'accumulation, par ailleurs propres à tout type de courtier³, ne suffit pas à l'intelligibilité de la constitution des courtiers-producteurs en catégorie sociopolitique homogène.

Il faut en effet y associer la compréhension de leur professionnalisation préalable en « fermiers modèles », c'est à dire l'acquisition d'une *identité professionnelle* commune, prenant source dans une « éthique du business », qui leur sert alors de premier critère de distinction sociale. Celle-ci procède par *incorporation différenciée* et la *mise en pratique* par les courtiers-producteurs de la morale hégémonique du business, non plus seulement sous l'effet socialisant de l'éducation agricole mais aussi dans un souci de distinction sociale et de sécurisation de leur position. Cette « éthique du business » ainsi acquise est notamment visible dans un certain nombre de techniques du corps et de pratiques sociales permettant de constituer les courtiers en un groupe de pairs capables de se reconnaître mutuellement et, partant, d'exclure les profanes⁴.

A) La rente du courtage : marges de manœuvre des courtiers et « laisser faire » institutionnel

Comme précisé dans l'introduction de ce travail, bien que les courtiers-producteurs se distinguent par leur niveau de vie relativement supérieur à la moyenne des producteurs, ils sont loin d'avoir le monopole de la richesse matérielle et du succès financier en brousse⁵. Alors que je menais l'essentiel de mes entretiens avec

2. Étudier les « modes de gouvernance locaux », et la pratique réelle du pouvoir, par opposition à sa formulation officielle, pour comprendre le fonctionnement pratique est déjà ce que suggère l'anthropologue français Jean-Pierre OLIVIER. Il a fait de cette idée un des principaux engagements théoriques de la plupart de ses études. Voir notamment dans le cas du Niger : Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN et Mahaman TIDJANI ALOU (2009), *Les pouvoirs locaux au Niger. Tome 1 : en attendant la décentralisation*, Voix d'Afrique, Paris : Karthala, 2009, 379 p.

3. Les analyses portant sur clientélisme politique, concevant les patrons comme des courtiers politiques, et celles portant sur les courtiers en développement en Afrique de l'Ouest montrent à l'unanimité les avantages matériels que les courtiers tirent de leur position de centralité entre leur milieu d'origine et le monde extérieur. Voir notamment Jean-Louis BRIQUET (1998), « La politique clientélaire. Clientélisme et processus politiques », in Jean-Louis BRIQUET et Frédéric SIWICKI, (éds.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris : Presses universitaires de France, 1998, p. 7–37 et BIRSCHENK, CHAUVEAU et OLIVIER DE SARDAN, op. cit.

4. Dans ce cadre, les apports théoriques de l'interactionnisme symbolique appliqué aux groupes professionnels (les travaux d'Everett Hughes notamment) seront particulièrement éclairants pour notre développement. Voir notamment HUGHES, op. cit.

5. Au sein même du groupe on rencontre des écarts de richesse considérables en fonction des superficies cultivées notamment et en fonction de l'ancienneté dans l'activité de courtage. Il n'empêche

les petits producteurs, les écarts de richesse, parfois importants, que j'avais constatés souvent au profit des leaders paysans⁶ m'avaient fait hâtivement conclure sur le fait que ces courtiers-producteurs représentaient une des plus grosses élites économiques en milieu rural. C'était sans compter les « business men » qui cumulent généralement plusieurs niveaux de revenu comme des investissements dans le commerce ou le bâtiment ou un emploi dans la fonction publique dont les profits sont en partie réinvestis dans l'agriculture de grande envergure puis convertis en ressources politiques⁷. Si ce point est important, car souvent relevé par les courtiers-producteurs qui revendiquent d'être avant tout des « paysans locaux »⁸, il n'en reste pas moins que tous possèdent un capital économique légèrement plus élevé que la moyenne des autres tabaculteurs, qui ne s'explique pas seulement par leur qualité de « bons fermiers » mais aussi par le fait que leur position d'intermédiaire leur donne accès à différents types de prébendes⁹.

a) Les ressources sociales de l'extraversion

La position de courtiers-producteurs donne accès à un certain nombre d'avantages, d'ordre symbolique en ce qui concerne l'image du leader paysan aux yeux des autres producteurs et d'ordre matériel en ce qui concerne les récompenses offertes par les compagnies. Mais il est un autre type de rétribution, sous forme de capitaux sociaux captés autant à l'intérieur des communautés paysannes qu'à l'extérieur et qui découle justement de leur capacité à centraliser et filtrer l'ensemble des communications du haut vers le bas et du bas vers le haut au sein de la filière du tabac. Dès lors qu'il est question d'agriculture commerciale, ils s'imposent comme des interlocuteurs naturels pour toute personne étrangère à la communauté paysanne qui a affaire à eux avant même de rencontrer les autorités traditionnelles¹⁰.

6. Confirmés par le fait que ce sont les seuls producteurs que l'on retrouve quotidiennement réunis au Tradings Centers. Ces petites zones commerciales qui rompent la monotonie de la savane et des champs sont véritablement les centres névralgiques et politiques de la « brousse », on y trouve les seules échoppes, les seuls terminaux électriques, les seuls bars à des kilomètres à la ronde. C'est ici donc que se rassemblent le « gratin » de la paysannerie, ainsi que la plupart des Group Village-Headmen, des élus politiques et des entrepreneurs. Les paysans les plus pauvres quant à eux traversent parfois la zone de part en part ou s'installent sur le bord des rues pour vendre les produits de leur récolte légumineuse.

7. Ce type de personne constitue une catégorie à part au sein des producteurs. S'ils ont parfois commencé comme petits producteurs de tabac, ils ne sont pas de ces courtiers-producteurs leaders associatifs principalement rencontrés mais s'investissent davantage dans le monde politique. Ils constituent dans ce cas précis un groupe de courtiers-producteur très précis que nous étudierons au chapitre 6 au moment d'évoquer leur implication dans le jeu électoral.

8. Nous verrons plus loin dans la discussion que c'est cette revendication qui leur permet notamment de conserver un titre de leader paysan et une légitimité dans la représentation des producteurs par opposition aux élus politiques.

9. Un bon moyen par exemple de se rendre « à l'aveuglette » chez un courtier-producteur est de se fier à l'apparence de sa maison : un réseau de bâtisses en briques, avec des fenêtres en verres pour orner les murs, un toit de tôle et généralement des petits panneaux solaires qui réfléchissent la lumière du soleil rompt ainsi la monotonie des huttes en terre cuite et aux toits d'herbes séchées. Voir photos en annexes.

10. À moins qu'il ne s'agisse de la visite d'un officiel d'État.

La façon dont j'ai moi même infiltré l'espace rural en est une bonne illustration. Ayant fait le choix de me concentrer sur la dimension productive des espaces ruraux, j'ai immédiatement été réorienté vers le siège de NASFAM qui m'a « introduit en brousse » par l'intermédiaire de ses leaders paysans. Ce n'est qu'après trois jours passés chez Ezekiel que celui m'a présenté à son village-headman, alors que ni Edward ni Robert n'ont pris la peine de le faire. Plus frappant encore, lors de mon arrivée à Mphomwa, Philip Mugara mon premier contact, *extension-officer* chez NASFAM, a trouvé préférable de me présenter, dès ma première matinée, aux deux principaux leaders de l'association que sont Edward et Robert, en prétextant qu'il serait malpoli de rencontrer les membres de l'association et de me rendre chez les fermiers sans en informer leurs leaders. Je n'ai en revanche rencontré personnellement le T/A, qui habite pourtant en plein cœur de Mphomwa, où je passais le plus clair de mon temps, qu'au bout de quelques jours et sans grande cérémonie.

Cela ne signifie en rien que l'autorité traditionnelle commence à périr face à la notabilité associative et à l'autorité grandissante des leaders paysans. Bien au contraire, l'ensemble des notables traditionnels conserve une aura bien plus large et plus profondément ancrée dans les sociétés paysannes que ces leaders associatifs. En revanche, cela révèle l'exploitation par les courtiers producteurs d'une compétence technique qui échappe aux chefs traditionnels et sa conversion en ressource politique¹¹. Jouant sur des registres radicalement différents, ces deux autorités entrent très rarement en conflit et sont, bien au contraire, davantage caractérisées par des liens organiques d'assistance mutuelle¹².

L'accession à la position de leader paysan accroît ainsi sensiblement la visibilité locale mais multiplie également les contacts directs avec l'extérieur : « As a leader I'm invited to some village and area development meetings. I'm also contacted by some shadow MPs, to bring them the ideas of the farmers. » m'explique Justina Banda. Et dans l'industrie du tabac plus précisément, en tant que courtière : « TCC, Auction Holding, the companies... they directly contact me. If there are some problems they phone me, I talk to the farmers and at the end of our meeting I make a sum up to the management. »¹³. De même pour Robert Bandala qui devait se rendre directement à la salle des ventes située à plus de 50 kilomètres pour régler un problème de numéro d'inscription qui concerne tout son club. Ces multiples jeux de va et vient entre les fermiers et l'encadrement, offrent donc aux courtiers producteurs la possibilité de se constituer un carnet d'adresses plus

11. Je n'ai en effet trouvé aucune trace de l'inclusion des chefs dans l'organisation du secteur productif, ni au « moment colonial » ni dans l'État postcolonial.

12. Le chapitre 4 explore plus en détail ce terrain d'entente propice à la reproduction et la légitimation de l'autorité de chacun

13. Entretien avec Justina Banda, chez elle le 22 Mars.

fourni que n'importe quel autre petit producteur, non seulement au sein des arènes locales (fréquentation des élites politiques et économiques) mais également à l'échelle « extra-locale » de la filière du tabac. Ces réseaux relationnels qui, s'il sont bien entretenus, leur permettent de se créer une réputation à l'échelle du district, voire même pour certains à l'échelle nationale, sont autant de stratégies d'extraversion déployées par les courtiers-producteurs qui y voient des « filets de sécurité » en cas d'année difficile et des sources d'enrichissement personnel. Ce rapport intéressé et sécurisant à l'extérieur transparaît nettement dans ma première discussion avec Edward Nathwala :

(What type of advantages do you get as being a farmer leader ?) We go to town more often. I have a lot responsibilities, signing cheks, leading the functions. (You have a lot of relations ?) Yes, I do visit a lot of people in different departments. For example in Kasungu I have got a lot of friends there now. I know people at TCC, Auction Holdings, friends at the police. (How do you make those friends ? You do business together ?) Ah no... not really business (Phillip :) Maybe, you have a certain complain. They assisted you, then maybe you can give a little handout... and you become friends. (Edward :) Yes that's right, you become friends like that... (Having those relations in town does it bring exposure in the village ?) Yes a lot ! People know you have some friends, so it means you are more capable of helping. (And yourself precisely ? For example with the police officer, or at the TCC ?) For the police officer, I had been cheated by someone who stole me some money. As a prominent person here it was easy to convince the police officer to help me.... We remained friend after that. For the TCC and other institutions... Being a leader I'm directly in touch with them, giving information about the selling etc. Through this relations we know each other. Then after they can help us to get registration numbers etc.

(Entretien avec Edward Nathwala, le 21 Mars à Mphomwa Trading Center)

Mes interlocuteurs sont généralement peu loquaces en situation d'entretien lorsqu'il s'agit d'aborder la question des avantages matériels qu'ils tirent de leurs relations personnelles avec l'encadrement, comme en témoigne l'hésitation de Edward lorsque je lui demandais s'il faisait du « business » avec ses contacts en villes. Cela s'explique avant tout car la plupart de ces relations et échanges se réalisent dans l'ombre, et engage des accords tacites qui ne doivent exister que dans un cadre précis et ne jamais réellement sortir de ce cadre. Il a donc fallu l'intervention, un peu bourrue, d'un troisième interlocuteur pour « dédramatiser » le fait et placer Edward dans une situation où il pouvait « vider son sac ». Mais rien n'était plus propice à ce genre de révélation que les longues discussions que je pouvais avoir, avec Ezekiel ou Robert le soir auprès du feu à manger du maïs grillé. Chaque jour Ezekiel revenait sur une rencontre que l'on avait faite dans la journée, sur une personne saluée en ville, sur l'ensemble de ses « best-friends » que j'avais eu l'occasion de rencontrer en sa compagnie et avec qui il avait systématiquement, par le passé, « fait du business » un jour ou l'autre (à savoir des échanges de services plus ou moins légaux et généralement officieux directement liés au commerce du tabac). Une fois, il m'expliquait avoir développé des relations avec un employé de la TCC qui lui avait octroyé plusieurs numéros d'enregistrement afin de pouvoir changer de mode de commercialisation

de son tabac (contrat-marketing ou auction system), en fonction des variations des fluctuations des prix. « Being a leader as I told you, the eyes of the company are on me... but it also means that I have close relations not only with the Leaf Technician but with the bosses, I know them privately. AO boss for the district already came in this house, we had some business together once. » m'explique-t-il une autre fois.

À cheval entre deux univers, les courtiers-producteurs profitent donc de leur rôle de passeur pour multiplier les stratégies d'extraversion et se constituer un capital social hybride, mobilisant des connexions à l'intérieur et à l'extérieur de leur milieu d'origine. Mais leur rôle de courtier ne s'observe pas que dans le truchement, en tant que leaders de club, ils jouent directement un rôle de filtre entre la brousse et le marché. Par leur intervention notamment, n'entre pas qui veut sur le marché officiel.

b) Les « gardiens du temple » : exploitation des barrières à l'entrée du marché du tabac

Avec l'orientation du discours hégémonique sur la qualité au détriment de la quantité, le marché du tabac est de plus en plus fermé aux producteurs dont le travail n'est pas conforme aux bonnes pratiques de production. De plus, en renforçant les dispositifs de contrôle pour l'enregistrement des clubs de producteurs à la TCC¹⁴, une telle politique tend à décharger encore plus de pouvoir sur les épaules des courtiers-producteurs.

En tant que leaders de clubs ces derniers s'imposent désormais comme les premiers « gardiens du temple » et constituent les premières barrières pour les paysans qui souhaitent entrer sur le marché. En effet, l'unique moyen pour un producteur aujourd'hui de vendre son tabac de façon régulière est de faire partie d'un club. Les quelques discussions que j'ai pu avoir avec des fermiers non-contractualisés révélaient les nombreuses difficultés auxquelles ils font face non seulement au niveau institutionnel pour obtenir un numéro d'inscription mais aussi au niveau local pour intégrer un club, comparées à l'extrême facilité avec laquelle Ezekiel a fait jouer ses relations pour obtenir pas moins de cinq clubs à son nom.

Les leaders de clubs savent alors tirer profit de leur position de propriétaire de club. En enregistrant des membres de leur famille comme membres de leur club, ils restreignent l'accès au marché pour les autres

14. Les trois leaders de chaque club (le chairman, le trésorier et le secrétaire) doivent désormais se rendre au bureau de l'institution, parfois situé à des centaines de kilomètres pour réaliser une inscription biométrique. Chaque producteur est donc désormais connu des institutions de contrôle et il n'est plus possibles pour les fermiers de recenser plusieurs clubs comme avait pu le faire Ezekiel les années auparavant.

producteurs sans pour autant enregistrer plusieurs unités de production¹⁵. En marge de cela, ils mènent une activité de *vendor*¹⁶ en utilisant leur numéro d'inscription pour commercialiser le tabac des paysans non enregistrés. Une étude détaillée de cette pratique révèle la façon dont les courtiers savent jouer de leurs relations avec l'extérieur et leur prestige social local dans leurs stratégies d'accumulation.

Avant tout chose, cela nécessite de se construire la réputation de quelqu'un d'important qui a accès facilement aux salles des ventes, de manière à ce que les producteurs non enregistrés viennent « quémander » leur aide pour vendre leur tabac¹⁷. En marge de cette réputation locale, la variation des quantités commercialisées (en fonction du nombre de producteurs à qui l'on sert d'« agent commercial ») nécessite une certaine réactivité au niveau institutionnel. C'est là qu'interviennent les relations avec les agents de la TCC notamment. Le club ayant enregistré un montant fixe à la vente, et payé le quota correspondant, il est nécessaire de pouvoir augmenter facilement ce quota si jamais les quantités à vendre augmentent (parfois considérablement). Les courtiers-producteurs sont donc amenés à faire des allers-retours fréquents entre la campagne et la ville pour se rendre à la TCC où les relations interpersonnelles facilitent la procédure.

Cette position d'intermédiaire leur permet d'accroître considérablement la quantité de sacs de tabac qu'ils commercialisent et, s'ils redistribuent bien évidemment une partie du produit de la vente aux producteurs à qui ils « rendent service », ils prélèvent systématiquement une commission sur chacun des sacs qu'ils acceptent de commercialiser, plus ou moins importante en fonction de leur degré de proximité et de l'ancienneté de leur relation¹⁸. Certains sont devenus de véritables professionnels dans l'art de gérer un commerce de tabac qui dépasse très largement les quantités produites sur leur propres terres. Edward Nathwala, ne quittait ainsi jamais un grand cahier de notes sur lequel il renseignait tous les producteurs qui commercialisaient leur tabac par son intermédiaire : à chaque nom correspondait une quantité à vendre, un numéro de téléphone, une date d'expédition et un montant forfaitaire. « How many bales are you selling like that ? » lui ai-je demandé un matin lorsqu'il me présentait ce cahier, « eh... a lot ! Hundreds of them ! » m'a-t-il alors répondu. Il en va de même pour Ezekiel qui s'est carrément acheté un camion pour faciliter le transport de tous les sacs de

15. Les inscriptions biométriques empêchent le cumul des clubs, du moins en théorie, car il est encore possible pour un courtier habile de continuer à faire marcher ses réseaux et d'inscrire sa femme pour un autre club, puis sa sœur et ainsi de suite avec l'ensemble de ses dépendants domestiques, tout en conservant le contrôle de tous ces clubs. En revanche, en n'obligeant que les leaders de clubs à enregistrer leurs empreintes, elles n'enregistrent pas le reste du club qui continue généralement à être composé des enfants, neveux, frères et sœurs des leaders.

16. Sans pour autant jamais s'identifier à ce terme particulièrement dégradant pour un fermier.

17. Répondre à une demande d'assistance est primordiale comme nous le verrons dans le chapitre suivant.

18. S'ils justifient généralement cela en raison du coût que cela représente d'augmenter les quotas, tous admettent dégager un profit de leurs ventes *dérivées* de tabac.

tabac qu'il va emmener aux salles des ventes cette année. Pendant les deux semaines où je vivais chez lui, il employait à plein temps un réparateur qui devait rendre le camion opérationnel pour le lancement des ventes. Verson Govati du district de Nthcisi, rencontré à la TCC alors qu'il allait enregistrer son tabac m'explique lui aussi avoir produit environ 50 sacs mais il devrait en enregistrer finalement entre 75 et 100¹⁹.

Ce type de commerce, qui engage un certain nombre de relations officieuses avec l'encadrement, et que mes interlocuteurs courtiers-producteurs pratiquent à l'unanimité, naviguant dans les eaux troubles d'un système juridique que personne n'a réellement su m'expliquer en détail²⁰, est une des principales variables explicatives des gros écarts de richesse entre les producteurs. J'étais en effet surpris de constater, au delà des écarts importants entre les tabaculteurs enregistrés à la TCC et ceux qui ne le sont pas, d'importantes différences de richesse entre les courtiers-producteurs et les autres, à superficie produite et mode de production égaux. Dès lors qu'il est devenu le président du bureau exécutif de NASFAM Robert m'explique ainsi que sa vie a complètement changé : il a reconstruit sa maison ainsi qu'une autre plus petite pour son fils, il a acheté une télévision, recouvert les murs de sa maison de plâtre et de peinture, il s'est également acheté un vélo tout terrain²¹.

Tout au long de mon séjour, j'ai ainsi pu relever une multitude de petits éléments qui rendent compte de la place réelle du tabac dans la structuration sociale dans les campagnes de Kasungu. Les bonnes techniques de production, constamment mises en avant par les courtiers producteurs comme la principale raison de leur succès, jouent très certainement un rôle important. Ce n'est toutefois pas vraiment en leur donnant de meilleurs prix à la vente qu'elles permettent d'enrichir ces fermiers particuliers mais en leur permettant, au milieu d'autres facteurs, d'acquérir une position de courtier-producteur.

c) « Transactions collusives » et compromis hégémonique

Pour comprendre la façon dont un tel ensemble *tient*, il est utile à ce stade de la discussion de rappeler la situation de dépendance dans laquelle se trouvent les élites encadrantes à l'égard de ces courtiers-producteurs

19. Entretien avec Verson Govati réalisé à Kasungu devant le bureau de la TCC le 13 Mars.

20. La position d'intermédiaire que jouent alors les courtiers-producteurs est, en théorie sensée être illégale. Seul le tabac produit par le planteur lui-même est sensé être commercialisé et un producteur non enregistré ne peut normalement pas produire. Cette pratique reste pourtant entièrement connue de tous comme j'ai pu le remarquer en discutant avec quelques membres de l'encadrement qui en tirent eux-même profit.

21. « I'm the only one to have a mountain bike here ! Everybody knows it's mine so I can let it here nobody will steal it, who would take the risk to travel with my bike ? » m'expliquait-il un jour.

qui rendent possible leur présence en brousse et leur contrôle de la production. Ces élites encadrantes sont ainsi prises dans un jeu de « laisser faire » nécessaire pour maintenir la fidélité des courtiers-producteurs. Toutes les relations officieuses décrites dans les paragraphes précédents, toutes ces petites prébendes qui circulent de mains en mains entre agents d'encadrement et courtiers-producteurs ne sont pas le signe d'une absence d'État dans l'espace productif, elles sont, bien au contraire, le signe que l'État est bien là²². Elles sont les manifestations quotidiennes du *fonctionnement réel* du gouvernement local du tabac au Malawi. Ce gouvernement du tabac « tient » et est légitimé par un ensemble de « transactions collusives »²³ qui se doivent de rester le plus secrètes possibles.

On touche donc ici du doigt un des principes centraux du *fonctionnement pratique* de l'hégémonie dans la filière, relativement éloigné des annonces officielles faites par le gouvernement qui insiste systématiquement sur la lutte contre la corruption, sur la lutte contre les intermédiaires qui court-circuitent le marché du tabac etc. En marge de ces normes officielles, c'est donc tout un système de « normes pratiques »²⁴ qui régule les échanges entre courtiers-producteurs et petit personnel d'encadrement, indispensable à l'exercice même de la domination²⁵.

C'est lors de mon séjour à Kasungu Central que j'ai pu prendre conscience de l'importance de ces relations officieuses pour la survie de la domination des élites dirigeantes dans la filière du tabac et, partant, que j'ai pu comprendre que le déploiement de petits jeux de corruption sont très loin d'être le signe d'une disparition de l'État derrière une société civile où se prendraient toutes les initiatives politiques. Début mars en effet,

22. On l'a vu d'ailleurs jusqu'à présent, les élites dirigeantes sont plutôt dans une dynamique de renforcement de leur présence et de leur regard sur la production même si celle-ci s'accompagne de stratégies de décharge.

23. Michel DOBRY (1986), *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, 442 p., Dans sa théorisation des crises politiques comme « déssectorisation de la société », le politiste français y définit les « transactions collusives » comme l'élément principal qui, en temps normal, rendent légitimes l'existence et le positionnement des secteurs sociaux dans les dispositifs de pouvoir. L'expression désigne tout ce qui de façon occulte et tacite produit et reproduit les secteurs sociaux et la légitimité d'une domination. On est donc, dans le cas des relations entre les agents locaux de l'encadrement et les courtiers-producteurs dans un cas typique de transactions collusives qui se développent, en marge des discours officiels pour rendre légitime le contrôle de la production.

24. Voir Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, « Développement, modes de gouvernance et normes pratiques (une approche socio-anthropologique) », in, *Revue canadienne d'études du développement* 31 (1), p. 5–20.

25. Ces échanges collusifs, sont bel et bien une preuve que la négociation quotidienne est la principale modalité d'action des paysans malawien pour peser dans le rapport de force qui les oppose aux élites dirigeantes, comme l'avait observé J. Scott à propos des paysanneries d'Asie du Sud-Est. Voir SCOTT, *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*. Toutefois, si je les sépare des autres types d'actions menées par les courtiers-producteurs dans ce rapport de force que j'analyse dans le chapitre 5 comme des modalités de résistance à l'exploitation, c'est que ces échanges bénéficient finalement aux deux parties, justement sur le modèle des transactions collusives de Michel DOBRY. L'État profite des taxes sur ce tabac tandis que les compagnies profitent d'un tabac généralement de qualité correcte puisque trié par les courtiers producteurs attachés à leur réputation de bon fermier. Ce n'est pas le cas en revanche de la fuite vers le marché noir qui prive les élites d'une partie de la rente.

à quelques semaines de l'ouverture des ventes, de nombreux bâtiments de la ville jusqu'alors désaffectés se retrouvent envahis par de nombreux « vendors » qui achètent massivement le tabac aux producteurs non enregistrés et vont le revendre sur le marché officiel. À force de voir la ville se peupler de ces « vendors » qui ne cachent absolument pas leur activité aux autorités policières dont le commissariat est tout près, pendant sur la devanture de leur commerce une grappe de tabac indiquant à tous qu'« ici on achète du tabac » (voir photo 2 en annexes), j'ai fini par m'enquérir du degré de légalité d'une telle pratique auprès de mes contacts à NASFAM : « Yes... in a way it's illegal... but (mmmm) the police never says anything. Sometimes, let's say once a year they come with the TCC and say them to move... and the day after everybody comes back. Nobody cares if it's illegal or not actually because every one takes his share. » m'a alors répondu Joseph Msaya. Ces commerces illégaux prenant place en plein milieu de la ville sont souvent tenus par les courtiers-producteurs eux mêmes, comme je l'ai réalisé lorsqu'avec Joseph, nous sommes allés saluer un des gérants, ancien membre de NASFAM et désormais un tabaculteur important dans la région.

On comprend alors que ces producteurs ne sont pas seulement des « courtiers malgré eux » mais parviennent à tirer profit de leur rôle de traducteur et à centraliser toutes les relations avec le haut pour capter les ressources extra-locales de l'État, des compagnies etc. Leur formation n'est donc pas assimilable à un « formatage idéologique ». Ils acceptent les conditions de leur utilisation comme relais hégémoniques car elles leur sont favorables telles qu'elles existent en pratique. Elles leurs permettent de sortir de la condition quotidienne des autres fermiers aux alentours et les consacrent en tant élite politique et économique en leur donnant un accès à des réseaux et des ressources auxquelles un paysan lambda ne peut avoir accès. Plus encore, leurs trajectoires d'accumulation montrent que leurs activités réelles de courtage dépassent très largement le cadre officiel de leur métier expliqué par Joseph Masya (NASFAM) ou Ewen Mononga (Alliance One) lorsqu'ils m'expliquaient respectivement le rôle des leaders paysans et des « zone leaders » (voir chapitre 2). En clair, les courtiers producteurs participent directement à la définition des limites de leur position en s'accordant avec l'encadrement sur les conditions d'exercice du contrôle de la production.

Le cas des courtiers-producteurs et de leur positionnement dans le projet hégémonique des instances encadrantes montre donc que la réalité d'une domination politique ne se limite pas aux conditions de sa formulation officielle. Celle-ci met en jeu un certain nombre d'acteurs locaux, issus du « groupe dominant » et du « groupe dominé », dont les pratiques et interactions quotidiennes donnent chair à son exercice pratique.

B) *Éthique du business et entre-soi* : la professionnalisation du groupe de courtiers-producteurs

Si le groupe professionnel est bien « celui qui revendique le mandat de sélectionner, former, initier et discipliner ses propres membres » et de définir la nature des services qu'il doit accomplir et les termes dans lesquels ils doivent le faire » et si ce mandat touche à « certaines fonctions sacrées impliquant le secret », il s'accompagne nécessairement d'un développement d'une « philosophie », d'une « vision du monde » incluant les pensées, valeurs et significations impliquées par leur travail. On comprend donc pourquoi ce mandat peut aller jusqu'au monopole excluant tout non-membre de l'exercice du travail et régulant la totalité des relations concernées par l'activité. On comprend aussi comment ce mandat s'accompagne généralement d'un ensemble de discriminations à l'égard de toutes les catégories sociales suspectes de ne pas être capable de remplir ce mandat et de ne pas savoir conserver ce secret. Ainsi, toute profession tend à se constituer en « groupe des pairs avec son code informel, ses règles de sélection, ses intérêts et son langage commun » et à sécréter des stéréotypes professionnels excluant, de fait, ceux qui n'y correspondent pas.

Claude DUBAR (1991), « Chapitre 4 : Des « professions » à la socialisation professionnelle », in, *La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, U. Sociologie, Armand Collin, 1991, p. 146, à propos de la conceptualisation par Everett Hughes du « groupe professionnel »

À ce point de la discussion, on a vu comment la position spécifique des courtiers-producteurs comme agents hégémoniques et comme barrières à l'entrée du marché du tabac leur donne accès à un certain nombre de ressources spécifiques, matérielles et sociales, qui leur permettent de se différencier, par le haut, des autres catégories paysannes. Reste désormais à analyser la façon dont ces courtiers développent un certain nombre de normes comportementales et de techniques du corps, inscrites dans une *éthique professionnelle* commune, créant par là une certaine homogénéité au sein du groupe et les distinguant du reste de la paysannerie. Le rôle de la socialisation dans l'acquisition et la diffusion de cette éthique est primordial et les courtiers-politiques vont pouvoir trouver les lieux privilégiés où se déroule cette socialisation.

Si le rôle précoce des « agents socialisateurs » que sont les *extension-officers* dans l'acquisition de cette éthique est central, c'est ensuite au sein même du groupe que certains vont eux même prendre en charge le rôle de former les nouveaux membres et de leur inculquer les codes moraux comportementaux du groupe. La socialisation des courtiers-producteurs va ainsi impliquer l'acquisition d'une identité professionnelle différente de la simple image du « bon producteur » afin de légitimer les pratiques spécifiques à l'activité de courtage. Le groupe professionnel ainsi créé est marqué par une subjectivité propre qui échappe au contrôle de l'encadrement et qui permet au groupe de se reconnaître comme une élite au sein des communautés paysannes.

En somme, l'éthique du business, identifiée comme un élément central de l'habitus du courtier-producteur, va s'imposer comme un critère valorisant de reconnaissance sociale entre les membres et un principe

d'exclusion de tout individu qui n'en « porterait » pas les traits caractéristiques. Elle est également un moyen pour les courtiers-producteurs de justifier un certain nombre de pratiques sociales qui ne seraient pas reconnues comme légitimes au sein de leur milieu social d'origine.

a) Les bonnes pratiques de production à la source de « l'éthique du business »

Le premier élément caractéristique de l'« éthique du business » reste néanmoins bel et bien le recours au discours de la bonne production. Les « bons producteurs » se reconnaissent notamment à leur langage technique et leur connaissance poussée des différentes étapes de la production du tabac.

Le bon producteur est donc celui qui, dédié à son travail, ne manque aucune étape importante de la production, connaît les spécificités de chaque plante qu'il cultive et, précisément dans le cas du tabac, sait distinguer au premier coup la qualité d'une feuille sur une échelle de 1 à 5. Il connaît également précisément les techniques de disposition des feuilles dans les séchoirs, les périodes exactes où il faut réaliser le *topping* des plants dans les champs. Ses champs sont propres, les lits nettement définis et sur chaque parcelle pousse une plante précise.

Au delà de l'agriculture du tabac, le bon producteur est généralement formé aux techniques de conservation et d'irrigation²⁶. Ezekiel, Edward, Godwell et de nombreux autres producteurs rencontrés étaient ainsi investis, chacun dans sa région respective, dans la réalisation de réseaux d'adduction et la confection de grands réservoirs pour la saison sèche. Ils sont tous impliqués dans la multiculture et dénoncent fermement « those poor farmers who are just producing tobacco, without producing food for their family ». On reconnaît également un bon producteur à l'allocation d'une partie importante de ses terres pour le plantage d'arbres exotiques nécessaires au bois de chauffage pour le « flue-cured » et à la confection chaque année des séchoirs à *burley*.

Enfin, ses compétences techniques ne se limitent pas à l'agriculture. Chacun connaît précisément les techniques de confection des « burning barns » pour faire sécher le « flue cured » et la disposition des couloirs

26. Il ne faut toutefois pas y voir une caractéristique exclusive de ce type d'acteur, ni une problématique récente au Malawi. Oliver W. MULWAFU montre notamment l'historicité de l'implication des populations paysannes dans les logiques de conservation et révèle en quoi cette question a constitué un point d'achoppement historique entre État et paysanneries dans la région. Voir Wapulumuka Oliver MULWAFU (2011), *Conservation Song : A History of Peasant-state Relations and the Environment in Malawi, 1860-2000*, White Horse Press, Oxford University, 2011, 269 p.

de chauffage au sol²⁷ ainsi que celles des séchoirs à burley qui doivent être montés avant la saison des pluies pour que le sol en dessous reste sec et que le tabac sèche bien. Il utilise un outillage approprié et ses premières acquisitions avant d'acheter des fournitures luxueuses pour sa maison vont être une charrue, une machine pour faire les sacs de tabac, un broyeur à grains pour la farine de maïs.

Toutes ces caractéristiques qui définissent et différencient le « bon producteur » du producteur incompetent sont portées et affaiblies quotidiennement par les courtiers-producteurs qui ne manquent pas de mettre en valeur leurs compétences agricoles et leurs connaissances du métier. Ezekiel se plaisait à me faire visiter ses champs à chacune de nos expéditions me montrant l'organisation et la propreté de ses parcelles, la qualité de ses feuilles de tabac. Les bonnes pratiques agricoles servent de premier critère de reconnaissance sociale et de confiance entre courtiers-producteurs. Ainsi, lorsqu'il m'introduisait aux différents paysans que j'interrogeais dans sa région, Ezekiel ne manquait pas de me préciser si nous avions affaire à un bon fermier, valorisant les compétences de notre interlocuteur. À l'inverse lorsqu'il ne disait rien je pouvais être sûr nous n'avions pas affaire à quelqu'un qu'il estimait particulièrement. Il lui arrivait même de critiquer ouvertement les pratiques d'un fermier qu'il jugeait mauvais : « This burning barn is very badly built » m'expliqua-t-il ainsi une fois devant un séchoir à *flue-cured* mal construit, « Look, they have built two fire places because they think it's going to dry faster but it's consuming too much wood for nothing. A good burning barn just has one fire place and a corridor inside for the heat to go everywhere, with one exhaust stack (terme technique pour désigner une cheminée d'extraction) »²⁸.

b) Des producteurs paysans en col blanc

L'éthique du business ne se limite toutefois pas aux compétences de cultivateur, mais implique également une connaissance pointue de l'organisation du marché du tabac et des différents acteurs évoluant dans l'industrie avec leurs spécificités. Le courtier-producteur est un « business farmer » capable d'expliquer précisément la façon dont le tabac est acheminé jusqu'aux salles des ventes et comment se déroulent les enchères. Un soir, Edward Nathwala m'expliquait ainsi en détails la façon dont les représentants de

27. Voir dessin extrait du journal de terrain en Annexe.

28. Les « burning barn » sont les séchoirs pour le tabac *flue-cured*. À l'inverse du burley qui sèche à l'air libre sous des tonnelles de bois, le tabac *flue-cured* doit être enfermé 5 jours dans des cabanes de brique et séché à la chaleur du feu. En revanche, la fumée reste enfermée dans un tuyau qui serpente au sol et ressort de l'autre côté par une cheminée. C'est le tabac *fire-cured* qui est fumé au feu de bois. Voir photos en annexe.

l'encadrement attribuent un premier prix à chaque sac de tabac devant lequel ils passent, avant qu'un deuxième groupe d'experts ne vienne contrôler plus précisément la qualité et orienter la pancarte fixée sur le sac de manière à signaler leur accord ou désaccord avec le prix proposé. Ils savent exactement à quel moment peut être négocié le prix de leur tabac et font une estimation précise des prix qu'ils attendent de leur récolte (généralement source de frustration tant les prix proposés sont en deçà de leurs espérances comme nous le verrons dans le chapitre 5). Les nombreuses explications très pointues que j'ai reçues à propos de l'influence des cours du kwacha sur leurs recettes finales, de même que leur façon d'exprimer les prix de vente directement en dollars, étaient autant de signes de la façon dont ces « business farmers » conçoivent leur labour agricole comme une activité commerciale. Ce problème d'instabilité des cours de la monnaie nationale par rapport au dollar était très souvent listé comme le premier problème rencontré par les tabaculteurs interrogés pour expliquer les faibles revenus qu'il tirent de leur travail.

Employant un certain nombre de métayers sur ses dix hectares de tabac, Ezekiel ne passait jamais une journée sans faire le tour des « burning barns » pour contrôler le séchage de son tabac, éventuellement faire la leçon à ses jeunes employés lorsqu'il constatait que le travail ne respectait pas les bonnes techniques de production où que la production prenait du retard sur son planning prévisionnel. Plus qu'une éthique productive c'est donc bel et bien une éthique du business que révèlent les pratiques sociales et les discours des courtiers-producteurs rencontrés. Il ne s'agit pas seulement d'être un bon cultivateur mais de développer un esprit d'entreprise, focalisé sur le rendement et la qualité de la production. Ces éléments constituent donc peu à peu une vision du monde propre à un groupe de producteurs bien particulier, une identité professionnelle élevée au rang de critère de valorisation sociale.

La mise en pratique d'une telle éthique implique un certain nombre de techniques du corps, imitant très largement les représentations sociales caricaturales de l'entrepreneur manager. Un habillement spécifique notamment distingue le producteur lambda du courtier-producteur, dont les activités managériales priment sur les activités agricoles. Cet habillement est tout d'abord un signe de richesse, le courtier-producteur indiquant par là qu'il est désormais le gérant d'une production suffisamment rémunératrice pour employer des métayers immigrés auxquels il délègue réalisent le « sale boulot ». En outre, il permet d'afficher un certain *standing* indiquant qu'il se rend régulièrement en ville (ou qu'il est prêt à tout moment à s'y rendre) où il rencontre des hommes importants. Enfin, un tel costume est pour le courtier-producteur un signe d'autorité et de



FIGURE 3.1 – « Courtier-producteur » en costume.

respectabilité qui lui permet d'afficher très nettement sa distinction avec d'une part l'ensemble de sa main d'œuvre généralement habillée de guenilles et d'autre part avec le reste des producteurs non reconnus comme des *bwana*. C'est ainsi qu'Ezekiel me guidait tous les jours à moto, habillé d'une chemise parfaitement repassée, d'un pantalon à plis et de chaussures en cuir (voir figure 3.1). Un jour, alors que je remettais le même pantalon que la veille, troué au genou et recouvert de boue, il n'a pas pu résister à me prêter un de ses pantalons à plis, arguant qu'il était absolument impossible pour un homme respectable de se déplacer avec des vêtements sales et troués, « even in the fields ! ». De la même manière, Justina Banda se déplaçait systématiquement en « *national suit* »²⁹, son téléphone portable pendu dans une pochette de cuir à son cou et Edward Nathwala ne quittait jamais un gilet sans manche muni de plusieurs poches d'où dépassaient plusieurs crayons, porté par dessus une chemise impeccable.

Néanmoins, il est primordial de conserver une activité de cultivateur et chacun de mes hôtes se réservait du temps pour les travaux les plus techniques (comme la construction ou la réparation des « *burning barns* »), déchargeant un ou deux métayers pour les aider et menant les travaux. À côté du Ezekiel « *businessman* » j'ai donc eu l'occasion de découvrir l'Ezekiel producteur, connaissant par cœur son travail et dirigeant ses employés avec autorité tout en étant le premier à participer aux efforts.

29. Il s'agit du costume traditionnel porté par les femmes importantes au Malawi. Il est très rare de voir une femme porter de tels vêtements coûteux au quotidien en zone rurale.

c) « Ascétisme » et formes de déviance

Enfin, en marge de ces techniques corporelles, l'éthique du business implique un certain nombre de normes comportementales qui permettent de consacrer le courtier-producteur en homme respectable et en homme de confiance.

Pour tout étranger au milieu social rural malawien, le rapport des paysans à l'alcool peut avoir un aspect déroutant tant les Trading Centers sont peuplés, à n'importe quelle heure de la journée, de producteurs occupés à s'enivrer et à jouer au billard dans de nombreux bars où il est quasiment impossible de s'entendre tant la musique est forte (bars faisant également office, pour la plupart, de maisons closes). Parmi les courtiers-producteurs, de tels comportements sont clairement réprimés car tout producteur qui s'adonne excessivement à la boisson est considéré comme une personne à qui on peut difficilement faire confiance. Même s'ils se rendent eux aussi très régulièrement dans les Trading Centers et s'il leur arrive de boire de l'alcool, ce n'est jamais sous forme de sachets d'alcool fort³⁰, toujours de la *Carlsberg green* en bouteilles de verre, et jamais avec excès³¹. Certains, parmi les plus respectables où parmi ceux qui occupent une position particulièrement élevée ne boivent pas du tout d'alcool, justifiant un besoin de garder l'esprit clair.

De manière générale, les discours sont sévères contre les excès de boissons car ils sont reconnus par les bon producteurs comme les comportements déviants de ceux qui ne conçoivent pas leur activité comme un business et qui vont immédiatement gaspiller le produit de leurs récoltes en consommations inutiles.

La consommation du courtier-producteur à l'inverse est systématiquement réfléchie, calculée et, si elle est parfois ostentatoire, elle se dirige en premier vers la reproduction des facteurs de production. Ce n'est qu'une fois les conditions de production pour la saison suivante assurées, et éventuellement les investissements pour accroître la production réalisés, qu'ils se permettent des dépenses annexes, mais ce sont généralement des investissements sur le long terme comme l'agrandissement du domicile, l'achat d'une batterie pour l'électricité etc. Il n'empêche qu'en marge de ces normes morales, on peut parfois trouver des leaders paysans passer le plus clair de leur temps dans les débits de boisson, indiquant par là qu'ils ne sont pas dans les champs à travailler. Le comportement de ces courtiers-producteurs jurait remarquablement avec celui de mes hôtes par exemple, qui ne se rendaient au Trading Center que dans l'après-midi une fois le travail dans

30. L'alcool pur dans des sachets en plastique qui s'achètent pour presque rien sont très prisés des agriculteurs en brousse.

31. Martin PROWSE en 2009, analyse ces modes de consommations « inutiles » et « ostentatoires » comme un moyen pour les tabaculteurs de s'affirmer comme des *bwanas* en imitant les comportements des élites urbaines encadrantes. Voir PROWSE, « Becoming a bwana and burley tobacco in the Central Region of Malawi »

les champs terminés³². Si cela altère leur réputation, les autres membres du groupe tolèrent ce genre de comportement, arguant généralement que ce sont tout de même des « bons producteurs ».

Ce rapport à la boisson pose alors la question des variations comportementales des courtiers-producteurs, variations que l'on pourrait interpréter en termes de discordances identitaires ou de « degrés variables de socialisation », certains étant plus rigoureux que d'autres sur les normes du groupe. Ce qui est clair en revanche dans les justifications apportées à ces formes de petite déviance, c'est l'existence d'une échelle de valeurs dans les normes du groupe, certaines étant jugées primordiales (être un bon producteur) et d'autres moins importantes (avoir un comportement ascétique); les déviances sont en clair acceptables tant qu'elle ne remettent pas en cause les normes centrales.

d) « Tobacco is business » : des relations sociales exclusives

Dans le cas précis des courtiers-producteurs, cette éthique du business devient un véritable mode de vie et imprègne l'ensemble de leurs relations sociales. J'ai ainsi rapidement compris ce que signifiait « un ami » dans la langage d'Ezekiel lorsqu'il me présentait aux nombreuses personnes de son entourage : il s'agit systématiquement d'une personne avec qu'il avait fait du « business »³³ au moins une fois. Il faut comprendre par là, des échanges de services qui impliquent généralement un profit pour les deux parties. Les relations entre « amis » sont donc, dans ce cadre, des services pouvant être basés sur des investissements inégaux de chacune des parties mais impliquant nécessairement que celui qui a fourni le plus ait une contrepartie au moins égale à son investissement.

Ce type de relation est fondamental dans la production et la reproduction de ce groupe de pairs car il scelle l'appartenance au groupe et renforce les liens d'intimité entre les membres. Lors de notre entretien, Jumbe Tembo, un voisin qu'Ezekiel m'avait auparavant décrit comme un producteur très pauvre, a clairement exprimé l'envie, à plusieurs reprises, de développer des partenariats avec Ezekiel, ce qui mettait mon guide et traducteur dans une position très inconfortable. Après l'entretien, je lui demandais donc pourquoi il avait

32. Il faut toutefois noter que pour certains, la période des ventes approchant, les sacs de tabac sont déjà prêts et il n'y a plus beaucoup de travail au foyer pour eux. C'est ce que m'explique notamment Jospheh Ng'oma lorsque je lui demande pourquoi il passe ses journées à Mphomwa plutôt que chez lui : « It's the only time in the year we can sit and drink during the day ! I'm not going to stay home where I don't have anything to do. »

33. Quant aux quelques « *best-friends* » qu'il me présentait, il fallait tout de suite comprendre un partenaire de business doublé d'un homme important.

des relations de business avec autant de monde dans la région et pas avec cet homme qui, pourtant, habitait tout près de chez lui :

This one is not a trustable farmer. I remember helping him with some bags of fertilizers one year, him promising to reimburse me with tobacco leaves. He never paid me back and he found a lot of strange explanations to justify it... He is too clever he always try to cheat people... He is not doing business but only seek for assistance. And he is not producing good tobacco
(Extrait du journal de terrain)

Cette incapacité de Jumbe Tembo à remplir les exigences de l'« éthique du business » l'exclut alors directement du groupe et compromet ses relations avec Ezekiel et les autres courtiers-producteurs et, partant, son avenir dans le commerce du tabac.

D'un côté inclusion, reconnaissance et valorisation sociale et de l'autre côté discrimination, dénigrement et exclusion, l'éthique du business implique, en clair, le développement de relations exclusives entre les membres dont le comportement est reconnu comme « conforme » à l'habitus du groupe. Il est alors important d'envisager la place qu'occupe ce type de relation sociale dans les systèmes relationnels et normatifs complexes qui existent au village : les relations familiales qui impliquent l'assistance³⁴ ou encore l'importance de l'autochtonie³⁵. Force est de constater que les relations entre paysans répondent à des règles bien différentes dès qu'il s'agit de la production du tabac. Il est en effet dans ce cas possible de privilégier un étranger à un membre du village, voir même à un membre de sa famille pour peu qu'il respecte mieux l'éthique du business³⁶. C'est notamment le cas de ces fameux « amis » qu'Ezekiel me présentait toujours comme de « bons producteurs » et avec qui il avait eu un certain nombre de relations de business, ne partageant avec lui rien d'autre que cette même éthique du business décrite plus haut.

Les courtiers-producteurs sont en somme caractérisés par leur appartenance à un réseau répondant à des

34. C'est notamment la position de *nkhoswe* à l'égard des femmes décrite dans le chapitre 1, mais également la position de l'aîné qui se doit de recueillir sa fratrie sur ses terres. Mes enquêtés détaillaient ainsi toujours la liste de leurs « dépendants » en commençant par les membres de leur famille qu'ils assistent : sœurs, frères, parents, neveux, cousins.

35. Les villages se construisent généralement sur modèle du lignage et être originaire de la terre est bien souvent une condition de reconnaissance sociale. Les immigrants ne sont généralement pas reconnus comme des villageois et sont ainsi exclus des principales institutions de redistribution et d'assistances qui existent au village.

36. L'importance de ce type de relations entre agriculteurs commerciaux est d'autant plus importante dans la région de Kasungu où l'on peut observer depuis le milieu des années 1990 une augmentation significative du nombre migrations de courte distance, certains producteurs allant généralement à quelques kilomètres de leur village d'origine pour acheter des terres plus vastes. À Kasungu Ouest le long de la limite du Kasungu National Park, une importante superficie de terres exploitables a été donnée aux chefs de la région qui en vendent des parcelles aux agriculteurs commerciaux en quête d'espace. Des villages, dont les membres n'ont aucun lien de parenté, sont ainsi créés de toutes pièces sur ces nouvelles terres. C'est le cas du Makolowando Village où habite désormais Ezekiel depuis 2008 année où il a quitté les terres de son père pour accroître son exploitation agricole.

règles différentes dans autres réseaux paysans et directement liées à l'agriculture commerciale du tabac³⁷. Daveson Simyoni par exemple est un producteur migrant, venu de Dowa en 2004 pour bénéficier de terres plus grandes et accroître sa production, il a pourtant été rapidement reconnu comme un homme important et a très vite développé des relations économiques avec Ezekiel :

(How did you find your club?) *Ezekiel, he involved me in his club. (How did you meet together?) (Ezekiel :) At the beginning we were four in the club. One amongst the four required to have an hectare on loan but on the way going he failed to pay all the fix deposit he was supposed to pay. So it's when he met with him (Daveson) who paid a part of the fix deposit. Instead of sharing the hectare, last year we invited him in the club to have his own hectare. (And that other member he helped, where they related?) No he was just a friend. (Ezekiel :) Here we believe that a friend can assist a lot unlike a relative. Because when you involve a relative he don't even care about your properties. He will use it as he can without being feared of being questioned, but a friend use to care.*³⁸

On comprend donc bien, à la lumière de ces propos d'Ezekiel, que les relations économiques entre producteurs ne s'inscrivent pas dans le même cadre moral que les relations d'obligations qui lient les membres d'une même famille. En effet, j'ai eu l'occasion de réaliser des entretiens avec un membre de son village et un de sa famille qui n'avaient pas fait leurs preuves dans le monde du tabac et n'étaient pas des partenaires intéressants pour le business. Si l'envie de développer ce type de relation avec Ezekiel transparaissait clairement dans les deux entretiens³⁹, Ezekiel ne manifestait aucune volonté de satisfaire leurs attentes : « I can help them with maize, and even sell their tobacco with my registration number... but not really develop business relations. »

La justification d'une telle exclusivité et d'un tel entre soi manifesté par les courtiers-producteurs tient à la construction symbolique particulière de la production du tabac comme d'une activité uniquement commerciale là où les autres productions destinées majoritairement à la vente sont perçues avant tout comme des revenus domestiques. En tant que telle, elle s'inscrit avant tout dans le système normatif et moral de l'économie de marché, de l'entrepreneuriat, de la rationalité économique et du rendement et non de l'assistance ou de l'obligation qui conditionnent les relations domestiques. L'échange que j'ai eu avec Ezekiel après ces deux entretiens montre bien cette conception du tabac comme un business et les relations qu'il

37. L'assistance familiale peut parfois impliquer le tabac mais les relations engagées ne sont pas à proprement parler des relations de business comme entendues ici car elles n'impliquent nécessairement pas l'enrichissement des deux parties.

38. Le terme d'« assistance » utilisé ici par Ezekiel doit être entendu comme faisant référence aux relations de business caractérisées plus haut.

39. Entretiens avec Yotem Kaluwa* (36 ans), frère d'Ezekiel, chez lui le 06 Mars et avec Femas Nkhanga* (60 ans), du même village qu'Ezekiel, chez lui le 05 Mars.

implique comme des relations économiques avant tout :

(You have a lot of clubs at your name and you told me you have registered your wife, your sister, even your children as members, meaning in one club there is only one household. What don't you register those farmers like Yotem or Femas who are looking for a club, instead of selling their tobacco yourself?) *What you have to understand is that tobacco is business. It's not assistance for the poor. If you have a grocery, would you give for free all your products to the first who ask?* (No, of course.) *Well, my clubs are like my groceries. I don't give them a space for free when I can make money buy selling their tobacco. (But you invited Daveson Simyoni two years ago in one of your clubs.) Yes. It's different. We did business with Daveson. He is a good farmer.*

C'est donc tout un univers symbolique et moral qui se structure autour de cette éthique du business, impliquant des relations spécifiques entre des personnes qui n'ont rien d'autre en commun que d'identifier leur activité agricole à une activité commerciale. Reste à voir désormais les modes d'acquisition et de diffusion de cette éthique pour comprendre comment ce milieu social parvient à se maintenir et à se reproduire.

e) **Le milieu associatif comme lieu de socialisation**

Si, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, les courtiers-producteurs ont l'habitude de se retrouver dans un certain nombre de groupes influents au sein des arènes politiques locales, qui agissent comme autant de lieux d'échanges d'idées et de reproduction de leur habitus, c'est avant tout le monde associatif et les meetings organisés par NASFAM qui jouent principalement le rôle de lieu de socialisation. L'association organise en effet un certain nombre de réunions et de journées de formation à l'adresse des leaders de GAC et d'associations. Cette possibilité de se retrouver entre leaders pour échanger leurs idées et construire des projets ensemble était un des premiers avantages évoqués par mes enquêtés occupant de telles positions :

(Being an association leader. Is it easier to make friends?) *Yes! (rises) (How?) Through meetings. We share ideas. (Phillip :) At the end of the year we conduct general meetings with all the stakeholders so he meets a lot of people there!*

(Entretien avec Edward Nathwala le 21 Mars)

(What type of changes did you notice being a leader of NASFAM? Do you have more relations?) *When we go for meetings we meet a lot of people like us from several districts. (Phillip :) They share ideas you know. It's not only Kasungu who go there, it's also Ntchinji, Ntchisi, Dowa and Mzimba. (Justina :) Yes we talk together and share ideas that the most important.*

(Entretien avec Justina Banda*, interrogée chez elle le 22 Mars.)

Ces deux témoignages illustrent un élément récurrent de mes entretiens avec les courtiers-producteurs et révèlent l'importance du milieu associatif dans les processus de socialisation.

J'ai eu l'occasion à la fin de mon terrain d'assister au meeting annuel de la Churu Association réunissant tous les leaders de GAC et le bureau des leaders de l'Association, où sont invités les Operation Manager

de la région ainsi que le directeur le Tobacco Officer de l'AMC. L'objectif du meeting est de faire un bilan sur la saison passée et de discuter des enjeux à venir avec la période des ventes. Le meeting est dirigé par Edward Nathwala, chairperson de l'association et les fermiers prennent librement la parole tandis que le personnel d'encadrement intervient à l'occasion. Ce meeting fut un moment privilégié pour étudier les continuités dans les comportements des leaders paysans et les multiples moments où sont rappelées les valeurs de l'association et les principes de bonne production. Des manifestations artistiques mettent en scène ces valeurs collectives et encensent l'intervention et l'engagement des leaders paysans pour améliorer les conditions de vie des producteurs. Ainsi, lors d'une courte représentation théâtrale, deux acteurs jouaient les rôles d'un leader paysan de NASFAM et d'un fermier qui n'était pas encore inscrit. Le premier lui expliquait avec humour⁴⁰ et avec véhémence les nombreux avantages qu'il avait à rejoindre l'association. À travers les manifestations artistiques qui y ont lieu et les longs échanges d'idées entre les leaders, les meetings sont donc des moments importants où se diffuse le système normatif propre aux courtiers-producteurs et, partant, où s'intègre un habitus distinct.

Toutefois, ce processus de socialisation ne passe pas uniquement par l'échange d'idées et ne joue pas uniquement sur les subjectivités des membres du groupe. Les meetings sont également des moments pour réaffirmer avec force les valeurs de l'association (et autant de moments pour remarquer le rôle de ces courtiers dans le projet hégémonique). Alors que j'assistais à un meeting de la Chipala Association à l'AMC de Kasung, Ezekiel Charawa, en tant chairman, s'est ainsi vivement emporté contre les fermiers qui, pourtant sous contrat, ne respectent pas les règles et vendent leur tabac au marché noir avant d'avoir remboursé leur emprunt, mettant le reste de leur club en péril : « C'est à nous, leaders, de veiller à ce que nos membres ne fassent pas ce genre de pratiques qui nuisent à la réputation de notre association » explique-t-il, en substance, à l'assemblée des GAC leaders⁴¹. Il est donc possible d'identifier, au sein du groupe, un certain nombre d'acteurs qui, parce qu'ils occupent une position relativement élevée dans la structure associative⁴² ou parce qu'ils ont davantage intérêt à maintenir les choses telles qu'elles sont⁴³, prennent en charge le rôle d'« agent socialisateur », ayant recours, parfois, à la coercition pour prévenir les comportements déviants.

40. les éclats de rire de l'assemblée m'indiquaient sa réceptivité tandis que Phillip à mes côtés assurait la traduction.

41. Traduction approximative depuis le Chichewa par mon voisin lors du meeting.

42. Leader d'association contre leader de GAC.

43. Ezekiel cumule tous les critères du courtier-producteur et ferait presque figure d'idéal type. Il a su développer un grand nombre de relations à Kasungu et à Lilongwe, qui a su capitaliser bien plus que les autres le capital social offert par sa position d'intermédiaire. Tous les courtiers-producteurs n'ont pas autant de relations que lui ni accrue leur production aussi vite.

Ces meetings associatifs, qui se déroulent généralement à l'échelle du district, de la région et parfois à l'échelle nationale, sont alors des moyens pour les courtiers-producteurs de se distinguer des autres « bon producteurs » par l'étalement géographique des relations de business qu'ils parviennent à tisser à l'échelle nationale, voire même internationale. En effet, si les autres « bon producteurs » avec qui ils développent ce type de relations ne font du business qu'à l'échelle de leur communauté paysanne, les courtiers-producteurs se connaissent entre eux d'une région à l'autre et ont des relations privilégiées avec le personnel de l'encadrement dans tout le pays (de NASFAM comme des institutions publiques et des compagnies généralement invitées à se joindre aux réunions nationales). Ezekiel m'expliquait ainsi avoir eu une affaire particulièrement profitable trois ans auparavant avec un des membres de l'encadrement que j'avais justement rencontré à Lilongwe alors qu'il travaillait au siège social de la TCC.

Une catégorie sociale de courtiers-producteur, bien qu'agissant principalement à l'échelle locale, tend ainsi à émerger au niveau national. Elle est définie par des traits comportementaux communs à tous ses membres, et par une même « vision technique du monde productif » relativement conforme au discours hégémonique dépolitisant de l'encadrement.

Chapitre 4

« Remaining a *bwana* » : assistance et stratégies de légitimation et de positionnement des courtiers-producteurs ¹.

Comme nous venons de le voir, les stratégies de cooptation des leaders paysans destinées à en faire des relais hégémoniques dans le projet de contrôle de la production les amènent à mobiliser des ressources économiques, sociales et politiques qui ne sont plus simplement issues de leurs communautés paysannes d'origine et qui leur offrent des portes de sortie de leur condition de producteur. Toutefois, ces courtiers continuent à vivre dans les mêmes communautés paysannes où les relations sociales sont réglementées par un ensemble de normes propres. Cet ancrage local contribue alors, autant que les relations de production dans la filière, à la formation de l'habitus de ces acteurs.

Un grand nombre de travaux d'anthropologie se sont appliqués à décrire la nature morale des relations sociales dans les villages des zones rurales malawiennes. À partir de ses observations dans la région de Dedza au sud de Lilongwe, Harri ENGLUND nous donne ainsi une description très fouillée des économies morales paysannes et du rôle central des élites paysannes pour assurer la subsistance des populations les plus pauvres. Riches comme pauvres, notables comme villageois, les paysans malawiens, nous dit ENGLUND,

1. Le titre de ce chapitre fait directement référence à l'article "*Becoming a bwana*" de Martin Prowse publié en 2009 où il analyse les modes de consommation des producteurs de tabac dans la région de Kasungu, montrant comment la consommation ostentatoire de bière Carlsberg et de produits distinctifs répond à une volonté d'imiter les comportements des *bwana* du tabac, c'est à dire les élites des instances d'encadrement. L'article révèle notamment l'image sociale particulière du tabac dans les campagnes malawiennes. L'objectif de ce chapitre est de comprendre par quels mécanismes les courtiers-producteurs étant parvenus à se distinguer vont chercher à rester des *bwana*, le terme étant entendu ici dans son sens générique d'« homme important et reconnu comme tel ».

sont des « sujets moraux complexes » (*composite selves*) qui n'existent et ne se définissent que par leur appartenance à une communauté villageoise et par leurs interactions avec les autres membres. La notion d'intérêt individuel (au sens d'individu autonome) ne permet donc pas de comprendre la formation du sujet : les foyers et les individus sont caractérisés par leur manque de contrôle sur la définition de leurs intérêts². Au contraire, comme nous l'explique l'anthropologue : « Persons and households appear as the outcome of others' contributions and are in turn, morally obliged to act in line with those relationships. »³. Dans un tel système normatif, la richesse individuelle et privée qui n'engage personne d'autre que l'individu ou son foyer le constitue en *sujet immoral*, c'est à dire en sorcier⁴. L'accusation de sorcellerie est extrêmement grave et constitue la déchéance sociale de tout individu jugé coupable. Les élites paysannes, courtiers-producteurs compris, sont donc prises dans un jeu de « relations sociales constituantes » et doivent nécessairement assister aux plus pauvres (prenant la forme d'une inclusion dans leurs itinéraires de richesse) sans quoi elles risquent de rompre l'équilibre social⁵.

Par ailleurs, comme nous l'avons décrit dans le chapitre 1, la période de transition démocratique s'est accompagnée du renforcement des conceptions populaires des élites comme des « piggy bank », c'est à dire des patrons qui incarnent la richesse de leur clientèle par leur propre richesse et qui, partant, tirent l'essentiel de leur légitimité des relations sociales qui les lient à cette clientèle⁶. La richesse n'est donc reconnue que lorsqu'elle implique les autres dans un jeu de relations clientélares.

À la lumière de ces observations, on comprend dès lors que l'éthique du business et le développement de relations exclusives qu'elle implique, de même que les trajectoires d'accumulation des courtiers-producteurs qui, par leur propriété extravertie, n'impliquent pas directement les autres villageois, rentrent en conflit avec

2. « A notion of persons as the subject of their own interests is not supported by ethnography from Dedza villages. The self appears as a composite of relationships, both in Dedza villagers' moral discourses and in the analyst's appreciation of their emergent interests. Conflicts of interest are, therefore, internal to the person not the result of mutually independent subjects pursuing their 'own' objectives. » ENGLUND, « The Self in Self-Interest : Land, Labour and Temporalities in Malawi's Agrarian Change », p. 141.

3. Ibid., p. 146.

4. Les implications de ce texte d'ENGLUND pour notre propos sont bien plus larges mais seront discutées dans le développement du chapitre.

5. Ce même type d'observation est faite par James C. SCOTT lors de son observation des campagnes vietnamiennes et birmanes à travers le concept d'économie morale. L'économie morale paysanne, selon lui, invite à considérer les « racines normatives des conceptions politiques paysannes » sous l'angle de la subsistance et, partant, à prendre en compte la position morale des élites liée à leur obligation d'assurer la subsistance des plus pauvres. C'est donc lorsqu'elles ne respectent pas leurs obligations morales que les élites mettent en péril l'ordre social et qu'éclatent les rébellions paysannes. James C. SCOTT (1976), « The Moral Economy of the Peasant. Rebellion and Subsistence in Southeast Asia. », in. Pour une application du concept aux mobilisations paysannes sur le continent africain voir BERMAN et LONSDALE, op. cit., p. 265-504.

6. ENGLUND, « Winning Elections, Losing Legitimacy », p. 176.

cette construction morale du sujet complexe et avec les conceptions paysannes du rôle des élites. À force de se distinguer du reste des catégories sociales paysannes, par leurs activités quotidiennes, leurs modes d'accumulation et leurs relations sociales extraverties, les courtiers-producteurs se retrouvent à occuper une position problématique au sein de leur communauté de vie. De même, leur enrichissement ne passe évidemment pas inaperçu au village et si chacun d'eux m'annonce avec fierté être respecté pour ce qu'il possède, cela entraîne généralement jalousies et coups bas de la part de leur entourage⁷.

Rappelons néanmoins que la propriété fondamentale d'un courtier est de savoir se placer à la frontière entre plusieurs univers normatifs. Le courtier se caractérise par sa capacité à manipuler les systèmes normatifs de chacun des univers qu'il fait interagir et les lexiques correspondants. C'est à travers cette manipulation qu'il parvient à sécuriser un profit et à sécuriser de la même façon sa position sociale. Nous venons de voir dans le chapitre précédent comment les courtiers-producteurs parviennent à jouer avec le vocabulaire du discours hégémonique pour accroître leurs capitaux sociaux et économiques, reste désormais à voir comment, par leur habileté à jouer avec les normes sociales de leurs communautés paysannes ils parviennent à légitimer leur position et leurs trajectoires d'accumulation, à l'origine jugées illégitimes. La plupart des pratiques décrites dans ce chapitre ne sont pas l'apanage des courtiers-producteurs mais le propre de toute élite agissant dans les communautés paysannes. Cette continuité est une preuve de plus de l'ancrage local de ces courtiers et de leur capacité à se faire accepter par les autres producteurs comme une élite légitime.

A) Des « piggy-banks » malgré eux : insécurité, assistance « forcée » et structuration sociale

(How many people rely on you ? How many dependants do you have ?) *Many people... Hundreds of them!*
(Entretien avec Edward Nathwala, le 21 Mars)

Les apports théoriques des réflexions d'Harri ENGLUND à propos des économies paysannes dans la région de Dedza ne se limitent pas à révéler l'engagement des élites économiques à assurer la subsistance des plus pauvres. Les pratiques redistributives qu'il observe ne correspondent pas en réalité à une attitude altruiste et généreuse mais bel et bien à la poursuite de leurs intérêts : « Dedza villagers acknowledge the

7. Donald CRUMMEY (1986b), « Introduction : "The Great Beast" », in Donald CRUMMEY, (éd.), *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*, Books in African studies, James Currey, 1986, p. 1–33, Assimilables à autant de moyens de pression et de résistances à la domination des courtiers dans les communautés paysannes. Voir,

reality of interested action and appear unaware of altruism »⁸. Seulement, cette poursuite d'intérêt n'est pas d'ordre autonome mais collectif : l'échange qu'elle implique tend à produire et reproduire la structure sociale. Autrement dit, le don « place socialement »⁹. On sort alors d'une conception de l'obligation morale comme un simple partage altruiste pour la voir comme un acte social produisant le sujet comme un être relationnel, et dans le cas des élites, comme un moyen de sécuriser leur position sociale. Les différentes pratiques d'assistance aux plus démunis ou aux proches, déployées par les courtiers-producteurs, sont donc analysées dans les pages suivantes comme des pratiques nécessaires à la reproduction et à la légitimation de leur position sociale. Elles engagent en somme les courtiers-producteurs et leurs nombreux dépendants à sceller les conditions de la domination des premiers sur les seconds¹⁰.

L'exploration de ces relations sociales nous amène à rentrer encore plus en détails dans les mécanismes du compromis hégémonique au sein de l'espace productif malawien. Après avoir étudié les transactions collusives qui lient courtiers-producteurs et personnel de l'encadrement comme des conditions d'acceptation du contrôle de la production par les premiers, l'étude des jeux de légitimation de la place des courtiers-producteurs dans les communautés paysannes revient aussi à explorer la façon dont se négocie l'activité des « intellectuels organiques », cette fois avec le reste des populations subordonnées. C'est pourquoi cette section propose d'aborder ces pratiques comme des réponses aux situations d'insécurité et aux jalousies auxquelles les courtiers-producteurs font face.

a) Employeurs et patrons : les liens organiques entre le métayage et le *ganyu*

Dans son article précédemment cité sur la dimension relationnelle de la construction morale du sujet en région rurale malawienne, Harri ENGLUND prend l'exemple des relations de travail impliquées par le *ganyu* pour appuyer son propos. Selon lui, cette institution sociale met directement en jeu cette dimension fondamentale des personnes et est autant un moyen de produire la structure sociale que de réactiver sym-

8. ENGLUND, « The Self in Self-Interest : Land, Labour and Temporalities in Malawi's Agrarian Change », p. 146.

9. Comme l'avait déjà observé Norbert ÉLIAS dans son étude du *potlatch* dans les sociétés dites *primitives* de la Côte Ouest d'Amérique du Nord et du *kula* dans les îles Trobriand du Pacifique. Marcel MAUSS, « Essai sur le Don, forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques », in, *Sociologie et anthropologie*, Bibliothèque de Sociologie Contemporaine, Presses universitaires de France, p. 145–279

10. Johanna SIMÉANT tire les mêmes conclusions de sa compréhension du concept d'économie morale tel que formulé par James C. SCOTT : « Le dirigeant légitime ne l'est pas selon sa richesse ou sa frugalité, mais selon qu'il comprend ou pas les besoins des paysans et leur laisse assez pour vivre. Mais solliciter ce que le riche patron présente comme une faveur, même si l'on considère que c'est un droit, c'est encourager publiquement la légitimation à laquelle l'on fait stratégiquement appel. » Johanna SIMÉANT (2010), « « Économie morale » et protestation - détours africains », in, *Genèses* 81, p. 142–160, p. 144.

boliquement son appartenance au groupe. De manière générale, les données collectées lors de mon terrain abreuvent dans le même sens¹¹. Ainsi, le moyen le plus légitime pour un riche paysan d'engager les autres dans sa richesse personnelle est de les impliquer directement dans son accumulation économique par l'emploi journalier. Ce type de relation, bien qu'engageant directement une forme de travail réalisé pour un patron en échange d'une rémunération directement perçue à l'issue du travail, n'est donc pas à proprement parler une relation commerciale et échappe en cela aux lois du marché¹².

À l'opposé, observe Harri ENGLUND, les relations de travail qui engagent les villageois et des travailleurs migrants n'ont pas ce même rôle social et peuvent prendre alors une dimension exploitante¹³. Le migrant n'étant pas reconnu comme un membre à part entière, il est exclu du système normatif dans lequel s'inscrit le *ganyu* lorsqu'il implique deux villageois. Il est également exclu de toutes les institutions sociales du village et de toutes les réunions publiques. Pour différencier les deux types de sujets sociaux que sont le villageois et l'immigrant, Englund oppose l'idée d'« aliénation » à celle de « sujet complexe ». L'« aliénation » est selon lui le propre des travailleurs migrants et désigne l'absence de lien social au sein du village qui pourrait intégrer l'individu au reste du groupe. À part pour le service religieux une fois par semaine, il n'est donc pas autorisé à quitter son lieu de travail¹⁴.

Si ENGLUND aborde la question à partir de l'étude de travailleurs migrants étrangers (fuyant la guerre au Mozambique), les mêmes remarques peuvent être faites à propos des travailleurs venus à Kasungu depuis les

11. Le *ganyu* en tant que pratique sociale a fait l'objet d'interprétations différentes : certains y voient un choix rationnel des ménages les plus pauvres pour faire face à l'insécurité et en tant que tel un moyen de mesurer la vulnérabilité des foyers (Rachel Bezner KERR (2005), « Informal Labor and Social Relations in Northern Malawi : The Theoretical Challenges and Implications of Ganyu Labor for Food Security », in, *Rural Sociology* 70 (2), p. 167–187) d'autres y voient une forme de capital social collectif (M. M. MTIKA (2001), « The AIDS epidemic in Malawi and its threat to household food security », in, *Human Organization* 60, p. 178–188)

12. Comme le remarque Englund à Dedza, dans les campagnes visitées du district de Kasungu, le maintien de telles relations sociales apparaît d'autant plus important que les communautés paysannes sont très fortement ancrées dans des réseaux économiques internationaux, aujourd'hui à travers la production du tabac, mais aussi, et de longue date, à travers l'envoi de main d'œuvre vers l'Afrique du Sud. Voir à ce propos Wiseman Chijere CHIRWA (1996), « The Malawi Government and South African Labour Recruiters, 1974-92 », in, *The Journal of Modern African Studies* 34 (4), p. 623–642.

13. ENGLUND, op. cit. ; voir aussi Harri ENGLUND (2002b), « Ethnography after Globalism : Migration and Emplacement in Malawi », in, *American Ethnologist* 29, p. 261–286.

14. ENGLUND observe ainsi dans la région de Dedza que les conditions du *ganyu* pour les travailleurs migrants implique l'exploitation et non l'affirmation de liens sociaux « Such refugees endured severe lack of cash and often seized any opportunity for paid work that arose. The terms of their ganyu arrangements were strikingly different from those described above. These refugees were often employed to perform the most arduous and menial tasks, such as clearing a garden before a new season. They often worked alone, without the owners of the land, and they were denied the opportunity of planting their own crops when the work was over. Their work schedules, moreover, were considerably harsher than those which relatives usually had. Whereas the latter typically worked only half a day, spending the other half in their own gardens, refugees were expected to work full days for a strictly limited period. Yet their pay for a full day was often the same as relatives' pay for half a day. » idem, « The Self in Self-Interest : Land, Labour and Temporalities in Malawi's Agrarian Change », p. 153–154.

districts environnants pour travailler en tant que métayer chez les tabaculteurs relativement importants¹⁵. La région de Kasungu, comme nous l'avons déjà expliqué dans l'introduction de ce mémoire, occupe une place centrale dans l'espace politique malawien en tant qu'« eldorado paysan ». Bordée au Sud par le district de Dowa réputé pour son surpeuplement, elle est une terre d'accueil pour de nombreux migrants venus chercher du travail chez les tabaculteurs de la région, dans l'espoir de gagner suffisamment d'argent afin de s'acheter à terme leur propre terre ici. J'ai pris conscience de cette même « aliénation » après avoir enfin réussi à obtenir un entretien avec un métayer originaire de Dowa qui acceptait de parler des problèmes que rencontre un travailleur migrant au village¹⁶. S'il est difficile de faire des généralisations à propos des conditions de travail décrites par ce métayer, le lendemain, après avoir raconté beaucoup de chose sur son patron, il est revenu, paniqué, nous retrouver (avec mon interprète) pour s'assurer que je ne divulguerais pas ses informations : « *I don't have any support in the village so if there is another problem with my boss they will support him as a villager and send me off* ». Les observations faites au quotidien alors que je vivais chez les tabaculteurs montraient une grande variété de situations et de conditions de travail pour les métayers migrants mais, à chaque fois, ils restaient à travailler lors des réunions publiques et n'étaient jamais reconnus comme des villageois à part entière¹⁷. S'ils ne sont pas réellement exclus du *ganyu*, ils doivent toutefois demander la permission à leur patron pour aller travailler chez un autre membre du village. Ce type de *ganyu* ne prend jamais la même dimension sociale que pour les villageois : il n'est qu'un moyen de plus pour le travailleur de gagner suffisamment d'argent ou de maïs pour vivre et pour l'employeur de disposer d'une main d'œuvre moins onéreuse.

La production du tabac comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, demande bien plus d'attention et de travail que les autres cultures dans lesquelles les producteurs sont impliqués. Lorsqu'un tabaculteur

15. La précision est importante. Ces travailleurs migrants ne sont pas venus acheter une terre pour agrandir leur business agricole mais rechercher un patron.

16. Vivant directement chez les courtiers producteurs, il était difficile de réaliser des entretiens avec les métayers qui pour la grande majorité ne parlaient pas anglais. Après quelques échecs flagrants, j'ai rencontré Chefira Kumanga (55 ans) métayer depuis deux ans dans la région de Mphomwa. Celui-ci m'a dressé un tableau très noir de ses conditions de travail, des rapports avec son patron et de sa position au village comme d'un étranger que personne ne reconnaît. Mon interprète, employé chez NASFAM, semblait confirmer la véracité de ses propos. Trois jours plus tard, j'ai rencontré un métayer travaillant dans la même exploitation (Entretien avec Felix Ledon (36), devant sa hutte le 02 Avril.). Celui-ci me décrivait une situation bien différente, mais la vision enchantée qu'il donnait de son travail et de ses relations au village paraissait exagérée et le même interprète m'assurait qu'il était impossible que ce métayer soit reconnu comme villageois à part entière comme il le prétendait. Ces deux exemples témoignent de la difficulté, pour un chercheur étranger, à collecter des informations fiables auprès de ce genre de personne lorsque cela nécessite un interprète connu dans la région.

17. Les métayers construisent leur propre microsociété sur l'exploitation où ils travaillent, élisant un chef (*mfumu*) qui les représentent dans la relation avec le patron et qui est chargé de surveiller la production.

commence à s'enrichir à travers cette production, il n'est donc pas rare qu'il embauche de la main d'œuvre étrangère à la communauté domestique mais ce n'est que très rarement sous la forme du *ganyu* que cela se fait. Seuls les tabaculteurs les plus pauvres, n'ayant pas les moyens d'entretenir des métayers sur toute une saison, ont recours au *ganyu* pour les tâches les plus difficiles, au moment de la transplantation depuis les pépinières vers les champs et au moment de la récolte. Le reste du temps seule la main d'œuvre domestique est mobilisée. À l'inverse, l'ensemble des courtiers-producteurs emploie un certain nombre de ces travailleurs migrants sous la forme du métayage. Si tous les tabaculteurs recourant à ce type de travail que j'ai rencontrés justifient cela par le fait qu'il est impossible d'employer des membres du village en tant que métayer en raison de la jalousie des autres, l'explication tient également au fait qu'il est possible de développer des relations purement économiques avec ce type main d'œuvre, là où l'emploi d'un proche implique nécessairement une dimension sociale. L'emploi de migrants dans le cadre du métayage est donc particulièrement profitable pour les tabaculteurs autochtones car ils disposent d'une main d'œuvre facilement exploitable qui n'a pas de soutien moral au village à qui se plaindre du comportement de leurs patrons. Dans une production idéologiquement associée au commerce et au business, c'est donc cette forme de travail qui l'emporte sur l'emploi des autres villageois par le *ganyu*.

Toutefois, en n'impliquant pas directement leur entourage dans la production qui participe le plus à leur enrichissement, les tabaculteurs les plus riches se placent en porte à faux par rapport au reste de la communauté villageoise. En marge du métayage qui dure toute une saison, les courtiers-producteurs, en tant que paysans plus aisés que la moyenne, ont donc régulièrement recours au *ganyu*. Ces deux types d'emploi sont en revanche très distincts symboliquement et ne sont mentionnés au même moment dans aucun des entretiens réalisés. Le nombre de métayers était systématiquement mentionné lorsque venait la question de la main d'œuvre extra-domestique alors que le *ganyu* l'était toujours quand mes enquêtés m'expliquaient la forme que prend généralement l'assistance envers les villageois les plus vulnérables. Chacun de mes enquêtés m'expliquait ainsi en quoi le *ganyu* était le moyen le plus commun de partager sa richesse et d'affirmer ses relations avec les autres villageois, confirmant l'idée d'ENGLUND selon laquelle ce type de relation sociale est avant tout un moyen pour le patron comme le travailleur de réaffirmer leur appartenance à un même groupe. *Ganyu* et métayage ont ainsi deux fonctions relativement complémentaires dans les trajectoires sociales des courtiers-producteurs (et, dans ce cas précis dans les trajectoires sociales de l'ensemble des tabaculteurs ayant réussi à s'enrichir par le tabac). Le second permet de développer des relations de travail

uniquement économiques et, pour le patron, de disposer d'une main d'œuvre docile qui n'est pas engagée dans les mêmes relations de jalousie que le reste des villageois¹⁸. Il est le meilleur moyen pour le patron de continuer à s'enrichir. Le premier, à l'inverse, permet aux tabaculteurs non pas de s'enrichir mais de légitimer leur richesse aux yeux des autres villageois¹⁹, de marquer leur ancrage local et leur engagement à respecter les normes sociales qui conditionnent la vie au village ; engagement que leur recours au métayage risque d'entacher. Alors que les courtiers producteurs sont impliqués dans un certain nombre de stratégies d'extraversion (chapitre 3) qui tendent à les sortir du quotidien de leur communauté d'origine, une telle pratique sociale prend une place centrale dans leurs stratégies de légitimation.

Toutefois, le *ganyu* ne sert pas seulement à réactiver l'appartenance sociale des courtiers-producteurs, il leur permet de manifester leur position de patron par rapport aux autres paysans. Le *ganyu* est en effet généralement réalisé par les villageois les plus pauvres au service des villageois les plus riches, le plus souvent aux périodes où les greniers des premiers sont vides et où les seconds ont besoin de main d'œuvre pour les récoltes. C'est donc par principe un échange inégal qui permet au dominant d'affirmer sa position.

Plus un villageois va employer de *ganyu labors* plus sa position sociale sera reconnue comme élevée. Lorsque j'ai rencontré Justina Banda, nous l'avons vu, c'était sa première année en temps que leader paysan. Alors que les années précédentes elle et son mari avaient tendance à se rendre chez des proches pour travailler en temps que *ganyu labor*, cette année, c'est elle qui emploie quatre villageois par semaine par le même moyen : « I'm proud of hiring *ganyu* now, it shows my position in the village. It means I am better off ». Les personnes employées de cette manière sont généralement les mêmes et sont souvent reconnues par les courtiers-producteurs interrogés comme faisant partie de leurs « dépendants », au même titre que les nombreux parents qu'ils hébergent chez eux. Lorsque Edward Nathwala m'annonce avoir ainsi « des centaines de dépendants », je lui demande quels types de personnes il inclut : « *Some we just give them as a gift, but some we hire for ganyu and give food or cash in exchange of piecework* »²⁰.

18. Lorsque je demandais pourquoi les métayers migrants n'étaient pas jaloux eux aussi et acceptaient de travailler dans les champs de tabac, là où, selon eux, les villageois ne contribueraient pas à l'enrichissement de leur patrons, mes enquêtés répondaient alors que le type de relation qu'impliquait le métayage leur permettait de partager les mêmes intérêts économiques. En revanche un villageois employé à la journée n'aurait que faire de la qualité du tabac produit puisque son salaire ne dépendrait pas des ventes réalisées.

19. « Wealth (*chuma*) becomes wealth only when it mobilises others, e.g. for *ganyu* labour. » ENGLUND, op. cit., p. 151

20. Entretien du 21 Mars.



FIGURE 4.1 – Une fois prêts les sacs de tabac sont enfermés dans la maison pour se prémunir des vols et du vandalisme.

b) « Being rich among the poor is not a comfortable situation » : richesse, jalousie et insécurité des courtiers-producteurs

Lorsqu'il aborde les rapports sociaux qui se développent en période de disette (*njala*) dans la région Sud, Elias MANDALA décrit en ces termes la position problématique des paysans les plus riches :

Njala exposes the Janus face of the rural rich. Every year it makes them appreciate their wealth, as hungry villagers, including those who do not respect authority, bend on their knees for money or food. But, precisely because it drives the poor so low, njala creates a state of insecurity for the rich as well. In particular, hunger and humiliation make the poor appreciate that their poverty is caused by the wealth of their neighbors. The rich are what they are not only because they have access to good land and political favors, but also because they exploit labor and other resources of the poor. (...) Villagers understand their misery – as well as their joys – as products of their society, so that with the cooperation of their headpersons, the hungry often harassed the rich. They would, for example, burn the houses and granaries of the rich, and drive them out of the village. Immigrants and the wealthy known for their meanness were especially vulnerable to such acts of violence.²¹

De telles remarques sont directement transposables aux régions rurales visitées dans le district de Kasungu. C'est notamment à la période de la soudure, que les biens matériels des courtiers-producteurs font l'objet de convoitises, de jalousies et parfois de vandalisme. Cette période, qui s'étale tous les ans sur les trois mois qui précèdent les ventes de tabac, pourrait être qualifiée de *disette conjoncturelle* touchant l'ensemble des populations rurales : les ventes de tabac de la saison précédente sont loin et les dépenses importantes en

21. MANDALA, *The end of Chidyerano : a history of food and everyday life in Malawi, 1860-2004*, p. 123–124.

engrais et outillage effectuées entre septembre et décembre ont achevé de vider les caisses de l'ensemble des foyers. Par ailleurs, compte tenu de l'absence de production agricole sur la saison sèche²², cela fait déjà environ huit mois que les paysans vivent sur leurs réserves de maïs et de cacahuètes de l'année précédente. Mis à part les très gros producteurs et les commerçants dans les Trading Centers²³, toute la population rurale est touchée par ce phénomène. Avant la période faste qui suit les ventes de tabac où les tabaculteurs se réunissent pour célébrer leur paye et boire de l'alcool, généralement à l'excès, dans les débits de boissons de la région²⁴, chacun est contraint de se serrer la ceinture.

C'est aussi un moment de plus pour constater combien leur position d'intermédiaire sert de filet de sécurité aux courtiers-producteurs. En effet, s'ils parviennent généralement à manger à leur faim tout au long de l'année grâce à une production souvent plus importante que celle des autres paysans, cela ne les empêche pas de manquer d'argent à la période de la soudure. Pourtant, leurs réseaux de relations qui s'étendent en dehors du monde rural leur permet de palier ce manque bien plus facilement que le reste des producteurs. Par exemple, au cours d'une de nos escapades à moto sur les pistes de la région d'Ezekiel, nous nous sommes retrouvés face à un énorme 4x4 noir aux vitres teintées conduit par un riche entrepreneur de Kasungu qui menait chaque année un commerce de tabac. Il cherchait Ezekiel depuis une heure pour lui louer son échoppe au petit Trading Center où la plupart des paysans du coin se réunissent pour discuter et réaliser les achats quotidiens²⁵. En l'espace de cinq minutes, mon hôte venait de faire l'acquisition de 6000 kwacha²⁶ : « *You see it's very convenient to be well known as I am, money comes from anywhere ! I did not tell you but those times are very difficult for us as we are far from last season sellings and our tobacco still not ready to be sold. I just ran out of cash three days ago and I just got some money now, let's go and buy some meat for the wives* ».

En outre, les paysans qui ne disposent pas d'une telle sécurité se retrouvent bien souvent poussés à

22. Quelques fermiers qui ont accès à un point d'eau tout au long de l'année cultivent ce qu'ils appellent des *dimba gardens* où ils récoltent essentiellement des légumes et des fruits tout au long de l'année mais cette pratique est relativement peu répandue dans les régions visitées en raison de la rareté de l'eau.

23. Qui pâtissent tout de même eux aussi de l'absence de consommateurs.

24. « *You should stay for the selling season. You would say all the farmers going out, going to town to spend the earnings in parties until early in the morning. Even if you are a mzungu at that time you can drink for free because it is the farmers who pay the round!* » m'explique Ezekiel au détour d'un entretien.

25. En plus de ses deux maisons au village, Ezekiel a fait construire cette échoppe où il veut établir une épicerie. En attendant il la loue aux différents *vendors* venus établir leur commerce en campagne avant de retourner en ville vendre le tabac ainsi acheté.

26. Entre 6 et 10 euros en fonction du taux de change, ce qui représente une somme importante pour un paysan malawien, notamment à cette période de l'année.

échanger leur tabac contre du maïs ou à le vendre à d'autres producteurs qui ont les moyens de leur acheter, souvent à un prix dérisoire, pour le revendre sur le marché avec une plus-value²⁷.

Ce sont donc des périodes où les écarts de richesse entre paysans sont particulièrement saillants et où les courtiers-producteurs sont généralement victimes d'un certain nombre d'actes de vandalisme ou de critiques publiques. Il y a quelques années, un des champs de maïs d'Ezekiel a été complètement saccagé, une autre année deux de ses sacs de tabac ont été volés sur le camion qui les transportait de nuit alors qu'il venait de quitter son domicile. Son grenier de maïs est régulièrement visité lui aussi. De nombreux producteurs plus aisés que la moyenne traversent cette période avec une certaine anxiété allant jusqu'à enfermer leurs sacs de tabac dans leur maison pour se prémunir du vol (voir figure 4.1). C'est également la période où les menaces de sorcellerie sont les plus fréquentes et ciblent généralement les paysans les plus riches²⁸ : Ezekiel m'explique à ce titre que sa mère est décédée du fait de la jalousie des paysans de la région par rapport à la situation aisée de sa famille²⁹.

c) L'assistance comme protection et comme principe de structuration sociale

Les attaques dont sont victimes mes enquêtés les plus riches en période de soudure ne sont que des moments où éclatent un ressentiment et une jalousie que leurs trajectoires d'accumulation alimentent au quotidien. Pour y échapper, ils affichent habilement leur générosité aux yeux des autres paysans et multiplient les dons aux plus pauvres. Lorsque trois hommes sont venus, un matin demander de l'aide à Ezekiel, l'un pour emmener sa fille malade à l'hôpital et les deux autres pour mendier à manger, il a donné 2000 kwacha au premier et de la farine pour cuire le nsima aux deux autres. Lorsque je lui ai demandé s'il lui arrivait de refuser son assistance, celui-ci m'a alors répondu : « *No, when I have something to give I give, it's matter of respect also. If they come it's because they acknowledge I'm a big man, so I give them.* ».

Dans cette économie de l'assistance, la culture du maïs occupe un place absolument centrale. Comme nous l'avons vu, les courtiers-producteurs mènent une campagne idéologique pour associer le tabac au business et justifier le déploiement de relations exclusives entre pairs, au point de revendiquer que le tabac

27. Ils achètent pour environ 350 kwacha le kilo de *burley* de bonne qualité qu'ils revendront aisément le triple sur le marché. Quant au tabac de mauvaise qualité il est réservé pour le marché noir et partira en Zambie.

28. Les attaques de sorcellerie sont très souvent les moyens les plus utiles pour les plus pauvres qui peuvent ainsi affaiblir un riche de façon indirecte, sans se dévoiler.

29. « *She was killed by witchcraft. One year her belly started to grow very fast as if she was pregnant, nobody could tell what she had even the doctors. But we knew, people were jealous from our situation...* »

est leur culture la plus importante. En revanche, aucun des producteurs rencontrés n'alloue la totalité de ses terres à la culture commerciale. Tous conservent une part substantielle de leurs terres à la culture du maïs et cela ne s'explique pas uniquement par une nécessité alimentaire³⁰. C'est en effet par la quantité de maïs produite que l'on reconnaît un *bwana* dans les régions visitées, ce qui entre en parfaite adéquation avec l'idée, exprimée en introduction de ce chapitre, que la légitimité des élites paysannes est dépendante de leur capacité à assurer la subsistance des plus démunis.

(So, all the farmer leaders I've met so far explain they are respected for what they have, that make them able to assist the others. Is it tobacco that brings you such things?) *You know the most respected thing in the village is maize. You have tobacco for money and maize for food. (So tobacco and maize combine?) Yes but maize remain the most important thing for the other villagers. With maize you can help many people, with tobacco you just have money, for personal purposes. (Does tobacco can still bring assistance?) Well, yes, if you have some money, you can easily assist other people, especially the community in general.*

(Entretien avec Godwell Bandala, le 21 Mars à Mphomwa Trading Center.)

En tant que base principale de l'alimentation paysanne dans les régions visitées, c'est donc le maïs qui indique la capacité d'assistance des courtiers-producteurs et consacre leur position d'élite locale. Lorsque je demandais à mes enquêtés de décrire les principaux modes d'assistance qu'ils mettaient en œuvre pour être reconnus comme des *bwana* le maïs revenait systématiquement, à côté éventuellement de dons plus rares sous forme d'argent.

Tabac et maïs entretiennent ainsi des liens organiques centraux dans les pratiques sociales des courtiers-producteurs³¹. Si le tabac leur permet de s'enrichir et de se reconnaître comme des businessman, c'est la culture du maïs qui, à travers l'assistance aux plus pauvres, sécurise leur position d'élite locale.

Toutefois en marge de la simple assistance aux plus pauvres, les courtiers-producteurs savent également utiliser leur position d'intermédiaire dans l'industrie pour s'affirmer comme des hommes importants aux yeux des autres producteurs, et, par là même, rendre acceptables les multiples jeux de petite corruption qu'impliquent leur proximité avec l'encadrement. Alors que nous menions justement un entretien avec un fermier qui exprimait sa difficulté à obtenir un numéro d'inscription, Ezekiel s'est mis à énumérer devant lui les nombreux clubs qu'il avait à son nom et les relations personnelles avec certains employés de la TCC qui

30. Avec ses quatre hectares de maïs, Ezekiel m'expliquait ainsi produire bien plus que ce que ne consomme son foyer.

31. J'interrogeais systématiquement mes enquêtés sur ce qu'était, pour eux, la culture la plus importante. Le maïs était généralement évoqué, quelque soit le statut social de mon interlocuteur. Toutefois les justifications pouvaient varier en fonction de la place de l'individu dans son village : ceux qui se reconnaissaient comme des *bwana* avaient généralement tendance à mettre en premier le prestige social associé à cette culture spécifique, là où mes enquêtés les plus pauvres associaient généralement le maïs à un simple aliment.

lui avaient permis de les obtenir. Je pris alors conscience que ce que je considérais jusqu'alors comme un secret bien gardé était de notoriété publique et ne semblait pas le moins du monde choquer notre interlocuteur.

Ezekiel a toutefois renchéri :

By then I had an access to source those registration numbers... If you ask around you can find a lot of people saying, Charawa sourced this for us, Charawa sourced that for us. I sourced around thirty registration numbers in the area. I had a good connexion with one staff from Tobacco Control Commission, so I could not cut my hand. (The same friend you were taking about the other day ?) Ah no, not really... (rires) But I've got another one. So I've assisted a lot... so to be recognized as a big man I think it's not a problem. (Ezekiel lors de l'entretien avec Yotem Kaluwa, le 06 Mars.)

Par cette activité redistributive, Ezekiel rend non seulement acceptable une pratique d'accumulation personnelle qui n'implique à l'origine personne d'autre que lui dans sa communauté de vie, mais parvient à convertir une ressource acquise de façon illégitime en ressource de légitimité vis à vis des autres producteurs.

S'ils abandonnent leur rôle redistributif, ces courtiers-producteurs peuvent s'attendre à des représailles et à des attaques de sorcellerie : « *Ah you now...It's our culture* » concluait Ezekiel, avec un air fataliste, lorsque je lui demandais pourquoi il continuait à distribuer si cela entravait sa progression économique. Loin d'être seulement un trait « culturel », ces pratiques d'obligation prennent place dans des relations de pouvoir qu'elles contribuent directement à cristalliser et à reproduire³². Le fait de se constituer une clientèle de dépendants la plus large possible, est en cela autant un moyen pour les courtiers-producteurs de se protéger que d'être reconnus comme une élite légitime dans leurs communautés de vie.

Ce n'est qu'une fois bien compris le rôle constituant des obligations morales au village³³ que l'on peut interpréter le fait que des enquêtés comme Jabes Katsonga cherchent à tout prix à trouver des solutions à leur mauvaise récolte sans suspendre pour autant leurs pratiques redistributives : « *Of course I will reduce a bit the amount of my assistance to the village, but I cannot reduce the assistance I give to the poor and to my dependants* »³⁴

Dès lors que l'on a compris l'importance de ces pratiques d'assistance dans la reproduction de la structure sociale et dans la légitimation des courtiers-producteurs, on peut alors expliquer pourquoi la plupart des

32. Jean-François BAYART (2008), « Culture et développement : les luttes sociales font-elles la différence ? », fr, in, *Afrique contemporaine* 226 (2), p. 85–110.

33. Pour une exploration plus large des implications de telles obligations sur les processus de subjectivation paysanne voir ENGLUND, « Extreme Poverty and Existential Obligations ».

34. Entretien avec Jabes Katsonga, le 06 Mars. Pour rappel, j'ai rencontré Jabes Katsonga lors de sa saison la plus difficile après avoir perdu une grande partie de sa récolte après des pluies erratiques au moment des pépinières.

courtiers-producteurs rencontrés se plaignent à l'unisson de ne pas pouvoir mener leur *business* du tabac en paix et d'être constamment soumis à la pression de leur entourage :

(What are the main problems you face in the village?) *Jealousy...* (Why?) *Because I don't make them profit from my tobacco growing* (What do you mean you don't employ them?) *Ah nooo...* (Why?) *They would not work for me in my tobacco fields... It's not possible* (But strangers can?) *Yes it's different. The main problem when you are a bit richer than the others in the village is jealousy from the people. They don't want you to become rich so they cannot work in your tobacco fields. Everybody should be at the same level so they want you to go down..*

(Entretien avec Emanuel Lisongwe, rencontré le 17 Mars devant le bâtiment de la TCC à Kasungu. Extraits du journal de terrain pour cause de panne d'enregistreur.)

(Is it a good position to be a rich person in the village?) *Ah it's not good here!* (Why?) *Because we have very much panic with them.* (What type of panic?) *Too many people are asking for help. That is not good. Many people ask for development.* (Is it a burden?) *Yes! When people come I do panic. Many people come just for benefiting me, it can be good if those things which we have, community people can have also. I would be very free... I could use freely what I have rather than giving it to other people.* (So you are forced to help?) *Yes, no choice...* (If you don't help what happen?) *They are not happy! They are being very jealous! So I help them to prevent jealousy.* (Have you ever suffered from jealousy?) *Yes, sometimes people come to ask but I don't have anything at that time. They think I'm lying and don't want to help. It's very difficult to assist everyone.* (So what are the advantages to be an important man here then?) *Eh...there are advantages of course! When I go out I can see that people like me because I help a lot. For example if someone say something bad about me... Within the communities they can argue against him and say "no this man is good". People respect me.* (And what are the precise things you have that make people respect you?) *Things that make them believe they can rely on me.*

(Entretien avec Edward Nathwala, le 21 Mars à Mphomwa Trading Center.)

Ces deux témoignages de courtiers-producteurs révèlent le rôle central de ces stratégies d'assistance pour sécuriser leur position sociale élevée. Si les courtiers-producteurs se plaignent de cet état de fait c'est justement parce que l'éthique du business associée à leur position dans l'industrie du tabac que j'ai décrite dans le chapitre précédent entre en conflit avec les obligations morales qui se posent à toute élite paysanne.

En somme, l'habitus du courtier-producteur possède bien deux dimensions, l'une relative à l'éthique du business et l'autre à la morale de l'assistance, qui entrent parfois en conflit. C'est à travers les propos de Nation Gonekene, courtier-producteur d'un type particulier car il n'est pas lui même leader paysan mais jouit d'une réputation de bon fermier qui lui a permis de développer des relations avec l'encadrement de la filière, que l'on prend la mesure de cette tension interne :

(How have you become an important man here?) *Through what I do in my farming. I am recognised as a good farmer. And because I can assist the people. When people lack food in january or february, they come to see me and I provide them with maize or a bit of cash. (...)* (What are the main problems you face in your village?) *People are very jealous! They steal farm products or even tobacco! Sometimes they turn your tenants to steal your tobacco are sell it at a very cheap price. That is part of jealousy. They don't want people to become what? Rich! You can assist them it doesn't change anything behind your back they can still continue to steal!* (Who does that?) *Those who don't grow tobacco.* (Why don't they grow tobacco?) *They lack capital maybe.* (So you can help them?) *Ah... nobody can help them. If they*

work hard they can become rich. (According to you everybody has the same chance to become rich in the village ?) Yes they have the same chances. They have land, they have power to work so they can ! But they are lazy.

(Entretien avec Nation Gonekene, à la terrasse d'un restaurant de Kasungu le 20 Mars.)

Ces pratiques de légitimation correspondent à la deuxième dimension de l'habitus des courtiers-producteurs, à côté de celle marquée par l'éthique du business. Elles engagent des comportements de redistribution qui rappellent ces acteurs à leur origine sociale et qui leur imposent de ne pas développer uniquement des relations de business avec leurs partenaires mais également des relations d'assistance avec leurs voisinage et famille³⁵. Elles sont donc reconnues comme indispensables mais unanimement dénoncées comme « pesantes » par l'ensemble des courtiers-producteurs.

B) Quand les courtiers-producteurs occupent les arènes politiques locales

Ces multiples stratégies de légitimation de leurs itinéraires d'accumulation et de leur figure d'élite sociale conduisent alors les courtiers-producteurs, en tant que personnes respectées, à occuper un certain nombre de postes de responsabilité au sein des arènes politiques locales. Ils sont identifiés comme des « *bwana* » non plus seulement à l'échelle de leur village mais généralement à l'échelle de toute la circonscription. En tant que tels, ils interagissent directement avec les autres figures d'autorité légitimes et doivent se trouver une place parmi ces dernières, qui sont souvent plus anciennes et plus ancrées localement.

Cette section s'intéresse à décrire ce positionnement des courtiers-producteurs dans les arènes politiques locales et leurs interrelations avec les autres élites locales. Il s'agit en quelque sorte de comprendre, et éventuellement de différencier, la façon dont ces acteurs « font la politique », c'est à dire la façon dont ils agissent régulièrement dans les affaires publiques à l'échelle de leur village ou de leur circonscription mais aussi la façon dont ils manipulent les ressources locales³⁶. Partant, l'objectif est donc autant d'étudier les actions que les courtiers-producteurs réalisent, en dehors de la production, pour influencer le quotidien de leurs communauté de vie que de comprendre la façon dont ces actions renforcent et légitiment leur position

35. La communauté domestique (*kinship*) est, au Malawi, le premier réseau d'assistance et les relations sociales qu'elle engage sont ce qu'ENGLUND appelle des relations d'obligation. Elles sont, selon l'anthropologue, le produit même de ces obligations morales, avant d'être le produit de liens de sang. ENGLUND, op. cit.

36. BLUNDO, op. cit.

de *bwana*³⁷.

a) Des élites « multi-positionnées »

Le cadre idéologique et pratique du ruralisme d'État exposé dans le chapitre 1 laisse, comme nous l'avons vu, un sentiment de « laissés pour compte » parmi les populations rurales qui se plaignent de ne pas voir suffisamment l'implication de l'État pour améliorer leur quotidien. En jouant davantage sur l'implication paysanne et sur la délégation que sur l'action publique directe en matière de développement, l'État laisse généralement le prestige associé à la réalisation des projets de développement aux individus locaux qui parviennent à afficher leur implication³⁸. Mais si les leaders politiques en jouent pour servir leurs campagnes électorales, ce sont davantage ces élites locales, qui s'impliquent quotidiennement et durablement dans des petits projets de développement, qui profitent le plus de cette propriété du ruralisme d'État et jouissent ainsi d'une source de légitimité et de prestige.

Comme l'observait déjà Blundo au Sénégal³⁹, ce sont les leaders paysans qui vont très majoritairement investir les interstices laissés par l'« État-ONG » dans les campagnes malawiennes. On les retrouve dans la plupart des bureaux exécutifs des multiples communautés villageoises de développement qui fleurissent en zone rurale et tapissent le paysage politique du pays : *village bank committees* (Banke Konde) initiés par un certain nombre d'ONG qui interviennent en zone rurale, *community based organization* (CBO), les noms de ces institutions déclinent le terme de « communauté » à l'infini, afin d'insister sur leur dimension « participative ». En s'investissant dans de tels organismes, les courtiers-producteurs affichent générosité et dévouement à la cause commune. Les « temps morts » que j'avais parfois à Mphomwa lors de mon séjour à Kasungu Nord me donnaient l'occasion de discuter avec un certain nombre de personnes appartenant à des catégories sociales différentes de celle de mes enquêtés principaux. Lorsque nous parlions des courtiers-producteurs que j'avais identifiés, mes interlocuteurs insistaient toujours sur leur respectabilité liée à leur engagement quotidien pour « améliorer le développement de la communauté ». En terme d'implication politique, les courtiers-producteurs font feu de tout bois mais ils ne sont pas de simples membres de ces

37. C'est toutefois seulement à la façon *quotidienne* et locale qu'ont les courtiers-producteurs de faire de la politique que je m'intéresse ici et non à leur engagement politique sous la forme de la représentation et de la revendication dans le milieu associatif ou à travers leur participation au jeu électoral. L'étude de la prise en charge par les courtiers de la représentation paysanne sera abordée dans le chapitre 6.

38. C'est à travers cette stratégie que l'on reconnaît les « piggy bank du développement » que je décrivais dans le chapitre 1.

39. BLUNDO, op. cit.

organisations : ils en sont bien souvent, non seulement les leaders mais aussi les initiateurs. Edward Nathwala par exemple, est, à côté de sa position de leader de la Churu Association, chairperson du Banke Konde de son village, fondateur d'un ALINAFE Group⁴⁰, membre du Village Development Committee et conseiller du Village-Headman.

(Are you involved in development projects ?) *Yes, like building toilets in schools, financing, taking my hoaxcart etc.* (Phillip) *You know those farmer leaders they have so many activities ! Maybe helping the poor, assisting those having HIV, building things...* (And who do you work with ? Where does the money come from) *Ah we contribute with our own money.* (Not NGOs or the state ?) *Ah not the state no ! It's coming from us !* (Are you one of the creators of the ALINAFE ?) *Yes it's me. I'm the one who went to the chief and say, look we have those problems, we should create that* (Robert :) *You know chiefs are often poor, then have the power to gather people for those assistance projects but if you don't have leaders who can directly commit themselves and their money it cannot work.*

(Entretien avec Edward Nathwala, le 21 Mars à Mphomwa Trading Center)

Le très fort accent sur la participation paysanne au développement de leur communauté, mis de concert par l'État et les ONG ces dernières années, incite ces acteurs à multiplier les participations aux projets, d'où ils peuvent tirer un important prestige social. Cette participation les amène également à contribuer avec leur propre monnaie, comme en témoignent les propos de Edward. En marge de ces prises de responsabilité dans diverses institutions de développement, ils multiplient les actions spontanées d'entretien des infrastructures publiques ce qui renforce leur position de petits patrons locaux. Alors que nous passions tous les jours à moto sur un même bout de piste, proche de chez lui, où avaient été entassés des sacs de sable pour consolider le sol et faciliter le déplacement des véhicules, je demandais ainsi à Ezekiel quelle ONG avait placé ces sacs ici : « *It's me and my workers* » m'a-t-il alors répondu, « *You know, I do a lot of things around to maintain proper roads, to help keep things workings, like the small school you saw on the way, I built it with my club members to welcome the children when they cannot cross the river at the rainy season.* » Un autre jour, il me montrait l'échoppe qu'il avait fait construire au petit Trading Center proche de chez lui : « *I want to develop my Trading Center that people can buy things you find only in town otherwise.* » Cette appropriation de l'espace par la plupart des courtiers-producteurs que je fréquentais témoigne bien de leur auto-identification comme « big men » locaux. Ces régions sont les leurs, ils y sont reconnus comme des personnes importantes et jouent sur des terrains où ils ne font, en somme, face à aucune concurrence⁴¹.

40. Groupe créé à l'initiative des villageois se concentrant sur les personnes les plus vulnérables et atteintes du SIDA.

41. Comme l'explique Blessings Chinsinga à propos des campagnes malawiennes du début des années 2000, les seules autres élites locales à s'investir dans les projets de développement sont les élus locaux au poste de conseiller (*councillor*). Toutefois, la fonction a été supprimée par Bingu Mutharika pour les élections de 2009 avant d'être réintroduite par le gouvernement de Joyce Banda pour les élections de 2014. Je n'ai donc eu l'occasion de rencontrer que des candidats et non des personnes actuellement en

S'ils investissent le monde du développement par leurs actions, les courtiers-producteurs le font également de façon symbolique en s'appropriant le lexique du développement et en associant leur richesse matérielle et leurs compétences agricoles à ce vocabulaire particulier. Ainsi, dans leurs discours, être un « bon fermier » ou avoir réussi à étendre sa production est synonyme d'être « bon en développement ». À de nombreuses reprises cela a conduit à des malentendus lors des entretiens, mes interlocuteurs m'expliquant être « good in development », sous entendant qu'ils avaient « développé » leur propre propriété. Le vocabulaire agricole et celui du développement se retrouvent ainsi mêlés conduisant à renforcer le prestige social du « bon producteur ». De même, ils convertissent ainsi une richesse acquise à travers des relations de business illégitimes aux yeux des populations en une qualité unanimement reconnue et valorisée.

En marge du monde des ONG, il est un acteur absolument central dans le quotidien des communautés paysannes que je n'ai pas encore abordé et qui constitue pourtant un élément important dans les stratégies de positionnement de nos courtiers-producteurs : les congrégations religieuses. L'influence considérable des églises et du monde spirituel sur la politique au Malawi, tant au niveau local que national a fait l'objet d'un grand nombre d'études⁴². Comme l'explique Peter VonDoepp : « As organisations, churches have considerable potential to shape not only national politics, but also local-level politics. As such, they can have an important impact on both the quality of democracy as experienced by citizens at the grassroots, as well as the social and cultural bases for democratic consolidation. »⁴³. Leur rôle politique, non seulement dans la mobilisation électorale de manière générale mais également dans le choix électoral, est très important comme en témoignent les entretiens réalisés auprès des candidats qui listaient à l'unanimité les différentes congrégations religieuses comme les soutiens les plus utiles pour gagner la campagne électorale à l'échelle locale. De la même manière, les producteurs interrogés évoquaient systématiquement l'église comme le lieu privilégié pour parler de politique. Leur rôle s'étend notamment aux domaines du développement où elles engagent les fidèles dans un certain nombre de projets caritatifs et humanitaires. D'une même manière, l'emprise des églises sur les esprits et sur les comportements fait de ces institutions d'importants propagateurs

poste. Les autres sont les autorités traditionnelles mais les observations faites sur le terrain laissent plutôt croire à un partage des tâches qu'à une réelle concurrence.

42. Les églises anglicanes ont notamment joué un rôle central dans la mobilisation populaire lors du référendum sur la transition démocratique. De manière générale les congrégations jouent un rôle centrale dans la mobilisation électorale. C'est notamment sur l'analyse de Peter VONDOEPP (2002), « Are Malawi's Local Clergy Civil Society Activists ? The Limiting Impact of Creed, Context and Class », in Harri ENGLUND, (éd.), *A Democracy of Chameleons : Politics and Culture in the New Malawi*, Kachere books, Nordic African Institute, 2002, p. 123-139 que je m'appuie le plus ici.

43. Ibid., p. 123-124.

d'un *modèle de citoyen* et d'un *modèle de bon fermier*.

Au sein de ces congrégations, mis à part le révérand qui est généralement immigré d'une autre région du Malawi, ce sont les « church elders », élus par l'ensemble des fidèles, qui occupent la position la plus prestigieuse et la plus influente. Par extension, compte tenu de l'aura locale de ces églises, la position de « church elder » est une figure d'autorité universellement légitime dans les campagnes. Ils se réunissent régulièrement, non seulement pour aborder les questions relatives à la vie de la communauté religieuse organisée autour du lieu de culte mais également pour décider conjointement de plusieurs projets humanitaires ou de développement qu'il est nécessaire de mettre en œuvre dans la région. L'implication politique des « church elders » est donc bien plus large que le simple fait de mener les services religieux et de transmettre un certain nombre de valeurs morales et politiques aux fidèles. Lors du meeting annuel de la Churu Association auquel j'ai eu l'occasion d'assister était rassemblé un échantillon relativement important de leaders paysans et courtiers-producteurs. Au sein de l'assemblée de 83 leaders paysans (sur 85 personnes, deux étant des chefs locaux invités à la réunion), j'ai recensé 27 femmes (33%) et 56 hommes (77%). Parmi ces 83 leaders, 85% occupaient au moment de l'enquête une position de « church elder ». Ces chiffres, calculés pour une seule association à un moment précis, sont très largement confirmés par les nombreux entretiens réalisés tout au long de mon terrain dans les deux autres régions visitées. Voici donc une position prestigieuse de plus occupée par les courtiers-producteurs. Si leur positionnement dans les organisations de développement leur permet de se constituer publiquement l'image d'une élite juste et dévouée le fait qu'ils soient élus à une position de « church elder » témoigne quant à lui de leur influence très grande sur les subjectivités des autres paysans.

Le dernier type d'institution massivement investie par les courtiers-producteurs sont les institutions du gouvernement décentralisé, ce qui illustre la confiance que leur accordent les autres villageois. On les retrouve ainsi au sein des différentes assemblées citoyennes élues : les Village Development Committees, les Area Development Committee, les comités décentralisés de lutte contre la pauvreté responsables de la distribution des coupons. Officiellement chargé de décider des projets de développement prioritaires dans la région et des négociations avec les donateurs, ces assemblées, bien que relativement peu puissantes dans une perspective nationale et encore très dépendantes de l'autorité des chefs⁴⁴, semblent occuper une place

44. CHINSINGA, op. cit.

importante dans la construction du prestige des petites élites locales.

Cette accumulation d'exemples permet de prendre la mesure des stratégies de « multipositionnalité » des courtiers-producteurs dans leur investissement des arènes politiques locales. Cette caractéristique centrale de leur trajectoire d'accumulation sociale et politique répond à une nécessité d'être unanimement reconnus et appréciés dans leur milieu de vie quotidien afin, de se prémunir de la jalousie des autres tout en se s'assurant un certain nombre de positions intéressantes pour leur accumulation économique personnelle. Ressort de ces quelques paragraphes la capacité des courtiers-producteurs à réutiliser leurs compétences de courtage dans de multiples univers centraux de la politique d'un pays en développement comme le Malawi : courtiers-producteurs, courtiers politiques, courtiers en développement, c'est en quelque sorte la conversion de ces paysans en courtiers professionnels que cette *multipositionnalité* illustre.

b) Les pouvoirs au village : courtiers-producteurs et village-headmen

Leaders paysans, responsables des « community based organisations » etc. les courtiers-producteurs rejoignent le cercle des autorités légitimes, au sein des circonscriptions rurales, que sont les fonctionnaires, les élus locaux, les autorités traditionnelles, les commerçants importants et les leaders politiques. Si elles opèrent à des échelles différentes, ces figures tendent à constituer un réseau d'interconnaissances, un milieu d'« aînés » facilement repérable dans les Trading-Centers où ils se retrouvent généralement réunis dans les mêmes bars.

Dans son étude portant sur les effets locaux de la décentralisation, le politologue malawien Blessings CHINSINGA décrit les interactions conflictuelles entre les acteurs clés de la politique locale, mentionnant les chefs traditionnels d'une part, et les deux groupes d'élus locaux que sont les conseillers et les députés d'autre part. Il ouvre ensuite la discussion sur les perceptions du « *grassroots* » par rapport à ces différentes autorités qui se bataillent le prestige du développement et revendiquent toutes un même aspect de l'autorité politique. Les informations collectées lors de mon terrain vont dans le même sens que ses conclusions, selon lesquelles les autorités traditionnelles font toujours figure d'acteur clé de la politique locale. Viennent ensuite les conseillers, reconnus notamment pour leur ancrage local et leurs interactions quotidiennes avec les populations, suivis enfin par les députés, toujours accusés de venir seulement « faire campagne » avant de retourner toucher leur pension pendant cinq ans à Lilongwe. L'objectif théorique de ce mémoire est toutefois

de déconstruire cette catégorie d'analyse de « grassroots », bien trop souvent admise comme empiriquement pertinente. Les réflexions et données empiriques apportées jusqu'à présent révèlent le manque de portée heuristique de cette homogénéisation des catégories populaires et invitent à considérer le rôle déterminant des lignes de fracture sociales au sein même du « grassroots » dans la pratique de la politique locale. Dans le cas précis des courtiers-producteurs, leurs relations avec le reste des élites fait relativiser l'importance des conflits qui existent entre autorités légitimes pour mettre en valeur la possibilité de relations cordiales et constituantes.

Comme nous avons commencé à l'esquisser dans le chapitre précédent, l'absence de conflit entre les nouvelles figures de la réussite et du pouvoir que sont les courtiers-producteurs et les autorités traditionnelles tient tout particulièrement au fait que ces deux élites locales, bien qu'évoluant aux mêmes échelles, ne mobilisent pas les mêmes ressources de légitimité et ne participent pas de la même façon à la pratique du pouvoir. En clair, les courtiers-producteurs ne revendiquent jamais une position de concurrence avec le chef, même si celui-ci est un mendiant. Comme l'observe Blessings Chinsinga : « traditional leaders are the main in charge of such tasks as conflict resolution, crime prevention, preside over various ceremonies, keep populations registers, make decisions over community development projects and play a critical role in the moral restoration of society. They are thus largely regarded as custodians of local traditions and culture »⁴⁵. Il arrive fréquemment que les courtiers-producteurs en tant que tabaculteurs relativement importants à l'échelle du village soient bien plus riches que le village-headman lui-même. La plupart des village-headmen aujourd'hui ne touchent en effet pas de pension comme c'est le cas pour les quelques villages les plus anciens et leur accès au numéraire n'est pas réellement facilité par leur position. Tout leur prestige on l'a vu découle de leur statut social dans l'appareil politique, alors que c'est davantage à travers le patronage que les courtiers-producteurs construisent leur légitimité. Par ailleurs en tant que villageois, ils possèdent un statut nécessairement inférieur au chef et aucun de mes enquêtés ne revendiquait de statut politique plus élevé au village.

Ces deux catégories socio-politiques entretiennent toutefois des relations particulières : les courtiers-producteurs sont généralement élus à des positions de responsabilité au village en tant que membres du VDC et, bien souvent, à la tête de ce comité ce qui signifie alors qu'ils occupent la position de « chief

45. Ibid., p. 203.

advisor ». Mes trois hôtes, Robert, Ezekiel et Edward occupent ce poste prestigieux mais aucun des trois ne remplace le chef dans l'organisation politique du village. En réalité, leurs compétences techniques et leurs capacités financières leur permettent généralement de renforcer la position du chef qui se repose sur eux pour mettre en œuvre les projets de développement. Tous les chefs rencontrés m'ont ainsi expliqué œuvrer main dans la main avec les villageois les plus riches et influents (parmi lesquels les courtiers-producteurs). À l'inverse, les courtiers-producteurs se servent de l'autorité politique du chef pour mobiliser les villageois lors de l'organisation des journées de formation⁴⁶ ou pour mettre en scène les dons qu'ils font au village. En somme, chacun joue un rôle bien défini qui permet d'entretenir l'autorité de l'autre. À l'échelle de la T/A, les mêmes complémentarités sont observables.

Enfin, cette absence de conflit entre autorités traditionnelles et courtiers-producteurs, et de manière générale, entre les courtiers-producteurs et l'ensemble des élites politiques agissant dans les arènes politiques locales, ne tient pas seulement au fait que dans leurs stratégies de légitimation, ils cherchent à se faire reconnaître de tous. Cela tient également à une caractéristique centrale du groupe : son informalité. Si les courtiers-producteurs possèdent bien un statut de leader paysan et de zone leader dans leur relation avec leur compagnie, cela ne correspond à aucun statut politique et la catégorie sociale n'existe pas officiellement. C'est, nous l'avons vu un ensemble de codes identitaires plus ou moins conscients qui participe à l'homogénéisation du groupe, et non un processus de labellisation officiel. De même, s'ils présentent un certain nombre de caractéristiques comportementales communes et sont marquées par des trajectoires sociopolitiques similaires, ils ne s'identifient pas directement à des courtiers. Le courtage n'est en somme qu'une activité et une position informelles à l'origine d'itinéraires d'accumulation et d'un habitus communs⁴⁷.

Plus qu'une recherche de distinction, il ressort alors de leurs stratégies de légitimation le besoin d'être reconnu comme une élite locale légitime à travers la mobilisation des ressources paysannes de l'autochtonie, de l'assistance et de la famille. Ce n'est en somme, que dans l'entre-soi associatif que le groupe se cristallise réellement. Ce sont des caméléons capables de jouer avec les codes pour se faire reconnaître comme des bons fermiers et des bons intermédiaires pour l'encadrement et parallèlement comme des dominants justes

46. Entretien avec Edward Nathwala, 21 Mars.

47. Les mêmes remarques sont faites à propos des courtiers en développement en Afrique de l'Ouest par les chercheurs de l'APAD à la fin des années 1990. Thomas BIRSCHENK, Jean-Pierre CHAUVEAU et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN (2000b), « Les courtiers entre développement et État », in Thomas BIRSCHENK, Jean-Pierre CHAUVEAU et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, (éds.), *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Hommes et sociétés, APAD, 2000

dans les communautés paysannes.

Mais ce double positionnement, dont nous avons montré qu'il implique une véritable gymnastique morale de la part des courtiers, n'est pas sans poser problème pour leurs relations avec les élites dirigeantes de la filière. Si leur cooptation les place dans une situation de vis à vis avec les autres paysans, dont la jalousie et l'animosité s'expriment plus facilement à leur encontre qu'à celle de l'encadrement⁴⁸, leur ancrage local et leur attachement aux valeurs paysannes les maintiennent dans un groupe de dominés par rapport aux élites politiques. Leur position d'« élite subordonnée » va alors peser sur l'expression de la conflictualité dans la filière.

48. Un autre avantage de la décharge étudiée dans le chapitre 2. Conformément à ce que remarque Michel Foucault l'expression des luttes sociales critique le détenteur du pouvoir qui est le plus proche à défaut de chercher l'« ennemi numéro un ». Voir Michel FOUCAULT (1984 (éd. originale, Chicago, 1982)), « Deux essais sur le sujet et le pouvoir », in Hubert DREYFUS et Paul RABINOW, (éds.), *Michel Foucault, un parcours philosophique*, Gallimard, 1984 (éd. originale, Chicago, 1982), p. 297–321, p. 301

Troisième partie

Une « élite subordonnée »

Les revendications des courtiers-producteurs : entre refus quotidiens et mobilisations non protestataires

Le propos s'est pour l'instant concentré sur la construction du discours hégémonique de l'État-paysan malawien à la fois dans et hors de la filière et sur les conditions pratiques de négociation du compromis hégémonique. Je me suis en cela concentré sur les conditions de formulation et d'acceptation d'une domination politique incarnée par les pratiques quotidiennes d'une élite paysanne constituée en « agent hégémonique ». Ce que nous a révélé avant tout l'émergence des « courtiers producteurs » c'est la nécessité pour les élites dirigeantes de se constituer une base populaire en zone rurale. La cooptation, sous forme de motivation économique, de cette catégorie paysanne correspond alors à une tentative politique d'incorporer les populations rurales au jeu hégémonique du ruralisme d'État et de la production commerciale. Nous venons en clair de décrire les tentatives de *politisation* des paysanneries malawiennes, bien que celles-ci soient généralement officiellement présentées comme des efforts pour améliorer leur situation économique, comme des cadeaux bien emballés de discours techniques, développementistes et dépolitisés.

En cela, le propos cherche à contribuer aux débats sur la « capture des paysanneries africaines », ouverts par le politiste suédois Göran Hyden et sa théorie de la paysannerie « non capturée » ; capture qui, dans le cadre de la paysannerie malawienne s'observe davantage sur le plan de l'hégémonie idéologique que de la coercition. Mais l'agrégation collective des courtiers-producteurs aux mécanismes idéologiques du pouvoir ne se fait pas sans remous ni conflictualité.

L'exploration des marges de manoeuvre dont disposent les courtiers-producteurs dans l'exercice et la définition de la domination sur le reste des producteurs nous a permis de voir comment le compromis hégémonique, c'est à dire l'acceptation de la domination, se négocie au quotidien à travers l'établissement d'un certain nombre de relations collusives et de pratiques de légitimation dans les communautés paysannes. L'étude des comportements quotidiens des courtiers-producteurs a révélé que la construction hégémonique d'une catégorie politique passe par la définition et la prise de conscience de ses intérêts propres. Seulement dans le cadre précis de la filière du tabac il arrive que les intérêts propres des courtiers-producteurs, bien qu'exprimés à travers le lexique du discours hégémonique du business, entrent en opposition avec les conditions matérielles de la domination des élites dirigeantes.

En effet, il ne faut pas oublier que le cadre hégémonique du ruralisme d'État ne se met en place que dans un seul but : le maintien d'une situation générale d'accaparement de la rente du tabac par les élites politiques. C'est cette nécessité de faire vivre le plus petit nombre sur l'exploitation de la production du plus grand qui est à l'origine même du casse tête hégémonique évoqué dans le chapitre 2 conduisant à

l'utilisation des leaders paysans comme courtiers-producteurs. Aussi efficaces que soient les tentatives de d'assujettissement des courtiers-producteurs déployées par l'encadrement, elle ne les sortent pas de leur condition sociale de paysans dominés dont les intérêts économiques sur le marché entrent nécessairement en conflit avec ceux des élites qui cherchent à capter la richesse qu'ils produisent. Pensée avec le vocabulaire de Gramsci, la trajectoire politique des courtiers ne s'apparente donc pas à une « révolution passive », c'est à dire « un phénomène social par lequel une population se retrouve incorporée collectivement à un ordre social par l'entremise d'une accumulation de processus moléculaires, donc de manière passive puisqu'aucune mobilisation contestatrice ou révolutionnaire n'a lieu »⁴⁹, mais engage directement les relations de nature conflictuelle avec les dominants. Partant, la capture de la paysannerie ne peut uniquement fonctionner sur le plan idéologique mais doit également passer par l'institutionnalisation et la canalisation de l'expression des luttes et revendications sociales.

En tant qu'élite locale constituant le premier contact paysan avec les élites dirigeantes en matière de production et en parvenant à sécuriser un certain nombre de positions politiques dans les arènes locales, les courtiers-producteurs vont alors s'imposer comme les premiers portes paroles du mécontentement et des revendications paysannes. Ces revendications et expression du mécontentement sont exprimées par ces acteurs particuliers sous la forme de refus quotidiens individuels et éparpillés mais aussi collectivement à travers la canaux institutionnalisés de la prise de parole légitime. L'étude de la conflictualité ne peut donc seulement prendre en compte les formes d'expression de la jalousie entre producteurs dans une perspective microsociale mais doit élargir la focale à l'espace politique et idéologique général posé en première partie de ce travail.

Retracer les mécanismes de l'exploitation comme sources de la conflictualité dans la filière du tabac nous permettra d'abord d'éclairer pourquoi ce sont les courtiers-producteurs qui se retrouvent à exprimer en premier le mécontentement paysan. Il s'agira alors tout au long de cette partie d'étudier les conditions d'expression des revendications paysannes lorsqu'elles sont portées par les « agents hégémoniques » que sont les courtiers-producteurs et les formes de la représentation paysanne qu'incarne ces acteurs lorsqu'ils s'affirment comme porte-parole. En divisant conflictualité et représentation les deux chapitres suivants cherchent dans un premier temps à montrer tout d'abord comment le conflit peut s'exprimer dans la capture,

49. HOARE et SPERBER, op. cit., p. 56.

utilisant les modalités du discours hégémonique comme moyen de résistance à l'exploitation et dans un second temps comment la représentation collective des paysans, lorsqu'elle est institutionnalisée, n'implique pas nécessairement la protestation.

Chapitre 5

« Au nom du business » : exploitation et formes de la contestation des courtiers-producteurs

Plus fluide, plus efficace et plus légitime la forme que prend le contrôle de la production à travers la cooptation des courtiers-producteurs n'en a pas moins lieu dans un univers politique différencié et dans un cadre relationnel entre élites dirigeantes et paysanneries marqué par l'exploitation économique des seconds par les premiers. Les mécanismes d'ascension sociale des courtiers-producteurs auront beau les rapprocher de l'encadrement et favoriser leur socialisation au discours hégémonique ils ne les sortent pas de leur condition d'élite subordonnée. C'est en explorant les formes de l'exploitation qui est à l'origine de cette subordination des paysans, quel que soit leur statut, que l'on peut rendre intelligibles les formes de la contestation des courtiers-producteurs.

L'analyse de cette conflictualité portée directement par des agents hégémoniques nous invite notamment à voir que ces acteurs ne vont pas résister au cadre idéologique de leur capture mais davantage aux conditions matérielles de la domination. C'est à travers la lecture personnelle qu'ils font de la morale du business, et au nom leur façon propre de définir et porter l'« éthique du business » que ces courtiers-producteurs vont exprimer leur mécontentement lorsqu'ils prennent conscience que le discours hégémonique ne s'accompagne pas réellement d'évolution dans les rapports de force sur le marché. En clair, si l'identité de « *business farmer* » est une dimension de leur assujettissement, elle est également une modalité d'expression de leur résistance. La « culture professionnelle » des courtiers-producteurs devient alors un élément central de la lutte contre l'exploitation¹.

1. C'est ce qu'observe également Romain COHEN dans son article de synthèse sur les formes de « résistances cachés » sur le

Par ailleurs, les observations et remarques de ce chapitre nous permettent, si l'on veut apporter une pierre à l'édifice théorique construit autour de la question de la « capture de la paysannerie », de relativiser l'assimilation qui est faite entre subversion, résistances quotidiennes (qui peuvent prendre la forme de la fuite) et refus de la capture. En effet, si les tentatives de capture des producteurs malawiens se jouent avant tout sur le plan de la subjectivation et de l'idéologie, les résistances observées s'opposent quant à elles aux conditions matérielles et non idéologiques de la domination, à savoir contre les formes de l'exploitation. Ces dernières impliquent toutefois clairement l'idée, centrale dans la seconde partie de ce travail, de décalages entre l'énonciation du discours hégémonique, dont la fidélité au marché officiel est une des finalités, et son interprétation par les courtiers-producteurs.

A) Au sources de la conflictualité : les mécanismes de l'exploitation paysanne

Malgré les prétendues difficultés à faire respecter les contraintes industrielles de la production du tabac², force est de constater que le comportement des instances dirigeantes (État et compagnies mêlées) va dans le sens d'un renforcement de la délégation, sous couvert d'une plus grande « implication » affichée par la contractualisation de certains fermiers ces dix dernières années.

Si la délégation est le mode de production très largement majoritaire dans la filière du tabac, c'est tout simplement qu'elle est extrêmement avantageuse pour l'ensemble des institutions et élites encadrantes qui participent à la captation de la rente extraite de la production paysanne. Rendre compte de ces multiples avantages, c'est détailler le cadre matériel et politique d'*exploitation* de la paysannerie dans lequel se développe le discours hégémonique. C'est également rendre d'autant plus intelligible le potentiel de conflictualité que comportent les relations de production³. Cette exploitation est rendue possible, comme nous l'avons vu,

continent africain. Romain COHEN (1980), « Resistance and hidden forms of consciousness amongst African workers », in, *Review of African Political Economy* (19), p. 8–22.

2. Arguments qui, nous l'avons vu dans le chapitre 2, relèvent davantage du préjugé sur les méthodes de production arriérées et l'irrationalité des paysans que d'un véritable état de fait et, partant participent davantage du discours hégémonique général que de l'expression d'un véritable problème. Parmi les tabaculteurs rencontrés, même les plus pauvres ou ceux qui ne se conforment pas à l'éthique du business, aucun ne correspond aux clichés que je recevais en ville sur les paysans.

3. Cette exploitation de la production paysanne n'est pas l'apanage de la filière du tabac au Malawi. Très récemment dans un terrain de master Guillaume VADOT a observé un cadre très similaire dans la production du coton en Nord Cameroun, Medhi LABZAÉ de même en Ethiopie. VADOT, qui constate que le concept en lui même a plus ou moins disparu du champ des études africaines en fait d'ailleurs le cœur théorique de son étude. Il observe alors que les mécanismes hégémoniques idéologiques ne suffisent pas à limiter le conflit social à une simple potentialité mais que des dispositifs de coercition sont nécessaires. (VADOT,

par une entreprise idéologique et par un jeu de fausses concessions, faisant croire aux producteurs que les évolutions récentes du marché ont été décidées pour leur intérêt. Cet équilibre est toutefois instable et c'est quand l'inégalité devient trop visible que le conflit devient effectif.

Ces nombreux avantages peuvent être regroupés derrière l'idée du *transfert*, caractéristique première de la délégation de la production à une main d'œuvre indépendante. Dans le cas précis du Malawi, deux principaux types de transfert sont opérés par les instances encadrantes qui parviennent ainsi à se dégager des marges considérables sur la récolte des producteurs : transfert des coûts de production et d'organisation et transfert du risque. Une dernière dimension de l'exploitation est dérivée de la question du transfert du risque et tient au fait que les producteurs travaillent sur leur propre lieu de vie et sont issus de communautés paysannes où l'assistance est une dimension centrale des relations sociales : elle s'apparente à une exploitation des solidarités paysannes.

a) Transfert des coûts de production et de commercialisation

Il faut mesurer la particularité d'une production agricole commerciale prise en charge directement sur le lieu de vie des producteurs. Elle demande un certain nombre d'investissements matériels, généralement réalisés par l'employeur dans le cadre d'une production salariée. Par ailleurs, elle implique un certain nombre de tâches annexes coûteuses en temps et en argent directement assumées par les foyers paysans, depuis la reproduction de la force de travail et des conditions de production jusqu'à l'acheminement d'un tabac produit, séché, trié et emballé jusqu'aux salles des ventes, souvent situées à plusieurs dizaines de kilomètres de pistes.

Le mode de production le plus général rencontré dans les campagnes malawiennes est celui de la production domestique. Même chez les producteurs recourant aux travailleurs migrants, l'ensemble de la famille est mobilisé : celle de l'employeur comme celles des métayers. Ainsi, parmi les 44 paysans interrogés, tous mobilisaient l'ensemble du foyer dans la production du tabac et des autres cultures. Généralement en plus des femmes, c'est l'ensemble des dépendants domestiques qui participent au labeur agricole, les jeunes frères, les sœurs et les enfants y compris lorsqu'ils sont sortis de l'école. Dès lors si les registres de

op. cit.) En Éthiopie, l'exploitation des paysanneries n'est pas rendue possible par l'acquisition du consentement mais avant tout par le déploiement de dispositifs répressifs de contrôle (la répression existant autant en puissance que de manière effective). LABZAE, op. cit.

la Tobacco Control Commission ne retiennent que les noms des chefs de famille comme producteurs (et calculent les retombées économiques du tabac sur les paysanneries uniquement à partir de ces données), une masse extrêmement importante de main d'œuvre non officielle se cache derrière. Ce n'est donc pas réellement la délégation à un groupe de producteurs qui a lieu dans la filière du tabac mais plutôt à des foyers producteurs qui ne pourraient s'investir dans une culture si demandeuse en main d'œuvre sans mobiliser l'intégralité de leurs membres. Au delà même du foyer, la quantité considérable de travail que demande la production du tabac (voir le tableau en début de chapitre 2 pour une présentation synthétique des multiples tâches agricoles et extra-agricoles que la tabaculture implique) pousse les producteurs à avoir recours à de la main d'œuvre extra-domestique, ce que les foyers les plus pauvres ne peuvent pas se permettre. C'est le cas de la plupart des fermiers, qui n'ont pas les moyens de recourir à de la main d'œuvre régulière et utilisent le *ganyu* parfois, s'ils en ont les moyens : « No tenant, no seasonal worker, not even *ganyu* labors. How would I pay them ? » m'explique ainsi Jumbe Tembo faisant écho à bon nombre de mes enquêtés.

En outre, cela s'étend au delà du simple travail dans les champs de tabac. La communauté domestique est mobilisée pour un ensemble de tâches qui participent directement à la reproduction de la force de travail et sont en cela autant de conditions de possibilités de la production agricole qui ne sont assumées ni par le gouvernement ni par les compagnies. Mes séjours passés directement chez les producteurs m'ont offert un point de vue unique sur ces labours aussi divers que chronophages et physiquement pénibles : cuisine, aller-retours répétés au Trading Center le plus proche pour acheter les provisions, confection de l'outillage nécessaire à la production, ballets quotidiens des femmes transportant des énormes bassines d'eau depuis les puits parfois sur des kilomètres, petits commerces généralement tenus par les femmes « to cope with the daily needs »⁴, entretien des cultures vivrières (le tabac ne représente généralement qu'une faible superficie des terres exploitées, c'est le maïs, premier aliment des paysans malawiens qui en occupe la majorité)... la liste est longue de ces travaux de l'ombre qui échappent complètement à la responsabilité des institutions exploitantes (voir la figure 5.1).

Par ailleurs, la particularité de la production paysanne réalisée sur le lieu de vie est de capter l'essentiel du temps des producteurs. La distinction faite par les sciences économiques entre temps de travail et temps de repos (sensé, selon les mêmes sciences économiques être un temps « essentiel » à la reproduction de la

4. Entretien avec Richman Kachedwa le 27 Février à proximité de sa petite échoppe en campagne.



FIGURE 5.1 – Piler le maïs est une des nombreuses « tâches de l’ombre », particulièrement laborieuses, qui incombent aux femmes.

force de travail) n’a pas d’application concrète ici. Je me levais généralement le matin aux alentours de six heures, au moins deux heures après que mes hôtes ne se soient eux-même levés, les femmes pour faire le feu et les hommes pour commencer à travailler le tabac⁵. En bref, le labeur agricole et les tâches qui y sont directement liées occupent non seulement un temps considérable chaque jour (environ 13 à 16 heures par jour selon les observations faites chez mes hôtes et leur voisinage) mais également 6 jours par semaine, le dimanche étant généralement un temps alloué à la prière et aux réunions publiques⁶. Dans cet univers paysan, ce sont clairement les femmes qui passent le plus clair de leur temps au foyer, en saison humide lorsque le travail dans les champs est le plus intense comme en saison sèche où les tâches domestiques sont toujours nécessaires. En clair, si nous avons étudié la formation d’un habitus propre aux courtiers-producteurs, qui se différencie du reste de la paysannerie, et si nous avons montré que leur position leur offre des filets de sécurité, le fait qu’ils continuent à prendre en charge la production du tabac sur leurs propres terres les soumet à un certain nombre de contraintes communes à tous les producteurs.

L’ensemble de ces observations sur le labeur paysans relatives au mode de production domestique doivent

5. Un matin chez Edward Nthala, à mon réveil une dizaine de sacs de tabac avaient déjà été préparés pour être envoyés avant 8 heures au point de récupération des transporteurs. Lorsque l’on sait qu’il faut entre dix minutes et un quart d’heure pour réaliser un sac, il est facile d’imaginer leur matinale à laquelle l’ensemble du foyer était déjà au travail.

6. Ces observations restent à nuancer par le fait que je menais mon enquête en période de récolte, une des plus gourmandes en travail.

toutefois être nuancées en ce qui concerne les foyers des courtiers-producteurs, où l'emploi de métayers permet aux membres de la famille de limiter le temps passé dans les champs. Si les femmes ne s'émancipent pas de leurs tâches quotidiennes extra-agricoles, les chefs de famille se dégagent plus de temps libre nécessaire à leur engagement politique. Ainsi, si Ezekiel pouvait se permettre de prendre une semaine et demie en pleine période de récolte pour me guider tous les jours à la rencontre des autres producteurs, cela n'aurait pas été possible pour un producteur ordinaire n'employant pas autant de métayers. L'exploitation, n'a donc pas les mêmes conséquences pour tous. Il n'empêche que, malgré ces inégalités, il reste à la charge du producteur de payer l'intégralité des coûts de production et de reconstitution de la force de travail.

En dehors de l'économie des coûts relatifs à la production, une grande partie des frais d'organisation de la filière est économisée par les compagnies et les élites de l'encadrement. J'ai pu prendre conscience des nombreux frais engagés par les paysans en marge de la seule production, quels que soient leur statut dans la filière et leur richesse : il faut se rendre en ville pour acheter les toiles de jute dans lesquelles est empaqueté le tabac préalablement trié en fonction de la qualité⁷ (voir figure 5.2), construire les séchoirs en bois pour le *burley* où les grands fours en brique pour le *flue-cured*⁸, organiser le transport du tabac jusqu'aux salles de ventes⁹, inscrire son club au bureau de la TCC¹⁰. Nombreuses et coûteuses sont ainsi les tâches administratives et organisationnelles qui incombent directement aux producteurs et dont les instances encadrantes se sont entièrement déresponsabilisées. Ces coûts sont généralement assumés par les courtiers-producteurs eux mêmes qui sont les premiers à prendre en charge la commercialisation du tabac de leur club ou de leur GAC¹¹.

b) Vente à perte : exploitation d'une dépendance au tabac

Une fois décrites les journées de travail paysannes, on peut essayer d'imaginer le coût que représenterait pour l'encadrement la salarisation des producteurs de tabac sur des exploitations industrielles (ne serait ce

7. Il y a plus de 40 notes différentes par type de tabac mais les fermiers n'en retiennent généralement que 5 comme me l'explique Ezekiel en m'apprenant à noter son tabac.

8. Les coûts sont considérables car il faut se procurer de grandes quantités de bois, ressource particulièrement rare dans la région, ou bien confectionner des briques pour construire les fours à *flue-cured*. Nombreux sont les producteurs en manque de moyens à se contenter de fours en blocs de terre non cuite et il n'est pas rare de les voir s'affaisser avant la fin de la saison.

9. Il faut non seulement payer un transporteur mais également acheter charrues ou vélos etc. pour se rendre au point de ralliement car les transporteurs ne se rendent pas sur les pistes jusque chez les fermiers.

10. Verson Govati que j'ai interrogé alors qu'il faisait la queue pour enregistrer son club à Kasungu vient de Ntchisi à 70 kilomètres et a dû attendre cinq jours en ville, « à [ses] propres frais », avant de pouvoir s'enregistrer. Entretien du 13 Mars 2014.

11. Certains clubs transportent leur tabac seuls, d'autres le font au niveau du GAC. Chez NASFAM, c'est souvent à l'échelle du GAC que le tabac est localement collecté, puis il est rassemblé au niveau associatif avant d'être transporté aux salles de ventes.



FIGURE 5.2 – Une fois sec, le tabac doit être détaché des bâtons qui servent à le pendre et trié par notes.

que celle des chefs de famille !). Difficile en revanche d'estimer les gains réels pour les producteurs qui ne reçoivent le produit financier de leur labeur qu'une seule fois dans l'année. Bien souvent en réalité ce revenu ne couvre même pas les coûts de production engagés au cours de la saison :

(How much money do you make on your tobacco production ?) « *I never made any profit on tobacco growing if I take into account the money I spend during the year. I will be forced to seek for ganyu again if I want to provide maize flour and soap for my family.* » (Jumbe Tembo (64 ans), produisant 0,6 hectares de tabac) / *This year it is the first year I'm expected to do a profit as my brother gave me two bags of fertilizers* (Femas Nkhanga (60 ans), produisant 0,5 hectares de tabac) / « *I'm expecting about 10 million kwacha including the loan, look at the figures, if you take out the expenses of both households for the year and keep in mind all the tenants I have to pay... Eh, I'm not ure I will do any profit this year...* » (Ezekiel Charawa, produisant 10 hectares de tabac *flue-cured* et un de *burley*, alors qu'il me présentait son livre de comptes)

Présenter ensemble ces témoignages de trois tabaculteurs ayant pourtant des situations financières extrêmement différentes ne cherche ni à niveler les écarts énormes entre leurs conditions de vie, ni à contredire tout ce qui a été dit sur la différenciation sociale qu'incarne le groupe de courtiers-producteurs. En revanche ils illustrent bien le report des coûts de production sur les fermiers et la difficulté pour ceux-ci à se dégager un réel profit sur l'année.

Les chiffres qui m'ont été donnés par les enquêtés eux-mêmes lorsque je leur demandais une estimation de leur revenus du tabac sont néanmoins à étudier avec beaucoup de précautions. Tout d'abord, étant donné qu'ils reçoivent leur revenu une seule fois dans l'année, tous ne mesurent pas de la même façon leur « profit

net ». À Dowa, Herbert Nkhalamba m'explique ainsi avoir produit l'an passé 12 sacs de *burley* pour un revenu brut de 800 000 kwacha et un revenu net de 20 000¹², là où Maxwell Nkhoma affirme avoir gagné 1,1 million brut pour 800 000 net avec 15 sacs de *burley*, et Georges Chakare 800 000 brut pour 400 000 net avec 12 sacs du même tabac. Un même type de comparaison pourrait être fait dans les deux autres régions explorées. Partant, faire une analyse statistique des revenus gagnés dans chaque région n'aurait aucun sens puisqu'à superficie égale et à même type de tabac produit (j'ai pris intentionnellement trois fermiers qui m'avaient été présentés par Billy Magawza, mon guide dans cette région, comme des « bon fermiers ») les déclarations varient considérablement. Cela tient notamment au fait que chacun se fait sa propre définition du net, inclut plus ou moins de dépenses dans les « coûts de production » (certains affirment ainsi compter les achats de provisions), ou encore tient un relevé plus ou moins précis de ses dépenses annuelles¹³.

Malgré tout, une fois les revenus du tabac réellement dans les poches des producteurs, il n'est pas rare que ceux-ci suffisent à peine à reproduire les conditions de production. Le compromis hégémonique détaillé jusqu'à présent repose à ce titre sur un malentendu : les courtiers-producteurs sont persuadés que leur réussite tient à leurs compétences de producteurs alors qu'elle tient en réalité aux petites prébendes auxquelles leur position leur donne accès. L'argent capté de cette manière est pour une infime proportion issu des poches des élites dirigeantes. En somme, voici comment Billy Magawza, mon guide à Dowa, résume la situation d'exploitation des fermiers par les élites dirigeantes au cours d'un de nos repas : « *People think they make money on tobacco... because they are paid once a year. It's a tremendous amount of money for a malawian farmer. But in fact if you really calculate I can tell you that a very small number of them actually does make profit.* »

Puisqu'ils ne s'impliquent pas dans l'acheminement du tabac, qu'ils développent des stratégies de décharge au niveau de la production, et offrent des prix qui ne permettent pas à tous les tabaculteurs de couvrir leurs investissements relatifs à la production, les élites encadrantes s'assurent l'approvisionnement du tabac en ayant entièrement aliéné la force de travail. C'est, en clair, l'exploitation d'un travail entièrement gratuit que pratiquent les élites encadrantes.

12. Entretien avec Herbert Nkhalamba (85 ans) réalisé chez lui le 14 Février.

13. Par exemple lorsque Ezekiel peut se permettre d'acheter une batterie à 80 000 kwacha pour éclairer sa maison, Jumbe Tembo évoque seulement le savon, la farine qu'il ne produit pas et les dépenses médicales pour résumer ses dépenses annuelles.

c) **Transfert du risque et exploitation des solidarités paysannes**

Le propre de toute production agricole est d'être directement conditionnée par les instabilités climatiques. Dans le cas du Malawi le rapport à l'environnement constitue une des premières modalités mises en avant par Élias Mandala dans son histoire sociale de la paysannerie du sud du pays¹⁴. En tant que tel, le producteur est soumis à une série de risques que les instances dirigeantes n'assument pas. Ces risques environnementaux sont variables, plus ou moins fréquents et sont systématiquement présentés par mes enquêtés comme leur plus grande crainte. À côté des aléas qui restent peu fréquents comme les incendies ou les inondations, les tabaculteurs sont confrontés à un très grand nombre de perturbations, depuis la préparation des sols jusqu'à la vente, qui peuvent ruiner les efforts de toute une saison : dépendance à la pluviométrie fortement accrue par la pauvreté des systèmes d'irrigation, malgré les efforts de certains fermiers, risque de maladie¹⁵. Le tabac exige par ailleurs un rythme de production très soutenu et ne souffre aucun retard pour pousser correctement (voir le tableau en début de chapitre 2). Un retard dans les pluies d'Août-Septembre peut faire perdre une grande partie des graines semées dans les pépinières et compromettre toute la récolte. Pour peu que le fermier en question soit engagé par contrat avec une compagnie qui lui a fait un prêt, il fait alors face à une situation très délicate pour rembourser son emprunt.

Cependant, comme décrit précédemment, la délégation des contraintes industrielles sur les producteurs paysans dépasse très largement la simple production. Ces derniers sont livrés à eux-mêmes, depuis l'achat des facteurs de production jusqu'au transport du tabac aux salles des ventes, autant d'étapes extra-agricoles où le risque de destruction ou de perte de la récolte est également important. En intervenant seulement au moment de l'achat, les élites encadrantes se lavent encore une fois de toute responsabilité¹⁶. Le moment du transport est un moment particulièrement tendu pour les producteurs qui n'hésitent pas à envoyer des émissaires ou à se rendre eux-mêmes aux points de chargement et de déchargement des camions¹⁷. Les ventes ouvrent tous les ans entre mi-mars et début avril, alors que la saison des pluies n'est pas terminée il arrive que les sacs arrivent humides devant les acheteurs et la perte est alors directement assumée par les

14. MANDALA, *Work and control in a peasant economy : a history of the lower Tchiri Valley in Malawi, 1859-1960*, voir notamment l'introduction.

15. La malaria est un véritable fléau en campagne dont j'ai moi-même pu faire l'expérience lors de mon séjour. Les fermiers interrogés plaçaient la maladie systématiquement en tête de leurs inquiétudes en raison, notamment, des frais que les déplacements au dispensaire engagent.

16. Et l'intervention éducatrice des *extention-officers* ne permet pas de se prémunir des aléas climatiques.

17. Les débats particulièrement houleux auxquels j'ai eu l'occasion d'assister lors de la signature des contrats de transport entre les Associations membres de NASFAM à Lumbadzi et les transporteurs contractualisés ont révélé combien la question est importante pour les fermiers.

producteurs.

Cette prise en compte du risque, effectif ou en puissance, est non seulement essentielle à la compréhension des contraintes paysannes mais elle permet également d'éclairer les économies faites par les élites encadrantes grâce à la délégation de la production.

Officiellement, avec l'introduction du nouveau système de production par contrat (Integrated Production System (IPS) ou *contract-farming*) les compagnies prêteuses s'engagent à couvrir les pertes engendrées par les aléas si la responsabilité du producteur n'est pas directement mise en cause. En pratique il est très rare de voir un fermier recourir à un tel processus, cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, si les contrats sont sensés être présentés aux producteurs dans les deux langues, Anglais et Chichewa, par les employés des compagnies, c'est très souvent la version anglaise seule qui parvient en brousse à des paysans qui, pour la plupart, ne parlent que leur langue maternelle. Les entretiens réalisés par la suite ont révélé que très peu d'entre eux avaient une connaissance précise des droits que leur accorde le contrat. Par ailleurs, comme nous l'avons vu dans le chapitre 1, la forme historique prise par la production paysanne au Malawi est le club. Dès l'époque coloniale puis ensuite sous le règne de Banda, les fermiers étaient incités à se regrouper pour mutualiser coûts de production et risques¹⁸. Les élites dirigeantes ont ainsi continué à interagir majoritairement avec des paysans regroupés en clubs (il est d'ailleurs impossible pour un petit producteur de s'enregistrer à la TCC individuellement à moins d'avoir fait reconnaître ses terres comme un *estate*) après la libéralisation et avec le lancement du *contract-farming*.

Les membres des clubs sont généralement très proches et sont engagés dans des relations d'assistance mutuelles en cas de problème. En passant contrat directement avec les clubs, les compagnies se préviennent donc d'apporter une assistance individualisée (et se protègent ainsi d'un grand nombre de situations à risque). C'est donc une forme d'exploitation bien particulière qui a lieu dans la filière du tabac au Malawi et qui découle du transfert du risque sur les populations paysannes : c'est une exploitation collective que l'on pourrait qualifier d'« exploitation des réseaux de solidarité paysans ».

J'ai par exemple rencontré Jabes Katsonga alors qu'il traversait sa pire saison depuis douze ans, après avoir perdu une grande partie de ses graines en raison de la sécheresse au moment des essaimage¹⁹. Le club

18. MCCracken, op. cit., Voir notamment ; et PROWSE, « A history of tobacco production and marketing in Malawi, 1890–2010 ».

19. Cette année, une grande partie de mes enquêtés a du faire face à des pluie erratiques de début saison, perdant alors une part

de Jabes est sous contrat avec Alliance One et il va devoir faire face individuellement à un risque de défaut de paiement de son emprunt dans les mois à venir.

(Can anybody help you ?) *I think I'll be in a position to pay the loan but if ever I can't, members of my club can help me because it's not a problem of my work, it's a climate issue. I also gave some of my fertilizers to a friend so he will give me some tobacco after the harvest. I also have another field somewhere to source money. (Those are things you can do yourself but the company ? Can it help ? Can you go Alliance One extension-officer and say, "I have a problem can you help me" ?) The technician is aware, he came and he saw my problems. (And you never went yourself ?) The company is aware now but I did not go seek for an assistance. (Are you expecting any help from them ?) The technician is aware of the problem but I am the only member of my club who faces the problem so the technician is confident about the capacity of the club to reimburse the loan. It's me who is seeking money to avoid my fellow member to pay for me. (Do you think the company should help ?) They might be in a position but it depends on how many farmers face a problem. It's the club that signs the contract, so it's the club who pays back the loan.* (Entretien avec Jabes Katsonga* (51 ans), devant chez lui le 06 Mars 2014)

Cet extrait d'entretien montre bien les formes d'assistance qu'implique la production sous forme de club. En passant contrat directement avec les clubs, les compagnies exploitent ces relations d'entraide et de dépendance mutuelle des membres tout en s'assurant une fourniture en tabac²⁰. Comme l'affirme Jabes KATSONGA, tant que le club peut collectivement rembourser sa dette, l'assistance ne viendra pas de l'extérieur : « *Insurance is there but it never works* » conclut de la même façon Renald Mazi lors de notre discussion à propos des risques rencontrés dans la production agricole²¹.

Pour éviter de peser sur les autres, les tabaculteurs mettent en place un certain nombre de stratégies individuelles qui doivent permettre de faire face à une année difficile : Richman Kachedwa, Renald Mazi et d'autres ont ainsi ouvert une petite échoppe au village, Marc Fodi Chapitaapa épulse sa moto sur les pistes entre Chipala Trading-Center et Kasungu pour conduire en ville les villageois qui n'ont pas de moyen de transport²², Estere Mbewe et Edward Nthala louent leurs presses à sacs aux autres producteurs, Daveson Simyoni s'est procuré une machine pour produire la farine de maïs nécessaire à la préparation du *nsima*, il a également utilisé, à l'instar de Ezekiel, une partie de ses terres pour y planter des arbres et vendre du bois exotique, nombreux sont ceux à investir dans le bétail comme variable d'ajustement en cas de mauvaise récolte etc. Chacun de mes enquêtés avait son propre coussin de sécurité, plus ou moins confortable en fonction de ses capacités à investir.

importante de leurs semences.

20. *The Nation* 10 nov. 2009 « Tobacco farmers struggling to pay back loans ».

21. Entretien avec Renald Mazi (27 ans), interrogé devant sa maison le 02 Mars 2014

22. C'est d'ailleurs lui qui m'a louée sa moto pour lors de mon passage à Kasungu Ouest.

En plus de démonter le cliché de l'irrationalité économique des paysanneries africaines, l'ensemble de ces stratégies, révèle combien les paysans malawiens sont habitués à se débrouiller seuls, sans attendre d'aide des élites dirigeantes : « no one will come, we need to cope with our problems on our own » explique Marc Fodi Chapitaapa non sans aigreur²³. Le fait que l'obligation morale soit un principe central dans la définition des relations sociales au village (chapitre 4) découle d'ailleurs très certainement de cette nécessité historique pour les populations de faire face aux aléas sans attendre une intervention providentielle extérieure. C'est déjà ce qu'observe Elias MANDALA lorsqu'il analyse un certain nombre de pratiques sociales propres aux communautés paysannes malawiennes comme autant de stratégies collectives pour faire face aux fréquentes situations de pénurie alimentaire et éviter une « faim conjoncturelle » (le *njala* qui, nous l'avons vu dans le chapitre 4 frappe les ruraux annuellement à la période de la soudure) en situation de « famine » (*chaola*)²⁴.

B) Les formes quotidiennes et individuelles de la résistance

Évoquer l'habitude qu'ont les paysans à se débrouiller seuls pour faire face aux situations difficiles ne doit pas pour autant nous amener à conclure que les mécanismes de l'exploitation décrits ne suscitent pas de la rancœur chez les producteurs et notamment chez les courtiers-producteurs qui sont les premiers, finalement, à en percevoir les mécanismes. Cependant, les modes de résistances qui en découlent ne vont pas se diriger contre la morale hégémonique du business elle-même. Dans d'autres contextes où les producteurs sont liés à l'encadrement par une relation salariale, même inachevée²⁵, les études portant sur les modes de résistance font apparaître des stratégies subversives de freinage, de laxisme et de paresse, de la même façon que les ouvriers des usines de Chicago étudiés par Donald Roy dans années 1940²⁶. De cette façon, Guillaume Vadot montre que les tentatives d'assujettissement des cotonculteurs camerounais en bons producteurs, qui passent par la construction négative d'une figure (« Sawalda ») incarnant tous les défauts du mauvais producteur, paresseux et buveur, suscitent des processus de retournement du stigmaté, « Sawalda » incarnant cette fois la subversion et la résistance quotidienne. Dans le cadre d'une production déléguée à un producteur indépendant

23. Entretien réalisé chez lui le 01 Mars 2014.

24. Il évoque notamment des pratiques très particulières de mendicité (le *kusuma*, engageant généralement un échange de service). MANDALA, *The end of Chidyerano : a history of food and everyday life in Malawi, 1860-2004*, p. 119-122.

25. La théorie du « salariat inachevé » vient de la conceptualisation par Meillassoux du mode de production domestique. La communauté domestique fournit l'essentiel des conditions de reproduction de la force de travail et des moyens de production, offrant la possibilité aux élites capitalistes d'offrir des salaires plus faibles que dans le cadre d'un salariat total.

26. Donald ROY (2006), *Un sociologue à l'usine : textes essentiels pour la sociologie du travail*, sous la dir. de Jean-Pierre BRIAND et Jean-Michel CHAPOULIE, Grands Repères : Classiques, La Découverte, 2006, 244 p.

comme c'est le cas au Malawi, force est de constater que les tentatives hégémoniques de l'encadrement fonctionnent mieux. Aucun des producteurs officiellement enregistrés à la TCC rencontrés n'a cherché à faire pression sur l'encadrement en produisant délibérément un tabac de mauvaise qualité, en refusant de se plier aux bonnes techniques de production. Là où au Cameroun Vadot observe une « dignité du paresseux et une gloire du fraudeur »²⁷, dans les campagnes malawiennes, ces mêmes paresseux sont directement exclus du marché, ne reste que ceux qui sont convaincus qu'ils n'ont aucun intérêt à la paresse et qui sont fiers de porter au quotidien les valeurs du « business ». La forme que prend alors leur résistance quotidienne est alors très fortement influencée par cette idéologie du business.

a) **Quand la contestation est portée par les courtiers-producteurs**

À force de multiplier les liens avec ce groupe et de chercher à les former aux techniques de bonne production, impliquant, comme nous l'avons vu, l'acquisition de compétences pointues en matière d'organisation de la filière, les instances d'encadrement font naître des attentes de plus en plus grandes chez les courtiers producteurs en matière de prix qui les amènent à dénoncer les conditions de production et de commercialisation comme de l'exploitation. Les tentatives de conversion de ces producteurs en agents hégémoniques fonctionnent à travers leur introduction dans le jeu de captation des petites prébendes du marché et sur la promesse de prix compétitifs. Cependant, l'illusion décrite plus haut par Billy Magwaza, qui fait que les producteurs voient dans la production une source financière importante, fait long feu lorsque les prix proposés sur le marché ne satisfont pas les attentes de ces producteurs. Chaque année à la période des ventes, la conflictualité qui existe en puissance dans les relations entre producteurs et acheteurs éclate²⁸.

Cette année, dès le lendemain de l'ouverture des ventes, la fronde des producteurs, courtiers en tête, face à la pauvreté des prix proposés sur le marché par les compagnies acheteuses, pour le tabac non contractualisé comme pour le tabac contractualisé, a conduit à la fermeture des salles de Lilongwe et de Kasungu.

There is a strange way these people use to say : "Tobacco is not a crop to play with. Each and every work is supposed to be paid. For us it's very strange because if they talk about payments it's us farmers who are involved." (Who say those words ?) Guys from auctions floors, buyers... even leaf technicians they might be in a position of saying the words. But even if our tobacco is of good quality we can see that the prices are not so good.... when they talk about payments... you see ? So we farmers are in a panic situation cause we cannot live a full life like they are doing.

27. VADOT, op. cit., p. 168.

28. *The Nation* 29 mar. 2010 « Police disperse irate tobacco farmer in Lilongwe ».

(Ezekiel, lors de l'entretien avec Brea Chidothi le 08 Mars)

Ce témoignage de Ezekiel témoigne de l'insatisfaction chronique manifestée par l'ensemble de mes enquêtés par rapport aux prix qui leurs sont proposés sur le marché. Chaque fois que venait la question des principaux problèmes auxquels ils font face, c'est ce problème des prix trop faibles qui revenait, et, de façon étonnante, surtout dans la bouche des courtiers-producteurs, les plus intégrés au marché et jouissant généralement des meilleurs prix. Mais comment alors, appréhender de tels propos lorsque l'on se souvient que ces mêmes courtiers-producteurs, au cours des mêmes entretiens, assuraient que les prix étaient meilleurs et plus facilement négociables depuis leur contractualisation (retranscrits dans le chapitre 2) ? Comment comprendre que le mécontentement émerge justement chez les producteurs cooptés qui sont le moins touchés par les mécanismes de l'exploitation ?

Un premier élément d'explication tient au fait que leur meilleure compréhension de la filière les amène à voir plus nettement les stratégies de transferts et de captation de la rente du tabac mises en place par l'encadrement de la filière. De même, leur plus grand intérêt pour le calcul des coûts les amène plus facilement à tenir des comptes annuels précis et à se rendre compte des sommes importantes pour des tâches organisationnelles qu'ils sont les seuls à prendre en charge. Directement impliqués dans l'acheminement du tabac et plus généralement dans toutes les tâches qui précèdent la vente, les courtiers-producteurs sont les premiers à se plaindre de devoir assumer seuls les coûts de transport, les coûts de ce que représente le risque de leur production agricole, bref l'essentiel des coûts de production et de commercialisation. Les tabaculteurs qui ne sont pas inscrits la TCC, et ceux qui n'occupent aucune position de responsabilité dans les groupements paysans, expriment en premier lieu des problèmes d'ordre personnel et matériel (manque de moyens pour produire, manque de main d'œuvre, pénurie alimentaire, difficulté à faire vivre leur famille avec leur maigre activité agricole), tandis que les courtiers-producteurs dirigent directement leur mécontentement contre des élites dirigeantes accusées de ne pas les soutenir et de « copiner » avec les acheteurs. Ces derniers quand à eux sont accusés de ne pas remplir complètement leurs engagements en matière de prix. Tous les problèmes évoqués sont, en somme, rattachés de près ou de loin à la commercialisation de leurs récoltes et c'est la responsabilité des élites dirigeantes qui est remise en cause : les pistes sont trop mauvaises pour permettre un acheminement efficace du tabac forçant les producteurs à utiliser leurs propres moyens de transport, les intrants ne sont pas fournis dans les temps et les magasins sont souvent vides, les réseaux d'irrigation sont inexistant etc. Toutes ces incriminations, exprimées par chacun des courtiers-producteurs

rencontrés, permettent de comprendre pourquoi ce sont eux qui expriment leur insatisfaction à l'égard des mécanismes de l'exploitation, alors qu'ils sont, parmi les paysans, ceux qui profitent le plus de la production du tabac.

L'explication tient également pour une grande part à l'évolution des attentes des courtiers-producteurs relative au changement de leurs conditions de vie. Un producteur qui voit sa production s'étendre et sa richesse augmenter après avoir appliqué les bonnes pratiques de production va vouloir continuer à augmenter son niveau de vie, d'autant plus s'il côtoie plus régulièrement le personnel d'encadrement dont les salaires sont bien plus élevés que ses revenus extraits du tabac. Lorsqu'il se plaint des prix proposés sur le marché, je demande à Benson Chambo (42 ans) *depot manager* pour le Chipanga GAC (Kasungu Central) ce qui est selon lui un juste prix pour son tabac, plutôt que de me donner réellement une fourchette de prix il me répond : « Now if I produce good tobacco, I want a big house, a TV and even a car »²⁹. Ces producteurs ont un certain nombre de projets (construire une deuxième maison, s'acheter de l'outillage de plus en plus important, accroître leur production) que les prix proposés ne leur permettent pas d'atteindre. Les courtiers-producteurs définissent la frontière entre un « bon prix » et l'exploitation non en termes absolus mais relativement à un niveau espéré et à leurs projets. En somme, pour cette catégorie de producteur, le problème majeur ne vient pas du risque important de réaliser une perte mais de ne pas réaliser un profit suffisant.

C'est une des raisons pour lesquelles une infime proportion d'entre eux a pensé à arrêter de produire du tabac alors que l'extrême majorité n'est pas satisfaite des prix pratiqués compte tenu du travail fourni. Mais même s'ils n'arrêtent pas leur production agricole, ces producteurs développent toutefois un certain nombre de pratiques subversives de contournement lorsque les prix proposés sont jugés trop faibles. C'est vers l'exploration de ces techniques que je me tourne pour rendre compte des limites de leur assujettissement évoquées en introduction de chapitre.

b) « They don't hold us » : fuir l'exploitation

Si les courtiers-producteurs semblent avoir incorporé et mis en pratiques la morale du business diffusée par l'encadrement, c'est avant tout dans une démarche intéressée. Le succès de leur conversion en « business

29. Entretien réalisé à l'AMC de Kasungu le 11 Mars, après une formation dispensée aux *depot managers* de la région par Chimwemwe, tobacco officer pour NASFAM.

farmer » ne relève donc pas d'un assujettissement total au pouvoir qui cherche leur subjectivation mais à leur volonté propre d'accroître leur activité agricole commerciale. « *They don't hold us ! If they don't re-open the market quickly and don't offer better prices, Zambia is not far from us... you can tell them* » s'exprimait ainsi aux cadres de NASFAM une représentante du GAC de Chatoloma lors du meeting annuel de la Churu association, quelques jours après l'ouverture des ventes, menaçant de se tourner vers la contrebande comme pour réaffirmer l'indépendance des producteurs à un encadrement qui cherche à les capturer. Mais plus que des discours, ce sont des stratégies quotidiennes de contournement que mettent en place les courtiers-producteurs qui sont autant d'illustrations de leur assujettissement relatif et de leur volonté d'indépendance. Elles montrent leur capacité à jouer sur le discours et les dispositifs hégémoniques pour en tirer des bénéfices sans pour autant se plier entièrement aux exigences de l'encadrement en matière de commercialisation du tabac.

Les premières limites de l'assujettissement des courtiers-producteurs et leur insoumission partielle aux dispositifs de contrôle sont clairement visibles dans leurs façons de jouer avec la contractualisation. Dans le chapitre 2, nous avons montré comment le lancement de l'IPS, officiellement présenté comme une plus grande implication conjointe de l'État et des compagnies en faveur des producteurs, participait avant tout d'une volonté des élites dirigeantes de renforcer leur implication dans le contrôle de la production à travers la sélection et la cooptation de fermiers importants localement. En outre, nous venons de voir que cette mesure ne s'est pas, en réalité, traduite par un relâchement de l'exploitation mais plutôt par son durcissement à travers le transfert du risque sur des groupes de producteurs. En tant que stratégie de contrôle donc, l'objectif de l'IPS est clair, il s'agit de fidéliser les fermiers et de les placer sous perfusion jusqu'à les rendre dépendants des intrants et autres moyens de production fournis à crédit³⁰.

Le rapport des courtiers-producteurs à l'emprunt et au contrat est bien différent. Beaucoup l'utilisent périodiquement comme un tremplin pour faciliter l'accroissement de leur production mais, entre temps, lorsque leurs fonds personnels leur permettent de couvrir les investissements initiaux, ils préfèrent quitter la relation avec l'encadrement et produire leur tabac de façon indépendante. Dans un espace productif que l'encadrement cherche à s'approprier idéologiquement il faut mesurer la subversion d'une telle pratique. Elle

30. Par ailleurs, au delà d'un renforcement du contrôle c'est également une nouvelle source financière que s'offrent banques prêteuses et compagnies grâce au taux d'intérêt de l'emprunt.

montre bien que malgré toutes les tentatives de cooptation des courtiers-producteurs, l'encadrement n'est pas entièrement parvenu à les fidéliser. Si ceux qui ont reçu les cadeaux les plus importants n'affichent pas cette même volonté de rester indépendant, on remarque ici que la tentative de contractualisation fait face à une utilisation aléatoire par les fermiers qui ne s'en servent que pour leur intérêt personnel. En clair, si les tentatives de fidélisation des producteurs par les compagnies jouent sur la variable affective du don, les courtiers-producteurs ne s'engagent qu'en raison de l'appréciation qu'ils ont de l'intérêt du contrat pour leur « *business* », ils demeurent, en cela, insaisissables. Lorsque le choix de l'indépendance est fait, il est généralement affiché avec fierté et apparaît comme un critère de valorisation pour les producteurs :

What make me a big-man is the assistance I give to the poor and the villagers, contributing with my own money to development. But it is also that I am self sponsored. I pay my own fertilizers and seeds and at the end of the year all the money is for me. (So you never had any loan ?) Previously I had but know I don't need. It shows that I'm wealthy enough to be an independent farmer. And people know that I'm not a dog for the companies. (I understand, but isn't it easier to sell your tobacco when you are in contract farming ?) It was but companies need good quality tobacco, it's not difficult to go for contract marketing when you have good quality tobacco. (And they don't care that you left contract farming ?) Of course they come sometime to make me take inputs on loan, but I have a good relation with the leaf technicians there so they let me free.

(Entretien avec Chiwayu Banda* (67 ans), producteur indépendant et group-village headman, rencontré chez lui le 06 Mars)

Comme le montre ce témoignage de Chiwayu Banda, il n'est donc pas difficile pour ces bons producteurs ayant développé des relations étroites avec le personnel d'encadrement de trouver acheteur sur le marché à travers le *contract-marketing*, système de commercialisation présentant les mêmes avantages en termes de ventes (la compagnie s'engage à acheter la quantité de tabac stipulée par le contrat) mais libérant les producteurs de leur dépendance à l'emprunt. Ces producteurs ont en effet bien compris la situation de dépendance des compagnies à l'égard de leur tabac compte tenu des efforts fournis pour les fidéliser. Mais ces dernières n'aiment pas cette situation car elles n'ont plus le même regard sur les intrants et sur les semences utilisées et sont moins assurées de récupérer tout le tabac contractualisé au moment de la vente³¹. En effet, les producteurs savent collectivement jouer sur le *contract-marketing* pour vendre leur tabac au plus offrant, tout en s'assurant de vendre toute leur récolte sur le marché³². Chaque club signe un contrat avec une entreprise différente et au moment de la vente tous vendent leur tabac à la même compagnie qui offre les meilleurs prix, avec le numéro d'inscription du club qui a signé un contrat avec elle. N'ayant pas l'impératif

31. Les deux Leaf Technicians rencontrés à Lumbadzi et à Mphomwa m'ont ainsi confirmé avoir pour directive de chercher avant tout à contractualiser les fermiers sous la forme du « contract-farming »

32. On peut voir dans ces pratiques collectives un signe du rôle central des solidarités paysannes, bien que limitées aux relations entre « bons producteurs », dans les pratiques protestataires.

de rembourser un emprunt dans cette forme de commercialisation ils disposent d'un poids de négociation bien plus important. Ainsi, afin de garantir leur indépendance tout en conservant leurs relations avec les compagnies et leur position de courtier si avantageuse, nombreux sont les courtiers-producteurs à s'engager auprès d'une compagnie avec un emprunt couvrant une petite portion de leur production et produisant le reste de leur tabac de façon indépendante. Une observation détaillée de la répartition des hectares entre le *contract-farming* et le financement personnel révèle que cette stratégie est très fortement mise en place par les courtiers-producteurs. Bien souvent, ils conservent un hectare ou deux de *burley* pour maintenir ce lien privilégié avec l'encadrement tandis que le reste est produit de façon indépendante. C'est par exemple ce que m'explique Ezekiel lorsque nous détaillons sa production face à ma surprise de voir qu'il n'a qu'un hectare de *burley* sous contrat sur onze hectares de tabac au total :

The companies, they want our tobacco, they don't want us just to reimburse our loan.. they want the maximum tobacco they can at cheap prices from us. So the best way for them is to give us big loans to be sure they have the right to buy all our tobacco and we cannot go elsewhere. (And you don't want to be dependant from one comanies) Of course it is not comfortable because our power of negociation is low... (So why do you still go for contract-farming ? And just with only one hectare then ?) We sign a contract and take a loan from the comany so that they remain happy and keep giving us the advantages that go with contract-farming. But most of the money I make on my tobacco is from the ten hectares of flue-cured which are self sponsored.

En revanche, cette forme de contournement, bien que clairement subversive si l'on prend en compte les tentatives d'appropriation de la paysannerie que cache le lancement de l'IPS, ne constitue pas à proprement parler une résistance à l'emprise idéologique de l'encadrement et à la diffusion de la morale du business. C'est au nom de leurs aptitudes de bons fermiers que ces producteurs se permettent de refuser la mise sous dépendance qu'implique la contractualisation.

Par ailleurs, elle n'éclaire que très partiellement cette volonté d'indépendance des courtiers producteurs. Un autre type de pratique, moins explicite, est propre au district de Kasungu et se rapporte à l'intense marché noir qui se développe dans la région en raison de la proximité de la frontière zambienne. Malgré les tentatives de diabolisation du marché et la répression importante menée par le gouvernement contre ce trafic³³, les quantités de tabac directement vendues pour le marché zambien sont considérables et le paysage productif des deux régions de Kasungu visitées en témoigne. Après avoir arpenté les campagnes du district de Lumbadzi où seul le *burley* est cultivé en grandes quantités, j'ai été frappé de voir des champs

33. Répression toutefois limitée à la frontière, les « gendarmes » en brousse sont très peu nombreux et souvent de mèche.

de *flue-cured* — typiquement reconnaissables à leur couleur plus sombre et aux petites cabanes de briques alignées en bordure des parcelles — s'étendre à perte de vue dans les campagnes de Kasungu. Ce que je prenais pour un phénomène lié aux sols cultivés ou au climat spécifique de la région est en fait le direct produit de cette implantation importante du marché noir à la fin des années 2000 suite à la dégringolade des prix du tabac³⁴. Le *flue-cured* est le tabac principalement acheté par les trafiquants zambiens alors que les acheteurs opérant sur le marché officiel ont fait du Malawi leur principal marché de *burley*. Selon les tabaculteurs rencontrés dans la région, le tabac *flue-cured* demande plus de main d'œuvre mais est beaucoup plus profitable que le *burley* vendu sur le marché régulier. Une fois encore, un regard sur la composition des cultures de mes enquêtés est éclairant, certains producteurs ne produisant qu'un demi hectare de *burley* sous contrat et allouant tout le reste de leurs champs (c'est à dire entre 0,5 hectare pour les plus petits et 10 hectares pour le plus gros rencontré) à la production du *flue-cured*. Et si une petite proportion de ce tabac *flue-cured* est acheminée aux salles de vente du pays, la grande majorité reste directement exportée par le biais du marché noir.

Ce marché est parfaitement structuré et les relations interpersonnelles avec les trafiquants zambiens sont nombreuses. Encore une fois certains courtiers-producteurs parviennent à tirer profit de leur visibilité dans la région et de leurs réseaux de connaissances pour en infiltrer le cœur, de la même manière qu'ils sont parvenus à centraliser les relations de production au sein de la filière³⁵. C'est à nouveau chez Ezekiel que l'on trouve l'exemple le plus frappant de la façon dont ces courtiers-producteurs utilisent leurs ressources différentes pour tirer profit du marché noir. Disposant de ses propres moyens de transports pour le tabac de son club et possédant une échoppe inutilisée au trading-center le plus proche, il a été directement approché par des trafiquants pour qu'il leur loue. Ces relations personnelles lui ont ensuite permis de disposer d'un accès direct au marché noir si bien qu'aujourd'hui il ne produit plus qu'un hectare de *burley* de façon intensive

34. Si auparavant les producteurs désireux d'échapper au marché officiel devaient se rendre eux même en zambie, les trafiquants viennent désormais directement faire leur commerce dans en brousse malawienne, en partie lors des *kabwandire markets*, marchés officiellement illégaux, commençant tard dans l'après-midi et se poursuivant le soir. C'est après la tombée de la nuit que se font les principaux échanges illégaux de tabac.

35. Je me fonde seulement sur des témoignages glanés lors de mes discussions informelles avec mes hôtes et les *extension-officers* qui me servaient de guide. Les ventes venaient de commencer lorsque j'ai quitté le terrain et le gros du marché noir se lance généralement quelques semaines plus tard lorsque tout le *flue-cured* est prêt. Malgré mon insistance mes accompagnateurs sur le terrain ne m'ont pas laissé rester dans les *kabwandire markets* une fois la nuit tombée pour assister au petit marché noir. Mon regard sur cette économie souterraine est donc limité pour ce premier terrain et je me contente de donner quelques pistes explicatives du rôle des courtiers dans son organisation à partir des quelques informations collectées, c'est ce qui explique notamment pourquoi un chapitre entier ni même une section ne soient réservés à l'étude de ce phénomène assimilable à une stratégie de fuite des tabaculteurs lorsque les prix sont trop bas.

et dix hectares de flue-cured dont la moitié est systématiquement vendue au marché noir si les prix sur le marché officiel ne sont pas suffisants, l'autre moitié étant toujours vendue au Malawi afin de rester un des plus gros contributeurs en tabac de son association.

Il est toutefois important de noter que cette stratégie de fuite est davantage utilisée comme un recours par les tabaculteurs au cas où les prix sur le marché officiel seraient trop faibles. Alors que Philip mon guide à Mphomwa m'avait d'abord expliqué que le *flue-cured* ici était toujours produit pour les zambiens, il reste possible de le vendre aux salles des ventes là où, en revanche, le burley est très rarement commercialisable au marché noir. L'ensemble des tabaculteurs engagés dans la culture du *flue-cured* m'avouaient ainsi avoir opté pour ce type de tabac après les années 2009 et 2010 où les prix proposés ont été historiquement faibles, pour s'offrir une porte de sortie. Force est tout de même de constater que les prix de vente n'ont pas beaucoup augmenté depuis et que cette porte de sortie est très souvent utilisée.

En cela, il ne correspond pas réellement à une stratégie collective de contestation silencieuse mais s'apparente davantage à l'utilisation opportuniste d'un nouveau marché illégal. Dès lors que la conflictualité au sein de la filière s'est faite particulièrement sentir après 2009, ce sont nous l'avons dit les pirates zambien qui ont pris d'assaut l'espace productif malawien sentant la possibilité d'une manne financière importante. Les fermiers malawiens ne se sont pas organisés collectivement pour structurer une économie de la fuite et n'ont pas transformé cette pratique en force de contestation politique générale. Le coût de l'engagement serait trop grand m'expliquent ces fermiers qui sont informés des dispositifs de coercition mis en place par l'État pour lutter contre cette perte financière importante³⁶. Elle reste donc une pratique éparpillée et individuelle qui ne s'étend pas aux autres régions que les circonscriptions bordant la frontière³⁷ et qui n'est pratiquée que par ceux qui ont ou bien un accès direct au marché noir ou bien par ceux qui passent par l'intermédiaire des premiers. En cela le cas de Ezekiel n'est pas généralisable et il faut bien garder en tête le côté éparpillé de cette pratique, même chez les courtiers producteurs. Il ne faut pas pour autant nier toute dimension protestataire à une telle pratique qui se réfère à un réel mécontentement et à un refus de se plier

36. En 2010, la question du trafic a commencé à faire la Une des journaux nationaux *The Nation* 12 avr. 2010 « Police erect roadblock to stop tobacco » et *The Nation* 30 avr. 2010 « TCC donates various items to Dedza Police »

37. Lors de mon passage à Kasungu Central j'ai eu l'occasion de rencontrer des producteurs venant des régions est et sud de Kasungu ainsi que du district de Ntchisi qui m'expliquaient que ce recours au marché noir était particulièrement difficile dans leur région, les pirates zambiens se contentant de faire leur commerce tout près de la frontière. Quant à la région de Lumbadzi, aucun des producteurs rencontrés, quel que soit leur statut, n'avait recours à cette stratégie de fuite. Ces informations ont été confirmées par les extensions-officiers de NASFAM à Kasungu. Pour Josph Muya et Philip Mugara, tous deux responsables des régions frontalières, le problème est important et général tandis que pour ceux travaillant dans les régions intérieures il est très peu présent.

aux conditions du marché. Certains enquêtés m'affirmaient par exemple espérer secrètement que les élites dirigeantes prennent la mesure de la fuite de leur tabac pour prendre des mesures adéquates en matière de prix : « If they lose my tobacco, maybe they will offer better prices. So I hope they know I'm doing this... »³⁸.

Ces différentes pratiques de contournement et de fuite nous invitent alors à prendre en compte la dimension conflictuelle de la position des courtiers-producteurs non plus seulement dans leurs relations problématiques avec les autres catégories paysannes mais dans leur rapport à l'encadrement. Cette conflictualité, qui n'existe pas seulement en puissance et ne s'exprime pas uniquement dans les canaux institutionnalisés de la prise de parole légitime, découle directement du caractère subordonné de cette élite locale qui tout en occupant une position pionnière dans les arènes locales reste soumise aux mécanismes de l'exploitation paysanne. Elle révèle que l'exercice du pouvoir ne peut se localiser uniquement dans les mécanismes fluides et quotidiens du consentement mais fonctionne également par le déploiement de dispositifs coercitifs lorsque les conditions de la domination, jugées inacceptables par les dominés, génèrent du conflit³⁹.

Il me semble néanmoins fallacieux d'aborder ces pratiques de contournement comme des discordances identitaires chez les courtiers-producteurs. Si, à la réunion de son meeting, Ezekiel sermonnait les leaders de GAC qui laissaient leurs membres vendre leur tabac en Zambie avant même d'avoir remboursé leur emprunt, ce n'était pas par fidélité aux compagnies prêteuses mais bien parce que ce comportement compromettrait la réputation de l'association dans la filière. Partant, ce n'est pas un problème pour lui de vendre en Zambie un tabac non contractualisé et pour lequel il n'a pas encore payé de quota à la TCC⁴⁰. C'est, d'ailleurs, au nom même de la « morale du business » que les courtiers-producteurs justifient le trafic de leur tabac vers la Zambie, chacun m'expliquant que si les compagnies ne respectaient pas leurs engagements et que les prix offerts par les zambiens leur dégageaient des profits plus importants que le marché régulier il était normal, dans une stratégie commerciale, de se tourner vers ce type de marché. Le caractère individuel de ces stratégies semble également confirmer l'idée qu'elles ne correspondent pas, à proprement parler, à une résistance à la construction idéologique de la filière. Bien au contraire, elle s'appuie directement sur cette idéologie et sur la « lecture pratique » qu'en font les courtiers producteurs. Plus qu'un objet de contestation,

38. Entretien avec Maxwel Nkhoma (environ 45 ans), le 25 Février.

39. La combinaison entre hégémonie culturelle structurée autour de l'idéologie et du consentement et recours à la coercition est au cœur de la philosophie gramscienne du pouvoir. En dehors d'une situation idéale où le pouvoir ne se maintiendrait qu'à travers l'hégémonie, Gramsci propose de penser l'articulation de ces deux modes d'actualisation du pouvoir.

40. Il est toujours possible d'augmenter son quota pendant toute la période des ventes qui s'étend généralement de Mars à Août.

les modes de subjectivation des courtiers-producteurs seraient alors davantage un moyen d'expression de la conflictualité.

En somme, en prenant pour cible les formes de leur exploitation plus que le contexte hégémonique de leur capture, le mécontentement exprimé et les stratégies de fuite déployées par les courtiers-producteurs ne semblent pas remettre directement en cause la construction de la domination dans la filière.

Toutefois, l'expression de la conflictualité au cœur des relations entre paysanneries et élites politiques ne prend pas uniquement la forme de la subversion. La politisation des courtiers-producteurs, analysée dans le chapitre 4 à travers leur participation à un certain nombre d'organisations de développement et aux instances décentralisées de l'État, les amène avant tout à utiliser les canaux institutionnalisés de la prise de parole politique pour exprimer leurs revendications, ce qui tend une fois de plus à confirmer l'idée de leur capture.

Chapitre 6

Les voies de la mobilisation et de la représentation paysanne légitime : les courtiers-producteurs comme force de proposition politique ?

Affirmer que les courtiers-producteurs sont une « force de proposition politique », après avoir longuement présenté les discours techniques et dépolitisés visant à les introduire dans la pratique du pouvoir sur les autres producteurs, passerait presque pour une provocation. Pourtant, il est important de rappeler que c'est le groupe des leaders associatifs locaux qui constitue le principal foyer d'origine des courtiers-producteurs et, en tant que tels, ils sont reconnus pour leur « capacité dirigeante et technique » et font figure de représentant légitimes pour porter les revendications paysannes. Lorsque dans certains cas isolés, ils ne sont pas issus du monde associatif, leur position de courtier leur procure des capitaux facilement convertibles en ressources politiques.

Par ailleurs, la trajectoire sociale ascendante des courtiers producteurs et leurs stratégies de légitimation au sein des communautés paysannes les amènent à occuper un certain nombre de positions politiques centrales dans les arènes politiques locales. Ils s'imposent ainsi de plus en plus comme des interlocuteurs privilégiés pour les élites venues de l'extérieur au-delà même de la filière du tabac et de la production agricole. Ces trajectoires diversifiées de « politisation » des courtiers-producteurs, c'est à dire d'incorporation aux institutions légitimes du politique, vont alors nécessairement les amener à recourir aux formes institutionnalisées de la participation et de l'expression politique, lorsqu'ils agissent collectivement avec une intention politique

affichée, plus qu'aux voies subversives de la résistance.

Ce phénomène de centralisation et de filtration du mécontentement paysan par les courtiers-producteurs va alors tendre à étouffer les autres formes de contestation, plus subversives qui pourraient être portées par d'autres catégories paysannes. En somme, la subjectivation des leaders paysans en courtiers-producteurs permet non seulement à l'encadrement de se doter d'un regard quotidien sur la production et de s'assurer la diffusion passive de la morale du business mais également de canaliser et d'institutionnaliser par leur intermédiaire l'expression de la conflictualité. L'objectif de ce chapitre est de comprendre l'influence sur le contenu et la forme des revendications de cette institutionnalisation du conflit.

Afin de rendre compte de la pluralité des formes de revendication politique portées par les courtiers-producteurs, ce chapitre propose deux études de cas qui ont centralisé la pratique de mon terrain sans en constituer pourtant l'objet d'étude central. La première concerne le cas de NASFAM en tant que plate-forme de représentation paysanne. Elle n'est pas la seule association paysanne à l'échelle nationale mais elle est de loin la plus grande et la seule à avoir une implication directe au niveau local dans la production¹. Le fait que l'ensemble de mon séjour ait finalement été organisé par l'intermédiaire de l'organisation m'a donné un point de vue privilégié sur ses activités locales et nationales de représentation et d'encadrement, qui permettent d'illustrer cette institutionnalisation du conflit qui se forme autour de la production agricole. Elle permet notamment d'illustrer le processus par lequel les producteurs sont déconnectés des instances dirigeantes, leurs revendications étant filtrées et finalement exprimées davantage par le personnel encadrant que les courtiers-producteurs eux même.

La seconde concerne le contexte pré-électoral au cours duquel s'est déroulé mon terrain. Si la campagne fut officiellement lancée le 23 mars et ne s'est intensifiée qu'après mon départ, l'activité politique était déjà particulièrement forte au cours des semaines précédentes et le contexte m'a offert un regard singulier sur le rapport des courtiers-producteurs au jeu électoral. Elle est notamment l'occasion de discuter l'homogénéité des parcours des courtiers-producteurs en mettant en avant une catégorie spécifique de courtiers qui sans être issus du monde associatif vont atteindre la même position dans la filière. Leur absence d'engagement

1. TAMA (Tobacco Association of Malawi), l'autre association de producteurs qui opère à l'échelle nationale et participe au même titre que NASFAM aux instances de prise de décision. Elle est toutefois à l'origine formée comme un regroupement des propriétaires de grandes exploitations sous le règne de Banda. Ce n'est que plus tard, suite à la prise en charge massive de la production qu'elle s'est ouverte aux petits producteurs. Elle ne mène pas toutefois de missions de terrain et d'éducation comme le fait NASFAM et ne s'implique qu'auprès des producteurs de tabac pour organiser le transport aux salles des ventes.

associatif va alors leur permettre de s'engager dans une carrière politique là où les premiers courtiers décrits privilégient la carrière associative.

A) NASFAM : l'exemple d'une « mobilisation dans le jeu »

J'ai fait le choix dans ce travail de présenter en premier lieu la façon dont NASFAM s'inscrit directement dans l'édification des dispositifs de contrôle de la production et d'exclusion des producteurs qui ne se plieraient pas à la morale du business. L'objectif était de comprendre comment une organisation qui se construit autour de l'idée de représentation paysanne et affichant l'« advocacy » comme engagement peut se retrouver à participer à la capture de la paysannerie par les élites politiques. Cela ne doit pas pour autant nous conduire à ne voir dans l'association qu'un outil de contrôle. L'association s'affiche avant tout comme le premier représentant des forces productives dans le processus de prise de décision au sein de la filière du tabac et joue un rôle déterminant dans la définition des politiques agricoles². De plus, en tant que premier « foyer » des courtiers-producteurs, l'association va s'imposer comme la principale plate-forme d'expression des revendications paysannes.

Toutefois, son implication dans la vulgarisation et la diffusion du discours hégémonique des bonnes pratiques va directement impacter sur la façon dont l'organisation prend en charge la représentation paysanne. Loin d'en faire un acteur « contre-hégémonique », son action consiste au contraire à améliorer le pouvoir de négociation de ses membres dans le processus décisionnel et « dans le jeu » hégémonique proposé par les élites dirigeantes. S'il s'agit directement de proposer un contre pouvoir à l'implication croissante des compagnies en matière de production au niveau de la négociation, elle n'affiche pas de ligne contestataire sur le plan politique.

La trajectoire des revendications paysannes au sein de l'organisation depuis leur formulation locale jusqu'à leur expression dans les réunions nationales procède par une série de filtrations, d'abord par les courtiers-producteurs dans leur rôle de leaders paysans puis par les cadres de l'association pour être exprimées

2. La double identité de NASFAM, entre association paysanne et ONG profitant très fortement de l'apport financier et symbolique de ses parrains internationaux, est un critère important du succès de l'implantation de l'organisation non seulement dans les campagnes mais également au plus près du processus décisionnel. C'est également un élément à prendre en compte dans l'organisation très bureaucratique de l'association. Voir CHAUVEAU, op. cit. : l'anthropologue y discute la dimension profondément bureaucratique de la culture de développement. Si c'est davantage à travers l'idée d'« advocacy » que s'exprime désormais l'industrie du développement, caractéristique que NASFAM vérifie parfaitement, son intervention bureaucratique dépolitisante n'en est pas altérée.

finalement dans des termes techniques, dépolitisés et, somme toute, très faiblement contestataires³.

a) « We, as the (good) farmers » : représentation sélective et revendications des courtiers-producteurs

La première filtration des revendications paysannes est effectuée par les courtiers-producteurs et leur éthique du business. Si les revendications qu'ils portent conservent une teneur contestataire et parfois radicale, allant parfois jusqu'à la mise en place de stratégies de fuite comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, leur action a tendance à réduire très fortement le spectre des catégories paysannes représentées. Leur monopolisation des revendications paysannes à l'échelle locale nous invite alors à questionner le sens que prend le « nous » lorsqu'il est prononcé par les courtiers-producteurs. En effet, s'ils pratiquent l'entre-soi dans leur quotidien de « bons producteurs », qu'en est-il dans leur activité de leaders paysans ?

L'objectif de la représentation est clair pour ces courtiers-producteurs, il s'agit d'obtenir les meilleures conditions de vente possibles sur les marchés du tabac et cela ne peut passer dans un premier temps que par la constitution d'une bonne réputation de l'association ; en témoignent les nombreuses compétitions que se livrent les associations de chaque district, les vainqueurs affichant clairement leurs trophées, de « meilleure association de l'année » etc. *Exit*, donc les producteurs qui ne respectent pas l'éthique du business et qui risquent de ternir l'image de l'association.

L'accès à la représentation apparaît dans ce sens tout aussi exclusif que les relations de business entre bons producteurs étudiées dans le chapitre 3. Finalement, la mobilisation paysanne dans la filière de tabac s'apparente à un club de bons producteurs triés sur le volet. Et, s'il exprime son mécontentement face au prix qui sont pratiqués tous les ans sur le marché officiel en s'exclamant « *We as the farmers, we have to stand up when those guys offer very low prices for good quality tobacco.* »⁴ Georges Chakare, secrétaire du bureau exécutif de NASFAM, n'engage que les tabaculteurs qui jouent le jeu des contraintes imposées.

3. Le cas de NASFAM invite alors à suivre les appels de Johanna Siméant à refuser le « brouillage » qui est trop souvent fait entre les « catégories de mobilisation et de protestation, qui ne s'équivalent pas : ce problème est peut-être d'autant plus délicat qu'il renvoie à un aspect central de la vie publique de pays africains, où l'industrie du développement a pu contribuer à promouvoir des techniques de mobilisation souvent dénuées de nombre de leurs aspects de confrontation. ». Johanna SIMÉANT (2013), « Protester/Mobiliser/Ne Pas Consentir. Sur quelques avatars de la sociologie des mobilisations appliquée au continent africain », in, *Revue Internationale de Politique Comparée* 20 (2), p. 125–143, p. 133.

4. Entretien réalisé le 13 Février. Notre discussion a eu lieu au tout début de mon terrain et je n'avais pas encore pris toute la mesure de cette « éthique du business » caractéristique des courtiers-producteurs. Il aurait été intéressant à ce moment de lui demander ce qu'il pensait alors de ceux qui se faisaient proposer des prix dérisoires pour un tabac de qualité médiocre. Mais au vu de mes entretiens suivants, tout prête à croire qu'il n'aurait pas soutenu avec une telle véhémence ce type de producteur.

Gardons nous toutefois de surinterpréter cette sélectivité en en faisant une lecture trop fonctionnaliste. Ce processus d'exclusion est plus la résultante contingente de l'acquisition par les courtiers-producteurs de l'éthique du business qu'une réelle volonté originale de développer des associations sectaires. NASFAM ne s'affiche d'ailleurs pas comme un « club de bons producteurs » mais comme une organisation cherchant à éduquer des paysans qui ne seraient pas formés aux bonnes pratiques de production. Pour, le autant, barrières à l'entrée, non seulement le coût de l'adhésion mais aussi le triage effectué inconsciemment par les bons producteurs qui se reconnaissent entre pairs, limitent considérablement l'accès à la structure pour les paysans les plus pauvres. Ces barrières ont d'ailleurs constitué un biais direct sur le terrain et si j'étais surpris de ne rencontrer au début que des paysans bien intégrés aux mécanismes du marché et disposant de connaissances techniques pointues à propos de la production agricole c'était clairement lié au filtre que posaient inconsciemment mes premiers guides employés par NASFAM lorsqu'ils me présentaient aux membres de leur association⁵. C'est donc davantage lors de mon séjour à Kasungu Ouest que j'ai pu prendre la mesure des limites de la représentation paysanne par l'association. Lorsque nous abordions les questions de l'aide que les producteurs reçoivent au quotidien pour leur production mais également pour obtenir de meilleures conditions sur le marché, les membres de clubs non rattachés à NASFAM évoquaient généralement leur isolement alors que les autres affirmaient attendre de l'aide de NASFAM au niveau institutionnel. Les premiers expliquaient généralement n'être pas membre de l'association en raison des coûts que représente l'adhésion et des taxes prélevées sur les ventes par rapport au peu de tabac qu'ils avaient à vendre. Ils ont bien conscience de l'aide apportée par l'association à ses membres mais regrettent de ne pas pouvoir en profiter eux aussi.

Les autres grands exclus de cette « représentation sélective » sont les fermiers directement exclus du marché car ils ne parviennent pas à trouver de club. Une fois encore si l'organisation propose officiellement de l'aide aux producteurs pour trouver des clubs et des numéros d'enregistrement à la TCC, c'est à condition de se faire accepter par les membres. La sélectivité affichée par les courtiers-producteurs pour ce qui est

5. La comparaison entre le séjour à Lumbadzi où les producteurs rencontrés faisaient preuve d'une certaine homogénéité par la taille de leurs productions et leurs discours sur la filière et Kasungu Ouest où Ezekiel ne se souciait pas de me présenter uniquement des paysans de NASFAM est édifiante. Dans la seconde région l'hétérogénéité des situations était bien plus importante. Cependant, ce qui fonctionne dans un sens ne fonctionne pas nécessairement dans l'autre et il faut se garder de voir en NASFAM le seul foyer de « bons producteurs ». Certains producteurs, souvent caractérisés par une trajectoire sociale et économique légèrement plus ascendantes que les autres, partagent des traits communs avec les leaders paysans si l'on regarde la physionomie de leur production et l'orientation de leur discours sur les bonnes pratiques de production. Ces producteurs spécifiques se distinguent toutefois des leaders paysans par une trajectoire politique différente comme nous allons le voir dans le second moment de ce chapitre.

du recrutement des membres de clubs pose donc une réelle limite à l'intégration dans l'association de ces producteurs isolés⁶.

En clair, si NASFAM affiche son objectif central de représentation paysanne et de plaidoyer pour l'amélioration des conditions de commercialisation de leurs produits agricoles, c'est une représentation des « bons producteurs » qui a lieu en pratique. Au niveau local, cette représentation est entièrement prise en charge par les courtiers-producteurs qui sont les seuls à participer aux meetings de l'organisation. Les simples membres qui n'occupent aucune position de responsabilité reçoivent l'information à travers leurs leaders qui expriment en retour leur idées au niveau de leur club puis de leur GAC (dont les réunions rassemblent les leaders de club) et enfin au niveau associatif où ce sont les courtiers à ce moment là qui formulent les revendications paysannes au personnel de l'organisation qui se charge de les formuler lors des réunions avec les représentants des acteurs de la filière. Très rapidement filtrées par des leaders associatifs dont nous avons vu qu'ils sont, plus que les autres, façonnés par le discours hégémonique des « bonnes pratiques agricoles », les revendications tendent à s'uniformiser dans un même langage technique et se vident de leur teneur politique. La force protestataire que je pouvais ressentir alors que je questionnais les producteurs, quel que soit leur statut, directement chez eux n'apparaît alors plus lorsque leurs revendications sont officiellement formulées.

Toutefois à l'échelle locale et malgré les limites que l'on vient de poser, les revendications portées par les courtiers-producteurs lors des meetings associatifs ne sont pas entièrement « dépolitisées » et pacifiées. Le cas du meeting annuel de la Churu Association organisé quelques jours après l'ouverture des ventes — et leur fermeture immédiate en raison des prix très bas offerts dès le premier jour — fournit un bon exemple de ce mélange entre discussions techniques et revendications et, à travers les prises de paroles successives entre les producteurs et l'encadrement venus de Lilongwe pour assister au meeting, révèle l'inclusion limitée des producteurs au processus décisionnel. Le majeure partie de la réunion, présidée par Edward Nathwala en qualité de chairperson, concerne les détails techniques sur la production réalisée au cours l'année par l'ensemble des GAC de l'association, les pronostics d'évolution de l'association et les projets quant à l'organisation des prochaines journées de formation. Puis viennent les discussions sur les

6. Une précision s'impose néanmoins ici quant à la multiplicité des cultures ciblées par NASFAM. Le propos ne s'intéresse dans cette section qu'aux clubs constitués autour de la production du tabac. Pour les clubs liés à l'agriculture du maïs, du manioc ou de la cacahuète une telle sélectivité est moins probable et n'a surtout pas été abordée lors de ce terrain.

problèmes rencontrés collectivement ou individuellement au cours de la saison passée et des ventes de l'année précédente, afin de préparer l'organisation des ventes à venir. Certains leaders plus véhéments que d'autres n'hésitent pas exprimer leur mécontentement par rapport aux problèmes d'organisation du transport et des fraudes perpétrées par les transporteurs puis, ils prennent pour cible les compagnies en raison des prix sur le marché et engagent les membres de l'encadrement présents à faire remonter ce mécontentement au niveau national. Lorsque la secrétaire du Chatoloma GAC s'insurge contre les délais d'ouverture des ventes et d'annonce des prix planchers, affirmant qu'elle est prête à aller voir ce qui se propose sur le marché noir, les autres membres acquiescent. Les propos sont rapidement radicaux lorsque les fermiers cherchent des solutions aux problèmes et certains affirment qu'ils ne vont plus produire de tabac dans ces conditions. Ce n'est pas réellement la plausibilité de ces menaces⁷ qui nous intéresse ici mais plutôt le degré de mécontentement qu'ils illustrent. C'est lorsque les esprits s'emportent que les cadres de l'organisation prennent la parole, très calmement, de manière très pédagogique et professorale pour mettre en avant les tenants et les aboutissants et proposer une solution au problème, laissant ensuite aux leaders le soin de voter leur décision. Le silence qui se fait lorsqu'ils prennent la parole témoigne de leur grande influence sur les producteurs et sur la prise de décision finale.

À chacune des réunions associatives auxquelles j'ai assisté au niveau local, j'ai pu observer ce même potentiel contestataire dans les propos des leaders rapidement canalisé, parfois avec autorité, par les responsables de l'encadrement qui profitent de leur prestige et de leur plus grande aisance à s'exprimer en public dans le cadre d'une réunion de ce type pour mener les discussions sans y participer massivement.

Mais au niveau local, seules des décisions concernant l'organisation pratique de la commercialisation du tabac de l'association sont prises. Quant aux revendications portant sur les relations avec les compagnies et le gouvernement, elles sont exprimées aux cadres qui s'en feront les porte-parole au niveau national. Intervient alors un second filtrage des revendications qui participe d'autant plus à la dépolitisation des revendications.

b) Une représentation paysanne technocratique et dépolitisée

Au niveau institutionnel, l'essentiel des revendications des producteurs relatives au monde agricole sont portées par l'encadrement de l'association. Chacun des cadres travaillant au siège social que j'ai eu

7. Dont on ne peut que douter si l'on prend en compte que de nombreux producteurs formulaient le souhait d'arrêter la production l'année prochaine, avant de concéder affirmer la même chose tous les ans et de ne jamais passer à l'acte.

l'occasion de rencontrer lors de mon passage à Lilongwe exprimait la double volonté de l'organisation à servir les intérêts de leurs membres tout en satisfaisant les exigences des compagnies en matière de production. Si, dans le rapport de force qui les oppose aux élites dirigeantes ils affirment chercher à prendre le parti des petits producteurs qu'ils représentent, ce n'est pas à travers un positionnement antagoniste et contestataire mais en jouant sur la recherche du compromis⁸ En bref, c'est une représentation technocratique et bureaucratique des producteurs que reflètent les discours et les actions de l'encadrement de NASFAM. Aussi, si au niveau local l'association pourrait s'assimiler à un syndicat de petits producteurs commerciaux, à l'échelle institutionnelle ce syndicat se transforme en ONG qui pratique davantage le plaidoyer que la réelle représentation politique. Le lexique sur lequel repose ce plaidoyer est directement celui employé par l'encadrement de la filière (technique, dépolitisant et centré sur la fluidité du marché). Il se limite alors au monde très fermé de l'agriculture commerciale qui, nous l'avons vu, ne représente qu'une des multiples facettes du quotidien des paysans. Voici la vision qu'Henry Kalomba, Operation Manager pour NASFAM (un des postes d'encadrement les plus centraux de l'organisation car il fait la jonction entre le corps exécutif, représenté par l'Executive Officer, et l'encadrement local) me donne du rôle de NASFAM dans la représentation paysanne :

Our role is to empower smallholder farmers so that they conduct farming as a business through rural established association. So what we is helping them through input and output marketing. (...) On the other hand we are the watchdogs for the farmers to make sure that we voice out issues that we thinking are not going into the direction of their interests. In that regard it can be voicing up the government voicing up tobacco buyers... It's a question which would have been difficult for individual farmers unlike wise we also let the stakeholders know about that. So we are there to advocate for good policies by the government so that they can profit smallholder farmers. (But you also go directly go to the farmers and tell them the will of the companies. Are you accused by farmers of serving the interests of the companies ?) As an organization we have to be pragmatic. Sometimes change is for the benefit of the farmer but they don't realize it. People are always reluctant to change, to go out from their habits and their comfort zone. Yet, when farmers are producers it's not a question of what they want, it a question of what the market wants. So we represent them and we act for their interest by making them go in line with what the market

8. La participation directe de NASFAM aux instances décisionnelles permet bien-sûr de faire contrepoids aux compagnies et aux autres acteurs privés dans la prise de décision politique en matière agricole. Les impacts de la représentation sont à ce titre bien réels et mes interlocuteurs m'expliquaient fièrement avoir contribué à la distribution gratuite des semences agréées, à l'ouverture de nouvelles salles de vente plus près des producteurs, à l'instauration d'assurances pour les producteurs en matière de production et de transport. Depuis l'introduction du *contract-farming* et l'implication directe de l'acheteur dans la production, sans toutefois en prendre en charge les coûts, les cadres de NASFAM sont engagés dans un bras de fer pour faire réduire les quotas de 80% de cette forme de production annoncés par le gouvernement, arguant que le système tend à transformer les producteurs en « métayers sur leurs propres terres » : « *We see a danger in this growing commitment from the companies to distribute loans* » (Henry Kalomba le 19 Février). Le propos ici ne cherche aucunement à contredire cet engagement sincère manifesté par le personnel d'encadrement de l'organisation mais davantage de rendre compte de la forme que prend cet engagement et de l'impact sur la représentation paysanne qu'à sa prise en charge par un groupe de techniciens, formés dans les mêmes écoles que les cadres des instances dirigeantes.

demands. What we are doing well over the year is being caution about the approach that we take in communicating things that would not be popular to the farmers.

(Entretien réalisé avec Henry Kalomba, dans son bureau, le 19 Février)

En clair, si NASFAM participe d'une mobilisation des producteurs, cette mobilisation ne se fait pas sur le mode de la protestation contre un ennemi commun identifié chez les compagnies ou les autres acteurs de la filière qui cherchent à maintenir leur domination. Bien au contraire, c'est l'articulation entre les intérêts paysans et les exigences du marché que l'action de l'organisation recherche. Parfois, dans l'esprit de l'encadrement, les revendications des producteurs ne vont pas dans le sens de leur intérêt et ils doivent faire des concessions sur leur vision du travail. Défendre ses intérêts dans la filière passe alors tout autant pas l'« éducation » que la « représentation ». C'est ce qui les pousse à justifier un mode de représentation technocratique où les paysans ne sont pas directement impliqués dans le processus décisionnels :

(Why do NASFAM have this double structure and make farmers represented by technicians at the level of negotiation ?) You know again as an organization we have to be pragmatic. Farmers can be voicing strongly but if the government think we are another trouble maker they are not going to take us seriously. So what is important is to let the farmers involved in the decision making of their associations but the technical role must be done by the technocrats.

(Henry Kalomba, 19 Février.)

Compte tenu de la dimension technique que prend la représentation au sein de la filière du tabac, c'est donc aux technocrates de la prendre en charge, laissant aux producteurs le soin de définir la ligne de conduite de leurs associations locales et, au sein du bureau exécutif, de participer avec l'encadrement à la définition du plan d'orientation stratégique annuel. C'est Felix Kalebe, le Tobacco Operation Manager dont j'ai présenté la carrière professionnelle plus en amont dans ce travail, qui prend en charge les relations publiques avec les autres acteurs de la filière et endosse le costume du représentant des producteurs dans les instances décisionnelles⁹.

En début de terrain, j'ai eu l'occasion de me rendre à la réunion avec les transporteurs organisée au siège social de l'organisation. Les contrats de transports devaient y être négociés avant d'être ensuite signés à chaque AMC avec les leaders paysans. Le lendemain à l'AMC de Lumbadzi, les transporteurs étaient donc invités à signer, directement avec les producteurs, les contrats préalablement négociés par l'encadrement, et à discuter des problèmes de la saison passée. La comparaison de ces deux réunions montre clairement le

9. Lors de notre entretien Felix Kalebe ne mentionne pas directement le terme « represent » mais préfère parler de « linkage with the stakeholder », insistant sur la nécessité de fluidifier la relation et de prendre en compte les exigences des acheteurs autant que les revendications des producteurs.

processus de canalisation et d'institutionnalisation de la négociation et du « conflit », et révèle la place qui est allouée aux producteurs dans le processus décisionnel.

L'assistance du premier meeting, réalisé à l'échelle nationale, fait apparaître une sous représentation des leaders paysans. Sur une assemblée comptant une soixantaine de personnes, seuls les neuf membres du bureau exécutif national sont présents, ainsi que quelques représentants des associations les plus proches de Lilongwe. C'est le cas de David Namoni (31 ans) représentant les trois associations de Lilongwe Nord. Chaque association est en revanche représentée par les directeurs de chaque AMC qui ne sont pas issus des forces productives mais de l'encadrement de NASFAM. Le reste est composé des transporteurs privés venus en nombre, de l'encadrement national de NASFAM, des représentants nationaux des compagnies acheteuses et des institutions publiques d'encadrement.

Par ailleurs, la discussion menée par Felix Kalebe et par les Operation Manager régionaux de NASFAM est très technique. Y sont abordés les quantités prévisionnelles que les producteurs de l'association vont commercialiser aux salles des ventes, les problèmes posés l'année précédente par l'organisation du transport. Ce qui a pour effet de reléguer les représentants paysans à une position de spectateurs ne parlant pas le langage requis. Un document, couvert de sigles, synthétisant l'ordre du jour est distribué à l'assemblée. David Namoni assis à côté de moi regarde la feuille et m'avoue être perdu devant tous ces sigles dont il ne connaît pas la signification. Pendant les trois heures de discussion, un seul des quelques leaders paysans présents prend la parole pour une courte intervention où il explique que les taxations prélevées sur les transporteurs sont trop souvent reportées dans les prix et assumées par les producteurs eux même. Le reste de la négociation, qui dure plus de trois heures, est monopolisé par le personnel technique des différentes institutions d'encadrement (NASFAM y compris) pour qui la complexité technique des débats n'est pas handicapante.

L'objectif de la réunion annoncé par Felix Kalebe, est de faciliter la coordination du transport afin d'assurer l'acheminement d'un tabac sec, sans pertes, conformément aux demandes des acheteurs. Si les cadres de NASFAM défendent les intérêts des producteurs dans le débat, c'est dans un souci de sécuriser leurs intérêts sur le marché afin d'obtenir les meilleurs prix possibles et de s'assurer que le tabac acheminé par les transporteurs contractualisés est protégé. Tous les efforts sont donc portés sur la recherche du compromis plus que sur l'opposition directe avec les compagnies.

Le lendemain à l'AMC de Lumbadzi, les leaders paysans sont en surnombre mais l'objectif du meeting n'est plus la négociation, il s'agit simplement de signer les contrats avec les transporteurs et le « grader »¹⁰. Le fait d'envoyer les transporteurs directement auprès des producteurs tient à la volonté affichée par l'encadrement de NASFAM lors du meeting national d'inclure ces derniers dans la prise de décision¹¹. Pourtant, l'absence de représentants des institutions d'encadrement à la réunion locale de Lumbadzi révèle que si les producteurs sont invités à exprimer aux transporteurs présents les problèmes auxquels ils ont fait face l'année précédente, leur inscription au processus décisionnel est somme toute très limitée. Ils sont invités, à l'échelle locale à peser sur la façon dont va s'acheminer leur propre tabac et à revendiquer directement leurs attentes aux transporteurs et au « grader » venus signer les contrats. En matière de décision politique au sein de la filière, la majorité du pouvoir de négociation, et donc de représentation effective, est entre les mains de l'encadrement.

Dans le chapitre 2, j'avais montré, la proximité des trajectoires professionnelles et la vision commune partagée par l'encadrement de NASFAM et celui des institutions de contrôle à propos de la production, pour montrer l'importance de l'activité éducatrice de l'organisation sur la conversion des leaders paysans en courtiers-producteurs. En termes de représentation désormais, on comprend bien que le rôle de ce même encadrement dans les instances décisionnelles ne va pas être de remettre en cause la construction idéologique de la production autour de l'idée de business mais davantage de sécuriser les intérêts des producteurs qui « jouent le jeu ». L'organisation, dans sa fonction de mobilisation et de représentation n'a donc pas vocation à « repolitiser » le conflit que suscitent les relations de production, ni à afficher une position réellement protestataire.

10. Lorsque les sacs sont rejetés par les acheteurs aux salles des ventes car jugés non conformes aux exigences de qualité (trop humide, notes mélangées, présence de matières plastiques...) les sacs ne sont pas directement renvoyés chez le producteur mais stockés chez le « grader » chargé de rendre le tabac conforme aux exigences des acheteurs.

11. « Our associations are legal companies » avait répondu Felix Kalebe à un transporteur qui s'était emporté contre ces déplacements en campagnes qui leur étaient imposés. Il insiste d'ailleurs par cette intervention sur la dimension commerciale et économique plutôt que politique de ces structures collectives.

B) Politisation et hétérogénéité des trajectoires sociopolitiques des courtiers-producteurs

Le deuxième moment de ce chapitre est consacré à la question de l'engagement politique des courtiers producteurs, non plus seulement au quotidien mais dans le jeu électoral. Le contexte pré-électoral et le fait que cette année élections locales et nationales soit mêlées m'a donné un regard précis sur l'engagement politique de ces acteurs et leur utilisation de la lutte politique pour faire valoir les revendications paysannes.

La représentation politique, pensée en ces termes, est un tout autre type de représentation que celle que je viens de détailler à travers l'activité de NASFAM. Moins sélective, elle ne s'appuie pas sur un vocabulaire agricole technique et ne se réfère pas à l'organisation de la filière du tabac. Elle porte des revendications plus générales se référant directement aux formes concrètes et locales de l'État-paysan et, partant, se concentre sur le thème du développement et de l'assistance.

Comme je l'ai annoncé en introduction de ce travail, l'intérêt des courtiers-producteurs pour le jeu électoral est très inégal et constitue la principale limite à l'homogénéité de leurs trajectoires politiques et sociales. De manière générale combiner un poste à responsabilité dans une association paysanne et se porter candidat aux élections générales est incompatible et, sur ce point les trajectoires des courtiers-producteurs bifurquent entre ceux qui, à l'approche des élections, font le choix de se porter candidat aux positions d'élus locaux et ceux qui poursuivent une carrière associative.

a) Politics is a dirty game : leader paysan n'est pas leader politique

À travers leur stratégies de multipositionnalité au sein des différentes institutions et organisations influentes dans les arènes politiques locales, les courtiers-producteurs sont directement impliqués dans l'entreprise de « politisation » des catégories paysannes en période électorale. Néanmoins, ce n'est pas réellement en qualité de courtiers-producteurs qu'ils le sont mais davantage lorsqu'ils revêtent le costume de « church elder », de présidents d'associations de villageois ou de membres élus des assemblées du gouvernement décentralisé. À ce titre, ils sont amenés à prendre publiquement la parole dans un cadre extérieur à la filière du tabac et plus généralement au commerce agricole quel qu'il soit. Lors des cérémonies religieuses, qui ont lieu plusieurs fois par semaine, ils diffusent le modèle idéal du « bon citoyen », prêchant aux autres paysans l'« obligation citoyenne » de se rendre aux bureaux de vote pour exprimer leur choix politique et décider de leurs leaders

politiques¹². En tant que membres du VDC de leur village, ils participent conjointement avec les chefs à la mobilisation populaire pour les journées d'éducation citoyennes prises en charge par le NICE (National Initiative for Civic Education)¹³.

Toutefois ils refusent généralement de rentrer directement dans le jeu de la lutte électorale et de prendre position pour un parti ou un autre, bien qu'ils soient bien souvent directement sollicités par les candidats et les leaders partisans en raison de leur grande influence sur les autres villageois¹⁴. Robert Bandala, mon second hôte lors de mon séjour à Mphomwa m'expliquait par exemple avoir été courtisé par l'ensemble des partis politiques lors des dépôts de candidatures pour le poste de conseiller et ensuite pendant la campagne pour inciter les autres villageois à voter pour tel ou tel parti, mais il les avait toutes refusées : « *Politics is a dirty game. They spend their time accusing each other, being mean and violent towards the other parties. Being a political leader or a candidate is the best way to make more enemies than friends.* »¹⁵ m'a-t-il expliqué pour justifier son choix radical de ne pas se mêler à la campagne.

Ce refus, partagé par une grande partie des leaders paysans rencontrés, illustre leur volonté de ne pas se compromettre dans des luttes politiques et de ne pas s'associer à un monde officiellement reconnu par les ruraux comme violent et corrompu¹⁶. Par ailleurs, comme évoqué dans l'en-tête de cette section, le fait d'occuper un poste à responsabilité dans les associations paysannes rend officiellement impossible l'engagement en politique. NASFAM n'est pas une association politique, les observations données en première partie de ce chapitre nous en ont convaincu, et engage ses membres à ne pas se « compromettre » en s'engageant en politique.

Cela illustre également l'orientation agricole et technique de la représentation paysanne que les courtiers-producteurs ont majoritairement choisi de faire. Ce type de représentation ne s'accommode pas d'un

12. Informations recueillies auprès de Edward Nathwala.

13. ENGLUND, *Prisoners of freedom : human rights and the African poor*, Voir.

14. De la même façon qu'ils ne s'impliquent pas dans la politisation en tant que bons producteurs mais en tant qu'élites locales multipositionnées, ils sont pris à parti par les candidats, parfois invités personnellement aux meetings en raison de leur implantation dans un ensemble de structures influentes localement et non pour la reconnaissance de leurs capacités techniques en matière agricole. « *We are very influential here* » m'expliquaient, ensemble, Edward Nathwala, Robert Bandala, Joseph Ng'oma et Philip Mugara (extension-officer vivant directement au village mais également membre de NASFAM pour sa production personnelle de tabac), « *local shadow councillors and MPs know they cannot be elected without our support* ».

15. Entretien avec Robert Bandala et Edward Nathwala le 21 Mars.

16. Pour une analyse de la culture de la violence dans la construction du politique et la pratique de la politique au Malawi voir, Edrinnie KAYAMBAZINTHU et Fulata MOYO (2002), « Hate speech in the new Malawi », in Harri ENGLUND, (éd.), *A Democracy of Chameleons : Politics and Culture in the New Malawi*, Kachere books, Nordic African Institute, 2002, p. 87-102.

engagement partisan : « I am a leader of people from many parties » m'explique Robert au cours du même entretien, « if they see I'm running for one party or another how are they going to trust me as their leader in the farming industry ? »

Plus encore, c'est le terme lui-même de « politique » qui est rejeté par les courtiers-producteurs lorsqu'ils sont effectivement leaders associatifs chez NASFAM. Leur engagement dans la vie publique de leur village ou à l'échelle de leur circonscription n'est pas reconnu comme « politique » mais comme relevant d'une volonté plus noble de mettre leurs compétences et leurs ressources au service de leur communauté. C'est, une fois de plus, une indication de la façon dont le politique est disqualifié par le discours hégémonique centré sur la techniques agricoles et le business. La trajectoire politique des courtiers-producteurs et leur incorporation à la pratique quotidienne du pouvoir sont, en quelque sorte, perçues par ces acteurs comme tout sauf politique, sous l'effet dépolitisant du discours hégémonique.

Enfin, le choix entre carrière politique et engagement associatif est très vite fait pour ces courtiers-producteurs qui connaissent tous les avantages que leur apporte leur position de leader paysan pour accroître leur production et améliorer leurs techniques agricoles, là où le poste de conseiller apporte, certes, un prestige local important¹⁷, mais n'offre aucun avantage en matière agricole.

b) Courtiers-producteurs en campagne : un nouveau type de courtier-producteur

Ce désintéressement pour le jeu électoral, manifesté par la quasi totalité des courtiers-producteurs leaders chez NASFAM rencontrés, cache toutefois l'engagement isolé de certains dans la lutte politique. Deux types de courtiers-producteurs sont alors à distinguer par leurs trajectoires politiques et sociales. Les premiers sont ceux qui, devenus courtiers-producteurs à travers leur engagement associatif ont été cooptés et utilisés pour leur notabilité associative et leurs compétences techniques et dirigeantes reconnues localement. Ce sont eux qui ont constitué l'objet central de mon propos.

Un second type existe toutefois. Je me suis gardé de distinguer ces courtiers des autres jusqu'à présent car, hormis le fait qu'ils ne s'impliquent pas dans le monde associatif¹⁸, ils sont caractérisés par les

17. Voir CHINSINGA, op. cit., le politiste malawien y montre que parmi les élus politiques les conseillers sont les plus appréciés par les populations locales en raison de leur présence locale continue, là où les députés vivent généralement à la capitale.

18. Ces courtiers ne rejoignent pas NASFAM car ils sont généralement titulaires d'un numéro d'inscription personnel (*estate*

mêmes trajectoires de cooptation et d'ascension sociopolitique et partagent la même éthique du business. N'appartenant pas au groupe de leaders paysans et n'étant pas liés au monde agricole autrement que par une production personnelle, ils sont alors plus indépendants et libres de s'engager dans une carrière politique là où les leaders de clubs privilégient la carrière associative. C'est par rapport à ce degré d'indépendance que les trajectoires politiques bifurquent. Ils sont alors porteurs d'un autre type de représentation paysanne ancrée dans le jeu partisan.

Généralement leur premier engagement en politique se fait directement au moment des élections, c'est à dire que ces courtiers-producteurs candidats au poste de conseiller ou de député—dépendant de leur visibilité à l'échelle de la circonscription ou de la section¹⁹ et des ressources économiques qu'ils peuvent investir dans la campagne—n'occupent aucune position dans le parti avant de se porter candidat pour les primaires du parti²⁰. Tout comme les courtiers-producteurs leaders paysans, ces courtiers-producteurs leaders politiques sont bien souvent admirés pour leurs compétences techniques²¹ et respectés pour les nombreuses stratégies d'assistance qu'ils déploient au village envers les plus pauvres au moment de la soudure ou pour le développement des routes et des infrastructures dans leur circonscription. Ainsi, comme les leaders paysans qui sont généralement incités par les autres membres de leur association à se présenter à un poste de responsabilité, ces courtiers-producteurs indépendants sont généralement poussés à se présenter aux élections par les habitants de leur section ou de leur circonscription pour les représenter et leur « apporter le développement »²². Cette capacité à « apporter » le développement leur est justement reconnue en raison de leur capacité à développer des relations avec l'extérieur comme nous l'avons dans le chapitre 3. Bien qu'ils ne soient pas, dans ce cas précis, leaders associatifs, leur réseau de connaissance s'étend bien au delà des frontières de leur communauté paysanne d'origine, notamment en raison de leur position privilégiée dans

number), lorsqu'ils sont membres d'un club, ils sont soit rattachés à un autre type d'association qui n'a pas la même présence que NASFAM dans la filière ou bien soit membres d'aucune association.

19. Pour rappel, le découpage politique d'un district se fait en circonscriptions représentées par les députés, elles-même divisées en sections représentées par les conseillers.

20. À l'exception de Julius Mandira, candidat pour le MCP au poste de conseiller dans la section de Mphowa à Kasungu Nord. Il a rejoint le parti en tant que membre en 1999 avant de devenir trésorier de la section jeune à l'échelle de la circonscription puis a été élu en tant que conseiller aux élections de 2004. L'influence de son engagement dans le parti sur le fait de se porter candidat est toutefois à limiter car il m'explique avant tout avoir été, lui aussi incité à se présenter par les membres de son village en raison de sa réputation de bon fermier.

21. « *I am at the front in the politics of my village and people respect me because of what I do in my farming.* » m'explique ainsi Nation Gonekene, candidat PP au poste de conseiller pour la section de Chipala au sud de Kasungu Central. (Rencontré à Kasungu le 20 Mars)

22. L'expression littéralement employée par l'intégralité de ces courtiers-producteurs en campagne lorsque je leur demandais de m'expliquer pourquoi ils avaient choisi de s'engager dans la lutte électorale : « *I want to bring development in the area* ».

les arènes locales et de leurs relations avec l'encadrement de la filière du tabac. Ils sont alors, aux yeux des autres villageois, en mesure d'attirer les projets une fois élus au poste de conseiller.

Certains sont directement approchés par les partis politiques pour leur ancrage local et leur visibilité. D'une manière générale, leur manque d'expérience politique en fait des candidats parfaits pour les partis politiques qui cherchent à leur inculquer leur programme et en faire des porte-drapeau efficaces localement. Ils ne sont par ailleurs généralement pas soutenus par le parti dans leur campagne²³ ce qui laisse penser à une utilisation fonctionnelle de leur image pour servir les intérêts de celui-ci. Une analyse des prises de parole lors des meetings de campagne auxquels j'ai assisté témoigne de cette capture des candidats locaux par les partis politiques. Sur une durée allant de deux à trois heures généralement, seulement quelques minutes sont accordées aux candidats pour qu'ils présentent leur programme électoral. Tout le reste du temps de parole est monopolisé par les leaders du parti qui se succèdent les uns après les autres pour lancer des attaques contre le gouvernement dans le cas d'un meeting d'opposition ou bien pour défendre le mandat en cours si c'est le parti au pouvoir qui est représenté²⁴.

Pourtant il ne faut pas exagérer cette emprise des partis sur leurs candidats locaux. Lors de mes entretiens ces derniers parlaient finalement très peu de la ligne de conduite de leur parti, justifiant le fait de l'avoir choisi car il était, selon eux, celui qui avait le plus de chances de l'emporter au niveau national. Ils manifestaient une ferme volonté de faire valoir la parole des producteurs locaux au niveau politique et de développer des relations étroites avec le député pour faire venir les projets de développement plus facilement tout en faisant remonter les revendications des villageois jusqu'aux instances politiques. Plus que de porter les couleurs d'un parti, ce sont les intérêts des agriculteurs et la volonté de « peser sur le gouvernement autrement qu'à travers les associations » qui motive leur engagement²⁵.

Ce type de courtier-producteur constitue l'essentiel des candidats au poste de conseiller qu'il m'a été donné de rencontrer et quelques uns, parmi les plus fortunés candidatent directement au poste de député.

23. Les candidats au poste de conseiller se voient parfois distribuer du matériel de campagne aux couleurs de leur parti, bien que ce ne soit pas toujours le cas, mais ne disposent d'aucune aide financière pour mener leur campagne. C'est le cas de tous les candidats rencontrés à la section de Mphomwa à Kasungu Nord et à Kasungu Ouest à l'exception des candidats pour le parti au pouvoir qui affirmaient recevoir des sacs maïs à distribuer au nom du parti pour leur campagne.

24. Mathieu MÉRINO (2009), « Les élections de 2009 au Malawi : l'emprise partisane au défi des candidatures indépendantes », in, *Politique Africaine* 115, Voir notamment.

25. Second entretien réalisé avec Joseph Charawa qui ne m'avait pas révélé être candidat pour les élections lors de notre première rencontre. Le 02 Mars, chez Ezekiel, mon hôte et frère de Joseph.

Dans la section de Mphomwa, sur les quatre candidats au poste de conseiller que j'ai rencontrés (représentant les quatre partis majeurs), deux d'entre eux présentent exactement le profil décrit dans les paragraphes précédents. À Kasungu Central, j'ai réalisé un entretien avec un des candidats pour le PP après avoir assisté à un important meeting dirigé par le candidat député en fonction, également ministre de la défense, et il présentait le même parcours. Il s'agit de Nation Gonekene (35 ans environ), producteur indépendant habitant à Suza Village dans la partie sud de la circonscription de Kasungu Central. Aîné de sa fratrie et héritier d'une exploitation agricole de 48 hectares (bien que seulement 3 soient alloués à la production du tabac pour des raisons financières), il est le plus gros producteur de son village et un des agriculteurs les plus importants de sa région. C'est à travers son activité agricole qu'il m'explique avoir réussi à sécuriser une position élevée dans sa section, utilisant ses ressources économiques pour multiplier les dons aux plus pauvres de son village et pour œuvrer au développement de sa communauté. L'année dernière au moment du dépôt des candidatures il avait été poussé par ses proches à se présenter au poste de conseiller. Il voyait également dans une carrière politique un moyen de gagner en influence et de développer des relations avec l'extérieur pour améliorer sa production agricole et apporter le développement dans sa région. Sans être membre d'aucun parti, il a choisi le PP, parti au pouvoir, pour faciliter sa campagne car « le PP a plus de moyens que les autres partis, ils nous donnent du maïs par exemple. »²⁶.

Le cas de Bauden Mtonga (37 ans) candidat pour le MCP au poste de député pour la circonscription de Mphomwa est un autre exemple de ce type de courtier-producteur indépendant ayant opté pour une carrière politique. Lui aussi héritier d'une exploitation agricole indépendante de 48 hectares et d'un important troupeau de bétail de quarante têtes, il a commencé sa production commerciale en tant que petit producteur avec un hectare de tabac en 1999 après avoir vendu deux de ses vaches pour acheter ses premiers engrais. Disposant d'un filet de sécurité important grâce à son troupeau, dès sa troisième année il a pu obtenir un prêt d'Alliance One pour six hectares amenant sa production à dix hectares de tabac tout en produisant du maïs sur cinq hectares de plus. Entre 2005 et 2010 il a été choisi par Alliance One comme *zone leader* et *farmer to farmer* à l'échelle de la circonscription, directement impliqué dans l'éducation des autres producteurs contractualisés²⁷. Suite à ce partenariat, Alliance One l'a aidé à poursuivre des études de management à Blantyre pour ensuite lui permettre de se lancer dans un commerce de bois de construction en partenariat avec

26. Propos traduits pour fluidifier la phrase mais ils ont été prononcés en anglais par l'enquêté.

27. « It was important ! You if you don't show them how to do and follow them, those farmers, they do nothing ! »

la compagnie. Bauden Mtonga, pourtant non leader paysan, constitue un des exemples les plus archétypaux de ces courtiers-producteurs qui ont émergé suite à l'implication des compagnies dans la production. Mais son utilisation en tant que courtier-producteur ne découle pas seulement de ses compétences techniques en matière agricole. Comme les leaders paysans, il disposait déjà d'un prestige conséquent dans la région qui lui venait d'une part de son héritage familial, son père étant un important propriétaire terrien, et d'autre part de son engagement précoce dans le développement de sa région. Il a en effet très tôt recouru à son propre pécule pour employer des *ganyu labors* parmi les villageois les plus pauvres, pour remettre les routes menant à son village en état, s'attirant ainsi la reconnaissance de son entourage. De plus, en 2005, il a aidé des producteurs locaux à se constituer en clubs, qu'il a mis en relation avec Alliance One, compagnie avec laquelle il était contractualisé depuis 2002. C'est à partir de là, qu'Alliance One a profité de sa visibilité auprès des petits producteurs pour en faire un courtier-producteur. Cette position de courtier lui a ensuite permis d'accroître considérablement ses capitaux sociaux et économiques, qu'il a continué à convertir en ressources politiques à travers l'assistance aux pauvres et diverses actions de développement²⁸. Partant, comme la plupart des candidats rencontrés, il avait été incité à se présenter aux élections parlementaires par un certain nombre d'habitants de la circonscription, sans être engagé en politique auparavant.

Cependant, il ne faut pas radicaliser l'opposition entre un type de courtier-producteur qui choisirait une carrière associative et un autre une carrière politique. Ils n'ont, certes, pas les mêmes trajectoires, les seconds jouissant généralement d'une situation confortable à l'origine qui ne les force pas à rejoindre d'association de producteurs et à jouer à l'origine sur une notabilité associative pour gagner une position de courtier. Dans le cas des premiers, il est possible de voir jouer quelques producteurs sur leur notabilité associative et sur la visibilité que leur donne l'implication dans une association de producteurs pour s'engager dans une carrière politique. Cela est possible lorsque le producteur en question n'occupe pas de position officielle dans l'organisation de NASFAM mais est reconnu par tous comme un personnage important de l'association. C'est le cas, par exemple de Joseph Charawa qui fait figure de « fermier modèle » chez NASFAM²⁹ tout en

28. « When it's a question of financing development projects of the village, I've always been in front. ». Entretien avec Bauden Mtonga réalisé dans sa voiture le 02 Avril.

29. Il est, par exemple, en photo sur la couverture de la revue quadrimestrielle de l'organisation en ce début 2014, présente dans tous les foyers de paysans membres de NASFAM chez qui je suis entré, vêtu d'un bleu de travail soulignant son identité d'« agriculteur professionnel » (qu'il ne quitte d'ailleurs que très rarement au quotidien) et posant à côté d'un gros sac de cacahuètes, le titre « Titukulane ! » (Let's get developed !) écrit juste au dessus de sa tête. Que rêver de mieux pour le lancement d'une campagne électorale ?

étant un simple membre dans la structure de l'association. Cette année, il a été poussé par les membres de son association et par les habitants de sa région à se présenter pour « représenter les intérêts des fermiers auprès du député »³⁰.

Deux principaux enseignements sont à tirer de ces trois profils de courtiers-producteurs engagés dans le jeu électoral³¹.

Tout d'abord, on remarque que les nombreux capitaux sociaux, économiques et symboliques des courtiers-producteurs les placent dans une situation optimale pour s'engager en politique, s'ils n'ont pas fait le choix d'une carrière associative. Chacun des candidats paysans que j'ai rencontrés présentait un certain nombre de caractéristiques propres aux courtiers-producteurs et tous insistaient d'abord sur leur image de bons producteurs et sur leur dévouement à aider les autres producteurs pour justifier le fait d'avoir été poussé par leur entourage à se présenter. Ces courtiers-producteurs voient alors dans une carrière politique un bon moyen de poursuivre leurs itinéraires d'accumulation. En effet, chacun de ces courtiers-producteurs en campagne interrogés voyait là un moyen de poursuivre plus loin dans une carrière politique, de développer des relations privilégiées avec les élites urbaines afin de continuer à accroître leur production agricole, autant qu'une volonté de représenter les paysans de leur région.

En somme, si la politisation des courtiers-producteurs est limitée par le fait que nombre d'entre eux soient des leaders paysans convaincus que leur carrière associative n'a rien à voir avec la politique, il est tout de même possible de voir dans cette catégorie paysanne particulière, en tant qu'élite locale, une force de proposition politique, motivée par la volonté commune de faire valoir les intérêts des paysans sur le plan politique et des petits producteurs commerciaux au sein de la filière.

30. Entretien avec Joseph Charawa le 02 Mars chez Ezekiel.

31. Joseph, n'est officiellement, ni un zone leader, ni un leader associatif mais il jouit d'une très grande réputation dans sa région et participe activement à l'éducation des autres producteurs pour la diffusion des bonnes pratiques de production. Comparé à la trajectoire d'extraversion de son frère, Ezekiel, il fait figure de simple « bon producteur ». On comprend que le fait de ne pas avoir de position officielle dans la filière prive Mathias d'un certain nombre de caractéristiques propres aux courtiers-producteurs. Toutefois, son engagement au service des autres producteurs et le fait de porter de la même façon que les courtiers l'« éthique du business » l'inclut partiellement dans le groupe qui constitue l'objet central de mon étude.

Conclusion : pour une analyse politique des forces productives malawiennes

Comme je l'ai déjà regretté dès les premières lignes de ce mémoire, la production est brutalement sortie des sentiers battus des études africaines lors du tournant « subjectiviste » du politique par le bas³², après avoir constitué le sujet de prédilection des africanistes français pendant les années soixante-dix. Cela est d'autant plus regrettable que le manque d'analyse politique des forces productives, notamment paysannes³³, me semble faire le jeu des discours hégémoniques dépolitisant et technicisant qui disqualifient le politique au profit de l'agronomie et, au mieux, de l'anthropologique³⁴.

Les efforts salutaires des études sur la « privatisation de l'État » initiés notamment par Béatrice HIBOU et sa reprise du concept wébérien de « décharge » ont permis de replacer la focale sur la profondeur politique des problématiques privées et économiques³⁵. Mais ce n'est pas tant la production en elle-même qui a suscité l'intérêt de ces chercheurs que les relations entre élites politiques et opérateurs privés afin de faire éclater les frontières entre économique et politique. Pourtant dans un pays où l'essentiel des conditions de reproduction des élites politiques est fourni par la production agricole d'une paysannerie proclamée indépendante, les relations de production constituent un élément déterminant des relations politiques qu'entretiennent ces

32. On ne peut pas réellement réduire les apports de l'ouvrage coédité par BAYART, MBEMBE et TOULABOR à un simple retour à la prise en compte des sujets mais c'est bel et bien un refus d'expliquer le politique par des « structures fixées et surdéterminantes » et du « fonctionnalisme » qui transparaît dans les travaux marxistes qui motive ces chercheurs dans l'établissement de ce paradigme de recherche qui place l'analyse au niveau des « modes d'action populaire ». Jean-François BAYART et Achille MBEMBÉ (1992), *Le politique par le bas en Afrique Noire : contributions à une problématique de la démocratie*, Les Afriques, Karthala, 1992, 217 p.

33. Qui restent les principales forces productives dans de nombreux paysans africains et qui constituent la grande majorité de la population malawienne.

34. Les réactions circonspectes des différentes personnes rencontrées en ville devant ma volonté de faire une analyse politique de la filière du tabac en partant du point de vue des tabaculteurs confirme l'hégémonie d'une vision apolitique des populations paysannes, perçues comme une masse uniforme, gavée de tradition à qui on se devrait d'apporter les lumières du marché et du développement.

35. Béatrice HIBOU, (éd.) (1999c), *La privatisation des États*, Paris : Karthala, 1999, 398 p., Voir notamment l'ensemble des contributions à l'ouvrage collectif dirigé par.

élites avec les périphéries rurales. Partir du point de vue de la production et des relations politiques qu'elle implique me semble alors essentiel pour analyser le *fonctionnement réel* du pouvoir au niveau local, où se joue la rencontre effective entre discours hégémonique et populations subordonnées, là où la domination s'exerce effectivement sur les dominés. C'est ce qui a motivé cette recherche et m'a poussé à me concentrer sur les acteurs évoluant justement dans les espaces de rencontre entre dominants et dominés.

Encore faut-il manier ce retour à la production en tenant compte des décennies de recherche qui ont contribué à l'analyse du politique et de l'économique sur le continent depuis les premiers travaux des anthropologues marxistes. Car si les concepts d'articulation, d'exploitation et de mode de production — d'ailleurs superbement ignorés dans le milieu africaniste pendant près de trente ans — me semblent conserver aujourd'hui leur portée heuristique lorsqu'il s'agit d'éclairer ce que j'ai proposé d'appeler le « casse-tête hégémonique » et les modes de résistances paysans dans une filière agro-industrielle telle que celle du tabac au Malawi, ce sont les apports de la sociologie des pratiques concrètes du pouvoir qui permettent de donner chair à une analyse politique des relations de production. C'est alors à condition de mêler ces deux courants, qui se définissent généralement comme antagonistes, et de surmonter les débats stériles entre les tenants d'un marxisme exacerbé et ceux d'un post-modernisme qui, poussé à l'extrême, risque fort de virer au culturalisme³⁶, que l'on peut penser efficacement la profondeur sociale et politique des relations économiques.

Le lien entre ces bibliothèques peut être réalisé dans l'association de la « microphysique du pouvoir » de Foucault et de l'approche idéologique de l'hégémonie que propose le marxisme gramscien. Si cette association constitue la colonne vertébrale théorique de mon travail c'est justement car elle permet, dans le cas précis des relations de production, de rendre compte de l'enchâssement de l'économique dans le social et le politique.

La première invite en effet à placer l'analyse des relations de production au niveau de la construction des

36. Débat qui oppose d'ailleurs trop fermement les philosophies marxiste et foucauldienne. Foucault dénonce en effet la prétention hégémonique et scientiste des tenants du marxisme qui cherchent à en faire une science de pouvoir, plus que Marx lui-même qu'il n'évoque que très peu dans ses écrits. FOUCAULT, « *Il faut défendre la société* » : *Cours au Collège de France, 1975-1976*, p. 11. Sans, bien évidemment, inscrire la philosophie de Foucault dans la continuité des théories de Marx, leurs approches ne sont pas pour autant parfaitement incompatibles. L'univers économique et productif est, il me semble, un des endroits où les rapprochements sont possibles : la conception foucauldienne de l'économie comme d'une pratique gouvernementale et comme un espace de pouvoir est proche de la vision marxiste du monde social et politique. Voir également Thomas LEMKE (2004), « « Marx sans guillemets » : Foucault, la gouvernementalité et la critique du néolibéralisme », in, *Actuel Marx* 36, p. 13–26.

courtiers-producteurs en sujets moraux différenciés. Elle nous a permis d'éclairer le fait qu'une catégorie économique pertinente est tout autant produite par ses conditions d'existence relatives à son positionnement dans les rapports de production que par son inclusion dans un système moral où se définissent les relations sociales entre catégories paysannes. Plus encore, on a montré qu'elle se produit et se reproduit également elle-même à travers la définition de codes moraux et politiques propres.

La seconde nous a, quant à elle, permis de penser les interactions entre échelles sociopolitiques et de nous focaliser sur la trajectoire de l'idéologie hégémonique depuis son énonciation jusqu'à sa mise en pratique. Elle éclaire une propriété fondamentale des courtiers-producteurs, que j'ai désignée par l'oxymore d'« élite subordonnée ». En tant que tels, ils participent à l'exercice d'une domination cherchant à les assujettir eux-même. En concevant la domination comme une dialectique, la pensée de GRAMSCI met également en exergue le rôle primordial des dominés sur la définition des conditions d'exercice du pouvoir. C'est, en clair, une compréhension du politique au quotidien à partir de ce que Foucault appelle les « savoir assujettis »³⁷ que j'ai cherché à établir dans ce travail en concevant les courtiers-producteurs comme des « intellectuels paysans ».

Enfin, l'association entre FOUCAULT et GRAMSCI me semble particulièrement efficace lorsqu'il s'agit de rendre compte des modes de résistance incarnés par les courtiers eux mêmes et de décrire les mécanismes du compromis hégémonique, localisés dans le rapport de force qui oppose les producteurs à l'encadrement : ce sont en effet les « modes de subjectivation » promus par l'encadrement qui servent d'outils aux courtiers pour négocier la domination, voire carrément pour y résister lorsque celle-ci est jugée inacceptable. C'est, en somme, la « capture » des producteurs par l'idéologie du business qui permet la formation d'une « culture professionnelle » propre aux courtiers-producteurs qui est utilisée ensuite comme outil de dénonciation de l'exploitation.

Le concept de « courtier-producteur » que j'ai construit et analysé dans ce travail synthétise en lui-même ces apports. L'idée de courtage implique directement la dimension politique de ces acteurs. Par ailleurs, partir du point de vue de la production permet de distinguer ces courtiers-producteurs des autres types de

37. « Par “savoirs assujettis” j'entends également toute une série de savoirs qui se trouvaient disqualifiés comme savoirs non conceptuels, comme savoirs insuffisamment élaborés : savoirs naïfs, savoirs hiérarchiquement inférieurs, savoir en dessous du niveau de la connaissance ou de la scientificité requises. (...) Ce savoir que j'appellerais le “savoir des gens” (et qui n'est pas du tout un savoir commun, un bon sens, mais au contraire, un savoir particulier, un savoir local, régional, un savoir différentiel, incapable d'unanimité et qui ne doit sa force qu'au tranchant qu'il oppose à tous ceux qui l'entourent). » FOUCAULT, op. cit., p. 9.

courtiers qui évoluent dans les arènes politiques locales, notamment les courtiers en développement. Si les courtiers-producteurs, nous l'avons vu, peuvent cumuler plusieurs activités de courtage et être reconnus comme courtiers en développement (voir courtiers politiques pour certains comme je le montre dans le chapitre 6), c'est leur positionnement dans les relations de production qui permet d'identifier leur homogénéité et leurs différences avec les autres types de courtiers.

L'enjeu épistémologique est de taille et l'analyse de la production agricole dans un pays comme le Malawi conduit directement à porter le regard sur les relations sociales qui divisent et structurent les paysanneries, trop souvent englobées derrière le terme de « grassroots » dès qu'il s'agit de les intégrer à une analyse politique. Cela permet notamment de rendre compte plus en détail de l'influence du social, pris au niveau local, sur la trajectoire historique de la « formation de l'État ».

Les six chapitres de ce mémoire ouvrent, à ce titre, autant de questionnements qu'ils proposent de conclusions. L'impact de l'émergence de ce groupe de producteurs capitalistes sur la structuration sociale en milieu rural et sur l'évolution des économies morales, par exemple, invite à se pencher plus en détail sur les relations entre producteurs autochtones et producteurs migrants non seulement lorsque la migration implique le métayage mais aussi lorsqu'il s'agit de migrants ayant acheté une parcelle plus grande, parfois loin de leur terre natale, pour y réaliser leur propre exploitation commerciale. De même, la cohabitation entre éthique du business et relations morales d'obligations, que j'ai explorée dans la seconde partie de ce travail, mériterait une analyse plus précise prenant davantage en compte la conflictualité engendrée par la position problématique des courtiers-producteurs. Par ailleurs, le rôle de la production du tabac dans la formation et la reproduction des élites politiques a été pris comme une donnée et analysé uniquement à travers l'idée de l'exploitation économique du travail paysan. Une exploration des relations politiques interpersonnelles entre élites politiques, cadres des compagnies acheteuses et des autres acteurs de la filière permettrait très certainement d'ouvrir de nouvelles perspectives sur la place de la filière dans la formation de l'État-paysan au Malawi. Cela permettrait notamment d'ouvrir la boîte noire de l'encadrement que le propos de ce mémoire contribue à identifier comme un groupe homogène motivé par un intérêt commun, faute de données empiriques pour le contredire.

Enfin, il est un dernier point particulièrement central dans la trajectoire historique de la filière que ce terrain de trois mois dans les campagnes de Kasungu et de Dowa n'aura permis d'éclairer que très partiellement

et qui mériterait une étude plus fouillée, à un autre niveau d'analyse : l'extraversion problématique de l'État qu'implique la production du tabac. C'est en effet une filière agrico-industrielle bien particulière et difficilement comparable à d'autres filières importantes sur le continent africain, comme le coton, le thé ou le café par exemple, lorsque l'on prend en compte le rapport moral qu'elle implique entre l'État malawien et la communauté internationale. Si elle est le principal vecteur de l'économie du pays, son influence doit toutefois être mise en miroir avec le poids considérable de l'aide internationale dans le budget du gouvernement. La réputation désastreuse de la plante parmi les principaux pays donateurs, renforcée par la guerre menée internationalement par l'OMS pour faire interdire la production à l'échelle internationale, place en effet le gouvernement en porte à faux par rapport à ses donateurs. En clair, les deux principales sources de l'économie du pays cohabitent difficilement. Les conséquences politiques sont considérables et mériteraient d'être traitées plus en profondeur, non seulement sur la définition des politiques publiques en matière agricole mais également directement sur la relation entre élites politiques et paysanneries.

Bibliographie thématique

Paysannerie et État-paysan

- ANDERS, Gerhard (2004), « Like Chameleons : Civil Servants and Corruption in Malawi », in BLUNDO, Giorgio, (éd.), *Governance of daily life in Africa : public and collective services and their users*, Verlag Münster, 2004, p. 119–141.
- BATES, R.H. (1981), *Markets and States in Tropical Africa : The Political Basis of Agricultural Policies*, California series on social choice and political economy, University of California Press, 1981, 178 p.
- BAYART, Jean-François (1985), *L'État au Cameroun*, Références, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1985, 348 p.
- (1989), *L'État en Afrique, la politique du ventre*, L'Espace du Politique, Paris : Fayard, 1989, 514 p.
- BERMAN, Bruce et John LONSDALE (1992), *Unhappy valley : Conflict in Kenya and Africa*, Eastern African studies, London : J. Currey, 1992, 504 p.
- BLUNDO, Giorgio et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN (2001), « La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest », in, *Politique africaine* 83 (3), p. 8–8.
- CHAUVEAU, Jean-Pierre (1994), « Participation paysanne et populisme bureaucratique : essai d'histoire et de sociologie de la culture du développement », in LAVIGNE DELVILLE, Philippe et Jean-Pierre JACOB, (éds.), *Les Associations Paysannes en Afrique. Organisation et dynamiques*, Karthala, 1994, p. 25–60.
- (2000), « « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire » Les enjeux silencieux d'un coup d'État », in, *Politique Africaine* 78, p. 94–125.
- CHIRAMBO, Reuben Makayiko (2009), « Democracy As Limiting Factor For Politicised Cultural Populism in Malawi », in, *Africa Spectrum* 44 (2), p. 77–94.
- CHIRWA, Wiseman Chijere (2001), « Dancing towards dictatorship : political songs and popular culture in Malawi », in, *Nordic Journal of African Studies* 10 (1), p. 1–27.
- COPANS, Jean (1990), *La longue marche de la modernité africaine*, Collection Les Afriques, Karthala, 1990, 406 p.
- DAUVIN, Pascal et Johanna SIMÉANT, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG du siège au terrain*, Paris : Presses de Sciences Po, 378 p.
- ÉLA, Jean-Marc, *Quand l'État pénètre en brousse... Les ripostes paysannes à la crise*, Les Afriques, Karthala, 265 p.

- ENGLUND, Harri (2002c), « Introduction. The Culture of Chameleon Politics », in ENGLUND, Harri, (éd.), *A Democracy of Chameleons : Politics and Culture in the New Malawi*, Kachere books, Nordic African Institute, 2002, p. 11–24.
- (2006), *Prisoners of freedom : human rights and the African poor*, Berkeley : University of California Press, 2006, 260 p.
- FEIERMAN, Steven M. (1990), *Peasant Intellectuals : Anthropology and History in Tanzania*, University of Wisconsin Press, 1990, 352 p.
- FERGUSON, James (1994), *The Anti-Politics Machine : "Development," Depoliticization, and Bureaucratic Power in Lesotho*, 7^e éd., University of Minnesota Press, 1994.
- GESCHIERE, Peter (1984), « La paysannerie africaine est-elle captive ? Sur la thèse de Gorän Hyden et pour une réponse plus nuancée », in, *Politique Africaine* (14), p. 13–33.
- (1998), « Le social standardisé : l'Etat contre la communauté ? Revue critique du dernier livre de James C. Scott, Seeing like a State - How Certain Schemes to Improve Human Condition Have Failed », in, *Critique internationale* 1 (1), p. 60–65.
- GLASSMAN, Jonathan (1995), *Feasts and riot : revelry, rebellion, and popular consciousness on the Swahili Coast, 1856-1888*, Social history of Africa, Heinemann, 1995, 293 p.
- HARRIGAN, Jane (2001), *From Dictatorship to Democracy : Economic Policy in Malawi, 1964–2000*, Aldershot : Ashgate, 2001, 376 p.
- HIBOU, Béatrice (1999b), « La « décharge », nouvel interventionnisme », in, *Politique Africaine* (73), p. 6–15.
- (éd.) (1999c), *La privatisation des États*, Paris : Karthala, 1999, 398 p.
- HYDÉN, Gorän (1980), *Beyond Ujamaa in Tanzania : Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry*, University of California Press, 1980.
- LABZAE, Medhi (2013), « Partisans, fonctionnaires et paysans. Administration foncière et encadrement au Bénishangul-Gumuz, Éthiopie », Mémoire de Master en Etudes Africaines (mention science politique), sous la direction de Johanna Siméant, Paris : Paris 1 Panthéon-Sorbonne, juin 2013.
- MAMDANI, Mahmood (1996), *Citizen and subject : contemporary Africa and the legacy of late colonialism*, Princeton studies in culture/power/history, Princeton, N.J : Princeton University Press, 1996, 353 p.
- OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre et Giorgio BLUNDO (2006), *Everyday Corruption and the State*, London : Zed Books, 2006, 344 p.
- SACHS, Jeffrey (2005), *The End of Poverty : Economic Possibilities for Our Time*, Penguin Books Limited, 2005, 396 p.
- SCOTT, James C. (1998), *Seeing Like a State : How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, Yale agrarian studies, Yale University Press, 1998, 445 p.
- VADOT, Guillaume (2012), « La production comme espace politique. Exploitation, encadrement et conflictualité sociale à l'Extrême Nord Cameroun », Mémoire de Master en Etudes Africaines (mention science politique), sous la direction de Johanna Siméant, Paris : Paris 1 Panthéon-Sorbonne, juin 2012.
- YOUNG, Rev. Cullen et Hastings Kamuzu BANDA (1946), *Our African Way of Life*, Londres : United Society for Christian Literature, 1946.

Tabac : Production, modes de productions et encadrement de la filière

- COOPER, Frederick (1981a), « Africa and the World Economy », in, *African Studies Review* 24 (2/3, Social Science and Humanistic Research on Africa : An Assessment).
- (1981b), « Peasants, Capitalists, and Historians : A Review Article », in, *Journal of Southern African Studies* 7 (2), p. 284–314.
- COPANS, Jean (2000), *Les Marabouts de l'arachide*, L'Harmattan, 2000, 280 p.
- COQUERY-VIDROVITCH, Catherine (1969), « Recherches sur un « mode de production africain » ? », in, *La Pensée* 144.
- DONGE, Jan Kees van (2002), « Disordering the Market : The Liberalisation of Burley Tobacco in Malawi in the 1990s », in, *Journal of Southern African Studies* 28 (1), p. 89–115.
- EVANS, J. (1997), *Rapid Assessment of the Impact of Policy Changes on Rural Livelihoods in Malawi*, The World Bank, 1997.
- GESCHIERE, Peter (1985), « Applications of the Lineage Mode of Production in African Studies », in, *Canadian Journal of African Studies* 19 (1), p. 80–90.
- GRASSI, de Aaron (2008), « "Neopatrimonialism" and Agricultural Development in Africa : Contributions and Limitations of a Contested Concept », in, *African Studies Review* 51 (3), pages.
- Guide to Agricultural Production and Natural Resources Management* (2012), rapp. tech., Lilongwe, Malawi : Ministry of Agriculture et Food Security, 2012.
- HAZARIKA, Gautam et Jeffrey ALWANG (2003), « Access to credit, plot size and cost inefficiency among smallholder tobacco cultivators in Malawi », in, *Agricultural Economics* 29 (1), p. 99–109, (visité le 12/11/2013).
- HENY BIABAUD, Chloé (2013), *Les enfants du tabac*, Documentaire vidéo, 29', 2 mai 2013.
- HIRSCHMANN, David (1990), « Malawi's "Captured" Peasantry : An Empirical Analysis », in, *The Journal of Developing Areas* 24 (4), p. 467–488.
- (1995), « Managing equity and gender in an agricultural programme in Malawi », in, *Public Administration & Development* 15 (1).
- MEILLASSOUX, Claude (1975), *Femmes, greniers et capitaux*, Maspero, 1975, 251 p.
- ORR, Alastair (2000), « 'Green Gold' ? : Burley Tobacco, Smallholder Agriculture, and Poverty Alleviation in Malawi », in, *World Development* 28 (2), p. 347–363.
- OTANEZ, Martin G., Hadii M. MAMUDU et Stanton A. GLANTZ (2009), « Tobacco Companies' Use of Developing Countries' Economic Reliance on Tobacco to Lobby Against Global Tobacco Control : The Case of Malawi », in, *American Journal of Public Health* 99 (10), p. 1759–1771.
- Politique Africaine* (2013) 144 : *Micropolitiques du boom minier*.
- PROUSE, Martin et Jason MOYER-LEE (2012), *How traceability is restructuring Malawi's tobacco industry*, IOB Working Paper, University of Antwerp, mai 2012.
- PROUSE, Martin et Marie-Cécile THIRION (2012), *Contract Farming in Developing Countries - A Review*, A Savoir, Agence Française du Développement, fév. 2012, 97 p.

REY, Pierre-Philippe (1973), *Les alliances de classes : sur l'articulation des modes de production*, Maspero, 1973, 221 p.

Courtiers-producteurs (1) : culture professionnelle et éthique du business

BAYART, Jean-François (1996b), *L'illusion identitaire*. Paris : Fayard, 1996, 312 p.

– (1999), « L'Afrique dans le monde : une histoire d'extraversion », in, *Critique internationale* 5 (1), p. 97–120.

BERTRAND, Romain, Bogumil JEWSIEWICKI et Jean-Pierre WARNIER (1999), « Autour d'un livre. *Construire la culture matérielle. L'homme qui pensait avec ses doigts.*, de Jean-Pierre Warnier », in, *Politique Africaine* 76, p. 181–195.

BOURDIEU, Pierre (1979), *La distinction : critique sociale du jugement*, Collection Le sens commun, Edition de Minuit, 1979, 670 p.

– (1987), *Choses dites*, Collection "Le sens commun", Éditions de Minuit, 1987, 229 p.

DOBRY, Michel (1986), *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, 442 p.

DUBAR, Claude (1991), « Chapitre 4 : Des « professions » à la socialisation professionnelle », in, *La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, U. Sociologie, Armand Collin, 1991.

GOFFMAN, Erving (1973), *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*, Le sens commun, Paris : Les Éditions de Minuit, 1973.

HUGHES, Everett C. (1958), *Men and Their Work*, Free Press, 1958, 184 p.

OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre, « Développement, modes de gouvernance et normes pratiques (une approche socio-anthropologique) », in, *Revue canadienne d'études du développement* 31 (1), p. 5–20.

OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre et Mahaman TIDJANI ALOU (2009), *Les pouvoirs locaux au Niger. Tome 1 : en attendant la décentralisation*, Voix d'Afrique, Paris : Karthala, 2009, 379 p.

PROWSE, Martin (2009), « Becoming a bwana and burley tobacco in the Central Region of Malawi », in, *The Journal of Modern African Studies* 47 (04), p. 575.

Courtiers-producteurs (2) : arènes sociopolitiques locales

BANÉGAS, Richard et Jean-Pierre WARNIER (2001), « Nouvelles figures de la réussite et du pouvoir », in, *Politique Africaine* (2), p. 5–23.

BAYART, Jean-François (1981), « Le politique par le bas en Afrique Noire. Question de méthode », in, *Politique Africaine* 1, p. 53–83.

BAYART, Jean-François, Thomas MCCASKIE et Kangni ALEMDJRODO (2001), « Autour d'un livre. *Remotely Global. Village Modernity in West Africa*, de Charles Piot », in, *Politique Africaine* 82, p. 151–164.

BIERSCHENK, Thomas, Jean-Pierre CHAUVEAU et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, (éds.) (2000a), *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Hommes et sociétés, APAD, 2000, 328 p.

- BIERSCHENK, Thomas et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN (1998), « Les arènes locales face à la décentralisation et à la démocratisation. Analyses comparatives en milieu rural béninois », in BIERSCHEK, Thomas et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, (éds.), *Les pouvoirs au village. Le Bénin rural entre démocratisation et décentralisation*, Les Afriques, Karthala, 1998, p. 11–51.
- BLUNDO, Giorgio (1995), « Les courtiers du développement en milieu rural sénégalais », in, *Cahiers d'études africaines* 35 (137), p. 73–99.
- BRIQUET, Jean-Louis (1998), « La politique clientélaire. Clientélisme et processus politiques », in BRIQUET, Jean-Louis et Frédéric SIWICKI, (éds.), *Le clientélisme politique dans les sociétés contemporaines*, Paris : Presses universitaires de France, 1998, p. 7–37.
- CHINSINGA, Blessings (2007), *Democracy, Decentralisation, and Poverty Reduction in Malawi*, Mainzer Beiträge zur Afrika-Forschung, Köppe, 2007, 233 p.
- ENGLUND, Harri (1999), « The Self in Self-Interest : Land, Labour and Temporalities in Malawi's Agrarian Change », in, *Africa : Journal of the International African Institute* 69 (1), p. 139–159.
- (2002b), « Ethnography after Globalism : Migration and Emplacement in Malawi », in, *American Ethnologist* 29, p. 261–286.
- (2002d), « The Village in the City, the City in the Village : Migrants in Lilongwe », in, *Journal of Southern African Studies* 28 (1), p. 137–154.
- (2008), « Extreme Poverty and Existential Obligations », in, *Social Analysis* 52, p. 33–50.
- (2011), *Human Rights and African Airwaves : Mediating Equality on the Chichewa Radio*, Indiana University Press, 2011, 294 p.
- (2012), « Poverty », in FASSIN, Didier, (éd.), *A Companion to Moral Anthropology*, John Wiley & Sons, Ltd, 2012.
- GESCHIERE, Peter (2009), *The perils of belonging : autochthony, citizenship, and exclusion in Africa and Europe*, Chicago : University of Chicago Press, 2009, 304 p.
- ILIFFE, John (1987), *The African Poor : A history*, Cambridge : Cambridge University Press, 1987, 387 p.
- JUL-LARSEN, Eyolf et Peter MVULA (2007), « Security for Many or Surplus for the Few ? Customary Tenure and Social Differentiation in Southern Malawi », in, *CMI Working Paper* 9.
- KERR, Rachel Bezner (2005), « Informal Labor and Social Relations in Northern Malawi : The Theoretical Challenges and Implications of Ganyu Labor for Food Security », in, *Rural Sociology* 70 (2), p. 167–187.
- MANDALA, Elias Coutinho (2005), *The end of Chidyerano : a history of food and everyday life in Malawi, 1860-2004*, Social History of Africa, Heinemann, 2005, 346 p.
- MTIKA, M. M. (2001), « The AIDS epidemic in Malawi and its threat to household food security », in, *Human Organization* 60, p. 178–188.
- PETERS, Pauline E. (2006), « Rural Income and Poverty in a Time of Radical Change in Malawi », in, *Journal of Development Studies* 42 (2), p. 322–345.
- SCOTT, James C. (1976), « The Moral Economy of the Peasant. Rebellion and Subsistence in Southeast Asia. », in.
- SIMÉANT, Johanna (2010), « « Économie morale » et protestation - détours africains », in, *Genèses* 81, p. 142–160.

VONDOEPP, Peter (2002), « Are Malawi's Local Clergy Civil Society Activists ? The Limiting Impact of Creed, Context and Class », in ENGLUND, Harri, (éd.), *A Democracy of Chameleons : Politics and Culture in the New Malawi*, Kachere books, Nordic African Institute, 2002, p. 123–139.

Courtiers-producteurs (3) : politisation et pratiques contestataires

ABÉ, Claude (2006), « Les systèmes politiques traditionnels centralisés du monde rural face à la multiplication de l'offre partisane et à la mutation du personnel politique local au Cameroun : l'expérience du lamidat de Rey Bouba », in *Les mondes ruraux à l'épreuve des sciences sociales*, sous la dir. de Éditions QUAE, Dijon, France, 2006, p. 207–222.

BAYART, Jean-François (2008), « Culture et développement : les luttes sociales font-elles la différence ? », fr, in *Afrique contemporaine* 226 (2), p. 85–110.

BLUNDO, Giorgio (2000), « Élus locaux et courtiers en développement au Sénégal. Trajectoires politiques, modes de légitimation et stratégies d'alliance », in BIERSCHEK, Thomas, Jean-Pierre CHAUVEAU et Jean-Pierre OLIVIER DE SARDAN, (éds.), *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Hommes et sociétés, Karthala, 2000.

COHEN, Romain (1980), « Resistance and hidden forms of consciousness amongst African workers », in *Review of African Political Economy* (19), p. 8–22.

CRUMMEY, Donald, (éd.) (1986a), *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*, Books in African studies, James Currey, 1986, 404 p.

ENGLUND, Harri (2001), « Winning Elections, Losing Legitimacy : Multipartyism and the Neopatrimonial State in Malawi », in COWEN, Micheal et Liisa LAAKSO, (éds.), *Multiparty Elections in Africa*, Oxford : James Currey, 2001, p. 172–186.

GILMAN, Lisa (2009), *The Dance of Politics. Gender, Performance and Democratization in Malawi*, Philadelphia : Temple University Press, 2009, 248 p.

KAYAMBAZINTHU, Edrinnie et Fulata MOYO (2002), « Hate speech in the new Malawi », in ENGLUND, Harri, (éd.), *A Democracy of Chameleons : Politics and Culture in the New Malawi*, Kachere books, Nordic African Institute, 2002, p. 87–102.

LAGROYE, Jacques (2003), « Les processus de politisation », in LAGROYE, Jacques, (éd.), *La politisation*, Belin, 2003, p. 159–173.

MÉRINO, Mathieu (2009), « Les élections de 2009 au Malawi : l'emprise partisane au défi des candidatures indépendantes », in *Politique Africaine* 115.

ROY, Donald (2006), *Un sociologue à l'usine : textes essentiels pour la sociologie du travail*, sous la dir. de Jean-Pierre BRIAND et Jean-Michel CHAPOULIE, Grands Repères : Classiques, La Découverte, 2006, 244 p.

SCOTT, James C. (1985), *Weapons of the Weak : Everyday Forms of Peasant Resistance*, Yale University Press, 1985, 389 p.

– (1990), *Domination and the arts of resistance. Hidden Transcripts*, Yale University Press, 1990, 272 p.

SIMÉANT, Johanna (2011), « « Si cette putain de guerre pouvait finir... ». Des hommes, leurs mutineries, une théorie des pratiques protestataires », in *Genèses* 82, p. 150–157.

THOMPSON, Edward Palmer, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », in *Past & Present* 50, p. 76–136.

Malawi : histoire sociale et culture politique

- CAMMACK, Diana et Tim KELSALL (2011), « Neo-patrimonialism, Institutions and Economic Growth : The Case of Malawi, 1964–2009 », in, *IDS Bulletin* 42 (2), p. 88–96.
- CARVER, R. ; Africa Watch Committee (1990), *Where Silence Rules : The Suppression of Dissent in Malawi*, Africa Watch report, Human Rights Watch, 1990.
- CHIRWA, Wiseman Chijere (1996), « The Malawi Government and South African Labour Recruiters, 1974–92 », in, *The Journal of Modern African Studies* 34 (4), p. 623–642.
- DONGE, Jan Kees van (1995), « Kamuzu’s Legacy : The Democratization of Malawi : Or Searching for the Rules of the Game in African Politics », in, *African Affairs* 94 (375), p. 227–257.
- KALIPENI, Ezekiel (1997), « Regional polarisation in voting pattern : Malawi’s 1994 elections », in, *African Journal of Political Science* 2 (1), p. 152–67.
- KYDD, Jonathan et Robert CHRISTIANSEN (1982), « Structural change in Malawi since independence : Consequences of a development strategy based on large-scale agriculture », in, *World Development* 10 (5), p. 355–375.
- MANDALA, Elias Coutinho (1990), *Work and control in a peasant economy : a history of the lower Tchiri Valley in Malawi, 1859-1960*, University of Wisconsin Press, 1990, 402 p.
- MCCRACKEN, John (1983), « Planters, Peasants and the Colonial State : The Impact of the Native Tobacco Board in the Central Province of Malawi », in, *Journal of Southern African Studies* 9 (2), p. 172–192.
- (2012), *A History of Malawi, 1859-1966*, James Currey, 2012, 485 p.
- MHONE, Guy (1992), « The Political Economy of Malawi - An Overview », in GUY, Mhone, (éd.), *Malawi At The Crossroads. The Post-Colonial Political Economy*, Harare : SAPES Books, 1992, chap. 1, p. 1–34.
- MULWAFU, Wapulumuka Oliver (2011), *Conservation Song : A History of Peasant-state Relations and the Environment in Malawi, 1860-2000*, White Horse Press, Oxford University, 2011, 269 p.
- PROWSE, Martin (2013), « A history of tobacco production and marketing in Malawi, 1890–2010 », in, *Journal of Eastern African Studies*, p. 1–22.
- PROWSE, Martin et Jason MOYER-LEE (2013), « A Comparative Value Chain Analysis of Smallholder Burley Tobacco Production in Malawi–2003/4 and 2009/10 », in, *Journal of Agrarian Change*.
- RANGELEY, W. H. J., « A Brief History of the Tobacco Industry in Nyasaland : Part 1 », in, *Nyasaland Journal* 10 (1), p. 32–51.
- « A Brief History of the Tobacco Industry in Nyasaland : Part 2 », in, *Nyasaland Journal* 10 (1), p. 62–83.
- ROSS, Andrew C. (2009), *Colonialism to cabinet crisis : a political history of Malawi*, African Books Collective, 2009, 251 p.
- SHORT, Philip (194), *Banda*, Londres : Routledge, 194.
- TEINDAS, Nicolas (2004), *La démocratisation au Malawi*, Éditions L’Harmattan, 2004, 228 p.
- VAUGHAN, Megan (2005), « Mr. Mdala Writes to the Governor : Negotiating Colonial Rule in Nyasaland », in, *History Workshop Journal* 60, p. 171–188.

Théorie politique et méthodologie

- BALANDIER, Georges (1967), *Anthropologie politique*, Le Sociologue 12, Paris : Presses universitaires de France, 1967, 244 p.
- (1974), *Anthropo-logiques*, Sociologie d’aujourd’hui, Paris : Presses universitaires de France, 1974, 279 p.
- BAYART, Jean-François (1996a), « L’historicité de l’État importé », in, *Les Cahiers du CERI* 15, p. 1–44.
- BRISSET-FOUCAULT, Florence (2011), « Prendre la parole en Ouganda. Critique et citoyenneté sous l’hégémonie du mouvement de résistance nationale (NRM) », Thèse de doctorat, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2011.
- COHEN, A., B. LACROIX et P. RIUTORT (2009), *Nouveau manuel de science politique*, Éditions La Découverte, 2009, 786 p.
- COLSON, Daniel et Philippe CORCUFF, (éds.) (2010), *Michel Foucault (1926-1984) et la subjectivation*, (Université populaire de Lyon), 29 mar. 2010, URL : http://unipoplyon.fr/wordpress/wp-content/uploads/2010/04/textes-foucault-subjectivation-_colson-corcuff-2010_1.pdf.
- COMPAGNON, Daniel (2004), « Pour une analyse multidimensionnelle du processus électoral africain. Historicité, comparaison et institutionnalisation », in QUANTIN, Patrick, (éd.), *Voter en Afrique : Comparaisons et différenciations*, Logiques Politiques, Editions L’Harmattan, 2004, p. 53–65.
- FOUCAULT, Michel (1984), *Histoire de la sexualité : L’usage des plaisirs*, Bibliothèque des histoires vol. 2, Gallimard, 1984, 285 p.
- (1997), « *Il faut défendre la société* » : Cours au Collège de France, 1975-1976, Hautes Études, Gallimard Seuil, 1997, 283 p.
- (2004), *Sécurité, territoire, population : cours au Collège de France, 1977-1978*, Hautes Études, Gallimard Seuil, 2004, 435 p.
- GRAMSCI, Antonio (1983), *Cahiers de prison, T.2*, Gallimard, 1983.
- HOARE, Georges et Nathan SPERBER (2013), *Introduction à Antonio Gramsci*, « Repères », Paris : La Découverte, 2013, 128 p.
- LEMKE, Thomas (2004), « « Marx sans guillemets » : Foucault, la gouvernementalité et la critique du néolibéralisme », in, *Actuel Marx* 36, p. 13–26.
- MAUSS, Marcel, « Essai sur le Don, forme et raison de l’échange dans les sociétés archaïques », in, *Sociologie et anthropologie*, Bibliothèque de Sociologie Contemporaine, Presses universitaires de France, p. 145–279.
- (1936), « Les techniques du corps », in, *Journal de Psychologie* XXXII (3/4).
- MONASTA, Attilio (2012), « L’« intellectuel organique » selon Gramsci », in, *Encyclopédie de L’Agora*, URL : http://agora.qc.ca/documents/intellectuel--lintellectuel_organique_selon_gramsci_par_attilio_monasta.
- RILEY, Dylan John (2011), « Hegemony, Democracy, and Passive Revolution in Gramsci’s *Prison Notebooks* », in, *California Italian Studies* 2 (2).
- SIMÉANT, Johanna (2012), « Localiser le terrain de l’international », in, *Politix* 100, p. 129–147.
- SINTOMER, Yves (1992), « Power and civil society : Foucault vs Habermas », in, *Philosophy and Social Criticism* 18 (3/4), p. 357–378.

VEYNE, Paul (1971), *Comment on écrit l'histoire : essai d'épistémologie*, Paris : Éditions du Seuil, 1971, 352 p.

WEBER, Max (1921), *Économie et société*, Paris, 1921.

Sources primaires

Articles de presse et revues

- The Nation*, 12 avr. 2010, « Police erect roadblock to stop tobacco », CHALIRA, Luntha.
- The Nation*, 12 mai 2009, « Bingu threatens the buyers out », CHIYEMBEKEZA, Chikondi.
- The Nation*, 8 avr. 2009, « Growers threaten to quit tobacco farming »– .
- The Nation*, 16 avr. 2009, « Mutharika supports tobacco growers against poor prices »– .
- The Nation*, 2 mar. 2010, « Financial markets hail policy change on tobacco proceeds »– .
- The Nation*, 12 avr. 2010, « Government, TCC bemoan mixing of tobacco »– .
- The Nation*, 30 avr. 2010, « TCC donates various items to Dedza Police », ELIAH, Nthara.
- The Nation*, 25 juin 2010, « Tobacco debris (NTRMs) costing industry billions », GUMULIRA, Amos.
- The Nation*, 10 nov. 2009, « Limbe Leaf Donates K4 millions for dressing hills », JIMU, Christopher.
- The Nation*, 28 jan. 2010, « Alliance One spends K17 millions in Lilongwe School », MALIKHWA JR., Davie.
- The Nation*, 25 fév. 2010, « Tenant's exploitation reaches new heights », MUNTHALI, Kondwani.
- The Nation*, 22 sept. 2009, « New twist to tobacco prices », MZALE, Dumbani.
- The Nation*, 10 nov. 2009, « Tobacco farmers struggling to pay back loans »– .
- The Nation*, 22 nov. 2010, « Bingu wants all tobacco bought »– .
- The Nation*, 7 oct. 2010, « Limbe Leaf donates K500 000 to Village of Hope »– .
- The Nation*, 5 août 2010, « Malawi says FCTC tobacco ban a trade barrier »– .
- The Nation*, 29 mar. 2010, « Police disperse irate tobacco farmer in Lilongwe »– .
- The Nation*, 15 fév. 2010, « Tobacco exports under threats »– .
- The Nation*, 16 mar. 2011, « Bingu takes on ministers on tobacco »– .
- The Nation*, 12 avr. 2011, « Limbe Leaf and educates growers »– .
- The Nation*, 26 jan. 2011, « Malawi to shift tobacco strategy »– .
- The Nation*, 29 oct. 2013, « Alliance One donates tractors to farmers' clubs »– .
- The Nation*, 9 sept. 2009, « Government deports tobacco bosses », NAMANGALE, Franck.
- The Nation*, 5 juin 2010, « WHO ban to affect 2M tobacco farmers », PEMBA, Philip.

The Nation, 23 sept. 2010, « Go to Malawi and see impact of FCTC - ITGA », TAONGA, Sabola.

Annexes

Liste des entretiens

J'ai pris soin de préciser lorsque l'entretien a été réalisé en anglais. Tous les autres entretiens, réalisés en Chichewa et exceptionnellement en Tumbuka lors de mon séjour dans la circonscription d'Mphomwa, ont nécessité l'aide d'un interprète choisi parmi le personnel local de NASFAM ou bien parmi les villageois anglophones.

Producteurs

Afin de rendre compte de la chronologie de mon terrain et des disparités régionales j'ai choisi de renseigner les entretiens réalisés par région visitée. Ce choix ne fait pas apparaître clairement la distinction entre les courtiers et les autres. L'identification claire des courtiers-producteurs demande généralement plus qu'un simple entretien ce qui explique que le propos sur leur habitus se concentre sur les observations réalisées chez mes hôtes. Lorsque l'enquêté correspond toutefois clairement au profil de courtier, je prend soin de la renseigner par une "*" derrière son nom.

District de Dowa - Circonscription Dowa South-East

Lors de mon séjour dans la région de Lumbadzi, j'ai bénéficié de l'aide de Billy Magwaza responsable adjoint de l'Association Management Center de NASFAM. En plus de me guider en moto d'entretien en entretien, il a interprété l'ensemble des entretiens réalisés en Chichewa.

David Namoni* (31 ans). Village Teka-Teka. Producteur de tabac *burley* depuis cinq ans, contract-farming depuis trois ans et représentant des associations de fermiers NASFAM de Lilongwe Nord. Interrogé en anglais lors du meeting national avec les transporteurs au siège social de NASFAM à Lilongwe le 10 Février 2014.

Maxwel Magona* (45 ans). Village Chikwala. Producteur de tabac *burley* depuis 15 ans, hors contrat depuis cinq ans, leader de l'association d'Ukwe. Interrogé du meeting local avec les transporteurs pour Lilongwe Nord au bureau NASFAM de Lumbadzi le 11 Février 2014.

Frank Sitolo* (42 ans). Village Khongo, producteur de tabac *burley* depuis vingt ans, contract-farming depuis sept ans, leader du GAC du village de Klongo. Interrogé devant sa maison au village, le 13 Février 2014.

Georges Chakare* (34 ans). Village Mbamgômbe, producteur de tabac *burley* depuis dix ans, contract-marketing depuis trois ans, membre élu du bureau national de NASFAM depuis 4 ans. Interrogé dans sa maison au village le 13 Février 2014

Herbert Nkhalamba (environ 85 ans). Producteur de tabac *burley* depuis 70 ans, contract-marketing arrêté depuis deux ans pour erreur administrative. Interrogé devant sa maison le 14 Février 2014.

Grey Gomani* (43 ans). Village Kazembe, producteur de tabac *burley* depuis 15 ans, contract-farming depuis six ans, leader du GAC de Kazembe. Interrogé sur la terrasse d'un restaurant à Lumbadzi (discussion interprété par le jeune serveur du restaurant) le 15 Février 2014.

Mary Mittawa (environ 60 ans) . Productrice de tabac *burley* depuis cinq ans, contract-farming depuis trois ans. Interrogée devant sa maison le 16 Février 2014.

District de Kasungu - Circonscription Kasungu West

Lors de mon séjour à Kasungu West, région s'étendant de long de la bordure est du Kasungu National Park, j'ai eu la chance d'être directement hébergé par Ezekiel Charawa, tabaculteur et leader de l'association de Chipala (NASFAM). C'est lui qui me guidait, négociait les entretiens et interprétait ceux réalisés en Chichewa.

Banda Felson (39 ans) . Village Makolowando, producteur de tabac *flue-cured* depuis plus de dix ans, contract-farming depuis deux ans avec Alliance One. Membre du Makolowando club. Interrogé devant sa maison le 24 Février 2014.

Maxwel Nkhoma (environ 45 ans). Village Mndachima, producteur de tabac *flue-cured* depuis 10 ans, contract-farming depuis trois ans avec Alliance One. Interrogé devant sa maison le 25 Février 2014.

William Bedox (27 ans). *Tobacco vendor* en brousse dans un petit trading-center dans la région de Kasungu-Ouest. Interrogé devant son commerce avec l'aide de Ezekiel Charawa le 25 Février 2014.

Joseph Charawa* (44 ans). Yohane village headman, frère de mon hôte et interprète, producteur de tabac *flue-cured* depuis dix ans, contract-farming depuis trois ans avec Alliance One. Membre du Makolowando club et trésorier du Charawa club. Interrogé en anglais dans son salon le 25 Février 2014.

Paul Kamatuwa (31 ans). Village Chitedzera, producteur de tabac *flue-cured* depuis cinq ans, contract-farming avec Alliance One depuis deux ans. Secrétaire du Kunchena club. Interrogé dans sa maison le 25 Février 2014.

Joseph Phiri (33 ans). Village Makolowando, producteur de tabac *burley* depuis huit ans, non enregistré à la Tobacco Control Commission. Interrogé devant la maison du Group Village Headman Mkolowando et en présence de ce dernier avec qui je venais de faire un entretien le 26 Février 2014.

Andrew Chimbiya (63 ans). Chimbiya village, propriétaire d'une grosse exploitation, producteur de tabac *flue-cured* et *burley* depuis vingt neuf ans, contract-farming avec Alliance One depuis cinq ans. Interrogé à l'ombre de la pergola devant sa maison le 26 Février 2014.

Ezekiel Charawa* (39 ans). Village Makolowando, producteur de tabac *flue-cured* et *burley* depuis quatorze ans, contract-farming avec Alliance One depuis dix ans. Chairperson du Ayamba club, du Makolowando club et du Charawa club ; Secrétaire du Kamanda club et du Chiraza club ; Chairperson de la Chipala Association. L'entretien formel a été réalisé dans sa maison le 27 Février 2014, en milieu de ma première semaine chez lui mais a été complété et grandement enrichi par nos multiples discussions informelles tout au long de mon séjour chez lui.

Estere Mbewe (environ 45 ans). Village Kavika, productrice de tabac *burley* et *flue-cured* depuis dix ans, contract-farming avec Limbe Leaf depuis deux ans. Chairperson du Mkhumbira club. Interrogée devant sa maison le 27 Février 2014.

Richman Kachedwa (53 ans). Village Makolowando, producteur indépendant de tabac *flue-cured* et *burley* depuis « bien longtemps », contract-farming avec Limbe Leaf depuis deux ans. Interrogé auprès du feu d'un de ses séchoirs à tabac le 27 Février 2014.

Marc Fodi Chapitaapa (36 ans). Village Mdachima, producteur de tabac *burley* depuis dix ans, contract-farming avec Alliance One depuis cinq ans. Secrétaire du Kaukwe club. Interrogé devant sa maison le 01 Mars 2014.

- Edwin Chimphange* (34 ans).** Village Ndachimwa, producteur de tabac *burley* depuis six ans, contract-farming avec Alliance One depuis quatre ans. Trésorier du Ndachimwa club et Chairperson du Kalinda GAC. Interrogé devant le groupe scolaire de la région lors d'un match de football le 01 Mars 2014.
- Dave Kaloua (32 ans).** Village Kalamatira, producteur de tabac *flue-cured* depuis cinq ans, contract-farming avec Alliance One pour la première saison. Chairperson du Bolalero club. Interrogé devant sa maison le 02 Mars 2014.
- Renald Mazi (27 ans).** Village Mwaza, producteur de tabac *flue-cured* quatre ans, contract-farming avec Limbe Leaf depuis trois ans. Membre du Ngalang'ango club. Interrogé devant sa maison le 02 Mars 2014.
- Boniface Msaya* (47 ans).** Village Lowe, producteur de *burley* et *flue-cured* depuis trente ans. Directeur de campagne de Paul Mazengela, candidat indépendant au poste de député pour le district de Kasungu Ouest. Interrogé devant chez lui le 04 Mars 2014 2014.
- Jumbe Tembo (64 ans).** Village Masanya, produit du tabac *burley* et *flue-cured* de façon irrégulière depuis treize ans, non enregistré à la Tobacco Control Commission. Interrogé auprès du feu d'un de ses séchoirs à tabac le 04 Mars 2014.
- Femas Nkhanga (60 ans).** Village Makolowando, fermier depuis trente mais est parvenu à produire du tabac pour la première fois cette année, non enregistré à la Tobacco Control Commission. Interrogé devant sa maison le 05 Mars 2014.
- Daveson Simyoni (57 ans).** Village Masaya, producteur de tabac *burley* et *flue-cured* depuis dix-sept ans, sous contrat avec Alliance One depuis deux ans. Membre du Makolowando club. Interrogé devant sa maison le 05 Mars 2014.
- Jabes Katsonga (51 ans).** Village Lowe, producteur de tabac *burley* depuis douze ans, contract-farming avec Alliance One depuis 5 ans. Secrétaire du Tsokonombure club. Interrogé devant chez lui le 06 Mars 2014.
- Yotem Kaluwa (36 ans).** Village Kalamatira, producteur de tabac *burley* et *flue-cured* depuis onze ans, non enregistré à la Tobacco Control Commission depuis qu'il a quitté son club en 2012. Interrogé devant sa maison le 06 Mars 2014.
- Chikaikwo Chema* (39 ans).** Village Mwaza producteur de tabac depuis dix ans, contract-farming avec Alliance One depuis cinq ans. Interrogé devant sa maison le 07 Mars 2014.
- Brea Chidothi* (40 ans).** Village Masania, producteur de tabac depuis douze ans, *flue-cured* depuis deux ans, contract-farming avec Alliance One depuis quatre ans. Secrétaire du Kamanda II club. Interrogé devant sa maison le 08 Mars 2014.
- Emanuel Lisongwe* (32 ans).** Village Chimpiku, producteur de tabac *burley* et *flue-cured* depuis cinq ans, contract-farming avec Alliance One depuis deux ans. Secrétaire du Tilime club. Interrogé devant le bureau de la Tobacco Control Commission de Kasungu (entretien interprété par Joseph Msaya, extension officer pour NASFAM) le 17 Mars 2014.
- Edward Kantanga (32 ans).** Village Maonguza, producteur de *burley* depuis dix ans, contract-marketing avec Limbe Leaf pour la première année. Membre du Taonga Burley club. Interrogé à l'Association Managment Center de Kasungu (entretien interprété par Joseph Msaya) le 18 mars.

District de Kasungu - Circonscription Kasungu Central

Cette rubrique concerne les entretiens réalisés lors de mes courts séjours dans la ville de Kasungu afin de rencontrer les fonctionnaires et employés des différentes institutions publiques et privées en lien avec l'industrie du tabac et la politique locale. J'ai également profité de mes temps libres pour interroger des tabaculteurs venus parfois de loin s'enregistrer à la Tobacco Control Commission (pour ceux là, je renseigne leur village et/ou district d'origine).

- Emily Maulana (environ 40 ans).** Productrice de tabac *burley* depuis cinq ans, contract-farming depuis trois ans avec Alliance One. Interrogée lors d'une journée de formation NASFAM à mon hôtel à Kasungu, avec l'aide de Patricia Kanoza (extension officer pour NASFAM) le 21 Février 2014.
- Benson Chambo* (42 ans).** Village Kanyanda, Kasungu Central, producteur de tabac *burley* depuis vingt ans. Contract-marketing. Depot Manager pour le Chipanga GAC. Interrogé au bureau NASFAM de Kasungu après une formation donnée aux depot managers, avec l'aide de Chimwemwe (tobacco officer pour le bureau NASFAM de Kasungu) le 11 Mars 2014.
- Verson Govati* (34 ans).** Ntchisi District, producteur de tabac depuis six ans, (à réécouter... et à retrouver...). Interrogé devant le siège de la Tobacco Control Commission à Kasungu le 13 Mars 2014.
- Joseph Mbewe (37 ans).** Village Isaac, Kasungu Central, a arrêté le tabac il y a vingt ans. Interrogé chez une membre de NASFAM, avec l'aide de Joseph Msaya, le 19 Mars 2014.

District de Kasungu - Circonscription Kasungu North-West

Lors de mon séjour dans la région de Mphomwa Trading Center j'ai eu l'occasion de vivre avec trois fermiers leaders de NASFAM différents alors que pendant mes journées de terrain j'étais guidé par Philip Mugara, extension officer pour NASFAM assigné à l'association Churu. C'est majoritairement lui qui interprétait les entretiens en Chichewa à l'exceptions quelques uns réalisés avec l'aide attentionné de mon hôte Robert Bandala.

- Edward M'thala* (43 ans).** Village Zifa, producteur de tabac depuis quatorze ans, contract-farming avec Alliance One depuis quatre ans. Chairperson de la Churu Association. Entretien formel réalisé devant une échoppe à Mphomwa le 21 Mars 2014. Edward a été mon hôte pendant cinq jours à la fin de mon terrain et j'ai eu l'occasion de le fréquenter régulièrement pendant les trois semaines que j'ai passé dans la circonscription de Mphomwa, l'entretien a donc été prolongé par des discussions informelles non enregistrées.
- Robert Bandala* (53 ans).** Producteur de tabac *burley* depuis quatorze ans, contract-farming avec Limbe Leaf depuis cinq ans. Membre du bureau national de NASFAM entre 2007 et 2011, année où il a occupé de poste de *Chairman* de l'Association. Entretien formel réalisé devant une échoppe à Mphomwa le 21 Mars 2014. Robert a été mon hôte pendant deux semaines, j'ai donc eu l'occasion d'approfondir ce premier entretien au quotidien par un grand nombre de discussions informelles tout au long de mon séjour chez lui.
- Justina Banda* (38 ans).** Productrice de tabac depuis dix-neuf ans, membre d'un club et sous contract-farming avec Alliance One pour la première année. Chairperson du Chatoloma GAC et Secrétaire de la Churu Association. Interrogée en Chichewa dans son salon avec l'aide d'Ezequiel, son fils, le 22 Mars 2014.
- Peter Nqumayo (33 ans).** Producteur de tabac *burley* depuis onze ans, contract-marketing avec Limbe Leaf depuis deux ans. Secrétaire du Chisinga GAC. Interrogé en anglais à Chisinga derrière une échoppe le 24 Mars 2014.
- Clement Benjamin Nkhata (92 ans).** Fermier et producteur de tabac depuis près de quarante ans, ancien propriétaire d'une grande exploitation et premier président du Malawi Congress Party pour le district de Kasungu Nord. Interrogé à l'ombre d'un séchoir à tabac, chez lui, avec l'aide de Robert Bandala, le 26 Mars 2014.
- Joseph Ng'oma* (53 ans).** Village Maliw'ase, producteur de tabac *burley* depuis dix-neuf ans, contract-marketing avec Alliance One. Chairperson du Mphomwa GAC. Interrogé en Anglais à Mphomwa le 27 Mars 2014.

Chefira Kumanga (55 ans). Métayer depuis deux ans dans la région de Mphomwa, originaire du district de Dowa. Interrogé à Mphomwa dans un endroit très au calme le 30 Mars 2014.

Luke Nhlane* (41 ans). Producteur de tabac *burley* depuis treize ans, contract-farming avec Limbe Leaf. Farmer to farmer pour le Mphomwa GAC (NASFAM). Interrogé à Mphomwa sous une tonnelle le 01 Avril 2014.

Felix Ledon (36 ans). Métayer depuis quatre ans dans la région de Mphomwa pour le même patron que Chafukira Banda. Chef des métayers de l'exploitation. Originaire du district de Lilongwe. Interrogé devant sa hutte le 02 Avril 2014.

Leyton Chiputura Nhlane (56 ans). Fermier reconnu et Chairperson du Area Development Committee de la région de Mphomwa. Membre fondateur de la Churu Association (parmi les associations à l'origine de NASFAM) et ancien chairman de l'association entre 1989-2000. Interrogé dans son salon le 05 Avril 2014.

Leaders et candidats politiques

Leaders politiques non candidats

Les noms de région changent en fonction des partis représentés car chaque parti politique est libre de choisir sa propre division administrative sur le territoire de chaque district. En revanche pour les élections, ils sont tenus de respecter les divisions de la Malawi Electoral Commission.

James Phiri (38 ans). Responsable du Département de la Jeunesse du PP à l'échelle du district de Kasungu-Mpasaz. Également Trésorier de la Churu Association (NASFAM). Interrogé en anglais chez Robert Bandala le 26 Mars 2014.

Chananga Phiri (49 ans). Vice Gouverneur pour le United Democratic Front à l'échelle du district de Kasungu Nord Ouest. Interrogé à Mphomwa devant une échoppe le 26 Mars 2014.

Candidats aux élections locales pour le poste de Conseiller

Pour les candidats aux élections, chaque district est découpé en circonscriptions (pour les élections parlementaires) elles-mêmes découpées en sections (pour les élections locales). Certains candidats pourraient être référencés dans le groupe des producteurs mais je les ai interrogés avant tout à propos de leur engagement politique. Dans la continuité avec la section précédente, les candidats correspondant au profil de courtier sont renseignés par une “*”.

Mphatso (30 ans). Candidat UDF pour la section de Blantyre City Center dans la circonscription de Blantyre. Interrogé dans sa maison le 3 Février 2014

Joseph Charawa* (44 ans). Candidat MCP pour la section ouest de la circonscription Kasungu-West. Interrogé dans le salon de Ezekiel Charawa le 02 Mars 2014. C'est le second entretien réalisé avec Joseph Charawa après avoir appris qu'il se présentait aux élections locales, information étonnamment non dévoilée lors du premier entretien.

Nation Goneke* (environ 35 ans) Candidat PP pour la section de Chipala (Kasungu Central). Interrogé à la terrasse d'un restaurant à Kasungu le 20 Mars 2014.

Sum N'goma (27 ans). Candidat DPP pour la section de Mphomwa (Kasungu-North-West). Interrogé à Mphomwa sous une tonnelle le 22 Mars 2014.

Agnes Niranda (28 ans). Candidate UDF pour la section de Mphomwa. Interrogée dans son salon le 28 Mars 2014.

Julius Madira* (34 ans). Candidat MCP pour la section de Mphomwa. Interrogé à Mphomwa le 31 Mars 2014.

Micheal Zamazana Moyo* (43 ans). Candidat PP pour la section de Mphomwa. Interrogé à Mphomwa sous une tonnelle le 01 Avril 2014.

Candidats aux élections parlementaires

Nathaniel Nthala (52 ans). Candidat DPP pour la circonscription South East Dowa. Interrogé en Anglais dans un restaurant du centre ville de Lilongwe le 18 Février 2014.

Alex CM Major (41 ans). Candidat MCP pour la circonscription Kasungu-West. Interrogé au siège du MCP de Kasungu Central avant de partir pour un meeting politique le 15 Mars 2014.

Paul Mazengela (environ 50 ans). Candidat indépendant la circonscription Kasungu-West. Interrogé à la terrasse d'un restaurant de Kasungu le 19 Mars 2014.

Bauden Mtonga* (37 ans). Candidat MCP pour la circonscription Kasungu-North-West. Interrogé dans sa voiture à l'écart de l'activité de Mphomwa le 02 Avril 2014.

Chester Hoking Chisomba (56 ans). Candidat UDF pour la circonscription Kasungu-West. Interrogé à Mphomwa sous une tonnelle le 06 Avril 2014.

Christopher Edward Richie (50 ans). Candidat AFORD pour la circonscription Kasungu-West. Secrétaire Général du parti et ancien vice président. Interrogé chez lui le 06 Avril 2014.

Moses Mtejha* (50 ans). Candidat DPP pour la circonscription Kasungu-West, il est lui même le député en poste. Interrogé à l'ombre d'un de ses nombreux séchoirs à tabac le 07 Avril 2014.

Encadrement public et privé

Autorités traditionnelles

J'ai eu l'occasion de réaliser des entretiens avec des chefs traditionnels plus ou moins haut placés dans la hiérarchie administrative de l'État local. Ils sont renseignés en fonction de leur T/À (zone géographique et administrative placée sous l'autorité d'un *Chief* ou *Traditional Authority*) ou S/C (Sub-Chiefdom, anciennement inclus dans les T/A, certains sont devenus indépendant afin de réduire la taille de certaines T/A) : T/À Chimuku (Dowa South-East), S/C Lukwa (Kasungu West), T/À Mwase (Kasungu West) et T/À Churu (Kasungu North-West).

Fenias Chideru* (environ 60 ans), Group Village Headman Chideru (T/À Chimuku). Village Chideru, producteur de tabac *burley* depuis seize ans, contract-farming depuis quatre ans, aujourd'hui avec Alliance One, chef du village Chideru et leader de l'association Chiwamba. Interrogé lors d'une journée de tree-planting à Kawale School le 12 Février 2014.

Denis Banda (35 ans), Group Village Headman Makolowando (S/C Lukwa). Village headman d'un *village-coupon*, créé récemment en conséquence de la politique de décentralisation de l'aide aux pauvres, désormais sous l'autorité des village headmen. Également producteur de tabac. Interrogé en Chichewa devant sa maison avec l'aide de Ezekiel Charawa le 26 Février 2014.

Chiwayu Banda* (67 ans), Group Village Headman Charawa (T/À Mwase). Également producteur de tabac indépendant. Interrogé en Chichewa dans son salon avec l'aide de Ezekiel Charawa le 06 Mars 2014.

Entretien collectif avec 30 village headmen et group village headmen (S/C Luka et T/À Mwase). Interrogés lors d'un meeting de campagne indépendant à l'intention des chefs de la région avec l'aide de Ezekiel Charawa le 09 Mars 2014.

Richard Moya (60 ans), Group Village Headman Ch'tota (T/À Churu). Interrogé en Anglais à Mphomwa sous une tonnelle le 22 Mars 2014.

Hastings C Mphomwa (46 ans), Sub Traditional Authority Mphomwa (T/À Chulu). Interrogé dans son salon le 01 Avril 2014.

Fonctionnaires

Howard Kawonga (environ 50 ans). Agricultural Extension Development Coordinator pour le Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire, responsable de l'Extansion Planning Area de Chigonthei (Dowa South East). Interrogé en Anglais dans son bureau au siège local du ministère le 13 Février 2014.

Henlings Nasoni (environ 40 ans). Market Research and Information Officer au siège social de la Tobacco Control Commission. Interrogé dans son bureau le 20 Février 2014.

Spiwe Mauwa (environ 45 ans). Kasungu District Commissionner. Interrogée dans son bureau le 13 Mars 2014.

Davis Chimwaza (34 ans). Tobacco classifier pour la Tobacco Control Commission à Kasungu. Interrogé dans son bureau le 14 Mars 2014.

Dumisani Chisiwa (42 ans). Agriculture Development Extension Officer pour le Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire depuis dix neuf ans. Interrogé à Mphomwa devant une échoppe les 21 et 25 Mars 2014.

National Association of Smallholder Farmers of Malawi

Billy Magwaza (environ 50 ans). Employé chez NASFAM depuis sept ans, assistant de direction de l'Association Management Center de Lumbadzi, District de Lilongwe North. Discussion non enregistré au bureau NASFAM de Lumbadzi le 9 Février 2014, prolongée par de nombreuses discussions entre les 9 et 17 Février 2014.

Harry (26 ans). Employé chez NASFAM depuis trois mois, responsable local du projet Integrating Nutrition in Value Chains lancée par USAID. Interrogé au bureau NASFAM de Lumbadzi le 14 Février 2014.

Thokozani Chikuni (30 ans). Chargée d'étude chez NASFAM pour l'instauration d'un partenariat avec Airtel dans le but de créer un réseau mobile d'information avec les producteurs. Duscission non enregistrée au bureau NASFAM de Lumbadzi le 14 Février 2014.

Felix Kalebe (environ 40 ans). Tobacco Operations Coordinator à NASFAM. Interrogé dans son bureau le 18 Février 2014.

Henry Kalomba (environ 50 ans). Operation Manager à NASFAM responsable de la Région Centrale. Interrogé dans son bureau au siège social de l'association le 19 Février 2014.

Joseph Msaya (32 ans). Extension Officer pour NASFAM à Kasungu Ouest. Interrogé dans son bureau le 17 Mars 2014.

Compagnies acheteuses de tabac

Ewen Manonga (26 ans). Extension officer pour Alliance One depuis 3 ans à Lumbadzi (Dowa South-East). Interrogé au bureau NASFAM de Lumbadzi le 17 Février 2014.

Goodson Kabuluzi (30 ans). Field Officer pour Limbe Leaf à Mphomwa. Interrogé à Mphomwa le 25 Mars 2014.

Universitaire

Martin Prowse. Université de Copenhague. Spécialiste de la production du tabac au Malawi. Discussion téléphonique le 17 Janvier.

Liste des observations

Meetings politiques

- 23 Février 2014** Meeting du Malawi Congress Party, Circonscription Kasungu South. Réunion des cadres du parti à l'échelle de la région centrale pour s'adresser aux électeurs et présenter les candidats du district de Kasungu en préparation de la campagne.
- 09 Mars 2014** Meeting de campagne indépendant chez Boniface Msaya au village Lowa (Kasungu West). Paul Mazengela candidat au poste de député s'adresse aux Village Headmen et Group Village Headmen avant de s'adresser aux électeurs.
- 15 Mars 2014** Meeting de campagne du Malawi Congress Party dans une école de la circonscription de Kasungu West. Alexis CM Major candidat au poste de député et Joseph Charawa candidat aux élections locales sont introduits aux électeurs par les cadres du parti puis expliquent directement leur programme.
- 16 Mars 2014** Meeting de campagne du People's Party dans un village de la circonscription Kasungu Central. Ken Kandodo, député sortant et actuel ministre de la défense s'adresse aux électeurs et présente les candidats PP aux élections locales.
- 05 Avril 2014** Meeting de campagne du Democratic Progressive Party dans une école proche de Mphomwa. Moses Mtejha, député sortant, s'adresse aux électeurs après avoir parlé aux chefs de la région.

Meetings NASFAM

- 10 Février 2014** Tobacco Transporters Meeting au siège social de NASFAM. Tous les transporteurs enregistrés auprès de l'association dans l'ensemble du pays sont réunis avec les responsables des Associations Management Centers de NASFAM pour discuter des contrats de transport proposés par l'association aux transporteurs.
- 11 Février 2014** Tobacco Transporters Meeting à l'Association Management Center de Lumbadzi. Après le rendez vous national, les transporteurs sont forcés de se rendre auprès de chaque association pour signer les contrats avec les leaders d'association et faire un résumé des problèmes rencontrés l'année passée par les producteurs.
- 21 Février 2014** Associations Meeting à l'Association Management Center de Kasungu. Les leaders des associations du district de Kasungu se réunissent en compagnie des cadres de NASFAM pour préparer la saison des ventes, faire un point sur les problèmes rencontrés dans la production, discuter les salaires du personnel du bureau et des *extension officers*.
- 21 Février 2014** Journée de formation des femmes de fermiers sur la sécurité alimentaire dispensée par Amon Chinyopiro.
- 11 Mars 2014** Journée de formation dispensée par Chimwemwe, tobacco officer pour l'Association Management Center de Kasungu, pour les *depot managers*.

08 Avril 2014 Churu Association Meeting. Rendez-vous de tous les GAC leaders et club leader de l'association. Les responsables régionaux (venus de la maison mère) ainsi que le tobacco officer et le responsable de l'Association Management Center de Kasungu sont conviés. C'est l'occasion de résumer la saison, préparer la période des ventes, exprimer les attentes et problèmes aux cadres de l'association et présenter les statistiques de la production annuelle.

Guide d'entretien avec les tabaculteurs

Ce guide a été élaboré avant de partir sur le terrain. Il correspondait à mon souhait initial de mener une étude de la politisation des tabaculteurs en partant de l'hypothèse que cette population pouvait former une catégorie sociale unie et pertinente. C'est justement tout le contraire que j'ai trouvé mes les questions présentes dans cette liste sont pour beaucoup dans la révélation des discontinuités paysannes et de la catégorie de courtier-producteur. À cours de ma pratique du terrain j'ai donc non seulement reformulé le guide au grès des questions, ajoutant notamment les éléments sur la vie et les conflits au village et l'orientant davantage sur les différences interactions entre catégories paysannes, mais je l'ai également de moins en moins utilisé à force que mes entretiens ciblaient un groupe particulier de tabaculteurs pour la plupart anglophones. Ce dernier point me permettait notamment de réaliser des entretiens non directifs que la présence d'un intermédiaire traduisant mes questions empêchait.

Enfin, ce guide a été particulièrement utile lorsque je réalisais des entretiens destinées davantage à l'observation de mon traducteur plus qu'à l'obtention d'éléments importants de la part de l'interrogé. Avoir dans ce cadre une série de question auxquelles mon traducteur et moi étions habitués (tout en faisant exprès d'en changer parfois la formulation et l'orientation pour repérer des changements de comportement) facilitait grandement l'analyse.

General Informations

- Age / Name / Size of the household / ethnic group ?
- Do you only grow tobacco ?
- Size of tobacco fields and amount produced for each crop.
- How much money do you make each year with tobacco ? And after paying the inputs for the new season ?
- For you what is the most important crops ?
- How long have you been growing tobacco ?
- Are you the owner of your land and your means of production ? If not who do you rent ? If yes, how did you get it ?
- Have you other sources of income than agriculture ?
- Are you a member of a club ? of an association ? For how long ?

Tobacco Production

- How did you started to grow tobacco ? What did you do to have enough money for your first harvest ?
- What type of hazard do you face for your tobacco production ?
- Is tobacco your main activity ? Who manage the production in the household ? And the selling ?
- Do you have extra household labors ? How many ? When ? Where are they from ? Are they often the same ?
- Why did you take tenants ?
- Do you use ganyu labor ? What is the role of ganyu for you ?

- Who help you in your production of tobacco ?
- Would you like to grow more tobacco ? How could you do ?
- Auction farming or contract farming ? Why ? Did it change ? When ?
- From whom do you receive fertilizers ? How are they distributed ? Do you experience some shortage in the season ? What can you do in this situation ?
- Do you have quotas of production ? From whom ?
- How do you take your tobacco to the auction floors ? Have you experienced any problem with the transport ? Do the trucks come to your farm ?

relation to control

- Who controls your production ? When ? How ? Where (in you farm ? at the auction ?)
- What are your relations with the local representatives of the Minister of Agriculture ? And of the TCC ?
- Do you go to the trainings extension officers from the minister give to farmers ? and from NASFAM ?
- What do you think about being told how to do your job ?
- What do you expect from your company ? from your farmer association ? from the government ? from the MP ?
- Does the company puts some conditions in the contract, for the production ? the selling ? Any other condition ?
- Do you experience problems with contract farming ? Why ?
- Do you receive pressure about child labour ? From whom ? Will you stop ?

Tobacco Revenues

- How do you get paid ? When ? Is it good to receive all the money of the year in once ?
- Do you consider that tobacco earnings are enough ? Why ? What is a good price ?
- What tells you that the prices can be better ?
- Who fixes the prices of your tobacco ? How ?
- How works the grading of your tobacco ? And the weighing ?
- How can you manage at your own level to improve the income of tobacco ? // What type of initiative can you take at your own level ?
- What do you think about non tobacco related materials ?
- Do you know some people in Zambia propose better prices ? What do you think about producers who sell their tobacco there ? Do you know how it works ? Have you ever done this ?
- Who can help to improve the earnings of tobacco ?
- Do you think tobacco farmers can collectively act to put pressure on those who set the prices ? Why/How ?
- Have you or a member of your club experienced any loss ? contracted any debt ?
- How can you manage to solve this problem ? Does anybody help you ? Who ?
- What type of deduction is taken from the money you make on tobacco ? Do you understand why ? Do you agree ? Why ?
- According to you who profits the most from tobacco in the industry ?

Place of tobacco in the village and in farmers lives

- Does everybody produce tobacco in the village ? Who doesn't ?
- Does tobacco contributes to your role in the life of the village ? Does it gives you more importance ? Why ?
- Have you heard about the pressure from WHO to stop growing tobacco in Malawi ? What do you think ? Are you afraid that the government will stop tobacco market ?
- Can you imagine stopping tobacco growing for another cash crop ? Why ?
- If tobacco production stops in the country what would you do ? Will you stay as important in the life

of the village ?

Local politics of the rural villages

- What are the main problems of the village ?
- Who is helping the most to overpass them ?
- With whom are you used to discuss about the issues faced by farmers ? When ? Where ?
- Have you ever experienced issues with your land ? Disputes about property ? With whom ? How it ended ? Who can solve the problems ?
- What are the most important times when you discuss with other villagers ? What do you talk about ?
- Who are the “big men” in the village ? Why ? What do they do ? What type of influence do they have ? What do you expect from them ?
- What are the main disputes or debates that occur in the village ?
- What do you talk about with your wife ? With your relatives ?
- What is the role of the chiefs ?
- Do you see a lot of NGOs ? What do they do here ? Do you work with them ?
- Who in the village is working closely with the NGO ?

Politicization and elections

- Do you often see politicians and election candidates in the village ? In your farm ? Local and national politicians ?
- Do you receive promises from candidates during the campaign ? Which one ? Related to tobacco ? Do you trust them ?
- What type of politician come to the auctions in an election year ? Candidates ?
- What do you expect from the elections this year ? (Local and presidential ones)
- Do you attend political meetings ? Do you stand up there or just listen ? Why ? What do you expect from those events ?
- What makes you choose your candidate ?
- Do you listen to the radio ? Is it for entertainment or information ? If not, how do you get information ?
- When and with whom do you talk about politics ?
- Have you voted in all elections ? Which ones ? Why ?
- Are you often/always voting for the same party ? Which one ? Why ?
- Will you vote for the same party in both elections ?
- Would you more easily vote for a presidential candidate who shows good promises toward issues of tobacco ?
If he is not from your ethnic group ? If he is not from your traditional party ?
- Is the polling station far from your home ?
- With whom are you used to go there ? By what means ?

For the chiefs and club/action groups leaders

- How do you see your role as a leader of a club ? What are your plans for your mandate ?
- Do you talk about politics with other tobacco growers ? What do you talk about in the meetings of the club ?

Le terrain en images



(a) Propriété de Edward Nathwala.



(b) Maison typique des courtiers-producteurs.



(c) Type de maison que l'on trouve majoritairement en zone rurale

FIGURE 1 – Maisons de courtiers, maisons de paysans



FIGURE 2 – « Here we buy tobacco ! » : grappe de tabac devant la boutique d'un *vendor*. Kasungu Ouest.



(a) Séchoir à *burley*



(b) Séchage du *flue-cured* disposé dans le four.

FIGURE 3 – *Burley, flue-cured*, des séchages différents